



Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 1er mai 1971

Québec, Saturday, May 1, 1971

Règlements

Rules

1^o Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2^o Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3^o Indiquer le nombre d'insertions.

3. Specify the number of insertions.

4^o Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5^o L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6^o Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7^o La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le mercredi, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec a le droit de retarder la publication de certains documents à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than *Wednesday*, noon; if *Wednesday* is a holiday, the deadline is *Tuesday* noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 40 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 20 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: \$1 chacun.

Feuilles volantes: \$3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre \$20; du 1er avril au 31 décembre, \$15 et du 1er juillet au 31 décembre, \$10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969

37883 — 1-52-o

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 40 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 20 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$4 per 100 words.

Single copies: \$1 each.

Slips: \$3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, \$20; April 1st to December 31st, \$15 and July 1st to December 31st, \$10.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969

37883 — 1-52-o

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

l'Éditeur officiel du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec 4, P.Q.

For information concerning the publication of notices, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec 4, P.Q.

Lettres patentes

Letters Patent

Acme signalisation inc.

Acme signalisation inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de mars 1971, constituant en corporation: André Brouillette, vendeur, 8567, Boyce, Marguerite Soucy, secrétaire, fille majeure, 8330, Christophe Colomb, tous deux de Montréal, et Guy Gervais, avocat, 565, avenue Berwick, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de marchandises et articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Acme signalisation inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et en 280 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2031, rue des Carrières, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o

1071-1971

Agence artistique L.H. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Henri Crépeau, avocat, 3844, Rachel est, Gisèle Dupuis, 5145, Bourbonnière, et Fleurette Plourde, 3980, Mont-Royal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agent ou intermédiaire entre ceux ou celles qui donnent des spectacles musicaux et tout ce qui touche l'art musical, sous le nom de « Agence artistique L.H. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o

1068-1971

Amedya Enterprises Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour de février 1971, constituant en corporation: Irving L. Adessky, 56, Place Heath, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985, Iona, et André Larivière, 3101, Édouard-Montpetit, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Amedya Enterprises Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Brouillette, salesman, 8567 Boyce, Marguerite Soucy, secretary, spinster of the full age of majority, 8330 Christophe Colomb, both of Montreal, and Guy Gervais, advocate, 565 Berwick Avenue, Mont-Royal, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods and articles made in whole or in part of metal or wood, under the name of "Acme signalisation inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each, 2,000 class "A" preferred shares of \$1 each and 280 class "B" preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 2031 des Carrières Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

1071-1971

Agence artistique L.H. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henri Crépeau, advocate, 3844 Rachel East, Gisèle Dupuis, 5145 Bourbonnière, and Fleurette Plourde, 3980 Mont-Royal, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

To act as agent or impresario between those who give musical entertainments and everything related to musical art, under the name of "Agence artistique L.H. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

1068-1971

Amedya Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985 Iona, and André Larivière, 3101 Édouard-Montpetit, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Amedya Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est au 150, rue King, bureau 101, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39771

1016-1971

Armoires Rinfret inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1971, constituant en corporation: Jacques Guertin, avocat, 56, Charlotte, Diane Proulx, 209, la Comtesse, tous deux de Sorel, et Janet Joly, 3021, Chenal du Moine, Sainte-Anne-de-Sorel, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de meubles et plus particulièrement d'armoires, sous le nom de « Armoires Rinfret inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39771-o

1023-1971

**Association des responsables
de foyers affiliés du Québec A.R.F.A.Q.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Normand Amyot, 1445, Couvrette, Saint-Laurent, Max Bernard, 5369, MacDonald, app. 510, Montréal, et Richard Evin, 201, Corot Rive, app. 1407, Verdun, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Défendre, protéger et favoriser les intérêts des membres, sous le nom de « Association des responsables de foyers affiliés du Québec A.R.F.A.Q. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$250,000.

Le siège social de la corporation est 1385, 12e Avenue, Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39771-o

176-1971

Atelier protégé le Fil d'Ariane, inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Ronald L. Annett, ingénieur en aéronautique, Louise Cimon, éducatrice, épouse dudit Ronald L. Annett, tous deux de 5488, Avonmore, et Louise Gervais, artiste, épouse

The head office of the company is at 150 King Street, Room 101, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39771-o

1016-1971

Armoires Rinfret inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Guertin, advocate, 56 Charlotte, Diane Proulx, 209 la Comtesse, both of Sorel, and Janet Joly, 3021 Chenal du Moine, Sainte-Anne-de-Sorel, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To manufacture and deal in furnishings and more particularly in cabinets, under the name of "Armoires Rinfret inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Tracy, judicial district of Richelieu.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39771

1023-1971

**Association des responsables
de foyers affiliés du Québec A.R.F.A.Q.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Normand Amyot, 1445 Couvrette, Saint-Laurent, Max Bernard, 5369 MacDonald, Apt. 510, Montreal, and Richard Evin, 201 Corot Rive, Apt. 1407, Verdun, all three advocates, for the following purposes:

To defend, protect and favour the interests of its members, under the name of "Association des responsables de foyers affiliés du Québec A.R.F.A.Q."

The amount to which is to be limited the value of the real estate which the corporation may acquire or possess is \$250,000.

The head office of the corporation is at 1385, 12th Avenue, Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39771

176-1971

Atelier protégé le Fil d'Ariane, inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Ronald L. Annett, aeronautical engineer, Louise Cimon, educator, wife of the said Ronald L. Annett, both of 5488 Avonmore, and Louise Gervais, artist, wife of Louis-

de Louis-Joseph Pigeon, 693, Grosvenor, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Procurer du travail d'artisanat à un groupe particulier d'individus mentalement retardés, par le moyen d'un atelier protégé, sous le nom de « Atelier protégé le Fil d'Ariane, inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o

2838-1970

Automat Sherbrooke Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1971, constituant en corporation: Pierre-C. Fournier, 1880, de Rouville, André Rodrigue, 206, Kennedy sud, et Ronald Dudemaine, 630, boulevard Jacques-Cartier nord, tous trois avocats, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de distributrices automatiques, sous le nom de « Automat Sherbrooke Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o

715-1971

**B.B. Security System Inc.
Système de sécurité B.B. inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Paul Décarie, 6363, rue Iberville, Montréal, Michel Beauparlant, 235, Côte Vertu, et Robert Bessette, 314, rue Dubeau, ces deux derniers de Saint-Laurent, tous trois industriels, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la distribution d'appareils électroniques et électriques, sous le nom de « B.B. Security System Inc.—Système de sécurité B.B. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 235, Côte Vertu, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o

152-1971

B.I.C. (T.M.) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

Joseph Pigeon, 693 Grosvenor, all three of Montreal, for the following purposes:

To obtain handicraft work for a particular group of mentally retarded individuals, by means of a protected workshop, under the name of "Atelier protégé le Fil d'Ariane, inc."

The amount to which is to be limited the value of the real estate which the corporation may acquire or possess is \$50,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

2838-1970

Automat Sherbrooke Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre-C. Fournier, 1880 de Rouville, André Rodrigue, 206 Kennedy South, and Ronald Dudemaine, 630 Jacques-Cartier Boulevard North, all three advocates, of Sherbrooke, for the following purposes:

To manufacture and deal in automatic distributors, under the name of "Automat Sherbrooke Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and into 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

715-1971

**B.B. Security System Inc.
Système de sécurité B.B. inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Décarie, 6363 Iberville Street, Montreal, Michel Beauparlant, 235 Côte Vertu, and Robert Bessette, 314 Dubeau Street, the latter two of Saint-Laurent, all three industrialists, for the following purposes:

To deal and distribute electronic and electrical apparatus, under the name of "B.B. Security System Inc.—Système de sécurité B.B. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 235 Côte Vertu, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

152-1971

B.I.C. (T.M.) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March,

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Léo-J. Bizier, avisier technique, Louise Roussel, ménagère, épouse dudit Léo-J. Bizier, tous deux de 91, Mailhot, et Christine Roussel, secrétaire, fille majeure, 89, Mailhot, tous trois de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Offrir des services d'assistance technique en instrumentation et en contrôle pour tout genre d'industrie, sous le nom de « B.I.C. (T.M.) inc. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune, 800 actions privilégiées « A » de \$50 chacune et en 5,000 actions privilégiées « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 91, rue Mailhot, Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-0

1043-1971

Boismont inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Patrick Audet, 5364, St-Zotique, app. 2, Jacques Gauthier, tous deux menuisiers, et Solange Tremblay, ménagère, épouse dudit Jacques Gauthier, ces deux derniers de 6535A, Rodolphe-Mathieu, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Boismont inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-0

1028-1971

Bouchard électrique inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Pierre Tremblay, avocat, 205, rue Nairn, La Malbaie, Jean Bouchard, entrepreneur-électricien, et Marie-Jeanne Clavet, ménagère, épouse dudit Jean Bouchard, ces deux derniers de 324, rue St-Joseph, Black-Lake, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneur-électricien et faire le commerce et la location d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Bouchard électrique inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 220, rue Notre-Dame, Black-Lake, district judiciaire de Mégantic.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-0

1199-1971

1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léo-J. Bizier, technical adviser, Louise Roussel, housewife, wife of said Léo-J. Bizier, both of 91 Mailhot, and Christine Roussel, secretary, spinster of the full age of majority, 89 Mailhot, all three of Thetford Mines, for the following purposes:

To offer technical assistance services in instrumentation and control for all kinds of industries, under the name of "B.I.C. (T.M.) inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each, 800 "A" preferred shares of \$50 each and into 5,000 "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 91 Mailhot Street, Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

1043-1971

Boismont inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Patrick Audet, 5364 St-Zotique, Apt. 2, Jacques Gauthier, both carpenters, and Solange Tremblay, housewife, wife of the said Jacques Gauthier, the latter two of 6535A Rodolphe-Mathieu, all three of Montreal, for the following purposes:

To do business as a real estate and construction company, under the name of "Boismont inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of a nominal value of \$100 and 100 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

1028-1971

Bouchard électrique inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Tremblay, advocate, 205 Nairn Street, La Malbaie, Jean Bouchard, contractor in electricity, and Marie-Jeanne Clavet, housewife, wife of the said Jean Bouchard, the latter two of 324 St-Joseph Street, Black-Lake, for the following purposes:

To do business as contractors in electricity and to deal in and rent electric appliances and accessories, under the name of "Bouchard électrique inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of \$10 each.

The head office of the corporation is at 220 Notre-Dame Street, Black-Lake, judicial district of Mégantic.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

1199-1971

J. H. Boudreau ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1971, constituant en corporation: Eric Boudreau, Hector Boudreau, tous deux commerçants, et Adrienne Boudreau, vendeuse, épouse dudit Hector Boudreau, tous trois de Cap-aux-Meules, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « J. H. Boudreau ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cap-aux-Meules, district judiciaire de Gaspé.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,
881-1971

39771-o

Boulangerie Parisienne inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1970, constituant en corporation: John Hykawy, 9155, Meunier, Jean-Bernard Benoit, 2108, Fullum, tous deux avocats, Françoise Resler, secrétaire, fille majeure, 10701, Grande-Allée, tous trois de Montréal, et Yves Lussier, comptable, 279, Berkley, Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Exploiter une boulangerie, sous le nom de « Boulangerie Parisienne inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 750 actions ordinaires de \$100 chacune et en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39771-o

5730-1970

Boutique la perruque Québécoise (Hauterive) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Michel Cogger, 376, Redfern, Westmount, Claude Leduc, 105, Beverley, Mont-Royal, Raymonde Verreault, 1100, McGregor, tous trois avocats, Mariette Dupré, 6550, 19e Avenue, et Desneiges Lanthier, 300, Côte Vertu, ces deux dernières secrétaires, ces trois dernières filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de perruques, postiches, cheveux artificiels et naturels, produits de beauté et d'esthétique et autres objets connexes ou accessoires, sous le nom de « Boutique la perruque Québécoise (Hauterive) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune.

J. H. Boudreau ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Eric Boudreau, Hector Boudreau, both traders, and Adrienne Boudreau, saleswoman, wife of said Hector Boudreau, all three of Cap-aux-Meules, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "J. H. Boudreau ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Cap-aux-Meules, judicial district of Gaspé.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.
881-1971

39771

Boulangerie Parisienne inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John Hykawy, 9155 Meunier, Jean-Bernard Benoit, 2108 Fullum, both advocates, Françoise Resler, secretary, spinster of the full age of majority, 10701 Grande-Allée, all three of Montreal, and Yves Lussier, accountant, 279 Berkley, Saint-Lambert, for the following purposes:

To operate a bakery, under the name of "Boulangerie Parisienne inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 750 common shares of \$100 each and into 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

39771

5730-1970

Boutique la perruque Québécoise (Hauterive) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Cogger, 376 Redfern, Westmount, Claude Leduc, 105 Beverley, Mont-Royal, Raymonde Verreault, 1100 McGregor, all three advocates, Mariette Dupré, 6550, 19th Avenue, and Desneige Lanthier, 300 Côte Vertu, the latter two secretaries, the latter three spinsters of the full age of majority, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wigs, pieces of hair, artificial and natural hair, esthetic and beauty products, and other articles or accessories related thereto, under the name of "Boutique la perruque Québécoise (Hauterive) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39771-o 415-1971

Le carrefour Arvict inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1971, constituant en corporation: Gérard Hamel, courtier d'assurances, 4, rue Méthot, Arthabaska, Jean-Marc Béliveau, avocat, 117, rue Notre-Dame est, et Raymond Houle, pharmacien, 141, rue Notre-Dame est, ces deux derniers de Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, sous le nom de « Le carrefour Arvict inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 450 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39771-o 1067-1971

Carte familiale d'économie inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1971, constituant en corporation: Laurent Bélanger, agent de perception, 793, 19e Avenue, Jean Hébert, administrateur, et Françoise Bélanger, ménagère, épouse dudit Jean Hébert, ces deux derniers de 531, 7e Avenue, tous trois de Saint-Antoine-des-Laurentides, pour les objets suivants:

Fabriquer, distribuer et vendre, en gros et au détail, une carte d'escompte au consommateur, sous le nom de « Carte familiale d'économie inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1, Place Ville Marie, suite 2315, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39771-o 1073-1971

Chainé & Hould inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1971, constituant en corporation: Marcel Chainé, commerçant, Michelyne Dubé, ménagère, épouse dudit Marcel Chainé, tous deux de 266, Court, Jean-Claude Hould, commerçant, et Lise Marchand, ménagère, épouse dudit Jean-Claude Hould, ces deux derniers de 492, Mc Duffy, tous quatre de Coaticook, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39771 415-1971

Le carrefour Arvict inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Hamel, insurance broker, 4 Méthot Street, Arthabaska, Jean-Marc Béliveau, advocate, 117 Notre-Dame Street East, and Raymond Houle, pharmacist, 141 Notre-Dame Street East, the latter two of Victoriaville, for the following purposes:

To carry on business as a real estate company, under the name of "Le carrefour Arvict inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of a nominal value of \$10 each and into 450 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39771 1067-1971

Carte familiale d'économie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Laurent Bélanger, collecting agent, 793, 19th Avenue, Jean Hébert, administrator, and Françoise Bélanger, housewife, wife of said Jean Hébert, the latter two of 531, 7th Avenue, all three of Saint-Antoine-des-Laurentides, for the following purposes:

To manufacture, distribute and sell, wholesale and retail, a discount card for the consumer, under the name of "Carte familiale d'économie inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and into 3,900 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, Suite 2315, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39771 1073-1971

Chainé & Hould inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Chainé, merchant, Michelyne Dubé, housewife, wife of the said Marcel Chainé, both of 266 Court, Jean-Claude Hould, merchant, and Lise Marchand, housewife, wife of the said Jean-Claude Hould, the latter two of 492 Mc Duffy, all four of Coaticook, for the following purposes:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de pièces et accessoires pour automobiles, sous le nom de « Chainé & Hould inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 127, rue Child, Coaticook, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o

1054-1971

**Chantaly Itée
Chantaly Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1971, constituant en corporation: Elisabeth Molmar, couturière, épouse divorcée de Jack W. Aikens, 4911 ouest, rue Sherbrooke, Marie-Bernadette Leclerc, vendeuse, fille majeure, 4922 ouest, rue Sherbrooke, toutes deux de Westmount, et Jean-Charles Ménard, comptable, 4263, Saint-Hubert, Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de chemisiers, blouses, robes et autres vêtements pour dames, sous le nom de « Chantaly Itée — Chantaly Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 4922 ouest, rue Sherbrooke, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771

908-1971

**Les charpentes métalliques Québécoises limitée
Québec Structural Steel Limited**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1971, constituant en corporation: Paul Dingle, 258, avenue Mount Pleasant, Westmount, Richard Dionne, 275, Trenton, Mont-Royal, Guy Allain, 5267, Byron, Claire Richer, épouse de David McCready, 4923, Mariette, et Jean Dupéré, 8401, Sherbrooke est, ces trois derniers de Montréal, tous cinq avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de marchandises et articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Les charpentes métalliques Québécoises limitée — Québec Structural Steel Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o

993-1971

To carry on in all its specialties a business dealing in car parts and accessories, under the name of "Chainé & Hould inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 127 Child Street, Coaticook, judicial district of Saint-François.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

1054-1971

**Chantaly Itée
Chantaly Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Elisabeth Molmar, dressmaker, divorced wife of Jack W. Aikens, 4911 Sherbrooke Street West, Marie-Bernadette Leclerc, saleswoman, fille majeure, 4922 Sherbrooke Street West, both of Westmount, and Jean-Charles Ménard, accountant, 4263 St-Hubert, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in women's blouses, dresses and all other women's apparel, under the name of "Chantaly Itée — Chantaly Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 4922 Sherbrooke Street West, Westmount, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771-o

908-1971

**Les charpentes métalliques Québécoises limitée
Québec Structural Steel Limited**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Dingle, 258 Mount Pleasant Avenue, Westmount, Richard Dionne, 275 Trenton, Mount Royal, Guy Allain, 5267 Byron, Claire Richer, wife of David McCready, 4923 Mariette, and Jean Dupéré, 8401 Sherbrooke East, the latter three of Montreal, all five advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods and articles manufactured, in whole or in part, in metal or wood, under the name of "Les charpentes métalliques Québécoises limitée — Québec Structural Steel Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and into 1,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

993-1971

**Chaussures Beauceville inc.
Beauceville Footwear Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1971, constituant en corporation: Benoit Turgeon, 104, 2e Rue, Laurent Poulin, 594, 2e Avenue, tous deux courtiers d'assurance, de Beauceville-Est, et Robert Lessard, notaire, 152, 43e Rue, Saint-Georges, comté de Beauce, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de chaussures, articles en cuir et leurs accessoires, sous le nom de « Chaussures Beauceville inc.—Beauceville Footwear Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Beauceville-Est, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-0

1117-1971

**Club de golf Candiac inc.
Candiac Golf Club Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Jacques Gauthier, agent de réclamation, 104, de Gascogne, Saint-Lambert, Paul Bédard, directeur général, 33, Montcalm, Candiac, et Stanley Wilson, imprimeur, 359, Victoria, Westmount, pour les objets suivants:

Diriger un club de golf et club sportif, fournir aux membres et à leurs invités des facilités de récréation, d'exercice, d'amusement et de vie sociale, sous le nom de « Club de golf Candiac inc.—Candiac Golf Club Inc. », avec un capital actions divisé en 500 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Candiac, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39771

4731-1970

Club d'entraînement physique Rive Sud inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1971, constituant en corporation: Roch Bédard, avocat, 138, Berkley, Saint-Lambert, Claudette Picard, étudiante en droit, épouse de Louis Lavallée, 399, Denonville, Longueuil, et Micheline Couturier, secrétaire légale, fille majeure, 5100, Dudemaine, Montréal, pour les objets suivants:

Établir, maintenir, diriger un cours de conditionnement et d'entraînement physique personnel et d'activités de loisirs en général, sous le nom de « Club d'en-

**Chaussures Beauceville inc.
Beauceville Footwear Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Benoit Turgeon, 104, 2nd Street, Laurent Poulin, 594, 2nd Avenue, both insurance brokers, of Beauceville-East, and Robert Lessard, notary, 152, 43rd Street, Saint-Georges, county of Beauce, for the following purposes:

To manufacture and to deal in all sorts of shoes, leather articles and their accessories, under the name of "Chaussures Beauceville inc.—Beauceville Footwear Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Beauceville-East, judicial district of Beauce.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

1117-1971

**Club de golf Candiac inc.
Candiac Golf Club Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Gauthier, claims agent, 104 de Gascogne, Saint-Lambert, Paul Bédard, general director, 33 Montcalm, Candiac, and Stanley Wilson, printer, 359 Victoria, Westmount, for the following purposes:

To carry on a golf and country club and to provide recreation, exercise, amusement and social intercourse for the members of such club and their guests, under the name of "Club de golf Candiac inc.—Candiac Golf Club Inc.", with a capital stock divided into 500 common shares without par value.

The head office of the company is at Candiac, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

39771-0

4731-1970

Club d'entraînement physique Rive Sud inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roch Bédard, advocate, 138 Berkley, Saint-Lambert, Claudette Picard, law student, wife of Louis Lavallée, 399 Denonville, Longueuil, and Micheline Couturier, legal secretary, spinster of the full age of majority, 5100 Dudemaine, Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain and direct a personal conditioning, physical training and recreational activities course in general, under the name of "Club d'entraî-

traînement physique Rive Sud inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 50 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 360, rue St-Jacques ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o 806-1971

Club des majorettes Les Princesses de l'Est inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de mars 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Guy Forget, agent de relations publiques, 4139, Ste-Catherine, app. 2, Jeannine Forget, ménagère, épouse de Albert Lacasse, 1453, Jeanne d'Arc, et Pierre Fréchette, représentant, 2890, Dickson, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Former et administrer un corps de majorettes, sous le nom de « Club des majorettes Les Princesses de l'Est inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation est 1453, Jeanne d'Arc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o 1139-1971

Club optimiste St-Raymond inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de janvier 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Wilfrid-J. Paquet, entrepreneur, André Génois, arpenteur-géomètre, et Richard Corriveau, principal d'école, tous trois de Saint-Raymond, pour les objets suivants:

Développer l'optimisme comme une philosophie de vie, sous le nom de « Club optimiste St-Raymond inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder et acquérir, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Raymond, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o 344-1971

Club social L'Estrien inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de mars 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Roland Bergeron, 1231, Ypres, Conrad Fontaine, 202, Assomption, tous

nement physique Rive Sud inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 50 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 360 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771 806-1971

Club des majorettes Les Princesses de l'Est inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Guy Forget, public relations agent, 4139 St. Catherine, Apt. 2, Jeannine Forget, housewife, wife of Albert Lacasse, 1453 Jeanne d'Arc, and Pierre Fréchette, representative, 2890 Dickson, all three of Montreal, for the following purposes:

To found and administer a group of majorettes, under the name of "Club des majorettes Les Princesses inc."

The amount to which is to be limited the value of the real estate which the corporation may acquire or possess is \$200,000.

The head office of the corporation is at 1453 Jeanne d'Arc, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771 1139-1971

Club optimiste St-Raymond inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Wilfrid-J. Paquet, contractor, André Génois, land-surveyor, and Richard Corriveau, school principal, all three of Saint-Raymond, for the following purposes:

To develop optimism as a life philosophy, under the name of "Club optimiste St-Raymond inc."

The amount to which is to be limited the value of the real estate which the corporation may possess or acquire is \$100,000.

The head office of the corporation is at Saint-Raymond, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771 344-1971

Club social L'Estrien inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating without share capital: Roland Bergeron, 1231 Ypres, Conrad Fontaine, 202 Assomption, both

deux journaliers, Roger Bergeron, assistant-contre-maitre, 670, Buck, Ovila Fournier, comptable, 2430, Forest, et Pierre Camonfour, dessinateur, 2991, Ste-Jeanne-D'Arc, tous cinq de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Établir et administrer un club social, sous le nom de « Club social L'Estrien inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Rock Forest, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

39771-o

1156-1971

Coffee House Investments Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1971, constituant en corporation: Andrew Cizmar, gérant, 10165, Larose, Anne Constantin, serveuse de restaurant, fille majeure, 2205, Henri-Bourassa, app. 204, et Mike Stenkowski, journalier, 3674, Clark, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Tenir un café, une discothèque et un restaurant et faire affaires en qualité de compagnie de placement, sous le nom de « Coffee House Investments Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 5658A, avenue du Parc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

39771

1050-1971

Construction Alex inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Jules Bergeron, menuisier, 111, des Saules, Gérard Joly, entrepreneur, et Laurence Lemoine, ménagère, épouse dudit Gérard Joly, ces deux derniers de 115, des Saules, tous trois de Tracy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Construction Alex inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 390 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 115, rue des Saules, Tracy, district judiciaire de Richelieu.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

39771-o

5462-1970

labourers, Roger Bergeron, assistant foreman, 670 Buck, Ovila Fournier, accountant, 2430 Forest, and Pierre Camonfour, designer, 2991 Ste-Jeanne-D'Arc, all five of Sherbrooke, for the following purposes:

To establish and administer a social club, under the name of "Club social L'Estrien inc."

The amount to which is to be limited the value of the real estate which the corporation may acquire or possess is \$40,000.

The head office of the company is at Rock Forest, judicial district of Saint-François.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

1156-1971

Coffee House Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Andrew Cizmar, manager, 10165 Larose, Anne Constantin, waitress, spinster, 2205 Henri-Bourassa, #204, and Mike Stenkowski, labourer, 3674 Clark, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a coffee house, discothèque and restaurant and to carry on the business of an investment company, under the name of "Coffee House Investments Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at 5658A Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771-o

1050-1971

Construction Alex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jules Bergeron, joiner, 111 des Saules, Gérard Joly, contractor, and Laurence Lemoine, housewife, wife of said Gérard Joly, the latter two of 115 des Saules, all three of Tracy, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Construction Alex inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 390 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 115 des Saules Street, Tracy, judicial district of Richelieu.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

39771

5462-1970

**Construction Antares limitée
Antares Construction Limited**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1971, constituant en corporation: Liberato Spensieri, 5837, Pierre, Pietro Di Biase, 5835, Pierre, tous deux constructeurs, et Gennaro Rapattoni, homme d'affaires, 5655, Maurice Duplessis, tous trois de Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Construction Antares limitée — Antares Construction Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5655, rue Maurice Duplessis, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39771-o

700-1971

Contempora inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1971, constituant en corporation: Michel Gaulin, étudiant, 6547, rue d'Aragon, Montréal, Denis Gaulin, administrateur, et Lise Labbé, ménagère, épouse dudit Denis Gaulin, ces deux derniers de 208, rue Dumont, Beloeil, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles et des articles d'ameublement, ouvrés et semi-ouvrés, sous le nom de « Contempora inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39771-o

1007-1971

Contisco inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mars 1971, constituant en corporation: Claude Latour, dessinateur, 3320, chemin St-Louis, Sainte-Foy, Alain de Conde, administrateur, 1270, Courcelette, Sherbrooke, et Jacques Mercier, avocat, 375, 68e Rue ouest, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Contisco inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

**Construction Antares limitée
Antares Construction Limited**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Liberato Spensieri, 5837 Pierre, Pietro Di Biase, 5835 Pierre, both builders, et Gennaro Rapattoni, businessman, 5655 Maurice Duplessis, all three of Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Construction Antares limitée — Antares Construction Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 5655 Maurice Duplessis Street, Montreal-North, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39771

700-1971

Contempora inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Gaulin, student, 6547 d'Aragon Street, Montreal, Denis Gaulin, administrator, and Lise Labbé, housewife, wife of the said Denis Gaulin, the latter two of 208 Dumont Street, Beloeil, for the following purposes:

To manufacture and to deal in furniture and furnishings, worked and semi-worked, under the name of "Contempora inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39771

1007-1971

Contisco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Latour, designer, 3320 St-Louis Road, St. Foy, Alain de Conde, administrator, 1270 Courcelette, Sherbrooke, and Jacques Mercier, advocate, 375, 68th Street West, Charlesbourg, for the following purposes:

To deal in all products, articles and merchandise, under the name of "Contisco inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 3332, avenue Gaspereau, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

39771-o

1192-1971

**La Corporation de placements Cytren
Cytren Investment Corporation**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de février 1971, constituant en corporation: Stanley L. Cytrynbaum, 95, Roxton Crescent, Montréal-Ouest, Walter R.M. Wekarchuk, 1703, Albert Duquesne, Laval, Clifford Postelnik, 5716, rue Melling, Montréal, tous trois avocats, et Nycole Nadeau, secrétaire, épouse de Marshall Gaudreault, 6132, de l'Authion, Anjou, pour les objets suivants:

Faire affaires en qualité de compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « La Corporation de placements Cytren — Cytren Investment Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 797, avenue Lajoie, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

39771

890-1971

Cosmétiques France-Laure (1970) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Jean Bazin, 218, Berlioz, Ile-aux-Soeurs, John H. Dawson, 28, Stratford, Hampstead, et Claire Richer, épouse de David C. McCready, 4923, Mariette, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits de beauté de tout genre et d'équipement de salons d'esthétique et de coiffure, sous le nom de « Cosmétiques France-Laure (1970) inc. », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

39771-o

4872-1970

Cosmetrix inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de mars 1971, constituant en corporation: Guy Gervais, avocat, 565, avenue Berwick, Mont-Royal, Marguerite Soucy, 8330, Chris-

The head office of the company is at 3332 Gaspereau Avenue, St.Foy, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

1192-1971

**La Corporation de placements Cytren
Cytren Investment Corporation**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stanley L. Cytrynbaum, 95 Roxton Crescent, Montreal West, Walter R.M. Wekarchuk, 1703 Albert Duquesne, Laval, Clifford Postelnik, 5716 Melling Street, Montreal, all three advocates, and Nycole Nadeau, secretary, wife of Marshall Gaudreault, 6132 de l'Authion, Anjou, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "La Corporation de placements Cytren — Cytren Investment Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,900 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at 797 Lajoie Avenue, Dorval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771-o

890-1971

Cosmétiques France-Laure (1970) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Bazin, 218 Berlioz, Ile-aux-Soeurs, John H. Dawson, 28 Stratford, Hampstead, and Claire Richer, wife of David C. McCready, 4923 Mariette, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in beauty products of all kinds and equipment for aesthetic and hairdressing salons, under the name of "Cosmétiques France-Laure (1970) inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without nominal value and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

39771

4872-1970

Cosmetrix inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Gervais, advocate, 565 Berwick Avenue, Mount Royal, Marguerite Soucy, 8330 Christophe

tophe Colomb, Montréal, et Colombe Cousineau, 158, boulevard Lévesque, Laval, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Cosmetrix inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et en 280 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 110, Place Crémazie, suite 320, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-0

1072-1971

Courval Tooling Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1971, constituant en corporation: Werner Winklmaier, 131-B, Riverview, Lasalle, Peter Tippler, tous deux outilleurs, et Therese Baumann, secrétaire, épouse dudit Peter Tippler, ces deux derniers du 66 est, rue Saint-Joseph, Montréal, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce d'outils, sous le nom de « Courval Tooling Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 760 actions ordinaires de \$10 chacune, 2,400 actions privilégiées de la série « A » de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de la série « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 4880, rue Courval, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771

1029-1971

**Crimco Mining Corporation Ltd.
(No personal liability)**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1971, constituant en corporation: Fernand Beauregard, 6437, boulevard Pie IX, Montréal, Jacques Valade, 4165, 1ère Rue, tous deux avocats, Danielle Pennou, épouse de Didier Pennou, 103, Desmarreaux, tous deux de Laval, Janice Mc Gregor, épouse de Donald Mc Gregor, 8692, Viau, et Nicole Charron, épouse de Guy Charron, 5132, Rimbaud, ces deux derniers de Saint-Léonard, ces trois dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire de la prospection et de l'exploration pour trouver des mines et du minerai, sous le nom de « Crimco Mining Corporation Ltd. » (No personal liability), avec un capital actions divisé en 5,000,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771

859-1971

Colomb, Montreal, and Colombe Cousineau, 158 Lévesque Boulevard, Laval, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To deal in all products, articles and merchandise, under the name of "Cosmetrix inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each, 2,000 preferred shares class "A" of \$1 each and 280 preferred shares class "B" of \$100 each.

The head office of the company is at 110 Crémazie Place, Suite 320, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

1072-1971

Courval Tooling Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Werner Winklmaier, 131-B Riverview, Lasalle, Peter Tippler, both toolmakers, and Therese Baumann, secretary, wife of the said Peter Tippler, the latter two of 66 St. Joseph Street East, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in tools, under the name of "Courval Tooling Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 760 common shares of \$10 each, 2,400 class "A" preferred shares of \$1 each and 3,000 class "B" preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 4880 Courval Street, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771-0

1029-1971

**Crimco Mining Corporation Ltd.
(No personal liability)**

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Beauregard, 6437 Pie IX Boulevard, Montreal, Jacques Valade, 4165, 1st Street, both lawyers, Danielle Pennou, wife of Didier Pennou, 103 Desmarreaux, both of Laval, Janice Mc Gregor, wife of Donald Mc Gregor, 8692 Viau, and Nicole Charron, wife of Guy Charron, 5132 Rimbaud, the latter two of Saint-Léonard, the latter three secretaries, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Crimco Mining Corporation Ltd." (No personal liability), with a capital stock divided into 5,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771-0

859-1971

Distribution Janmiber inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de mars 1971, constituant en corporation Thérèse Durand, distributrice, épouse de Jean-Paul Bernard, 744, boulevard Magenta est, Raymond Harbec, gérant, 721, Elm, tous deux de Farnham, et Dollard Bérard, agent, 10, Hébert, Bedford, pour les objets suivants:

Faire la distribution de billets de loterie mis en vente par la Société d'Exploitation des Loteries et Courses du Québec, sous le nom de « Distribution Janmiber inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 431, rue Meigs, Farnham, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39771-o

878-1971

Distribution Janmiber inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Thérèse Durand, distributor, wife of Jean-Paul Bernard, 744 Magenta East Boulevard, Raymond Harbec, manager, 721 Elm, both of Farnham, and Dollard Bérard, agent, 10 Hébert, Bedford, for the following purposes:

To effect distribution of lottery tickets for sale by "Société d'Exploitation des Loteries et Courses du Québec", under the name of "Distribution Janmiber inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 431 Meigs Street, Farnham, judicial district of Bedford.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39771

878-1971

Domaine des Cormiers inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de janvier 1971, constituant en corporation: André Thomas, 823, rue Pratt, Outremont, Claude-B. Thomas, 12210, rue Jasmin, Normand Bourbonnais, 290, rue Bleignier, et Bernard Dansereau, 12200, rue Jasmin, ces trois derniers de Saint-Laurent, tous les quatre entrepreneurs, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'extension et de développement, sous le nom de « Domaine des Cormiers inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 123, Côte Vertu, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39771

95-1971

Domaine des Cormiers inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Thomas, 823 Pratt Street, Outremont, Claude-B. Thomas, 12210 Jasmin Street, Normand Bourbonnais, 290 Bleignier Street, and Bernard Dansereau, 12200 Jasmin Street, the latter three of Saint-Laurent, all four contractors, for the following purposes:

To carry on the business of a development company, under the name of "Domaine des Cormiers inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 123 Côte Vertu, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39771-o

95-1971

East End Oil Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Albert Bouchard, commerçant, 5700, Salaberry, app. 10, Montréal, Claude Poulin, 2201, Lapinière, Brossard, et Pierre Dulude, 220, St-Ignace, La Prairie, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire la réparation, l'installation, la livraison de systèmes de chauffage, leurs parties et accessoires, ainsi que l'huile et la gazoline, sous le nom de « East End Oil Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4195, boulevard Lapinière, Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39771-o

1004-1971

East End Oil Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Albert Bouchard, trader, 5700 Salaberry, Apt. 10, Montreal, Claude Poulin, 2201 Lapinière, Brossard and Pierre Dulude, 220 St-Ignace, Laprairie, the latter two advocates, for the following purposes:

To repair, install, delivery heating system apparatus, their parts and accessories, as well as oil and gas, under the name of "East End Oil Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 4195 Lapinière Boulevard, Brossard, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39771

1004-1971

Entrelec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1971, constituant en corporation: Gaston Leduc, 6874, rue Viau, Montréal, Berthier Pelletier, tous deux électriciens, et Noëlla Pelletier, ménagère, épouse dudit Berthier Pelletier, ces deux derniers de 5345, boulevard Robert, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens; fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils, accessoires, fils, câbles, produits, composants et pièces électriques, sous le nom de « Entrelec inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

39771-o

1006-1971

Les entreprises Aimé & René inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Aimé Boyer, mécanicien, Simone Choinière, ménagère, épouse dudit Aimé Boyer, tous deux de 521, rue Chénier, René Daunais, mécanicien, et Angela Penelle, ménagère, épouse dudit René Daunais, ces deux derniers de 330, rue Roy, tous quatre de Granby, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de marchandises et articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Les entreprises Aimé & René inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 521, rue Chénier, Granby, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

39771-o

296-1971

Les entreprises Claude Raymond inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1971, constituant en corporation: Pierre-L. Lapointe, 155, Marcotte, Saint-Laurent, Jacques Lemaître-Auger, 8462, Drolet, et Mark M. Rosenstein, 5003, Lacombe, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en publicité et conseillers en publicité et en relations extérieures, sous le nom de « Les entreprises Claude Raymond inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 10,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Entrelec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaston Leduc, 6874 Viau Street, Montreal, Berthier Pelletier, both electricians, and Noëlla Pelletier, housewife, wife of said Berthier Pelletier, the latter two of 5345 Robert Boulevard, Saint-Léonard, for the following purposes:

To carry on business as electricians; to manufacture and deal in all kinds of electrical apparatus, accessories, wires, cables, products, components and parts, under the name of "Entrelec inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

1006-1971

Les entreprises Aimé & René inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Aimé Boyer, mechanic, Simone Choinière, housewife, wife of said Aimé Boyer, both of 521 Chénier Street, René Daunais, mechanic, and Angela Penelle, housewife, wife of said René Daunais, the latter two of 330 Roy Street, all four of Granby, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods and articles made in whole or in part of metal or wood, under the name of "Les entreprises Aimé & René inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 521 Chénier Street, Granby, judicial district of Bedford.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

296-1971

Les entreprises Claude Raymond inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre-L. Lapointe, 155 Marcotte, Saint-Laurent, Jacques Lemaître-Auger, 8462 Drolet, and Mark M. Rosenstein, 5003 Lacombe, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as advertising contractors and advertising and foreign relation counsellors, under the name of "Les entreprises Claude Raymond inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 30,000 common shares of \$1 each and into 10,000 preferred shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est 580, Maisonneuve, Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

39771-o

1131-1971

**Les entreprises Delson Itée
Delson Enterprises Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1971, constituant en corporation: Réal Galarneau, 11824, rue Éthier, Montréal-Nord, Marcel Hammond, 39, rue Ouellette, tous deux industriels, et Roger Lalonde, marchand, 49, Montée des Bouleaux, ces deux derniers de Delson, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les entreprises Delson Itée — Delson Enterprises Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 3000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

39771-o

1032-1971

Entreprises J.C.P. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1971, constituant en corporation: Monique Provost, secrétaire, épouse de Maurice Levesque, 2610, Tadoussac, Jean Gauthier, 77, Meunier, et Bruno Faucher, 706, Lahaie, ces deux derniers notaires, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Entreprises J.C.P. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

39771-o

460-1971

**Falcon Ridge Mines Ltd.
(No personal liability)**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1971, constituant en corporation: Claude Boisvert, 1505, Moore, Laval, Guy-E. Boisvert, 4976, Glencairn, tous deux avocats, et Yolande Polisen, réceptionniste, fille majeure, 7928, Durocher, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 580 Maisonneuve, Saint-Jean, judicial district of Iberville.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

1131-1971

**Les entreprises Delson Itée
Delson Enterprises Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réal Galarneau, 11824 Éthier Street, Montreal-North, Marcel Hammond, 39 Ouellette Street, both industrialists, and Roger Lalonde, merchant, 49 Montée des Bouleaux, the latter two of Delson, for the following purposes:

To do business as builders and general contractors in construction and to deal in all kinds, of materials, under the name of "Les entreprises Delson Itée — Delson Enterprises Ltd.," with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montréal, judicial district of Montréal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

1032-1971

Entreprises J.C.P. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Monique Provost, secretary, wife of Maurice Levesque, 2610 Tadoussac, Jean Gauthier, 77 Meunier, and Bruno Faucher, 706 Lahaie, the latter two notaries, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Entreprises J.C.P. inc.," with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montréal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

460-1971

**Falcon Ridge Mines Ltd.
(No personal liability)**

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Boisvert, 1505 Moore, Laval, Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, both advocates, and Yolande Polisen, receptionist, fille majeure, 7928 Durocher, the latter two of Montréal, for the following purposes:

Faire de la prospection et de l'exploration pour trouver des mines et du minerai, sous le nom de « Falcon Ridge Mines Ltd. », (No personal liability), avec un capital divisé en 5,000,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771

1001-1971

Filtronique inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1971, constituant en corporation: Richard Barbeau, 275, Amédée-Meunier, Repentigny, Jean Geoffrion, 1120, Bernard ouest, #34, Outremont, et Gilles Duchesne, 1169, Lesage, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer, faire l'entretien, la réparation et le commerce d'appareils de radio, de télévision, accessoires électriques, instruments de musique, leurs parties et accessoires, et autres marchandises semblables, sous le nom de « Filtronique inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9343, rue Lajeunesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o

5449-1970

Garage Roger Morin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1971, constituant en corporation: Roger Morin, homme d'affaires, Mariette Morin, ménagère, épouse dudit Roger Morin, tous deux de 14479, Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles, et Roger Arseneault, comptable, 10912, Tanguay, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines, et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Garage Roger Morin inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 14465, Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o

1142-1971

Geejay Enterprises Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1971, constituant en corporation: George McLeod, administrateur des

Prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Falcon Ridge Mines Ltd." (No personal liability), with a capital stock divided into 5,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771-o

1001-1971

Filtronique inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Barbeau, 275 Amédée-Meunier, Repentigny, Jean Geoffrion, 1120 Bernard West, #34, Outremont, and Gilles Duchesne, 1169 Lesage, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture, maintain, repair and deal in radios, televisions, electrical accessories, musical instruments, their parts and accessories, and other similar merchandise, under the name of "Filtronique inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 9343 Lajeunesse Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

5449-1970

Garage Roger Morin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Morin, businessman, Mariette Morin, housewife, wife of the said Roger Morin, both of 14479 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles, and Roger Arseneault, accountant, 10912 Tanguay, Montreal, for the following purposes:

To do business as garage-owners and to deal in automobiles, motors, machines, and all their accessories and parts, under the name of "Garage Roger Morin inc.", with a total capital stock of \$40,000 divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 14465 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

1142-1971

Geejay Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: George McLeod, sales executive, Ann Edith

ventes, Ann Edith McLeod, ménagère, épouse dudit George McLeod, tous deux de 505, rue Osborne, James Murphy, administrateur des ventes, et Violet Murphy, ménagère, épouse dudit James Murphy, ces deux derniers de 516, rue Osborne, tous quatre de Verdun, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de produits, articles et marchandises, en faire le commerce, sous le nom de « Geejay Enterprises Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771

1137-1971

Gestion Le Saux Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1971, constituant en corporation: Bernard Lamoureux, comptable, 1710, Dépatie, Saint-Laurent, Jean-Louis Le Saux, maître-électricien, et Madeleine Grenier, maîtresse de maison, épouse dudit Jean-Louis Le Saux, ces deux derniers de 1058, Val Martin, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Gestion Le Saux Itée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 40 actions ordinaires de \$1 chacune, 9,986 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1058, rue Val Martin, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o

1084-1971

Gestion P.M.J. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1971, constituant en corporation: Cécile Contant, 5060, Pie IX, Montréal, Michelle Lemieux, 1775, Delorme, Laval, toutes deux filles majeures, et Denise Doss, épouse de Adel Doss, 5200, Dudemaine, Saint-Laurent, toutes trois secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Gestion P.M.J. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune, 10,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 25,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1730, rue Alfred, Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o

675-1971

McLeod, housewife, wife of the said George McLeod, both of 505 Osborne Street, James Murphy, sales executive, and Violet Murphy, housewife, wife of the said James Murphy, the latter two of 516 Osborne Street, all four of Verdun, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Geejay Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771-o

1137-1971

Gestion Le Saux Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Lamoureux, accountant, 1710 Dépatie, Saint-Laurent, Jean-Louis Le Saux, master electrician, and Madeleine Grenier, housewife, wife of the said Jean-Louis Le Saux, the latter two of 1058 Val Martin, Laval, for the following purposes:

To do business as a holding, investment and management company, under the name of "Gestion Le Saux Itée", with a total capital stock of \$100,000 divided into 40 common shares of \$1 each, 9,986 preferred shares class "A" of \$10 each and 100 preferred shares class "B" of \$1 each.

The head office of the company is at 1058 Val Martin Street, Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

1084-1971

Gestion P.M.J. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Cécile Contant, 5060 Pie IX, Montreal, Michelle Lemieux, 1775 Delorme, Laval, both spinsters of the full age of majority, and Denise Doss, wife of Adel Doss, 5200 Dudemaine, Saint-Laurent, all three secretaries, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Gestion P.M.J. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of \$1 each, 10,000 class "A" preferred shares of a nominal value of \$1 each and into 25,000 class "B" preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 1730 Alfred Street, Brossard, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

675-1971

Le granit Precam inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1971, constituant en corporation: Raymond Deschênes, commerçant, Hébertville-Station, André Blanchet, avocat, 281, Collard, et Léonard Dufour, comptable, 648, de la Gare, ces deux derniers d'Alma, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de marchandises et articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Le granit Precam inc. », avec un capital total de \$90,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 50,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hébertville-Station, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o

1157-1971

**The Graphic Group of Canada Ltd.
Le groupe graphique du Canada ltée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1971, constituant en corporation: Seymour Steinman, 5706, Parkhaven, Côte Saint-Luc, Claude-E. Leduc, 105, avenue Beverley, et Jean Lefrançois, 41, avenue Morrisson, ces deux derniers de Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

S'établir courtiers ou agents en typographie, et donner des consultations dans le domaine de la composition typographique, sous le nom de « The Graphic Group of Canada Ltd.—Le groupe graphique du Canada ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1015, rue Saint-Alexandre, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771

921-1971

Jacques Guay inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1971, constituant en corporation: Lise Pichette, secrétaire, fille majeure, 106, St-Onésime, Jacques Auger, 35, De Salaberry, et Paul-Henri Lacroix, 37, St-Omer, ces deux derniers notaires, tous trois de Lévis, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes les parties et accessoires d'automobiles, de même que toutes espèces de machines, moteurs, instruments, outils, appareils, accessoires et quincaillerie de toutes sortes, sous le nom de « Jacques Guay inc. », avec un capital

Le granit Precam inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Deschênes, trader, Hébertville-Station, André Blanchet, advocate, 281 Collard, and Léonard Dufour, accountant, 648 de la Gare, the latter two of Alma, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods and articles made in whole or in part of metal or wood, under the name of "Le granit Precam inc.", with a total capital stock of \$90,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each and 50,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Hébertville-Station, judicial district of Roberval.

ROCH RIOUX.

Director of the Companies Service.

39771

1157-1971

**The Graphic Group of Canada Ltd.
Le groupe graphique du Canada ltée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Seymour Steinman, 5706 Parkhaven, Côte Saint-Luc, Claude-E. Leduc, 105 Beverley Avenue, and Jean Lefrançois, 41 Morrisson Avenue, the latter two of Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To act as typographical brokers or agents and to give advice in the field of typesetting, under the name of "The Graphic Group of Canada Ltd.—Le groupe graphique du Canada ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 300 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company is at 1015 St. Alexander Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX.

Director of the Companies Service.

39771-o

921-1971

Jacques Guay inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lise Pichette, secretary, spinster of the full age of majority, 106 St-Onésime, Jacques Auger, 35 De Salaberry, and Paul-Henri Lacroix, 37 St-Omer, the latter two notaries, all three of Lévis, for the following purposes:

To manufacture and deal in all automobile parts and accessories, as well as all kinds of machines, motors, instruments, tools, apparatus accessories and hardware articles, under the name of "Jacques Guay inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500

total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 29, rue Foisy, Lauzon district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o

659-1971

Hallandale Realities Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1971, constituant en corporation: Manual Klar, agent d'immeubles, 6503, chemin Kay, Côte Saint-Luc, Irène Primeau, 1150, rue Bélanger est, app. 609, et Rachel Solomon, 4245, de la Peltrie, ces deux dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de « Hallandale Realities Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771

1049-1971

Harts Children's Wear (Centre) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1971, constituant en corporation: Boris J. Berbrier, 4851, rue Fulton Henry B. Nevard, 1110 ouest, Sherbrooke, tous deux de Montréal, et Barry A. Cappel, 5891, Centennial, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires en qualité de magasin de vêtements et de grand magasin pour enfants, sous le nom de « Harts Children's Wear (Centre) Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771

912-1971

Hébert sports inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1971, constituant en corporation: Jacques Guertin, avocat, 56, Charlotte, Claude St-Germain, et Pierre Mathieu, ces deux derniers comptables, de 79, Prince, tous trois de Sorel, pour les objets suivants:

common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 29 Foisy Street, Lauzon, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

659-1971

Hallandale Realities Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Manual Klar, realtor, 6503 Kay Road, Côte Saint-Luc, Irène Primeau, 1150 Bélanger Street East, Apt. 609, and Rachel Solomon, 4245 de la Peltrie, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Hallandale Realities Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771-o

1049-1971

Harts Children's Wear (Centre) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Boris J. Berbrier, 4851 Fulton Street, Henry B. Nevard, 1110 Sherbrooke West, both of Montreal, and Barry A. Cappel, 5891 Centennial, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a wearing apparel store and a children's department store, under the name of "Harts Children's Wear (Centre) Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771-o

912-1971

Hébert sports inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Guertin, advocate, 56 Charlotte, Claude St-Germain, and Pierre Mathieu, the latter two accountants, of 79 Prince, all three of Sorel, for the following purposes:

Manufacturer et faire le commerce d'articles et d'équipements pour la pratique de tous les sports, sous le nom de « Hébert sports inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o

1024-1971

Hilly-Lee Music Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1971, constituant en corporation: Earl H. Drymer, 4465, avenue Montrose, Westmount, Jean de Brabant, 8, place Chelsea, Montréal, et Robert E. Reynolds, 350, Côte Vertu, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Produire, enregistrer et/ou publier, des compositions musicales, littéraires, dramatiques et autres, ou encourager la production, l'enregistrement et/ou la publication de telles compositions, sous le nom de « Hilly-Lee Music Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771

1009-1971

Hôtellerie Mon Pays inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1971, constituant en corporation: Stanley Rosebaum, 5765, Côte St-Luc, app. 38, Hampstead, Jean-Marc Perrault, 6400, boulevard Léger, app. 10, Montréal-Nord, tous deux vendeurs, et Jean-Yves Leroux, pressier, 5560, Panard, Laval, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, auberges, café-terrasse, maisons de touristes, stations estivales, clubs de nuit, cafés, salles à manger, tavernes, bars et autres endroits semblables, sous le nom de « Hôtellerie Mon Pays inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10192, boulevard St-Michel, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o

851-1971

Ideal Lumber & Plywood (1971) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

To manufacture and to deal in sports articles and equipment, under the name of "Hébert sports inc.", with a total capital stock of \$40,000 divided into 1,500 common shares of a nominal value of \$10 each and 250 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Sorel, judicial district of Richelieu.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

1024-1971

Hilly-Lee Music Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Earl H. Drymer, 4465 Montrose Avenue, Westmount, Jean de Brabant, 8 Chelsea Place, Montreal, and Robert E. Reynolds, 350 Côte Vertu, Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of producing, recording and/or publishing, or causing to be produced, recorded and/or published musical, literary, dramatic and other compositions, under the name of "Hilly-Lee Music Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771-o

1009-1971

Hôtellerie Mon Pays inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stanley Rosebaum, 5765 Côte St-Luc, Apt. 38, Hampstead, Jean-Marc Perrault, 6400 Léger Boulevard, Apt. 10, Montreal-North, both salesmen, and Jean-Yves Leroux, pressman, 5560 Panard, Laval, for the following purposes:

To operate hotels, inns, terrace-café, tourist houses, summer stations, night clubs, cafés, dining rooms, taverns, bars and other similar places, under the name of "Hôtellerie Mon Pays inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 10192 St-Michel Boulevard, Montreal-North, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

851-1971

Ideal Lumber & Plywood (1971) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Ricky Cusmariu, 5360, Macdonald, app. 201, Robert Lefcort, 5400, Prince of Wales, tous deux de Montréal, et Leonard Flanz, 5750, Trinity, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce du bois dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Ideal Lumber & Plywood (1971) Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 35,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

39771

486-1971

January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ricky Cusmariu, 5360 Macdonald, #201, Robert Lefcort, 5400 Prince of Wales, both of Montreal, and Leonard Flanz, 5750 Trinity, Côte Saint-Luc, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on the business of lumbering and the lumber trade in all of its branches, under the name of "Ideal Lumber & Plywood (1971) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each and 35,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771-o

486-1971

**Les immeubles Besco inc.
Besco Realities Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour de février 1971, constituant en corporation: Darlene Segal, 7925, Kingsley, app. 1415, Côte Saint-Luc, Micheline Tedeschi, 7320, 9^e Avenue, et Huguette Blais, 2615, Iberville, ces deux dernières de Montréal, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Les immeubles Besco inc.— Besco Realities Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 500, rue St-Jacques ouest, suite 800, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

39771-o

939-1971

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Darlene Segal, 7925 Kingsley, Apt. 1415, Côte Saint-Luc, Micheline Tedeschi, 7320, 9th Avenue, and Huguette Blais, 2615 Iberville, the latter two of Montreal, all three secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Les immeubles Besco inc.— Besco Realities Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 500 St-Jacques Street West, suite 800, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

939-1971

Les immeubles Lalanberge Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Raymond Langelier, hôtelier, case postale 266, Victoriaville, Joseph Laliberté, agent d'immeubles, 1002, chemin Sydenham, Chicoutimi, Gaétan Bergeron, gérant, 127, Constantin, et Jean-Noël Verville, entrepreneur, 619, St-Gérard, ces deux derniers de Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille, sous le nom de « Les immeubles Lalanberge Itée », avec un capital total de \$250,000, divisé en 1,750 actions ordinaires de \$100 chacune et en 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Les immeubles Lalanberge Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Langelier, hotel-keeper, P.O. Box 266, Victoriaville, Joseph Laliberté, real estate agent, 1002 Sydenham road, Chicoutimi, Gaétan Bergeron, manager, 127 Constantin, and Jean-Noël Verville, contractor, 619 St-Gérard, the latter two of Chicoutimi-North, for the following purposes:

To do business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Les immeubles Lalanberge Itée", with a total capital stock of \$250,000 divided into 1,750 common shares of \$100 each and 750 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compnies,

ROCH RIOUX,

39771-o

1039-1971

Immeubles Renaissance inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1971, constituant en corporation: René Pelchat, vendeur en immeubles, Évangéline Talbot, ménagère, épouse dudit René Pelchat, tous deux de 3877, St-Zotique, app. 8, Montréal, Jean-Paul Corbeil, vendeur, en immeubles, et Pierrette Lecavalier, ménagère, épouse dudit Jean-Paul Corbeil, ces deux derniers de 25, boulevard St-Elzéar, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, sous le nom de « Immeubles Renaissance inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

39771-o

1159-1971

The Imperial Leasing Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1971, constituant en corporation: Stanley Merovitz, 2211, avenue Gold, app. 308, Saint-Laurent, Edward Shaffer, 59, chemin Holtham, Hampstead, tous deux administrateurs, et Anna Bonnell, secrétaire, épouse de Brian Bonnell, 840, rue Miller, Greenfield Park, pour les objets suivants:

Faire la location et le commerce de toutes sortes d'équipement, de machines, de machinerie, de véhicules-moteurs (y compris camions, automobiles, tracteurs, roulottes et motocyclettes), sous le nom de « The Imperial Leasing Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

39771

1010-1971

Les importations Henrited limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1971, constituant en corporation: Thomas Kutscher, garagiste, 4785, Bouchette, Sam Belisha, 4995, Côte Ste-Catherine, app. 35, et Henri Benouaich, 3436, Aylmer, app. 14, ces deux derniers commerçants, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

1039-1971

Immeubles Renaissance inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Pelchat, real estate salesman, Évangéline Talbot, housewife, wife of said René Pelchat, both of 3877 St-Zotique, Apt. 8, Montreal, Jean-Paul Corbeil, real estate salesman, and Pierrette Lecavalier, housewife, wife of said Jean-Paul Corbeil, the latter two of 25 St-Elzéar Boulevard, Laval, for the following purposes:

To carry on business as a real estate company, under the name of "Immeubles Renaissance inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

1159-1971

The Imperial Leasing Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stanley Merovitz, 2211 Gold Avenue, Apt. 308, Saint-Laurent, Edward Shaffer, 59 Holtham Road, Hampstead, both executives, and Anna Bonnell, secretary, wife of Brian Bonnell, 840 Miller Street, Greenfield Park, for the following purposes:

To lease and deal in all kinds of equipment, machines, machinery, motor vehicles (including trucks automobiles, tractors, trailers and motor cycles), under the name of "The Imperial Leasing Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771-o

1010-1971

Les importations Henrited limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Thomas Kutscher, garage keeper, 4785 Bouchette, Sam Belisha, 4995 Côte Ste-Catherine, Apt. 35, and Henri Benouaich, 3436 Aylmer, Apt. 14, the latter two traders, all three of Montreal, for the following purposes:

Importer et faire le commerce de vêtements, sous le nom de « Les importations Henrited limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o

497-1971

Investissements Norminco inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de mars 1971, constituant en corporation: J.-Michel Duranceau, 5775, Darlington, Michel Blouin, 3328, Troie, tous deux de Montréal, André Valiquette, 59, Franklin, Guy-Frédéric Gervais, 223, Lazard, et Daniel Kochenburger, 1545, Graham, ces trois derniers de Mont-Royal, tous cinq avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Investissements Norminco inc. » avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2835, chemin Gomin, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o

1234-1971

J.E.F. Car Tray Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Réal Dansereau, 97, 69^e Avenue, Edward Foisy, tous deux administrateurs, et Fernande Labonté, ménagère, épouse dudit Edward Foisy, ces deux derniers de 192, 80^e Avenue, tous trois de Lasalle, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes espèces de produits et marchandises faits de substances plastiques, sous le nom de « J.E.F. Car Tray Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lasalle, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o

1093-1971

Jeandre Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Lawrence Létourneau, comptable agréé, 855, 21^e Rue, Saint-Georges-Ouest, Maurice Bouchard, 124, 41^e Rue, et Gaétan Duval, 131, 40^e

To import and deal in clothing, under the name of "Les importations Henrited limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

497-1971

Investissements Norminco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Michel Duranceau, 5775 Darlington, Michel Blouin, 3328 Troie, both of Montreal, André Valiquette, 59 Franklin, Guy-Frédéric Gervais, 223 Lazard, and Daniel Kochenburger, 1545 Graham, the latter three of Mont-Royal, all five advocates, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Investissements Norminco inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2835 Gomin Road, Sainte-Foy, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

1234-1971

J.E.F. Car Tray Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réal Dansereau, 97, 69th Avenue, Edward Foisy, both administrators, and Fernande Labonté, housewife, wife of said Edward Foisy, the latter two of 192, 80th Avenue, all three of Lasalle, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products and goods made in whole or in part of plastic substances, under the name of "J.E.F. Car Tray Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Lasalle, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

1093-1971

Jeandre Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lawrence Létourneau, chartered accountant, 855, 21st Street, Saint-Georges-West, Maurice Bouchard, 124, 41st Street, and Gaétan Duval, 131, 40th Street,

Rue, ces deux derniers comptables, de Saint-Georges, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise d'épissage de câbles téléphoniques dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Jeandre ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est route Kennedy, Sainte-Marie, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o

1118-1971

K.P.C. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1971, constituant en corporation: Jean-Raymond Miquelon, 144, Beurling, Châteauguay-Centre, Edward James Waterman, 487, rue Foch, Granby, et Frank Baron, 4332, Hillsdale, Pierrefonds, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

Le commerce et l'industrie de substances plastiques, synthétiques, teintures et matériel de coloration, sous le nom de « K.P.C. inc. », avec un capital actions divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771

765-1971

Kar Auto Parts Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1971, constituant en corporation Maxwell Shenker, 1545, McGregor, Montréal, Max M. Teitelbaum, 2365, Stevens, Saint-Laurent, et Rhea Cohen, célibataire, 2, Alexis Nihon Plaza, Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes d'accessoires et pièces d'automobiles et toutes sortes de machinerie, instruments, ustensiles, appareils et dispositifs, en faire le commerce, sous le nom de « Kar Auto Parts Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3722, Van Horne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39771

174-1971

Knitrama Fabrics Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1971, consti-

the latter two accountants of Saint-Georges, for the following purposes:

To operate a telephone cable splicing business in all of its specialties, under the name of "Jeandre ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and into 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Kennedy Route, Sainte-Marie, judicial district of Beauce.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

1118-1971

K.P.C. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Raymond Miquelon, 144 Beurling, Châteauguay-Centre, Edward James Waterman, 487 Foch Street, Granby, and Frank Baron, 4332 Hillsdale, Pierrefonds, all three executives, for the following purposes:

To manufacture and deal in plastics, synthetics, dyes and coloring materials, under the name of "K.P.C. inc.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771-o

765-1971

Kar Auto Parts Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maxwell Shenker, 1545 McGregor, Montreal, Max M. Teitelbaum, 2365 Stevens, Saint-Laurent, and Rhea Cohen, spinster, 2 Alexis Nihon Plaza, Westmount, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of automobile accessories and parts and all kinds of machinery, implements, utensils, apparatus and appliances, under the name of "Kar Auto Parts Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 3722 Van Horne, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39771-o

174-1971

Knitrama Fabrics Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,

tuant en corporation: Murray B. Spiegel, avocat, 44, Roxborough, Westmount, Francine Végiard, fille majeure, 135 est, Sherbrooke, et Evelyn Raphael, épouse de Charles Raphael, 4895, Carlton, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

La confection et le commerce de tricots, textiles, produits et sous-produits du textile, sous le nom de « Knitrama Fabrics Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771

1013-1971

Claude Langevin éditeur inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Claude Langevin, libraire, Denis Houle, comptable, tous deux de 423, boulevard St-Joseph ouest, et Marthe Langevin, psycho-éducatrice, fille majeure, 11760, Pasteur, app. 303, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Claude Langevin éditeur inc. », avec un capital divisé en 2,500 actions ordinaires sans valeur nominale et en 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1108, rue Bleury, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o

450-1971

Les locations Bonaventure Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Mervin Weiss, marchand, 5501, avenue Randall, Côte Saint-Luc, Monique Laviolette, secrétaire, fille majeure, 1385, Jules-Poitrass, Saint-Laurent, et Hershie Frankel, avocat, 4051, avenue Kent, Montréal, pour les objets suivants:

S'établir buandiers, fournisseur et commerçants de manteaux, tabliers, serviettes et toiles de toutes sortes, sous le nom de « Les locations Bonaventure Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Grand'Mère, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771

1136-1971

incorporating: Murray B. Spiegel, advocate, 44 Roxborough, Westmount, Francine Végiard, fille majeure, 135 Sherbrooke East, and Evelyn Raphael, wife of Charles Raphael, 4895 Carlton, the latter two secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in knitware and textiles and textile products, and by-products of all kinds, under the name of "Knitrama Fabrics Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771-o

1013-1971

Claude Langevin éditeur inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Langevin, bookseller, Denis Houle, accountant, both of 423 St. Joseph Boulevard West, and Marthe Langevin, psycho-educator, spinster of the full age of majority, 11760 Pasteur, Apt. 303, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as publishers, printers, engravers, bookbinders and to deal in other similar businesses, under the name of "Claude Langevin éditeur inc.", with a capital stock divided into 2,500 common shares without nominal value and into 1,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1108 Bleury Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

450-1971

Les locations Bonaventure Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mervin Weiss, merchant, 5501 Randall Avenue, Côte Saint-Luc, Monique Laviolette, secretary, spinster, 1385 Jules-Poitrass, Saint-Laurent, and Hershie Frankel, advocate, 4051 Kent Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as launderers, suppliers and dealers of coats, aprons, towels and linens of all kinds, under the name of "Les locations Bonaventure Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Grand'Mère, judicial district of Saint-Maurice.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771-o

1136-1971

Joni Lowrie Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1971, constituant en corporation: Michael Bellm, 319, avenue Alexandra, Saint-Lambert, James Bellm, 19, avenue Acacia, Candiac, et Martin Bellm, Route rurale 1, Clarenceville, tous trois manufacturiers, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de spécialités pharmaceutiques, préparations médicales et pharmaceutiques, savon et produits du savon, parfums, cosmétiques, lotions, articles divers de pharmacie et produits du même genre, sous le nom de « Joni Lowrie Ltd. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 10,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771

799-1971

Mabian inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mars 1971, constituant en corporation: Jacques Cloutier, 500, Maisonneuve, Paul-André Plouffe, 164, Trahan, Jean-Paul Coulombe, 296 boulevard Gouin, Florian Pomerleau, 18, Pinsonnault, tous quatre de Saint-Jean, et Marcel Quintin, 245, McGinnis, Iberville, tous professeurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme prêteurs d'argent dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Mabian inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 500, rue Maisonneuve, Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o

1375-1971

Manoir Richelieu Limited — Manoir Richelieu limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1971, constituant en corporation: Michael P. Maloney, 203, chemin Woodside, Beaconsfield, Thomas H. Buck, 571, avenue Patricia, Greenfield Park, Farid A. Cheftechi, 135, place Côte Vertu, app. #303, John Hamilton, fils, 5820, de Louisbourg, app. 26, Ruby A. Oxner, 3555, Côte des Neiges, app. 401, tous trois de Montréal, tous les cinq commis juridiques, Shirley A. Robertson, secrétaire, épouse de Jack Robertson, 197, avenue Braebrook,

Joni Lowrie Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michael Bellm, 319 Alexandra Avenue, Saint-Lambert, James Bellm, 19 Acacia Avenue, Candiac, and Martin Bellm, Rural Route 1, Clarenceville, all three manufacturers, for the following purposes:

To manufacture and deal in patent or proprietary medicines, medical and pharmaceutical preparations, soap and soap products, perfumes, cosmetics, lotions, sundry drug articles and similar products, under the name of "Joni Lowrie Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 10,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Saint-Jean, judicial district of Iberville.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771-o

799-1971

Mabian inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Cloutier, 500 Maisonneuve, Paul-André Plouffe, 164 Trahan, Jean-Paul Coulombe, 296 Gouin Boulevard, Florian Pomerleau, 18 Pinsonnault, all four of Saint-Jean, and Marcel Quintin, 245 McGinnis, Iberville, all professors, for the following purposes:

To carry on business as money lenders in each of its specialties, under the name of "Mabian inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and into 500 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 500 Maisonneuve Street, Saint-Jean, judicial district of Iberville.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

1375-1971

Manoir Richelieu Limited — Manoir Richelieu limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michael P. Maloney, 203 Woodside Road, Beaconsfield, Thomas H. Buck, 571 Patricia Avenue, Greenfield Park, Farid A. Cheftechi, 135 Place Côte Vertu, Apt. 303, John Hamilton junior, 5820 de Louisbourg, Apt. 26, Ruby A. Oxner, 3555 Côte des Neiges, Apt. 401, all three of Montreal, all five law clerks, Shirley A. Robertson, secretary, wife of Jack Robertson, 197 Braebrook Avenue, Pointe Claire, and Aileen

Pointe Claire, et Aileen M. Pattinson, sténographe, épouse de Patrick Pattinson, 153, Place Courcelles, Mont-Saint-Hilaire, pour les objets suivants:

Tenir des hotels, motels, restaurants, salles de danse, cabines, chalets, résidences et habitations rattachées à l'hôtel, sous le nom de « Manoir Richelieu Limited — Manoir Richelieu limitée », avec un capital actions divisé en 10,000 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771

1143-1971

Marché Lambert et frères inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Guy Dufort, 591, 12e Avenue, Lasalle, Jean La Rocque, 4543, Marcell, tous deux avocats, Lucie Ménard, 2117, St-Denis, et Céline Trudeau, 2132, Bossuet, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Marché Lambert et frères inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 35,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 340, rue Richard, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39771-o

123-1971

Marché Lionel Coudry inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1971, constituant en corporation: Lionel Coudry, commerçant, Bernadette Cartier, ménagère, épouse dudit Lionel Coudry, et Arthur Cartier, rentier, tous trois de 3110, Bernard, Brossard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Marché Lionel Coudry inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 830, boulevard Provencher, Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o

773-1971

Mayfield Explorations and Developments Limited (No personal liability)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1971,

M. Pattinson, stenographer, wife of Patrick Pattinson, 153 Place Courcelles, Mont-Saint-Hilaire, for the following purposes:

To operate hotels, motels, restaurants, dance halls, cabins, cottages, residences and dwellings in connection therewith, under the name of "Manoir Richelieu Limited — Manoir Richelieu limitée", with a capital stock divided into 10,000 shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771-o

1143-1971

Marché Lambert et frères inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Dufort, 591, 12th Avenue, Lasalle, Jean La Rocque, 4543 Marcell, both advocates, Lucie Ménard, 2117 St-Denis, and Céline Trudeau, 2132 Bossuet, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Marché Lambert et frères inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of \$1 each and into 35,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 340 Richard Street, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

39771

123-1971

Marché Lionel Coudry inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lionel Coudry, trader, Bernadette Cartier, housewife, wife of said Lionel Coudry, and Arthur Cartier, annuitant, all three of 3110 Bernard, Brossard, for the following purposes:

To carry on business as grocer-butchers, under the name of "Marché Lionel Coudry inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 830 Provencher Boulevard, Brossard, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

773-1971

Mayfield Explorations and Developments Limited (No personal liability)

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and

constituant en corporation: Richard Meagher, 20, avenue Roselawn, Jerry Meretsky, 21, avenue Mayfair, tous deux administrateurs, Cara Ruth, épouse de Igor Kaplan, 21, Sherbourne Street North, Margaret Dumberg, épouse de Richard Dumberg, 53 Thorncliffe Park Drive, toutes deux secrétaires, et Lynn Alexander, réceptionniste, épouse divorcée de James Terrence Alexander, 3008 Queen Street East, tous de Toronto, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie minière, sous le nom de « Mayfield Explorations and Developments Limited » (No personal liability), avec un capital total de \$5,000,000, divisé en 5,000,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 635 ouest, boulevard Dorchester, bureau 604, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771

1187-1971

McGill Corporate Services Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1971, constituant en corporation: G. Harold Pickel, 47, Arlington, Westmount, Claude Boisvert, 1505, Moore, Laval, Guy-E. Boisvert, 4876, Glencairn, tous trois avocats, et Yolande Polisenno, réceptionniste, fille majeure, 7928, Durocher, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

S'établir conseillers et experts en administration, en industrie, et dans l'exploitation de toutes sortes d'entreprises, sous le nom de « McGill Corporate Services Inc. », avec un capital actions divisé en 40,000 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 485, rue McGill, bureau 705, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771

1083-1971

Megation Corporation Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Fernand Ménard, industriel, 209, rue Brien, Laval, Laurent Jasmin, entrepreneur général, 11773, Alexandre Lacoste, Montréal, et Claude Gagnier, architecte, 48, Gables Crescent, Beaconsfield, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes et matériaux, sous le nom de « Megation Corporation Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Cooperatives, incorporating: Richard Meagher, 20 Roselawn Avenue, Jerry Meretsky, 21 Mayfair Avenue, both executives, Cara Ruth, wife of Igor Kaplan, 21 Sherbourne Street North, Margaret Dumberg, wife of Richard Dumberg, 53 Thorncliffe Park Drive, both secretaries, and Lynn Alexander, receptionist, wife divorced of James Terrence Alexander, 3008 Queen Street East, all of Toronto, for the following purposes:

To carry on the business of a mining company, under the name of "Mayfield Explorations and Developments Limited" (No personal liability), with a total capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at 635 Dorchester Boulevard West, suite 604, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771-o

1187-1971

McGill Corporate Services Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, Claude Boisvert, 1505 Moore, Laval, Guy-E. Boisvert, 4876 Glencairn, all three advocates, and Yolande Polisenno, receptionist, spinster, 7928 Durocher, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as management consultants, industrial consultants and advisers and consultants in the operation of all kinds of businesses, under the name of "McGill Corporate Services Inc.", with a capital stock divided into 40,000 shares without par value.

The head office of the company is at 485 McGill Street, suite 705, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771-o

1083-1971

Megation Corporation Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Ménard industrialist, 209 Brien Street, Laval, Laurent Jasmin, general contractor, 11773 Alexandre Lacoste, Montreal, and Claude Gagnier, architect, 48 Gables Crescent, Beaconsfield, for the following purposes:

To carry on business as builders in general building contractors, and to deal in all kinds of materials, under the name of "Megation Corporation Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est 710, rue St-Joseph, Hull, district judiciaire de Hull.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

39771-o

17-1971

**Mem-Pha Ltd.
Mem-Pha Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1971, constituant en corporation: H. L. Stuart-Brown, ingénieur industriel, Louise Chartré, infirmière, épouse de Pierre Chartré, tous deux du 2300, 2e Avenue, et Paul-C. Larocque, expert financier, 1010, Cherrier, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de produits pharmaceutiques, sous le nom de « Mem-Pha Ltd. — Mem-Pha Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Magog, district judiciaire de Saint-François.

*Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.*

39771

960-1971

La Mercerie du Gentilhomme Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1971, constituant en corporation: Micheline Houle, secrétaire, fille majeure, 195, Houle, Saint-Eustache, Simon Bédard, administrateur, 221, Calixa Lavallée, Boucherville, et André Bellerose, gérant, 1420, rue Quenneville, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme tailleurs, sous le nom de « La Mercerie du Gentilhomme Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,700 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2120, rue Sherbrooke est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.*

39771-o

523-1971

La mode intrigante du Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1971, constituant en corporation: Marcel Gaboury, 4100, chemin Trafalgar, Montréal, René Domingue, 449, 13e Rue, Laval, Joel L. Guberman, 85, Brittany, app. 403, Mont-Royal, et Mark Abramowitz, 6627, chemin Bailly, Côte Saint-Luc, tous les quatre avocats, pour les objets suivants:

La promotion, la vente, la publicité, la distribution ou la mise en marché de tous et chacun des produits

The head office of the company is at 710 St-Joseph Street, Hull, judicial district of Hull.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

39771

17-1971

**Mem-Pha Ltd.
Mem-Pha Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: H. L. Stuart-Brown, industrial engineer, Louise Chartré, nurse, wife of Pierre Chartré, both of 2300, 2nd Avenue, and Paul-C. Larocque, financial consultant, 1010 Cherrier, all three of Québec, for the following purposes:

To manufacture and deal in pharmaceutical products, under the name of "Mem-Pha Ltd. — Mem-Pha Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Magog, judicial district of Saint-François.

*ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.*

39771-o

960-1971

La Mercerie du Gentilhomme Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Micheline Houle, secretary, spinster of the full age of majority, 195 Houle, Saint-Eustache, Simon Bédard, administrator, 221 Calixa Lavallée, Boucherville, and André Bellerose, manager, 1420 Quenneville, Saint-Laurent, for the following purposes:

To do business as tailors, under the name of "La Mercerie du Gentilhomme Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$10 each and 3,700 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2120 Sherbrooke Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

*ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service*

39771

523-1971

La mode intrigante du Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Gaboury, 4100 Trafalgar Road, Montreal, René Domingue, 449, 13th Street, Laval, Joel L. Guberman, 85 Brittany, Apt. 403, Mount Royal, and Mark Abramowitz, 6627 Bailly Road, Côte Saint-Luc, all four advocates, for the following purposes:

To promote, sell, advertise, distribute or introduce any and all manufactured products, merchandise,

manufacturés, marchandises, biens personnels et objets de commerce de toutes sortes, sous le nom de « La mode intrigante du Québec inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.
5091-1970

39771

Northern Abitibi Mining Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de mars 1971, constituant en corporation: André Valiquette, 59, Franklin, Guy-F. Gervais, 223, Lazard, Daniel Kochenburger, 1545, Graham, tous trois de Mont-Royal, J.-Michel Duranceau, 5775, Darlington, app. 251, et Michel Blouin, 3328, Troie, app. 212, ces deux derniers de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire de la prospection et de l'exploration pour trouver des mines et du minerai, sous le nom de « Northern Abitibi Mining Corp. », avec un capital actions divisé en 5,000,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 2835, chemin Gomin, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.
1236-1971

39771

Novares inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de février 1971, constituant en corporation: Louis-Philippe Brosseau, ingénieur, 7600, Place d'Aubigny, Anjou, Marcel Choquet, médecin, case postale 119, Sainte-Scholastique, René Boismenu, avocat, 52, Bruno Nantel, Pierre Trudel, ingénieur, 736, Labelle, Lucien Foisy, 422, Grande-Allée, Sarto Perreault, 420, Monique, Gérard Taillon, 572, Parent, tous trois hommes d'affaires, tous cinq de Saint-Jérôme, Yvon Bélaïr, pomiculteur, 80, Principale, Saint-Joseph-du-Lac, Roland Gamache, commis, 912, boulevard l'Achigan, Saint-Hippolyte, J.-Clément Gélinas, homme d'affaires, 135, Sherbrooke est, #1002, Réal Mainville, administrateur, 6289, de Gaspé, tous deux de Montréal, P.-André Lambert, courtier en immeubles, Alice Lambert, infirmière, épouse dudit P.-André Lambert, tous deux de 150, Blondin, Marcel Lessard, comptable, 50, chemin de la Colline, tous trois de Sainte-Adèle, Claude-V. Leroux, ingénieur, 2600, Montmarthe, Brossard, Jules Pagé, dentiste, 4443, boulevard Ste-Rose, Roland Prudhomme, pharmacien, 1330 boulevard d'Auteuil, tous deux de Laval, J.-Maurice Roy, homme d'affaires, 5599, Roy, Montréal-Nord, et Fernand Simetin, couvoier, Saint-Canut, pour les objets suivants:

personal property and subjects of trade or commerce of every kind, under the name of "La mode intrigante du Québec inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.
5091-1970

39771-o

Northern Abitibi Mining Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Valiquette, 59 Franklin, Guy-F. Gervais, 223 Lazard, Daniel Kochenburger, 1545 Graham, all three of Mount Royal, J.-Michel Duranceau, 5775 Darlington, Apt. 251, and Michel Blouin, 3328 Troie, Apt. 212, the latter two of Montreal, all lawyers, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Northern Abitibi Mining Corp.", with a capital stock divided into 5,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 2835 chemin Gomin, Sainte-Foy, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.
1236-1971

39771-o

Novares inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis-Philippe Brosseau, engineer, 7600 Place d'Aubigny, Anjou, Marcel Choquet, physician, P.O. Box 119, Sainte-Scholastique, René Boismenu, advocate, 52 Bruno Nantel, Pierre Trudel, engineer, 736 Labelle, Lucien Foisy, 422 Grande-Allée, Sarto Perreault, 420 Monique, Gérard Taillon, 572 Parent, all three businessmen, all five of Saint-Jérôme, Yvon Bélaïr, orchardist, 80 Principale, Saint-Joseph-du-Lac, Roland Gamache, clerk, 912 l'Achigan boulevard, Saint-Hippolyte, J.-Clément Gélinas, businessman, 135 Sherbrooke East, #1002, Réal Mainville, administrator, 6289 de Gaspé, both of Montreal, P.-André Lambert, real estate broker, Alice Lambert, nurse, wife of the said P.-André Lambert, both of 150 Blondin, Marcel Lessard, accountant, 50 de la Colline Road, all three of Sainte-Adèle, Claude-V. Leroux, engineer, 2600 Montmarthe, Brossard, Jules Pagé, dentist, 4443 Ste-Rose Boulevard, Roland Prudhomme, pharmacist, 1330 d'Auteuil Boulevard, both of Laval, J.-Maurice Roy, businessman, 5599 Roy, Montreal-North, and Fernand Simetin, incubator-keeper, Saint-Canut, for the following purposes:

Fabriquer et faire le commerce de moteurs, machines, leurs parties et accessoires, et autres instruments et appareils, sous le nom de « Novares inc. », avec un capital divisé en 400,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 202, St-Georges, suite 2, Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o

653-1971

Oeuvre de Partage de Plessisville inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour de janvier 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jules Bellavance, avocat, 1810, rue St-Calixte, Jean-Guy Isabelle, agent du Bien-Être Social, 2345, rue St-Germain, et Jean-Marie Gosselin, boulanger, 1717, rue St-Jean, tous trois de Plessisville, pour les objets suivants:

Venir en aide aux pauvres et aux nécessiteux, sous le nom de « Oeuvre du Partage de Plessisville inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Plessisville, district judiciaire de Mégantic.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39771-o

119-1971

Alphonse Ouellet (1971) Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Jean Desrosiers, Gaétan Ouellet et William Boulay, tous trois administrateurs, de Gaspé, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce de produits pétroliers y compris la vente et la livraison de l'huile à chauffage, sous le nom de « Alphonse Ouellet (1971) Itée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 10 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 990 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Gaspé, district judiciaire de Gaspé.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o

1227-1971

P.J.G. limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Jacques Godin, vendeur, 1303, boule-

To manufacture and to deal in motors, machines, their parts and accessories and other instruments and appliances under the name of "Novares inc.", with a capital stock divided into 400,000 common shares of no nominal value.

The head office of the company is at 202 St-Georges, suite 2, Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

653-1971

Oeuvre de Partage de Plessisville inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jules Bellavance, advocate, 1810 St-Calixte Street, Jean-Guy Isabelle, Social Welfare agent, 2345 St-Germain Street, and Jean-Marie Gosselin, baker, 1717 St-Jean Street, all three of Plessisville, for the following purposes:

To come to the assistance of the poor and needy, under the name of "Oeuvre du Partage de Plessisville inc."

The amount to which is limited the value of the real estate which the corporation may acquire or possess is \$100,000.

The head office of the corporation is at Plessisville, judicial district of Mégantic.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

39771

119-1971

Alphonse Ouellet (1971) Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Desrosiers, Gaétan Ouellet, and William Boulay, all three administrators, of Gaspé, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in petroleum products including the heating oil sale and delivery, under the name of "Alphonse Ouellet (1971) Itée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10 common shares of a nominal value of \$100 each and 990 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Gaspé, judicial district of Gaspé.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

1227-1971

P.J.G. limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Godin, salesman, 1303 Desormeaux,

vard Desormeaux, Longueuil, Guy Gervais, 565, avenue Berwick, Mont-Royal, et Guy Rouleau, 1405, boulevard d'Auteuil, Laval, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de marchandises et articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « P.J.G. limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune, 20,000 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et en 100 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1303, boulevard Desormeaux, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o

1070-1971

Partenaires associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Adrien Cléroux, conseiller en placement, 2197, rue Aylwin, Georges Gauthier, surintendant en construction, 2214, rue Cuvillier, Sylvio Charest, directeur des relations extérieures, 3502, avenue Westmore, Paul Asselin, bourgeois, 2696, rue Cadillac, tous les quatre de Montréal, Fernand Potvin, professeur, 72, boulevard des Prairies, Laval, et James Jarvis, gérant, 8365A, 10e Avenue, Saint-Michel, pour les objets suivants:

Diriger une agence de placement sans but lucratif pour les personnes de 45 ans et plus, sous le nom de « Partenaires associés inc. ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de \$140,000.

Le siège social de la corporation est au 2214, rue Cuvillier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771

786-1971

Paul-Mer Investments Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1971, constituant en corporation: Gordon Merovitz, 17, Place Harland, Hampstead, Stanley Merovitz, tous deux administrateurs, et Paula Merovitz, professeur, épouse dudit Stanley Merovitz, ces deux derniers du 2211, Gold, app. 308, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de placement, sous le nom de « Paul-Mer Investments Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771

660-1971

Longueuil, Guy Gervais, 565 Berwick Avenue, Mount-Royal, and Guy Rouleau, 1405 d'Auteuil Boulevard, Laval, the latter two advocates, for the following purposes:

To manufacture and to deal in merchandise and articles manufactured in whole or in part of metal or wood, under the name of "P.J.G. limitée", with a total capital stock of \$40,000 divided into 1,000 common shares of \$10 each, 20,000 preferred shares class "A" of \$1 each and 100 preferred shares class "B" of \$100 each.

The head office of the company is at 1303 Desormeaux Boulevard, Longueuil, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

1070-1971

Partenaires associés inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Adrien Cléroux, employment counselor machinist, 2197 Aylwin Street, Georges Gauthier, construction supervisor, 2214 Cuvillier Street, Sylvio Charest, public relations director, 3502 Westmore Avenue, Paul Asselin, gentleman, 2696 Cadillac Street, all four of Montreal, Fernand Potvin, teacher, 72 des Prairies Boulevard, Laval, and James Jarvis, manager, 8365A, 10th Avenue, Saint-Michel, for the following purposes:

To operate on a non-profit basis an employment agency, for those 45 years and over, under the name of "Partenaires associés inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may own or hold is to be limited is \$140,000.

The head office of the corporation is at 2214 Cuvillier Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771-o

786-1971

Paul-Mer Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gordon Merovitz, 17 Harland Place, Hampstead, Stanley Merovitz, both executives, and Paula Merovitz, teacher, wife of the said Stanley Merovitz, the latter two of 2211 Gold, Apt. 308, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Paul-Mer Investments Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771-o

660-1971

**Pavage & construction Ile Perrot inc.
Ile Perrot Paving & Construction Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1971, constituant en corporation: Jean-Guy Lefebvre, 116, 2e Boulevard, Gilles Lefebvre, 76, 2e Boulevard, et Mario Lefebvre, 128, 4e Boulevard, tous trois laitiers, de Terrasse-Vaudreuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Pavage & construction Ile Perrot inc.—Ile Perrot Paving & Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 3,950 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Terrasse-Vaudreuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39771-0

1082-1971

**Pavage & construction Ile Perrot inc.
Ile Perrot Paving & Construction Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Lefebvre, 116, 2nd Boulevard, Gilles Lefebvre, 76, 2nd Boulevard, and Mario Lefebvre, 128, 4th Boulevard, all three milkmen, of Terrasse-Vaudreuil, for the following purposes:

To do business as general contractors in construction and to deal in all kinds of materials, under the name of "Pavage & construction Ile Perrot inc.—Ile Perrot Paving & Construction Inc.," with a total capital stock of \$40,000, divided into 50 common shares of a nominal value of \$10 each and 3,950 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Terrasse-Vaudreuil, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39771

1082-1971

Peinture Poly-Décor Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1971, constituant en corporation: John H. Dawson, 28, chemin Stratford, Hampstead, Claire Richer, épouse de David McCready, 4023, Mariette, Montréal, Paul-R. Marchand, 52, avenue Windsor, Herbert Birkett McNally, 4006, avenue Montrose, et Paul Frederick Dingle, 528, Mount Pleasant, tous trois de Westmount, tous les cinq avocats, pour les objets suivants:

S'établir manufacturiers, commerçants et marchands d'accessoires de décoration et autres articles de même nature, sous le nom de « Peinture Poly-Décor Itée », avec un capital actions divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39771

287-1971

Peinture Poly-Décor Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John H. Dawson, 28 Stratford Road, Hampstead, Claire Richer, wife of David McCready, 4023 Mariette, Montreal, Paul-R. Marchand, 52 Windsor Avenue, Herbert Birkett McNally, 4006 Montrose Avenue, and Paul Frederick Dingle, 528 Mount Pleasant, the latter three of Westmount, all five advocates, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers of, dealers in, and merchandisers of decorator supplies and any articles associated therewith, under the name of "Peinture Poly-Décor Itée", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value and 30,000 preferred shares with a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39771-0

287-1971

Pen V.S. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Laurent Gagnon, prêtre, Saint-Jean-Port-Joli, Albert Gauthier, ingénieur professionnel, 4660, boulevard Pie IX, Montréal, et Claudette Bertrand, professeur, fille majeure, 691, Mathieu, Terrebonne, pour les objets suivants:

Pen V.S. inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Laurent Gagnon, priest, Saint-Jean-Port-Joli, Albert Gauthier, professional engineer, 4660 Pie IX Boulevard, Montreal, and Claudette Bertrand, professor, spinster of the full age of majority, 691 Mathieu, Terrebonne, for the following purposes:

L'extension des connaissances scientifiques, humaines et spirituelles, par les différents moyens de communications modernes, sous le nom de « Pen. V.S. inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est 691, rue Mathieu, Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

39771-o

5233-1970

Les placements Caducee inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18^e jour de février 1971, constituant en corporation: Marcelle Durette, épouse de Claude Parent, 1622, Montcalm, Louise Desjardins, 500 Place d'Armes, suite 1814, toutes deux de Montréal, et Sylvia Paradis, 555, Cousineau, app. 4, Laval, ces deux dernières filles majeures, toutes trois secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les placements Caducee inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1787, rue Lorraine, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

39771-o

5289-1970

Les placements M.B.G. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de février 1971, constituant en corporation: Denyse Huguet, secrétaire, fille majeure, 233, Lafayette, Laval, Bertrand Gourdes, commerçant, 1082, 48^e Rue, Pointe-aux-Trembles, et Jehan Perdriau, avocat, 2113, Jean-Talon est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les placements M.B.G. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

39771-o

639-1971

Les productions Maro inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Micheline Rose, secrétaire, fille majeure, 506, rue Ste-Catherine est, Roger Giguère, bruiteur, et

Increasing of scientific, human and spiritual knowledge by the various means of modern communications, under the name of "Pen V.S. inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is \$100,000.

The head office of the corporation is at 691 Mathieu Street, Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

5233-1970

Les placements Caducee inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcelle Durette, wife of Claude Parent, 1622 Montcalm, Louise Desjardins, 500 Place d'Armes, Suite 1814, both of Montreal, and Sylvia Paradis, 555 Cousineau, Apt. 4, Laval, the latter two spinsters of the full age of majority, all three secretaries, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les placements Caducee inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and into 30,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 1787 Lorraine Street, Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

5289-1970

Les placements M.B.G. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denyse Huguet, secretary, spinster of the full age of majority, 233 Lafayette, Laval, Bertrand Gourdes, businessman, 1082, 48th Street, Pointe-aux-Trembles, and Jehan Perdriau, advocate, 2113 Jean-Talon East, Montreal, for the following purposes:

To do business as an investment company, under the name of "Les placements M.B.G. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

639-1971

Les productions Maro inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Micheline Rose, secretary, spinster of the full age of majority, 506 St. Catherine Street East, Roger

Nicole Bélanger, ménagère, épouse dudit Roger Giguère, ces deux derniers de 5504, boulevard Pie IX, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme imprésario, sous le nom de « Les productions Maro inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5504, boulevard Pie IX, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

39771-o

944-1971

Produits hygiéniques Nord-Ouest inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1971, constituant en corporation: Marcel Lalonde, journalier, 343, Cadieux, Saint-Jérôme, Patrick Vallée, avocat, et Émériilda Doiron, ménagère, épouse dudit Patrick Vallée, ces deux derniers de 275, boulevard Roi du Nord, Laval, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de l'huile brute, de l'essence et du gaz naturel et leurs sous-produits, sous le nom de « Produits hygiéniques Nord-Ouest inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

39771-o

1086-1971

Les promotions touristiques de St-Gédéon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Aurèle Côté, restaurateur, Yvon Potvin, épicière, René Audet, mécanicien, Raoul Vallée, cuviste, Maurice Coulombe, Gérard Fortin, tous deux contremaîtres, Marie-Josée Boily, fille majeure, Léopold Mathieu, et Fernand Turcotte, ces trois derniers instituteurs, tous neuf de Saint-Gédéon, pour les objets suivants:

Promouvoir et encourager l'industrie touristique à Saint-Gédéon et plus spécialement organiser des kiosques touristiques destinés à fournir de l'information aux visiteurs, sous le nom de « Les promotions touristiques de St-Gédéon inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Gédéon, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

39771-o

1020-1971

Giguère, sound effects man, and Nicole Bélanger, housewife, wife of the said Roger Giguère, the latter two of 5504 Pie IX Boulevard, all three of Montreal, for the following purposes:

To act as an impresario, under the name of "Les productions Maro inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 5504 Pie IX Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

944-1971

Produits hygiéniques Nord-Ouest inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Lalonde, labourer, 343 Cadieux, Saint-Jérôme, Patrick Vallée, advocate, and Émériilda Doiron, housewife, wife of said Patrick Vallée, the latter two of 275 Roi du Nord Boulevard, Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in crude oil, gas and natural gas and their by-products, under the name of "Produits hygiéniques Nord-Ouest inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

1086-1971

Les promotions touristiques de St-Gédéon inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Aurèle Côté, restaurateur-owner, Yvon Potvin, grocer, René Audet, mechanic, Raoul Vallée, potman, Maurice Coulombe, Gérard Fortin, both foremen, Marie-Josée Boily, spinster of the full age of majority, Léopold Mathieu, and Fernand Turcotte, the latter three teachers, all nine of Saint-Gédéon, for the following purposes:

To promote and encourage the tourist industry at Saint-Gédéon and in particular to organize tourist kiosks to provide visitors with informations, under the name of "Les promotions touristiques de St-Gédéon inc."

The amount to which is limited the value of the real estate which the corporation may acquire or possess is \$50,000.

The head office of the corporation is at Saint-Gédéon, judicial district of Roberval.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

1020-1971

**Les radiateurs Laprairie inc.
Laprairie Radiators Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1971, constituant en corporation: Guy Dufort, 591, 12e Avenue, Lasalle, Jean La Rocque, 4543, rue Marciel, tous deux avocats, Lucie Ménard, 2117, rue St-Denis, tous deux de Montréal, Diane McLaughlin, 482, rue Dollard, Longueuil, et Marie-Édith Lebrun, 6635, boulevard de Bruxelles, Brossard, ces trois dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de camions, tracteurs, automobiles, et véhicules de toutes sortes, et inclus les radiateurs, sous le nom de « Les radiateurs Laprairie inc. — Laprairie Radiators Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1010, rue Pauline, Notre-Dame, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-0

601-1971

Les résidences familiales Québécoises inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1971, constituant en corporation: Gérard Veillet, industriel, 204, St-Joseph ouest, Montréal, Yves Cauchon, représentant, 35, Montreuil, #1, Villeneuve, Laurette Ferron, ménagère, épouse de Joseph Verrette, 871, avenue Paradis, et Bruno Julien, homme d'affaires, 3185, de la Concorde, ces deux derniers de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les résidences familiales Québécoises inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 10,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 871, Paradis, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-0

667-1971

Ro-Bar Stamps Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1971, constituant en corporation: Cécile Houde, secrétaire, épouse de Auguste Houde, 302, Laurier, Roger Barsalo, comptable, et Julienne Morrisette, ménagère, épouse dudit Roger Barsalo, ces deux derniers de 17, 14e Avenue, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de timbres, objets d'art et objets de collection de toutes sortes, sous le nom de « Ro-Bar Stamps Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé

**Les radiateurs Laprairie inc.
Laprairie Radiators Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Dufort, 591, 12th Avenue, Lasalle, Jean La Rocque, 4543 Marciel Street, both advocates, Lucie Ménard, 2117 St-Denis Street, both of Montreal, Diane McLaughlin, 482 Dollard Street, Longueuil, and Marie-Édith Lebrun, 6635 Bruxelles Boulevard, Brossard, the latter three secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To manufacture and deal in trucks, tractors, automobiles and vehicles of all sorts, including radiators, under the name of "Les radiateurs Laprairie inc. — Laprairie Radiators Inc.", with a total capital stock of \$40,000 divided into 40,000 common shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 1010 Pauline Street, Notre-Dame, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

601-1971

Les résidences familiales Québécoises inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Veillet, industrialist, 204 St-Joseph West, Montreal, Yves Cauchon, representative, 35 Montreuil, #1, Villeneuve, Laurette Ferron, housewife, wife of Joseph Verrette, 871 Paradis Avenue, and Bruno Julien, businessman, 3185 de la Concorde, the latter two of Sainte-Foy, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les résidences familiales Québécoises inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 30,000 common shares of \$1 each and 10,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 871 Paradis, Sainte-Foy, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

667-1971

Ro-Bar Stamps Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Cécile Houde, secretary, wife of Auguste Houde, 302 Laurier, Roger Barsalo, accountant, and Julienne Morrisette, housewife, wife of said Roger Barsalo, the latter two of 17, 14th Avenue, all three of Drummondville, for the following purposes:

To deal in stamps, art and collection objects of all kinds, under the name of "Ro-Bar Stamps Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000

en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

39771-o

1162-1971

Le Roi des habits (Québec) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1971, constituant en corporation: Yvon Cloutier, manufacturier, 10, Jovel, Saint-Joseph-du-Lac, Sam Avrith, administrateur, 383, Alexis Nihon, Saint-Laurent, et André Laforest, vendeur, 1831, Valois, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme tailleurs, sous le nom de « Le Roi des habits (Québec) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 768, rue St-Joseph est, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

39771-o

1115-1971

Rosedale Dress Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Abie Colodny, entrepreneur, Mary Vininsky, ménagère, épouse dudit Abie Colodny, et David Ronald Colodny, étudiant, tous trois du 4886, avenue Dornal, Montréal, pour les objets suivants:

S'établir marchands de vêtements, tailleurs, drapeurs, bonnetiers, modistes, costumiers, fourreurs, commerçants dans les soies, tapis, produits chimiques, textiles, fibre, substances plastiques, articles de cuir, cotons, dentelles et vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Rosedale Dress Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,

compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39771

5154-1970

Roulotte La Québécoise inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1971, constituant en corporation: Gilles Gingras, étudiant en droit, 252, chemin St-Louis, Beauharnois, Gaston Dodier, 5960, Turenne, et Guy Chapdelaine, 2223,

common shares of \$10 each and into 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

1162-1971

Le Roi des habits (Québec) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon Cloutier, manufacturer, 10 Jovel, Saint-Joseph-du-Lac, Sam Avrith, administrator, 383 Alexis Nihon, Saint-Laurent, and André Laforest, salesman, 1831 Valois, Montreal, for the following purposes:

To do business as tailors, under the name of "Le Roi des habits (Québec) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 768 St-Joseph Street East, Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

1115-1971

Rosedale Dress Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Abie Colodny, contractor, Mary Vininsky, housewife, wife of the said Abie Colodny, and David Ronald Colodny, student, all three of 4886 Dornal Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses of clothiers, tailors, drapers, hosiers, milliners, costumiers, furriers, dealers in silks, carpets, textiles, chemicals, fibres, plastics, leather goods, cottons, cloths, and laces and wearing apparel merchants, under the name of "Rosedale Dress Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions,

Companies and Cooperatives.

39771-o

5154-1970

Roulotte La Québécoise inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Gingras, law student, 252 St-Louis Road, Beauharnois, Gaston Dodier, 5960 Turenne, and Guy Chapdelaine, 2223 Desmarreaux,

Desmarteaux, ces deux derniers hommes d'affaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de remorques de toutes sortes, de maisons mobiles, véhicules motorisés et autres moteurs, engins, appareils électriques, réfrigérateurs, accessoires de plomberie et de chauffage, sous le nom de « Roulotte La Québécoise inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o

1389-1971

Claude Roy et frères inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1971, constituant en corporation: Jean-Marc Poulin, avocat, 3345, Savard, Saint-Laurent, Claude Roy, tailleur, 727, Notre-Dame ouest, et Ruth DeKinder, secrétaire, épouse de Louis DeKinder, 10184, Marquette, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des magasins de bonneterie, sous le nom de « Claude Roy et frères inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 727, rue Notre-Dame ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o

1079-1971

Salon Rambeau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1971, constituant en corporation: J.-Édouard Ramsay, commerçant, 9, Châteauguay, app. 6, Pierrette Thibault, commerçante, épouse de Robert Thibault, 27, Montcalm, tous deux de Lévis, et Claude-T. Ramsay, administrateur, 3139, Jean-Brillant, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des salons de beauté, sous le nom de « Salon Rambeau inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$1 chacune et en 395 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est Place Mont-Marie, 20, rue St-Georges est, Lauzon, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o

1051-1971

Sava inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1971, constituant en corporation: Pierre Archambault, agent-manufac-

the latter two businessmen, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in trailers of all kinds, mobile homes, motorized vehicles and other motors, engines, electric appliances, refrigerators and plumbing and heating accessories, under the name of "Roulotte La Québécoise inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

1389-1971

Claude Roy et frères inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Marc Poulin, advocate 3345 Savard, Saint-Laurent, Claude Roy, tailor, 727 Notre-Dame West, and Ruth DeKinder, secretary, wife of Louis DeKinder, 10184 Marquette, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To operate knitted goods stores, under the name of "Claude Roy et frères inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 727 Notre-Dame Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

1079-1971

Salon Rambeau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Édouard Ramsay, trader, 9 Châteauguay, Apt. 6, Pierrette Thibault, trader, wife of Robert Thibault, 27 Montcalm, both of Lévis, and Claude-T. Ramsay, administrator, 3139 Jean-Brillant, Montreal, for the following purposes:

To operate beauty parlors, under the name of "Salon Rambeau inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$1 each and into 395 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Place Mont-Marie, 20 St-Georges Street East, Lauzon, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

1051-1971

Sava inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Archambault, manufacturing agent,

turier, Aimée Desjardins, ménagère, épouse dudit Pierre Archambault, et Jean-Pierre Archambault, étudiant, tous trois de 10340, Esplanade, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Sava inc. », avec un capital total de \$700, divisé en 4 actions ordinaires de \$50 chacune et en 50 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10340, rue Esplanade, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o

764-1971

Ski-Pole Productions Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de février 1971, constituant en corporation: Jean-Pierre Aubre, étudiant, 463, Revere, Sol B. Apel, 2657, avenue Ekers, et Michel Bergevin, 1195 est, Legendre, ces deux derniers avocats, tous les trois de Montréal, pour les objets suivants:

S'établir éditeurs de films et exploiter des studios de montage de films, sous le nom de « Ski-Pole Productions Inc. », avec un capital total de \$30,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771

891-1971

Sopelco limitée Sopelco Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Jean-Guy Pellan, ingénieur, 5, Place Bellerive, Laval, Jeannine Rousseau, fille majeure, 3560, Bedford, et Gérald Parkin, 11561, Alfred Laliberté, ces deux derniers avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tous objets en métal, produits chimiques, minerais, produits synthétiques, leurs produits et sous-produits, sous le nom de « Sopelco limitée — Sopelco Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o

1172-1971

Spiro métal tube inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

Aimée Desjardins, housewife, wife of said Pierre Archambault, and Jean-Pierre Archambault, student, all three of 10340 Esplanade, Montreal, for the following purposes:

To deal in all products, articles and goods, under the name of "Sava inc.", with a total capital stock of \$700, divided into 4 common shares of \$50 each and into 50 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 10340 Esplanade Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

764-1971

Ski-Pole Productions Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Pierre Aubre, student, 463 Revere, Sol B. Apel, 2657 Ekers Avenue, and Michel Bergevin, 1195 Legendre East, the latter two advocates, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of motion picture producers and to operate motion picture studios, under the name of "Ski-Pole Productions Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771-o

891-1971

Sopelco limitée Sopelco Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Pellan, engineer, 5 place Bellerive, Laval, Jeannine Rousseau, spinster, 3560 Bedford, and Gérald Parkin, 11561 Alfred Laliberté, the latter two advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all metal articles, chemical products, minerals, synthetic products, their products and by-products, under the name of "Sopelco limitée — Sopelco Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

1172-1971

Spiro métal tube inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1971, constituant en corporation: Giuseppe Joseph Racanelli, manufacturier, 542, Place Beaucaire, Claude Ouellette, 956, Fréchette, tous deux de Laval, et Jacques Mochon, 9129, Louisiane, Saint-Léonard, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes espèces de produits et marchandises faits de substances plastiques, fibre de verre, résine ou autres semblables, sous le nom de « Spiro métal tube inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39771-o

994-1971

Superfine Scotch Distributors Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1971, constituant en corporation: James R. Fernandes, 70, chemin Old Sheppard, app. 209, Willowdale, George H. White, 856, avenue Douglas, Bay Ridges, tous deux hommes d'affaires, et Elmo Sheppard, administrateur d'entreprise, 288A, avenue Roncesvalles, Toronto, pour les objets suivants:

S'établir distributeurs, courtiers généraux et promoteurs, et d'une façon générale tenir un commerce de distribution, de courtage et d'agence de promotion, sous le nom de « Superfine Scotch Distributors Limited », avec un capital actions divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 1255, rue University, bureau 204, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39771

948-1971

**Les systèmes de compactage de rebuts
du Québec inc.
Québec Waste Compacter
Systems Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1971, constituant en corporation: Raymond Boyer, avocat, 62, Duhamel, Pin-court, Francine Chamberland, épouse de Yvon Crevier, 7265, Sagard, Montréal, et Yvonne Lu, épouse de Jean-Pierre Michel, 250, Bishop Power, Lasalle, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de moteurs, machines, leurs parties et accessoires et autres instruments et appareils, sous le nom de « Les systèmes de compactage de rebuts du Québec inc.— Québec Waste Compacter Systems Inc. », avec un capital total de \$30,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Giuseppe Joseph Racanelli, manufacturier, 542 Place Beaucaire, Claude Ouellette, 956 Fréchette, both of Laval, and Jacques Mochon, 9129 Louisiane, Saint-Léonard, the latter two advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products and goods made with plastic, fiber glass, resinous or other similar substances, under the name of "Spiro métal tube inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39771

994-1971

Superfine Scotch Distributors Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: James R. Fernandes, 70 Old Sheppard Road, Apt. 209, Willowdale, George H. White, 856 Douglas Avenue, Bay Ridges, both businessmen, and Elmo Sheppard, business administrator, 288A Roncesvalles Avenue, Toronto, for the following purposes:

To carry on business as distributors, general brokers and promoters, and generally to carry on, in all its branches, a distribution, brokerage and agency promotion business, under the name of "Superfine Scotch Distributors Limited", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 1255 University Street, suite 204, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39771-o

948-1971

**Les systèmes de compactage de rebuts
du Québec inc.
Québec Waste Compacter
Systems Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Boyer, advocate, 62 Duhamel, Pin-court, Francine Chamberland, wife of Yvon Crevier, 7265 Sagard, Montreal, and Yvonne Lu, wife of Jean-Pierre Michel, 250 Bishop Power, Lasalle, the latter two secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in motors, machines, their parts and accessories and in other instruments and appliances, under the name of "Les systèmes de compactage de rebuts du Québec inc.— Québec Waste Compacter Systems Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 2457, chemin du Lac, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

872-1971

39771-o

Tabagie Cartier Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Joseph-P. Miller, 120, 90^e Avenue, Lasalle, Isidore Buller, 8530, Champagneur, Montréal, tous deux avocats, et Yvon Ostiguy, commis, 55, Ostiguy, Lavaltrie, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tabaciste et de toutes sortes de spécialités connexes, sous le nom de « Tabagie Cartier Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 305, boulevard Cartier, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

1152-1971

39771-o

Taverne Chez Sylvio inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Gaston Binette, 102, rue De Bellefeuille, Guy Bélisle, 124, Grande-Côte, tous deux notaires, de Saint-Eustache, et Christiane Forget, secrétaire, épouse de Gaétan Latrémouille, 257, 21^e Avenue, Deux-Montagnes, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Taverne Chez Sylvio inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

1042-1971

39771-o

Techrida Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Pierre Dapozzo, ouvrier, Gilda Gandolfi, maîtresse de maison, épouse dudit Pierre Dapozzo, tous deux de 2536, Tillemont, Montréal, Vincenzo Cianci, ouvrier, et Rosa Coppola, maîtresse de maison, épouse dudit Vincenzo Cianci, ces deux derniers de 5395, rue Marquis, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de machines, moteurs, outils, leurs parties et accessoires et autres instruments et appareils, sous le nom de « Techrida Itée », avec un

The head office of the company is at 2457 Lac Road, Longueuil, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

872-1971

39771

Tabagie Cartier Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph-P. Miller, 120, 90th Avenue, Lasalle, Isidore Buller, 8530 Champagneur, Montreal, both advocates, and Yvon Ostiguy, clerk, 55 Ostiguy, Lavaltrie, for the following purposes:

To carry on business as tobacconist and to deal in all kinds of related specialties, under the name of "Tabagie Cartier Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 305 Cartier Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

1152-1971

39771

Taverne Chez Sylvio inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaston Binette, 102, De Bellefeuille Street, Guy Bélisle, 124 Grande-Côte, both notaries, of Saint-Eustache, and Christiane Forget, secretary, wife of Gaétan Latrémouille, 257, 21st Avenue, Deux-Montagnes, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Taverne Chez Sylvio inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

1042-1971

39771

Techrida Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Dapozzo, tool-maker, Gilda Gandolfi, housewife, wife of said Pierre Dapozzo, both of 2536 Tillemont, Montreal, Vincenzo Cianci, tool-maker, and Rosa Coppola, housewife, wife of said Vincenzo Cianci, the latter two of 5395 Marquis Street, Saint-Léonard, for the following purposes:

To manufacture and deal in machines, motors, tools, their parts and accessories and other instruments and appliances, under the name of "Techrida Itée", with a

capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o

1092-1971

Claude Tessier & associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1971, constituant en corporation: Guy Tessier, vendeur, 248, Henri, Gatineau, Claude Tessier, courtier en valeurs immobilières, et Pierrette Tessier, secrétaire, épouse dudit Claude Tessier, ces deux derniers de 35, Hinchey, Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de courtage immobilier, sous le nom de « Claude Tessier & associés inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 279, boulevard St-Joseph, Hull, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o

1077-1971

Les toitures Gor-Bel inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1971, constituant en corporation: Claude Gordon, gérant, 5660, Roi René, Anjou, Georges Skene, garde-chasse, Lac Édouard, et Paul Courey, comptable agréé, 1190, Champlain, Laval, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce du fer-blanc et de tous ses produits et sous-produits, sous le nom de « Les toitures Gor-Bel inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o

995-1971

Toyota Deux-Montagnes inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1971, constituant en corporation: Jacques Risdon, administrateur, Madeleine Petit, ménagère, épouse dudit Jacques Risdon, tous deux de 32, Drouin, Dollard-des-Ormeaux, et Pierre Contant, comptable, 10465, Tanguay, Montréal, pour les objets suivants:

total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and into 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal-North, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

1092-1971

Claude Tessier & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Tessier, salesman, 248 Henri, Gatineau, Claude Tessier, real estate broker, and Pierrette Tessier, secretary, wife of said Claude Tessier, the latter two of 35 Hinchey, Hull, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate brokerage company, under the name of "Claude Tessier & associés inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 279 St-Joseph Boulevard, Hull, judicial district of Hull.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

1077-1971

Les toitures Gor-Bel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Gordon, manager, 5660 Roi René, Anjou, Georges Skene, game warden, Lake Édouard, and Paul Courey, chartered accountant, 1190 Champlain, Laval, for the following purposes:

To manufacture and to deal in tin and all its products and by-products, under the name of "Les toitures Gor-Bel inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

995-1971

Toyota Deux-Montagnes inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Risdon, administrator, Madeleine Petit, housewife, wife of said Jacques Risdon, both of 32 Drouin, Dollard-des-Ormeaux, and Pierre Contant, accountant, 10465 Tanguay, Montreal, for the following purposes:

Exploiter une agence pour la vente d'automobile, sous le nom de « Toyota Deux-Montagnes inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 234, boulevard Sauvé, Deux-Montagnes, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o

1451-1971

Émile Tremblay & fils Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1971, constituant en corporation: Émile Tremblay, Ghislain Tremblay, tous deux industriels, et Jean-Marie Tremblay, gérant, tous trois de Port-Alfred, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de bois, sous le nom de « Émile Tremblay & fils Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1242, boulevard de la Baie, Port-Alfred, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o

1033-1971

Viadent inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1971, constituant en corporation: Marc Bourgeois, 69, Vivian, Gilles Bertrand, 147, Dunrae, tous deux de Mont-Royal, et Jean Guy, 5400, Louisbourg, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir, maintenir, posséder, administrer et diriger une ou plusieurs cliniques de chirurgie dentaire, sous le nom de « Viadent inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o

602-1971

Voyages Pierre inc. Pierre Travel Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1971, constituant en corporation: Pierre-Paul Houle, conseiller en voyages, Sheila Chapman, ménagère, épouse dudit Pierre-Paul Houle, tous deux de 376, Étienne-Brulé, Saint-Bruno-de-Montarville, et André Houle, administrateur, 656, Boulé, Beloeil, pour les objets suivants:

To operate an agency for the sale of automobiles, under the name of "Toyota Deux-Montagnes inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 234 Sauvé Boulevard, Deux-Montagnes, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

1451-1971

Émile Tremblay & fils Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Émile Tremblay, Ghislain Tremblay, both industrialists, and Jean-Marie Tremblay, manager, all three of Port-Alfred, for the following purposes:

The lumber trade, under the name of "Émile Tremblay & fils Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1242 Baie Boulevard, Port-Alfred, judicial district of Chicoutimi.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

1033-1971

Viadent inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marc Bourgeois, 69 Vivian, Gilles Bertrand, 147 Dunrae, both of Mont-Royal, and Jean Guy, 5400 Louisbourg, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To establish, maintain, own, administer and conduct one or several and dental surgery clinics, under the name of "Viadent inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

602-1971

Voyages Pierre inc. Pierre Travel Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre-Paul Houle, travel counsellor, Sheila Chapman, housewife, wife of said Pierre-Paul Houle, both of 376 Étienne-Brulé, Saint-Bruno-de-Montarville, and André Houle, administrator, 656 Boulé, Beloeil, for the following purposes:

Exploiter une agence de voyage et de transport, sous le nom de « Voyages Pierre inc.— Pierre Travel Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Bruno-de-Montarville, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o

1048-1971

**Westmount Action Committee
Comité d'animation de Westmount**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er mars 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Hugh David Carruthers, historien, 126, Clandeboye, Robert Alan Pratt, avocat, 141, Clandeboye, et Istvan Mezes, architecte, 47, Prospect, tous trois de Westmount, pour les objets suivants:

Organiser un forum pour la discussion et l'échange entre citoyens d'idées relatives à l'expansion et l'amélioration de la ville de Westmount, sous le nom de « Westmount Action Committee — Comité d'animation de Westmount ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder et détenir la corporation est de \$75,000.

Le siège social de la corporation est au 126, Clandeboye, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771

1040-1971

To operate a travel and transport agency, under the name of "Voyages Pierre inc.— Pierre Travel Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Bruno-de-Montarville, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771

1048-1971

**Westmount Action Committee
Comité d'animation de Westmount**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Hugh David Carruthers, historian, 126 Clandeboye, Robert Alan Pratt, advocate, 141 Clandeboye, and Istvan Mezes, architect, 47 Prospect, all three of Westmount, for the following purposes:

To provide a forum for discussion and interchange of ideas between citizens concerning the development of the city of Westmount, under the name of "Westmount Action Committee — Comité d'animation de Westmount".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold or possess is to be limited is \$75,000.

The head office of the corporation is at 126 Clandeboye, Westmount, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771-o

1040-1971

Lettres patentes supplémentaires

Les Immeubles F. X. Lasalle & Fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de corriger des lettres patentes supplémentaires en date du 24 février 1971, de la compagnie « Les Immeubles F. X. Lasalle & Fils inc. », en y changeant la date des lettres patentes supplémentaires du 24 février 1971, par celle du 21 décembre 1970.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39771-o

10998-58

Supplementary Letters Patent

Les Immeubles F. X. Lasalle & Fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives was pleased to correct supplementary letters patent dated February 24, 1971, of "Les Immeubles F. X. Lasalle & Fils inc.", by changing the date of the supplementary letters patent from February 24, 1971 to December 21, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

39771

10998-58

Compagnies dissoutes

L'Accueil Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de

Companies Dissolved

L'Accueil Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender,

« L'Accueil ltée », constituée en corporation le 28 août 1962, à compter du 30 avril 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o 13429-62

Asbestos Producers Corporation
(No personal liability)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Asbestos Producers Corporation » (No personal liability), constituée en corporation le 11 décembre 1945, à compter du 30 avril 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o 7492-45

Les Assurances J.-R. Lepage inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Assurances J.-R. Lepage inc. », constituée en corporation le 20 janvier 1967, à compter du 30 avril 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o 166-67

Camler Realty Company

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Camler Realty Company », constituée en corporation le 3 juin 1964, à compter du 15 avril 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o 2534-64

La Compagnie du Théâtre de l'Escale inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « La Compagnie du Théâtre de l'Escale inc. », constituée en corporation le 6 octobre 1964, à compter du 30 avril 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o 4271-64

Connolly & Twizell Investments Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Connolly & Twizell Investments Ltd. », constituée en corporation le 1er avril 1963, à compter du 15 avril 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39771-o 1454-63

as of April 30, 1971, of the charter of "L'Accueil ltée", incorporated on August 28, 1962.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771 13429-62

Asbestos Producers Corporation
(No personal liability)

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of April 30, 1971, of the charter of "Asbestos Producers Corporation" (No personal liability), incorporated on December 11, 1945.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771 7492-45

Les Assurances J.-R. Lepage inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of April 30, 1971, of the charter of "Les Assurances J.-R. Lepage inc.", incorporated on January 20, 1967.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771 166-67

Camler Realty Company

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of April 15, 1971, of the charter of "Camler Realty Company", incorporated on June 3, 1964.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771 2534-64

La Compagnie du Théâtre de l'Escale inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of April 30, 1971, of the charter of "La Compagnie du Théâtre de l'Escale inc.", incorporated on October 6, 1964.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771 4271-64

Connolly & Twizell Investments Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of April 15, 1971, of the charter of "Connolly & Twizell Investments Ltd.", incorporated on April 1, 1963.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39771 1454-63

Les Constructions St-Malo inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Constructions St-Malo inc. », constituée en corporation le 20 novembre 1968, à compter du 15 avril 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39771-o 5531-68

Dahkol Holdings Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Dahkol Holdings Inc. », constituée en corporation le 25 avril 1960, à compter du 15 avril 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39771-o 11863-60

Eastern Fruit & Poultry Co.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Eastern Fruit & Poultry Co. », constituée en corporation le 29 décembre 1959, à compter du 30 avril 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39771-o 16756-59

Emballage Giguère Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Emballage Giguère Itée », constituée en corporation le 25 août 1964, à compter du 15 avril 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39771-o 3793-64

General Steel International, Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « General Steel International, Ltd. », constituée en corporation le 16 novembre 1967, à compter du 15 avril 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39771-o 4775-67

**Mar-Bois Unis inc.
Mar-Wood United Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Mar-

Les Constructions St-Malo inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of April 15, 1971, of the charter of "Les Constructions St-Malo inc.", incorporated on November 20, 1968.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39771 5531-68

Dahkol Holdings Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of April 15, 1971, of the charter of "Dahkol Holdings Inc.", incorporated on April 25, 1960.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39771 11863-60

Eastern Fruit & Poultry Co.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of April 30, 1971, of the charter of "Eastern Fruit & Poultry Co.", incorporated on December 29, 1959.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39771 16756-59

Emballage Giguère Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of April 15, 1971, of the charter of "Emballage Giguère Itée", incorporated on August 25, 1964.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39771 3793-64

General Steel International, Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of April 15, 1971, of the charter of "General Steel International, Ltd.", incorporated on November 16, 1967.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39771 4775-67

**Mar-Bois Unis inc.
Mar-Wood United Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender,

Bois Unis inc. — Mar-Wood United Inc. », constituée en corporation le 21 février 1967, à compter du 30 avril 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39771-o 714-67

Mueller Industries Limited
Les Industries Mueller limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Mueller Industries Limited — Les Industries Mueller limitée », constituée en corporation le 12 juillet 1965, à compter du 30 avril 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39771-o 3171-65

New-Mode Development Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « New-Mode Development Inc. », constituée en corporation le 26 février 1962, à compter du 30 avril 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39771-o 10992-62

North Atlantic Development Co.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « North Atlantic Development Co. », constituée en corporation le 26 mai 1959, à compter du 15 avril 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39771-o 13257-59

O. R. Products (Canada) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « O. R. Products (Canada) Ltd. », constituée en corporation le 2 juin 1959, à compter du 30 avril 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39771-o 10788-59

Speedway Construction Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Speedway Construction Ltd. », constituée en corporation le 4 août 1961, à compter du 30 avril 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39771-o 13917-61

as of April 30, 1971, of the charter of "Mar-Bois Unis inc. — Mar-Wood United Inc.", incorporated on February 21, 1967.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39771 714-67

Mueller Industries Limited
Les Industries Mueller limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of April 30, 1971, of the charter of "Mueller Industries Limited — Les Industries Mueller limitée", incorporated on July 12, 1965.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39771 3171-65

New-Mode Development Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of April 30, 1971, of the charter of "New-Mode Development Inc.", incorporated on February 26, 1962.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39771 10992-62

North Atlantic Development Co.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of April 15, 1971, of the charter of "North Atlantic Development Co.", incorporated on May 26, 1959.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39771 13257-59

O. R. Products (Canada) Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of April 30, 1971, of the charter of "O. R. Products (Canada) Ltd.", incorporated on June 2, 1959.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39771 10788-59

Speedway Construction Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of April 30, 1971, of the charter of "Speedway Construction Ltd.", incorporated on August 4, 1961.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39771 13917-61

T. A. V. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « T. A. V. inc. », constituée en corporation le 10 juillet 1967, à compter du 30 avril 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
2984-67

39771-o

**Terrains Vaudreuil inc.
Vaudreuil Lands Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Terrains Vaudreuil inc. — Vaudreuil Lands Inc. », constituée en corporation le 30 avril 1964, à compter du 15 avril 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
1935-64

39771-o

Les Uniformes Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Uniformes Québec inc. », constituée en corporation le 26 août 1964, à compter du 30 avril 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
2760-64

39771-o

T. A. V. inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of April 30, 1971, of the charter of "T. A. V. inc.", incorporated on July 10, 1967.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
2984-67

39771

**Terrains Vaudreuil inc.
Vaudreuil Lands Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of April 15, 1971, of the charter of "Terrains Vaudreuil inc. — Vaudreuil Lands Inc.", incorporated on April 30, 1964.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
1935-64

39771

Les Uniformes Québec inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of April 30, 1971, of the charter of "Les Uniformes Québec inc.", incorporated on August 26, 1964.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
2760-64

39771

Arrêtés en conseil

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1311

Québec, le 7 avril 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les indemnités payables aux jurés, tant en matières civile que criminelle.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre de la Justice:

QUE le premier alinéa du paragraphe « a » de l'article 2 du règlement concernant les indemnités payables aux jurés, tant en matières civile que criminelle, adopté en vertu de l'arrêté en conseil numéro 302 en date du 5 février 1969, soit remplacé par le suivant:

« 2. *Indemnité pour perte de temps:*

a) tout juré ou juré en disponibilité a droit à une indemnité de \$10 pour chaque jour ou partie de jour d'absence de son domicile. »

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

39845-o

Orders in Council

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1311

Québec, April 7, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the indemnity to be paid to jurors in civil as well as in criminal matters.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Justice:

THAT the first paragraph of article 2. "a" of the regulations concerning the indemnity to be paid to jurors in civil as well as in criminal matters, adopted in pursuance of Order in Council 302 of February 5, 1969, be replaced by the following:

"2. *Indemnity for loss of time:*

(a) Every juror or free juror is entitled to a compensation of \$10 for each day or part of a day away from his home."

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

39845

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1367

Québec, le 7 avril 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la soustraction au jalonnement de certains terrains situés dans les bassins des rivières de la Baie James.

ATTENDU QUE l'aménagement hydroélectrique du complexe Nottaway-Rupert projeté par l'Hydro-Québec dans les bassins des rivières de la Baie James nécessite la construction d'ouvrages;

ATTENDU QU'il y a lieu de prévenir tout jalonnement de nuisance dans les secteurs prévus pour la réalisation de ces ouvrages;

ATTENDU QUE conformément au sous-paragraphe (1) de l'article 268 de la Loi des mines (S.Q. 1965, chapitre 34), le lieutenant-gouverneur en conseil peut réserver et soustraire, par règlement, au jalonnement des terrains qui, dans son opinion, peuvent être requis ou nécessaires à l'aménagement de forces hydrauliques ou à toutes autres fins.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des Richesses naturelles:

QUE soient réservés et soustraits au jalonnement

a) les réservoirs projetés jusqu'aux élévations maximums suivantes prévues:

Mistassini	cote	1265
Evans	cote	850
Waswanipi	cote	960
Olga	cote	900
Nemiscau	cote	800
Taibi	cote	900
Soscumica-Matagami	cote	835
Giffard	cote	800
Kénonisca	cote	895

b) une lisière de terrain de un mille (1 m.) de largeur de chaque côté de la rivière Rupert à partir de son embouchure et comprenant les ouvrages de contrôle et de centrales R.A.1 à R.A.8 jusqu'à un mille (1 m.) à l'est de R.A.8a;

c) un territoire carré de cinq milles (5 m.) de côté dont le centre est occupé par la galerie Giffard-Nemiscau;

d) une lisière de terrain de cinq milles (5 m.) de largeur soit deux milles et demi (2½ m.) de chaque côté de l'axe du canal Nottaway-Evans entre le mile 94 de la route projetée et la rivière Nottaway.

QUE ce règlement ait force de loi dès sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,

39848-o

JULIEN CHOUINARD.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1349

Québec, 7 avril 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1367

Québec, April 7, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the withdrawal from staking of certain lands situated in the river basins of James Bay.

WHEREAS the development of hydro-electric power for the Nottaway-Rupert Complex, proposed by Hydro-Québec for the river basins of James Bay requires the construction of certain works;

WHEREAS it is deemed expedient to prevent any harmful staking from being drawn in the sectors reserved for the carrying-out of those works;

WHEREAS, in accordance with sub-paragraph (1) of section 268 of the Mining Act (Q.S. 1965, chapter 34), the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, reserve and withdraw from staking any land which, in his opinion, may be required or necessary for the development of water power, or for any other purpose;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Natural Resources:

THAT the following be reserved or withdrawn from staking;

(a) the proposed reservoirs, up to the following maximum height, as provided for:

Mistassini	mark	1265
Evans	mark	850
Waswanipi	mark	960
Olga	mark	900
Nemiscau	mark	800
Taibi	mark	900
Soscumica-Matagami	mark	835
Giffard	mark	800
Kénonisca	mark	895

(b) a strip of land one mile wide (1 m.) on each side of the Rupert River, starting from its mouth and including the control works and the central power stations R.A.1 to R.A.8, up to one mile (1 m.) east of R.A.8a;

(c) a square territory measuring five miles (5 m.) on each side and at the centre of which is located the Giffard-Nemiscau gallery;

(d) a strip of land five miles (5 m.) wide, that is two miles and a half (2½ m.) on each side of the axis of the Nottaway-Evans canal, between milestone 94 of the proposed road and the Nottaway-River.

THAT this regulation become effective on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,

39848

Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1349

Québec, April 7, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT une modification à l'article 23 du règlement numéro 2 adopté en vertu de la Loi de la Société d'habitation du Québec (chapitre 55 des lois de 1966-67).

ATTENDU QU'EN VERTU de l'article 23 du règlement numéro 2 de la Société d'habitation du Québec, tout contrat de travaux de construction ou de transformation doit être octroyé à la suite d'un appel d'offres publiques et que si l'emprunteur désire exécuter les travaux en régie, il doit soumettre à l'approbation de la Société d'habitation du Québec une estimation détaillée de ce qu'il en coûtera;

ATTENDU QUE la Société d'habitation du Québec est d'avis de modifier cet article pour les projets pilotes, expérimentaux ou dans les cas d'urgence ainsi que dans le cas de prêts consentis en vertu de l'article 62 de la Loi de la Société, de façon à permettre de procéder sans appel d'offres publiques ou de propositions de développement.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre des Affaires municipales:

QUE l'article 23 du règlement numéro 2 tel qu'approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3182 du 22 novembre 1967 soit modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

« toutefois dans le cas de projets pilotes, expérimentaux ou dans les cas d'urgence ainsi que dans le cas de prêts consentis en vertu de l'article 62 de la Loi de la Société, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser l'octroi de contrat de construction ou de transformation, sans appel d'offres publiques ou de propositions de développement. »

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

39847-0

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1195

Québec, le 31 mars 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification aux règlements de la Loi d'Aide Sociale adoptés par l'arrêté en conseil numéro 3491 du 17 septembre 1970.

ATTENDU QU'EN VERTU de l'arrêté en conseil numéro 3491 du 17 septembre 1970 des règlements de l'Aide Sociale ont été adoptés;

ATTENDU qu'il est devenu nécessaire de modifier ces règlements;

IL EST ORDONNÉ en conséquence sur la recommandation du ministre des Affaires sociales:

QUE sous l'autorité de l'article 48 de la Loi de l'Aide Sociale (chapitre 63 des lois de 1969 et amendements) les règlements numéros 1 et 2 de l'Aide sociale tels qu'édictés par l'arrêté en conseil 3491 du 17 septembre 1970 soient modifiés de la façon prévue au texte annexé à la recommandation du présent arrêté en conseil;

QUE ces modifications soient publiées dans la *Gazette officielle* et entrent en vigueur le 1er juillet 1971 sauf

CONCERNING an amendment to article 23 of by-law number 2 adopted in accordance with the Québec Housing Corporation Act (chapter 55 of the Statutes of 1966-67).

WHEREAS, under article 23 of by-law number 2 of the Québec Housing Corporation, any contract for construction or alteration works shall be granted following a call for public tenders and that, if the borrower wishes to carry out the works with his own forces, he must submit to the Corporation, for approval, a detailed estimate of the costs involved;

WHEREAS the Québec Housing Corporation thinks it advisable to amend the said article in the case of experimental or pilot projects or in emergency cases as well as in cases of loans granted under section 62 of the Corporation Act, in order to make it possible to proceed without development projects or a call for public tenders.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Municipal Affairs:

THAT article 23 of by-law number 2 as approved by Order in Council number 3182 of November 22, 1967 be amended by adding the following paragraph:

“In the case of experimental or pilot projects or in emergency cases as well as in cases of loans granted under section 62 of the Corporation Act, the Lieutenant-Governor in Council may authorize the granting of a contract for construction or alteration works without development projects or a call for public tenders.”

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

39847

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1195

Québec, March 31, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING an amendment to the regulations of the Social Aid Act adopted by Order in Council No. 3491 September 17, 1970.

WHEREAS regulations under such Act were made by Order in Council No. 3491 of September 17, 1970;

WHEREAS it has become necessary to amend these regulations;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

THAT, under section 48 of the Social Aid Act (chapter 63 of the Statutes of 1969 and amendments), regulations Nos. 1 and 2 of such Act as enacted under Order in Council No. 3491 of September 17, 1970 be amended as in the attached text;

THAT these amendments be published in the *Québec Official Gazette* and come into force on July 1, 1971 with

les articles 4.02F et 4.05E qui entreront en vigueur le 1er mai 1971.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement No 1 de la Loi de l'Aide Sociale

SECTION I

2.01 Cet article est modifié en ajoutant le paragraphe suivant:

Les revenus hebdomadaires sont transposés sur une base mensuelle en les multipliant par le facteur 4.3, lorsque la famille ou la personne seule réalise ces revenus pendant tout le mois.

2.05 Cet article est modifié pour se lire comme suit: L'aide à une famille ou à une personne seule est fournie à titre gratuit.

2.06 Cet article est modifié pour se lire de la façon suivante:

Par dérogation aux prescriptions de l'article 2.05, est fournie sous forme de prêt ou de garantie de remboursement d'un emprunt:

a) l'aide accordée pour couvrir des besoins ordinaires ou spéciaux pour lesquels une aide a déjà été versée en vertu des dispositions de la loi et des règlements;

b) l'aide accordée en attendant le versement d'une somme qui doit provenir de la réalisation d'un droit ou de la liquidation d'une affaire, conformément à l'article 13 de la loi;

c) l'aide accordée dans les cas visés au paragraphe g) de l'article 4.02.

3.01 Cet article est modifié en abrogeant le sous-paragraphe c) et en ajoutant un paragraphe qui se lit comme suit:

Aux fins du présent article, ne rentre pas dans la catégorie « adulte » l'enfant qui atteint l'âge de 18 ans et demeure un enfant à charge au sens de la Loi. Dans ce cas, le coût mensuel des besoins de cette famille, tel que déterminé dans la table ci-après, est augmenté de \$10.

3.01 La table en vertu de l'article 3.01 est modifiée de la façon suivante:

Sous le titre « Âge des enfants », au lieu le 16 et 17 ans, on doit lire 16 ans et plus.

Sous le titre « Nombre d'adultes » dans la troisième colonne, on doit lire 196 au lieu de 195.

Enfin, au bas de la table, au lieu de enfants de 16 et 17 ans, on doit lire « Enfant additionnel »; de 16 ans et plus — \$20, de 10 à 15 ans — \$15, de 0 à 9 ans — \$10.

3.05 Cet article est modifié pour se lire de la façon suivante:

Le coût mensuel du vêtement et des nécessités personnelles d'une famille ou d'une personne seule vivant en chambre et pension est celui déterminé dans la table ci-après, en fonction du nombre d'adultes.

Est adulte aux fins du présent règlement:

a) toute personne seule,
b) tout chef de famille et son conjoint,
c) tout autre membre de la famille âgé de 18 ans ou plus.

Sous réserve des dispositions de l'article 7.03 c) des présents règlements, dans le cas d'une personne seule

the exception of sections 4.02F and 4.05E which shall come into force on May 1, 1971.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation No. 1 of the Social Aid Act

DIVISION I

2.01 This article is amended by adding the following paragraph:

The weekly income is calculated on a monthly basis by multiplying it by 4.3 when a family or individual is in receipt of this income for the whole month.

2.05 This article is amended to read as follows:

Aid to a family or an individual is given gratuitously.

2.06 This article is amended to read in the following way:

Notwithstanding the requirements of article 2.05, the following aid is furnished either in the form of a loan or of a guarantee of repayment of a loan:

(a) aid granted to meet the ordinary or special needs for which aid has already been paid under the provisions of the Act and regulations;

(b) aid granted pending payment of a sum which is to accrue from the exercise of a right or the winding-up of a business, in accordance with section 13 of the Act;

(c) aid granted in the cases contemplated in paragraph (g) of article 4.02.

3.01 This article is amended by abrogating subparagraph (c) and by adding a paragraph which reads as follows:

For the purposes of this article, the child who has turned 18 years of age and remains dependent within the meaning of the Act does not enter the category of "adult". In such a case, the monthly cost of the needs of the family, as established in the table which follows, is increased by \$10.

3.01 The table under regulation 3.01 is amended in the following way:

Under the title "Age of children", instead of reading 16 and 17 years, one should read 16 years or more.

Under the title "Number of adults" in the third column, one should read 196 instead of 195.

Finally, at the bottom of the table, instead of reading children of 16 and 17 years of age, one should read "Additional child": of 16 years or more — \$20, of 10 to 15 years — \$15, of 0 to 9 years — \$10.

3.05 This article is amended to read in the following way:

The monthly cost of clothing and of personal requirements for a family or individual living on a room-board basis is that determined in the following table, dependent on the number of adults involved.

For the purposes of this regulation, an adult is:

(a) a single person,
(b) a head of a family and his spouse,
(c) any other member of a family 18 years or over.

Subject to the provisions of article 7.03 (c) of these regulations, the cost of the needs mentioned in the

qui se trouve à titre de patient dans un hôpital sous contrat en vertu de la Loi de l'assurance-hospitalisation ou dans un sanatorium, le coût des besoins mentionnés au premier paragraphe du présent règlement est pré-déterminé à \$15.00 par mois.

4.02 Le paragraphe *f*) de l'article 4.02 est remplacé par le suivant:

f) la maison qui sert de résidence et le terrain sur lequel elle est bâtie, dont l'équité nette, sur la base de la valeur marchande, déduction faite des hypothèques et autres charges qui les grèvent, n'exécède pas \$15,000.

Dans le cas d'un travailleur autonome, est comprise dans la valeur des biens décrits plus haut la valeur de biens mobiliers et immobiliers servant à l'exercice de son métier ou de l'occupation dont il tire un revenu.

Dans le cas d'un agriculteur, la valeur des biens décrits plus haut est portée à \$20,000; cette valeur comprend le cheptel, les instruments aratoires, tous les bâtiments, et le fonds de terre de la ferme. Toutefois, le fait de posséder une telle propriété dont l'équité nette excède les montants prévus dans les paragraphes précédents n'est pas une cause d'inadmissibilité, sous réserve des dispositions de l'article 4.05 *e*).

4.05 Le sous-paragraphe 3 du paragraphe *a*) de l'article 4.05 est modifié pour se lire comme suit:

3) dans le cas d'une famille ou d'une personne seule admissible à l'aide sociale en vertu des articles 8 ou 9 de la loi, on considère l'ensemble des revenus du travail y compris les pourboires, les bonis, la valeur nette des commissions, ainsi que le revenu net d'un travail autonome ou d'une entreprise qui excèdent:

pour la famille, \$40 plus \$5 par enfant, par mois;
pour la personne seule, \$25 par mois;

4.05 Le paragraphe *c*) de l'article 4.05 doit maintenant se lire comme suit:

c) sont aussi inclus les revenus provenant de la location d'un ou plusieurs logements dans la maison d'habitation qui sert de résidence à la personne seule ou à la famille admissible à l'aide sociale; sont pris en considération les revenus bruts ainsi réalisés dont on déduit, proportionnellement aux espaces occupés par le ou les locataires, les charges affectant cet immeuble. Ces charges sont établies conformément au deuxième (2e) paragraphe de l'article 3.03 des présents règlements.

4.05 L'ancien paragraphe *c*) de l'article 4.05 devient le paragraphe *d*) du même article et est modifié pour se lire de la façon suivante:

d) sont également inclus les revenus provenant de la location d'un bien immobilier, dont une maison d'habitation qui ne sert pas de résidence à la personne seule ou à la famille admissible à l'aide sociale; et, aux fins du présent paragraphe, sont pris en considération les revenus bruts, dont on déduit

1) \$5 par mois au titre des dépenses d'entretien;

2) le coût du chauffage et des services d'électricité, de gaz et d'eau, lorsque ces dépenses sont assumées par le propriétaire;

4.05 Le paragraphe *d*) de l'article 4.05 devient le paragraphe *f*) du même article.

first paragraph of this regulation is pre-determined at \$15 per month with respect to an individual who is a patient in a hospital under contract pursuant to the Hospital Insurance Act or in a sanatorium.

4.02 Paragraph *f*) of article 4.02 is replaced by the following:

f) the house used as a residence and the land on which it stands the net equity of which, on the basis of the market value, does not exceed \$15,000 after deducting the mortgages and other encumbrances affecting it.

In the case of self-employed worker, the value of the property described above includes the value of the movable and immovable property which he used to carry out the trade or occupation from which he draws his income.

In the case of a farmer, the value of the property described above is increased to \$20,000; this value includes the livestock, the farm implements, all the buildings and the farm land. However, the fact of owning such a property the net equity of which exceeds the amounts provided for in the preceding paragraphs is not a cause for ineligibility, subject to the provisions of article 4.05 *e*).

4.05 Sub-paragraph 3 of paragraph *a*) of article 4.05 is amended to read as follows:

3) in the case of a family or individual eligible for social aid under sections 8 or 9 of the Act, consideration is given to all income from work including tips, bonuses, net value of commissions and net income from self-employment or from an undertaking which exceeds:

for a family, \$40 plus \$5 for each child, per month;
for an individual, \$25 per month;

4.05 Paragraph *c*) of article 4.05 should now read as follows:

c) There is also included the income derived from the rental of one or more apartments in a dwelling house used as a residence for an individual or family eligible for social aid; consideration is given to the gross income thus realized from which is deducted in proportion to the space occupied by the tenant or tenants, the charges affecting this building. These charges are drawn up in accordance with the second (2nd) paragraph of article 3.03 of these regulations.

4.05 Former paragraph *c*) of article 4.05 becomes paragraph *d*) of the same article and is amended to read as follows:

d) Is also included the income derived from the renting of an immovable property, including any dwelling house not used as a residence for an individual or family eligible for social aid; and, for the purposes of this paragraph, consideration is given to the gross income from which the following is deducted:

1) \$5 per month for expenses incurred by the upkeep;

2) the cost of the heating, electricity, gas and water when such expenses are borne by the owner;

4.05 Paragraph *d*) of article 4.05 becomes paragraph *f*) in the same article.

4.05 Un nouveau paragraphe soit le paragraphe *e*) est ajouté à l'article 4.05 et se lit comme suit:

e) est également imputée comme revenu la somme qui excède l'un ou l'autre des montants prévus au paragraphe 4.02 *f*), selon le cas, à raison d'un taux mensuel de 5/6 de 1% de cette somme.

5.01 Le paragraphe 5.01 est modifié de la façon suivante: les mots « Ministère de la Famille et du Bien-Être social » sont remplacés par les mots « Ministère des Affaires Sociales ».

5.07 Le premier paragraphe de cet article est modifié pour se lire de la façon suivante:

En plus des opérations énumérées au règlement 5.05, le ministre peut désigner toute personne ou groupe de personnes pour établir un plan de relèvement afin d'assurer une utilisation efficace de l'aide accordée et en suivre le déroulement graduel.

5.08 Le quatrième paragraphe de l'article 5.08 est modifié pour se lire de la façon suivante:

Le passage d'une catégorie d'âge à une autre, pour l'enfant à charge, au titre des besoins prévus au règlement 3.01, prend effet à compter du mois qui suit la date à laquelle il atteint l'âge déterminé soit par la loi, soit par les règlements. Dans le cas de l'arrivée d'un enfant à charge, l'aide accordée pour les besoins de cet enfant prend effet à compter du mois de l'arrivée de cet enfant.

La Section 6 « Contributions » est abrogée.

La Section 7 « Remboursement » devient la Section 6.

6.01 L'article 7.01 devient l'article 6.01 qui doit maintenant se lire de la façon suivante:

La valeur de l'aide fournie dans les cas suivants devient exigible en entier aux échéances prévues et la période de remboursement n'est pas limitée:

a) dans les cas où l'aide a été accordée pour couvrir des besoins ordinaires ou spéciaux pour lesquels une aide a déjà été versée en vertu des dispositions de la loi et des règlements: (doubles paiements);

b) dans les cas visés à l'article 13 de la loi;

c) dans les cas visés au paragraphe *g*) de l'article 4.02.

6.02 L'article 7.02 devient l'article 6.02.

La Section 8 « Dispositions diverses » devient maintenant la Section 7.

Les articles 8.01, 8.02, 8.03, 8.04, 8.05, 8.06 et 8.07 deviennent les articles 7.01, 7.02, 7.03, 7.04, 7.05, 7.06 et 7.07 et le paragraphe *b*) de l'article 8.03, maintenant 7.03, est modifié et se lit maintenant de la façon suivante:

7.03 *b*) Aux fins de calcul des besoins, un membre d'une famille cesse de faire partie de cette famille durant toute période d'internement dans une prison ou de séjour dans un autre lieu de détention, à l'exclusion cependant du mois de son admission et du mois de sa libération;

Un nouveau paragraphe, soit le paragraphe *c*), est ajouté et se lit de la façon suivante:

c) Sauf ce que prévoit l'article 3.04 et aux fins du calcul des besoins, un membre d'une famille cesse également de faire partie de cette famille durant tout séjour de plus de quatre mois entiers dans une institution

4.05 A new paragraph, paragraph (*e*) is added to article 4.05 and reads as follows:

(*e*) Is also considered as income the money which exceeds one or the other of the amounts provided for in paragraph 4.02 (*f*), as the case may be, at the monthly rate of 5/6 of 1% of this amount.

5.01 Paragraph 5.01 is amended in the following way: the words "Department of Family and Social Welfare" are to be replaced by the words "Department of Social Affairs".

5.07 The first paragraph of this section is amended to read as follows:

In addition to the operations listed in regulation 5.05, the Minister may appoint any person or groups of persons to establish a recovery plan to ensure that the aid granted is properly used, and may follow the gradual development of such plan.

5.08 The fourth paragraph of article 5.08 is amended to read as follows:

The passage of dependent child from one age group to another, under the needs provided for under regulation 3.01 becomes effective as of the month following the date on which he reaches the age determined either by the Act or the regulations. In the case of the arrival of a dependent child, the aid granted to cover the needs of this child takes effect as of the month of arrival of this child.

Division 6 entitled "Contributions" is abrogated.

Division 7 entitled "Repayment" becomes Division 6.

6.01 Article 7.01 becomes article 6.01 which must now read as follows:

The value of the aid granted in the following cases becomes exigible in full on the maturity dates provided and the reimbursement period is not restricted:

(*a*) in the cases where aid was granted to meet the ordinary or special needs for which aid has already been granted under the provisions of the Act and the regulations: (double payments);

(*b*) in the cases mentioned in section 13 of the Act;

(*c*) on the cases mentioned in paragraph (*g*) of article 4.02.

6.02 Article 7.02 becomes article 6.02.

Division 8 entitled "Miscellaneous" now becomes Division 7.

Articles 8.01, 8.02, 8.03, 8.04, 8.05, 8.06 and 8.07 become articles 7.01, 7.02, 7.03, 7.04, 7.05, 7.06 and 7.07 and paragraph (*b*) of article 8.03 now 7.03, is amended and reads in the following way:

7.03 (*b*) For the purposes of computing the needs, any member of a family ceases to be a member of the family during any period of confinement in a prison or detention in another place, except, however, for the months when he is admitted and the month when he is released;

A new paragraph, that is paragraph (*c*), is added and reads in the following way:

(*c*) With the exception of the provisions of article 3.04 and for the purposes of computing the needs, a member of a family also ceases to be a member of the family during a period of more than four complete

hospitalière ou maison de soins ou de convalescence, à l'exclusion cependant du mois de sa sortie.

La Section 9 « Dispositions transitoires » devient la Section 8 et les articles 9.01, 9.02, 9.03, 9.04, 9.05, 9.06, 9.07 et 9.08 deviennent les articles 8.01, 8.02, 8.03, 8.04, 8.05, 8.06, 8.07 et 8.08.

L'Annexe « A », sous le titre « Définition, les troisième et quatrième paragraphes sont modifiés pour se lire comme suit :

Sauf la règle particulière régissant la distribution sur douze (12) mois des revenus agricoles, le calcul des autres revenus d'un fermier est sujet aux règles établies à la section 4 des règlements: « Critères d'évaluation des ressources » du présent règlement.

Le revenu agricole annuel net est égal à un pourcentage de 30% des revenus bruts.

Le titre « Catégories de fermiers » est abrogé.

Le troisième paragraphe du titre « Types de productions à caractère variable » est modifié et se lit maintenant comme suit :

S'inscrivent dans le cadre des productions à caractère variable tous les types de productions dont les revenus s'échelonnent sur une période inférieure à douze (12) mois, telles que la production laitière non soutenue durant l'hiver, la culture maraîchère et fruitière, i.e. légumes, fraises, etc. . . ., la culture de la pomme de terre, l'acériculture, i.e.: produits de l'érable, etc. . .

Le titre « Produits consommés » est modifié et se lit maintenant comme suit :

Les montants suivants, estimés comme étant la valeur des produits de ferme consommés, sont inclus dans le calcul des revenus :

pour les fermiers dont les revenus bruts n'excèdent pas \$6,000, ce montant est de \$2 par personne par mois;

pour les fermiers dont les revenus bruts sont supérieurs à \$6,000, ce montant est de \$3 par personne, par mois.

Les adultes et les enfants sont considérés comme personnes aux fins du paragraphe précédent.

Règlement No 2 de la Loi de l'Aide Sociale

2.01 Le paragraphe a) de l'article 2.01 est modifié en remplaçant le montant de \$15 par celui de \$25 et le montant de \$50 par celui de \$75.

2.01 Le paragraphe b) de l'article 2.01 est modifié et se lit maintenant de la façon suivante :

b) le coût d'un supplément de nourriture

i) en cas de grossesse, de lactation maternelle ou de maladie exigeant une diète hyper-protéinique, une recommandation médicale renouvelable à tous les trois mois, — bureau local: \$10 par mois, par personne,

ii) coût entraîné par une diète spéciale pour patients en traitement pour hémodialyse — bureau régional: \$60 par mois, par personne;

2.01 Le paragraphe c) de l'article 2.01 est modifié en remplaçant le montant de \$25 par celui de \$75 et le montant de \$200 par celui de \$250.

2.01 Le paragraphe e) de l'article 2.01 est modifié et doit se lire de la façon suivante :

e) le coût d'achat et de réparation de lunettes pour aider une personne à couvrir ces besoins et sujet à vérification, de la facture acquittée,

months spent in a hospital institution or nursing home or convalescent home, with the exception of the month of his release.

Division 9 entitled "Transitional Provisions" now becomes Division 8, and articles 9.01, 9.02, 9.03, 9.04, 9.05, 9.06, 9.07 and 9.08 become articles 8.01, 8.02, 8.03, 8.04, 8.05, 8.06, 8.07 and 8.08.

Schedule "A", under the title "Definition", the third and fourth paragraphs are amended to read as follows:

Excepting the special rule governing the distribution of farm income over twelve (12) months, the computation of the farmer's other incomes is subject to the rules established in Division 4 of the regulations: "Criteria to appraise resources" of this regulation.

Net annual farm income is equal to 30% of the gross income.

The title "Classes of farmers" is abrogated.

The third paragraph of the section entitled "Types of production of a periodic nature" is amended and reads as follows:

All types of production which bring in income over a period of less than twelve (12) months, such as dairy farming discontinued in winter, market-gardening of vegetables and fruit, i.e. vegetables, strawberries etc., cultivation of potatoes, "acériculture", i.e. the cultivation of maple products, etc. are considered to be types of production of a periodic nature.

The title "Consumed produce" is amended and now reads as follows:

The following amounts, assessed as the value of consumed farm produce, are included in computing income:

for farmers whose gross income does not exceed \$6,000 the amount is \$2 per person per month;

for farmers whose gross income is greater than \$6,000, the amount is \$3 per person per month.

Adults and children are deemed persons for the purposes of the preceding paragraph.

Regulation No. 2 of the Social Aid Act

2.01 Paragraph (a) of article 2.01 is amended by replacing the sum of \$15 by that of \$25 and the sum of \$50 by that of \$75.

2.01 Paragraph (b) of article 2.01 is amended and now reads as follows:

(d) the cost of a dietary supplement

(i) in the case of pregnancy, maternal lactation or illness requiring a high-protein diet upon medical recommendation renewable every three months, — local office: \$10 per month, per person,

(ii) cost incurred by a special diet for patients undergoing treatment for hemodialysis — regional office: \$60 per month, per person;

2.01 Paragraph (c) of article 2.01 is amended by replacing the sum of \$25 by that of \$75 and the sum of \$200 by that of \$250.

2.01 Paragraph (e) of article 2.01 is amended and should read in the following way:

(e) the cost of purchase and repair of eye-glasses to assist the person to meet these needs and subject to verification of the paid statement

- bureau local:
 - \$10 lentilles simples sans monture,
 - \$15 lentilles bifocales sans monture,
 - \$20 lentilles simples avec monture,
 - \$25 lentilles bifocales avec monture,
 - \$45 lentilles pour opéré de cataracte,
 - \$10 monture,

2.01 Les paragraphes *g*) et *h*) de l'article 2.01 sont abrogés.

2.02 Le premier paragraphe de l'article 2.02 est modifié et doit se lire comme suit:

L'aide sociale peut couvrir les frais suivants relatifs au logement et à la préservation des biens:

2.02 Le paragraphe *c*) de l'article 2.02 est modifié en remplaçant le montant de \$50 par celui de \$75 et le montant de \$200 par celui de \$150.

2.02 Le paragraphe *h*) de l'article 2.02 est modifié et doit se lire de la façon suivante:

h) exceptionnellement, le coût des services d'électricité et de gaz, pour empêcher la discontinuation de ces services essentiels.

- bureau local: \$75.
- bureau régional: \$150;

2.03 L'article 2.03 est modifié en ajoutant un paragraphe *f*) qui se lit comme suit:

f) le coût des services relatifs à la garde d'enfants lorsque l'étude du cas démontre qu'il y a intérêt à permettre le retour au travail, l'obtention ou le maintien d'un emploi;

- bureau local:
 - \$2 par jour, ou \$10 par semaine, pour un enfant,
 - \$3 par jour, ou \$15 par semaine, pour deux enfants,
 - \$4 par jour, ou \$20 par semaine, pour trois enfants et plus;

2.04 Le paragraphe *c*) de l'article 2.04 est modifié et se lit maintenant comme suit:

c) un montant global destiné au règlement final de certaines dettes autres que les besoins spéciaux déjà prévus au présent règlement, une seule fois à la même personne ou famille, lorsqu'il est établi que cette aide contribue à l'obtention ou au maintien d'un emploi, facilite le retour au travail, est requise pour permettre de conserver l'usage des biens essentiels, ou maintenir la cohésion de la famille,

- bureau régional: \$200.

39846-o

- local office:
 - \$10 for simple lenses without frames,
 - \$15 for bifocal lenses without frames,
 - \$20 for simple lenses with frames,
 - \$25 for bifocal lenses with frames,
 - \$45 for lenses for persons operated on for cataracts,
 - \$10 for frames,

2.01 Paragraphs *(g)* and *(h)* of section 2.01 are abrogated.

2.02 The first paragraph of section 2.02 is amended and should read as follows:

Social aid may meet the following costs respecting lodging and the preservation of property:

2.02 Paragraph *(c)* of article 2.02 is amended by replacing the sum of \$50 by that of \$75 and the sum of \$200 by that of \$150.

2.02 Paragraph *(h)* of article 2.02 is amended and should read in the following way:

(h) in exceptional cases, the cost of electricity and gas services, to prevent the discontinuance of these essential services

- local office: \$75.
- regional office: \$150;

2.03 Article 2.03 is amended by adding a paragraph *(f)* to read as follows:

(f) the cost of baby-sitting services for the caring of children when a case study shows the desirability of permitting a return-to-work, obtaining or keeping a position;

- local office:
 - \$2 per day, or \$10 per week, for one child,
 - \$3 per day, or \$15 per week, for two children,
 - \$4 per day, or \$20 per week, for three children or more;

2.04 Paragraph *(c)* of article 2.04 is amended and reads as follows:

(c) a lump sum to settle certain debts other than the special needs already provided for in this regulation, once only for the same individual or family, when it is established that such aid contributes to obtaining or continuing employment, facilitates the return to work, or is necessary to preserve the use of essential goods or maintain family unity,

- regional office: \$200.

39846

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1384

Québec, le 7 avril 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de Rouyn-Noranda.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1384

Québec, April 7, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting Men's Hairdressers and Ladies' Hairdressers in the Rouyn-Noranda region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 413), the contracting parties to the collective labour agreement respecting Men's

relative aux barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de Rouyn-Noranda, rendue obligatoire par le décret numéro 1574 du 19 septembre 1962 et modifications, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'œuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 16 janvier 1971;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'œuvre:

QUE ledit décret, numéro 1574, soit modifié de la façon suivante:

1° L'article 101° est remplacé par le suivant:

« 101° Le champ d'application territorial du présent décret comprend les villes de Rouyn et de Noranda, tout le canton de Rouyn ainsi que la ville de Val d'Or et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites. »

2° L'article 102° est remplacé par le suivant:

« 102° Il n'y a pas de travail les dimanches et les jours fériés suivants: le premier jour de l'An, le 2 janvier, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, Noël et le 26 décembre. »

3° L'article 106-A est remplacé par le suivant:

« 106-A Dans la municipalité de Val d'Or et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites, si un ou plusieurs clients sont entrés dans un salon avant l'heure de cessation du travail, il est permis de poursuivre le travail pour ces clients même après cette heure. Toutefois, tel travail doit être terminé en deçà d'une (1) heure après l'expiration des heures normales déterminées par ledit décret. »

4° Le paragraphe intitulé « Exception », apparaissant à la fin de l'article 107°, est remplacé par le suivant:

« *Exception:* Le lundi précédant le jour de Noël, il y a du travail entre 8 h 30 du matin et 6 h du soir. »

5° L'article 109° est remplacé par le suivant:

« 109° Les salaires minima sont les suivants:

a) *Employé permanent:* Le coiffeur pour hommes classe « A » doit recevoir \$60 par semaine, plus une commission de 50% des recettes de son travail excédant \$70 par semaine.

Le coiffeur pour hommes classe « B » doit recevoir \$55 par semaine, plus une commission de 50% des recettes de son travail excédant \$70 par semaine.

b) *Employé temporaire, surnuméraire ou remplaçant:* Le coiffeur pour hommes de classe « A » ou de classe « B » doit recevoir \$12 par journée complète ou partielle de travail.

c) *Apprenti:* Premier semestre: \$30 par semaine, plus 10% de commission sur toutes les recettes excédant \$40.

Deuxième semestre: \$36 par semaine, plus 10% de commission sur toutes les recettes excédant \$46.

Hairdressers and Ladies' Hairdressers in the Rouyn-Noranda region, rendered obligatory by Decree No. 1574 of September 19, 1962 and amendments, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit certain amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision;

WHEREAS the said petition was published in the *Québec Official Gazette* of January 16, 1971;

WHEREAS, in conformity with the Act, the objection brought forth has been duly considered;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the said Decree, No. 1574, be amended as follows:

1. Section 101 is replaced by the following:

“101. The territorial jurisdiction of the present decree includes the towns of Rouyn and Noranda, the whole township of Rouyn, as also the town of Val d'Or and the territory within a 5-mile radius of its limits.”

2. Section 102 is replaced by the following:

“102. There shall be no work on Sunday and the following general holidays: New Year's Day, the 2nd of January, St. John the Baptist's Day, Canada Day (Confederation Day), Labour Day, Christmas Day and the 26th of December.”

3. Section 106-A is replaced by the following:

“106-A In the municipality of Val d'Or and the territory within five miles of its limits, if one or more customers have entered the salon before the end of standard working hours, it is permissible to carry out work for such customers even after such time. However, such work must be finished within one hour after the expiry of the standard working hours established by the decree.”

4. The subsection entitled “Exception”, appearing at the end of Section 107 is replaced by the following:

“*Exception:* On the Monday before Christmas Day, standard working hours shall be from 8:30 a.m. to 6:00 p.m.”

5. Section 109 is replaced by the following:

“109. The minimum wage rates shall be as follows:

(a) *Regular employee:* A men's hairdresser, class “A”, shall be paid \$60 a week, plus a 50% commission on the receipts of his work which are over \$70 a week.

A men's hairdresser, class “B”, shall be paid \$55. a week, plus a 50% commission on the receipts of his work which are over \$70 a week.-

(b) *Temporary, occasional or substitute employee:* A men's hairdresser, class “A” or “B”, shall be paid \$12 for a complete or partial day's work.

(c) *Apprentice:* 1st six months: \$30 per week, plus a 10% commission on all proceeds exceeding \$40;

2nd six months: \$36 per week, plus a 10% commission on all proceeds exceeding \$46;

Deuxième année: \$42 par semaine, plus 20% de commission sur toutes les recettes excédant \$52.

Troisième année: \$50 par semaine, plus 30% de commission sur toutes les recettes excédant \$60.»

6° À l'article 111°, les prix minimaux déterminés pour les services ci-après mentionnés sont remplacés par les suivants:

« Coupe de cheveux ordinaire:	
pour adultes	\$1.75
pour enfants de moins de 14 ans	1.05
Coupe de cheveux en brosse:	
pour adultes	2.00
pour enfants de moins de 14 ans	1.35
Barbe	1.25
Coupe de cheveux au rasoir, y compris shampooing et ondulation	4.00»

7° L'article 112° (Vacances payées) est remplacé par le suivant:

« 112° Tout salarié régi par le présent décret a droit à un congé annuel payé, aux conditions stipulées dans l'Ordonnance numéro 3, 1969 de la Commission du Salaire Minimum ou dans toute autre ordonnance qui pourrait la modifier ou la remplacer. »

8° Le paragraphe intitulé « Exception » apparaissant à la fin de l'article 113° est remplacé par le suivant:

« Exception: Il y a du travail de 8 h 30 du matin à 6 h du soir, les lundis précédant le premier jour de l'An et Noël. »

9° L'article 115° est remplacé par le suivant:

« 115° Les salaires minima sont les suivants:

a) *Employés permanents*: Le coiffeur pour dames de classe « A » doit recevoir \$60 par semaine, plus une commission de 10% des recettes de son travail excédant le salaire minimum ou le salaire de base qu'il reçoit, si ce dernier est plus élevé que le minimum ci-haut mentionné.

Le coiffeur pour dames de classe « B » doit recevoir \$55 par semaine, plus une commission de 10% des recettes de son travail excédant \$65 par semaine.

b) *Employés surnuméraires*: Le coiffeur pour dames de classe « A » ou de classe « B » doit recevoir \$12 par journée complète ou partielle de travail.

c) *Apprentis*:

1er semestre	\$30
2e semestre	36
2e année	42
3e année	50»

10° À l'article 117°, les prix minimaux déterminés pour les services ci-après mentionnés sont remplacés par les suivants:

« Coupe de cheveux pour adultes	\$2.00
Coupe de cheveux pour enfants	1.40
Ondulation à l'eau (mise en plis)	2.00
Repeignage à sec	1.00»

11° L'article 118° est remplacé par le suivant:

« 118° Tout salarié régi par le présent décret a droit à un congé annuel payé aux conditions stipulées dans l'Ordonnance No 3, 1969 de la Commission du Salaire Minimum ou dans toute autre ordonnance qui pourrait la modifier ou la remplacer. »

Le greffier du Conseil exécutif,

JULIEN CHOUINARD.

39849-0

2nd year: \$42 per week, plus a 20% commission on all proceeds exceeding \$52;

3rd year: \$50 per week, plus a 30% commission on all proceeds exceeding \$60.»

6. In Section 111 the minimum prices of the services mentioned hereinafter are replaced by the following:

« Ordinary haircut:	
adults	\$1.75
children under 14 years of age	1.05
Brushcut:	
adults	2.00
children under 14 years of age	1.35
Shave	1.25

Razorcut with shampoo and setting

4.00»
7. Section 112 (Vacation with pay) is replaced by the following:

« 112. Every employee subject to the present decree is entitled to a paid annual vacation on the conditions established by Ordinance No. 3 (1969) of the Minimum Wage Commission or by any other ordinance to amend or replace such Ordinance. »

8. The subsection entitled « Exception » at the end of Section 113 is replaced by the following:

« Exception: On the Monday before New Year's Day and on the Monday before Christmas Day, standard working hours shall be from 8:30 a.m. till 6:00 p.m. »

9. Section 115 is replaced by the following:

« 115. The minimum wage rates shall be as follows:

(a) *Regular employees*: A ladies' hairdresser, class « A », shall be paid \$60 a week, plus a 10% commission on the proceeds of his work exceeding the minimum or basic wage rate received, if the latter is higher than the minimum mentioned above.

A ladies' hairdresser, class « B », shall be paid \$55 a week, plus a 10% commission on the proceeds of his work exceeding \$65 a week.

(b) *Occasional employees*: A ladies' hairdresser, class « A », or « B », shall be paid \$12 for a complete or partial day's work.

(c) *Apprentices*:

1st six months	\$30
2nd six months	36
2nd year	42
3rd year	50»

10. In Section 117 the minimum prices of the services mentioned hereinafter are replaced by the following:

« Haircut (adults)	\$2.00
Haircut (children)	1.40
Finger wave	2.00
Dry recombing	1.00»

11. Section 118 is replaced by the following:

« 118. Every employee subject to the present decree is entitled to a paid annual vacation on the conditions established by Ordinance No. 3 (1969) of the Minimum Wage Commission or by any other ordinance to amend or replace such Ordinance. »

JULIEN CHOUINARD,

Clerk of the Executive Council.

39849-0

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1385

Québec, le 7 avril 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964 chapitre 143), le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications au décret numéro 711 du 30 avril 1963 et modifications, relatif à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 24 octobre 1970;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE ledit décret, numéro 711, soit modifié de la façon suivante:

Le paragraphe 4.13 de l'article 4 (Heures de travail) est remplacé par le suivant:

« 4.13 *Seconde équipe*: Une seconde équipe de travail peut être aménagée aux conditions suivantes:

a) L'employeur doit obtenir un permis autorisant l'aménagement de la double équipe, conformément à l'article 18 de la Loi des Établissements industriels et commerciaux (Statuts refondus du Québec 1964, chapitre 150, modifiée par le chapitre 46 des lois de 1968).

b) L'employeur doit donner un avis écrit au comité conjoint au moins quinze (15) jours avant le commencement des activités de la seconde équipe; cet avis doit mentionner la date du commencement des activités de la seconde équipe, les heures de travail prévues et le nombre approximatif des salariés qui seront embauchés.

c) La semaine normale de travail est de trente-sept heures et demie (37½) étalées sur cinq (5) jours, du lundi au vendredi, entre 4 h de l'après-midi et minuit, avec au moins une demi-heure (½) allouée pour le repas du soir.

d) Tout salarié a droit à une prime d'équipe de dix pourcent (10%) de son taux normal de salaire. Cette prime, qui ne doit pas être incorporée dans le taux normal de salaire, doit être indiquée séparément dans le registre de paye des salariés et doit être incluse dans le calcul de paiement des cotés, des vacances et du taux de salaire et demi pour le temps supplémentaire.

e) Tout salarié de la seconde équipe doit recevoir une rémunération garantie égale à au moins vingt-cinq (25) heures de travail chaque semaine et à au moins cinq (5) heures de travail chaque jour, à son taux normal de salaire, plus la prime d'équipe de dix pourcent (10%), pourvu qu'il soit disponible pour travailler ce nombre d'heures.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1385

Québec, April 7, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Men's and Boys' Clothing Industry in the Province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the Minister of Labour and Manpower has given notice that he intended to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, certain amendments to Decree number 711 of April 30, 1963 and amendments, respecting the Men's and Boys' Clothing Industry in the Province of Québec;

WHEREAS the said notice was published in the *Québec Official Gazette* of October 24, 1970;

WHEREAS, in conformity with the Act, the objection brought has been duly considered;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the said Decree, number 711, be amended as follows:

Subsection 4.13 of section 4 (Hours of Labour) is replaced by the following:

"4.13 *Second shift*: A second shift may be established upon the following conditions:

(a) The employer must secure a permit authorizing a second shift arrangement, in pursuance of section 18 of the Industrial and Commercial Establishments Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 150, amended by S.Q. 1968, chapter 46).

(b) The Joint Committee must be advised in writing not less than fifteen (15) days before the second shift is to be put into operation; such notification shall indicate the date of commencement of the second shift, the intended working hours and the approximate number of people to be employed.

(c) The standard working week shall consist of thirty-seven and one-half (37½) hours scheduled over five (5) working days, Monday through Friday, between 4:00 p.m. and midnight, with one-half hour (½) break for the evening meal.

(d) Employees shall be paid a shift premium of ten per cent (10%) over their regular rates of pay. This premium which shall not be incorporated into the regular rates of pay shall be indicated separately in the pay records of the employees and shall be included in the calculation of holiday pay, vacation pay and the rate of time and one half for overtime.

(e) All employees on the second shift are guaranteed and must be paid for at least twenty-five (25) hours of work each week and in no event less than five (5) hours each working day, at their regular rates of pay, plus the ten per cent (10%) shift premium, provided such employees are available for work for such number of hours.

f) Tout travail exécuté avant 4 h de l'après-midi ou après minuit doit être payé au taux de salaire et demi.

g) Aux fins du présent paragraphe 4.13, le taux normal de salaire est le taux horaire ou le taux à la pièce payé ou convenu entre le salarié et son employeur, même si ce taux excède le taux horaire minimum du décret ou rapporte plus que celui-ci.

h) Toutes les autres dispositions du décret, à moins qu'elles ne soient contraires aux conditions spéciales du présent paragraphe 4.13, s'appliquent à tous les salariés travaillant en seconde équipe et à leurs employeurs.»

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

39849-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1260

Québec, le 31 mars 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les modes d'exploitation et d'utilisation des bois dans les forêts publiques.

ATTENDU qu'il y a lieu de modifier les règlements concernant les modes d'exploitation des bois dans les forêts publiques afin d'assurer l'utilisation optimale de la matière ligneuse;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des Terres et Forêts:

QUE toute exploitation dans les forêts publiques du Québec soit, à compter du 1er avril 1971, soumise aux conditions suivantes:

1. Aucune exploitation ne doit être entreprise ou poursuivie dans les forêts publiques du Québec si elle n'a pas été autorisée au préalable par un permis de coupe émis par le ministre ou par un fonctionnaire dûment autorisé par lui à cet effet. Les ministères ainsi que les régies et organismes gouvernementaux et paragouvernementaux du Québec doivent aussi se procurer un permis de coupe aux conditions que le ministre des Terres et Forêts jugera opportun d'imposer;

2. Le permis de coupe doit être conforme aux prescriptions du plan d'aménagement et au programme de coupe en vigueur pour le territoire où l'exploitation doit se faire; il doit comporter essentiellement les indications suivantes:

2.1 La date de son émission;

2.2 Son numéro d'ordre;

2.3 Le nom et l'adresse du bénéficiaire;

2.4 Le volume, par essence, des bois dont il autorise la coupe;

2.5 Les diamètres minima d'exploitation sur souche;

2.6 Les diamètres maxima d'utilisation dans les houppiers;

2.7 La désignation des aires d'exploitation;

2.8 La période de coupe;

2.9 Les droits de coupe à payer au Gouvernement;

(f) All hours worked before 4:00 p.m. and after midnight shall be paid for at the rate of time and one half.

(g) For purposes of this subsection 4.13, an employee's regular rate of pay is the hourly or piece-work rate paid or agreed upon between him and his employer even if this rate exceeds or yields more than the minimum hourly rate of the decree.

(h) All other provisions of this decree, as long as they are not inconsistent with the special conditions of this subsection 4.13, shall apply to employees working on a second shift and to their employers."

JULIEN CHOUINARD.
Clerk of the Executive Council.

39849-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1260

Québec, March 31, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING logging operations and the utilization of woods in public forests.

WHEREAS it is deemed expedient to amend the regulations respecting logging operations and the utilization of woods in public forests in order to ensure the best possible utilization of woody materials;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests:

THAT as of April 1, 1971 logging operations in the public forests of the Province of Québec be subject to the following conditions:

1. No operation shall be initiated or carried out in the public forests of the Province of Québec unless authorized previously by means of a license to cut timber issued by the Minister or by an officer duly authorized by him for this purpose. The Departments as well as the Boards or government and para-government bodies of the Province of Québec must also be supplied with a license to cut timber under the conditions which the Minister of Lands and Forests will deem advisable to determine;

2. A license to cut timber must comply with the provisions of the working plan and with the cutting programme in force in the territory where the operations are to be carried out; essentially, it must give the following information:

2.1 its date of issue;

2.2 its order number;

2.3 the name and address of the holder;

2.4 the volume, by species, of the woods for the cutting of which the authorization is granted;

2.5 the minimum operational diameters on the stump;

2.6 the maximum utilization diameters of the lap-woods;

2.7 the description of the areas of operations;

2.8 the period of cutting operations;

2.9 the stumpage dues payable to the Government;

2.10 Les conditions particulières qui peuvent s'appliquer en l'occurrence;

2.11 La signature du ministre ou du fonctionnaire autorisé;

3. Toute exploitation forestière dans les forêts publiques du Québec doit se faire de façon à assurer l'utilisation optimale de la matière ligneuse. Plus particulièrement, les bénéficiaires du permis de coupe doivent se conformer aux prescriptions suivantes:

3.1 Tous les arbres doivent être coupés le plus près possible du sol; en aucun cas la hauteur des souches ne doit dépasser un pied au-dessus du niveau moyen du sol;

3.2 À l'intérieur des aires d'exploitation, tous les arbres utilisables, même ceux qui ne le sont que partiellement, doivent être récoltés. Ceci vise, le cas échéant, les arbres préalablement abattus, les arbres encroués, renversés ou affectés par le feu, les insectes ou la maladie de même que les arbres isolés et les tronçons d'arbres laissés sur le parterre des coupes lors d'exploitations antérieures;

3.3 À l'intérieur des aires d'exploitation, tous les arbres de diamètres égaux ou supérieurs à ceux spécifiés au permis doivent être récoltés à moins qu'ils ne fassent partie de peuplements ayant un volume de bois marchand inférieur à 400 pieds cubes à l'acre;

3.4 Dans une coupe d'amélioration, la récolte doit être limitée aux arbres désignés;

3.5 Lors de la construction de chemins en forêt, les arbres situés dans l'emprise doivent être récoltés avant le passage du béliet mécanique;

3.6 L'exploitation en bordure des routes, des chemins, des lacs, des rivières et autres sites d'intérêt public consignés aux dossiers doit se faire selon les restrictions établies par la loi et les modalités prévues au programme de coupe approuvé par le ministre et auquel se référera le permis de coupe;

3.7 L'entière responsabilité de la surveillance des coupes incombe au bénéficiaire du permis de coupe;

4. Lorsque la coupe est terminée dans une aire d'exploitation, le volume de matière ligneuse utilisable mais non récolté sera établi à la suite d'une inspection faite par des préposés du ministère. Le bénéficiaire du permis de coupe peut y participer s'il en exprime le désir par écrit;

4.1 Advenant une utilisation incomplète, le bénéficiaire du permis de coupe devra payer pour tout volume non utilisé une pénalité établie selon le tarif de sous-utilisation suivant:

Tarif de sous-utilisation

Volume-acre de bois marchand non récolté (en pieds cubes)	Taux au cent pieds cubes (en dollars)
25 à 75	\$ 0.10
75 à 125	2.50
125 à 175	5.00
175 et plus	10.00

2.10 the special conditions applicable under such circumstances;

2.11 the signature of the Minister or an authorized officer;

3. All logging operations to be made in the public forests of the Province of Québec should be carried out so as to ensure the best possible utilization of woody materials. The holders of licenses to cut timber should comply with the following conditions:

3.1 trees should be cut as near to the ground as possible; in no case should the stumps be cut more than one foot from the average ground level;

3.2 within an area of cutting operations, all utilizable trees as well as those which are utilizable to a certain extent only, should be collected. In such a case, this affects the trees which have been cut down beforehand, the trees which are branched, wind-fallen or affected by fire, insects or disease as well as the isolated trees and the chunks of trees left on the cutting grounds at the time of previous operations;

3.3 within an area of operations, all trees with a diameter equal to or greater than those specified on the license must be collected unless they are part of a stand having a volume of merchantable timber of less than 400 cubic feet by acre;

3.4 In an improvement cutting area, collection should be limited to the trees designated for this purpose;

3.5 In the building of forest roads, the trees situated on the right of way should be collected before the passage of the mechanical ram;

3.6 Operations on the edge of highways, roads, lakes, rivers and other sites of public interest recorded in the files must be carried out in accordance with the restrictions laid down by the law and the terms and conditions provided for in the cutting programme approved by the Minister and to which will refer the license to cut timber;

3.7 The holder of a license to cut timber shall be fully responsible for the supervision of the areas of cutting operations;

4. When all cutting is finished in an area of operations, the volume of the woody materials utilizable but not collected shall be determined following an inspection by officers of the Department. The holder of a license to cut timber may take part in that inspection if he so desires by expressing his wish in writing;

4.1 should utilization be incomplete, the holder of a license to cut timber shall pay a fine for any volume of unutilized wood to be fixed in accordance with the following under-utilization rate:

Rate of under-utilization

Volume by acre of merchantable timber not collected (in cubic feet)	Rate for one hundred cubic feet (in dollars)
25 to 75	\$ 0.10
75 to 125	2.50
125 to 175	5.00
175 and more	10.00

4.2 Si le bois marchand non utilisé lors des exploitations est subséquemment récolté, il y aura, sur présentation de spécifications de mesurage, remise des pénalités perçues sur ces bois;

4.3 Bien qu'en principe, le volume total des bois coupés ne doit pas dépasser le volume autorisé au permis de coupe, aucune pénalité ne sera perçue sur des excédents ne dépassant pas les pourcentages indiqués au tableau suivant:

Volume du permis (en pieds cubes)	Excédents permis (en pourcentage)
Moins de 10,000	10
10,000 à 20,000	5
20,000 à 500,000	4
500,000 à 1,000,000	2
1,000,000 et plus	1

4.4 Le volume de bois coupé en sus des excédents permis, sera assujéti au double du droit de coupe spécifié au permis;

5. Les bénéficiaires du permis de coupe peuvent construire les camps et autres bâtiments requis pour les fins de leurs exploitations mais conformément aux directives émises par l'autorité compétente en matière de salubrité et de pollution mais dès que ces camps ne sont plus requis à ces fins, ils doivent être démantelés ou brûlés aux frais de ceux qui les ont érigés. Ceux-ci doivent également nettoyer les lieux à la satisfaction du ministre;

6. Pour toute infraction au présent règlement, le ministre peut suspendre les opérations ou révoquer les permis de coupe et ce, sans préjudice à son droit d'imposer les pénalités prévues par la loi et les règlements;

QUE tous les arrêtés ministériels antérieurs sur les mêmes sujets, soient amendés et modifiés en conséquence, et, particulièrement et sans restriction, que le présent arrêté ministériel remplace les arrêtés numéros 1941, du 17 juillet 1937, 680, du 20 mars 1968, et modifie en conséquence l'arrêté numéro 1961, du 8 juillet 1936, ainsi que les règlements des bois et forêts.

39850-o *Le greffier du Conseil exécutif,*
JULIEN CHOUINARD.

4.2 should merchantable timber unutilized at the time of operations be collected later, fines paid on such timber may be reimbursed on presentation of measurement specifications;

4.3 notwithstanding the fact that in principle the total volume of the woods cut should not exceed the volume authorized under the license to cut timber, no fine will be levied on surpluses not exceeding the percentages indicated in the following table:

Volume in license (in cubic feet)	Surplus allowed (in percentage)
Less than 10,000	10
10,000 to 20,000	5
20,000 to 500,000	4
500,000 to 1,000,000	2
1,000,000 and more	1

4.4 the volume of the woods cut in excess of the surplus allowed shall be subject to the double of the stumpage dues specified in the license;

5. The holdess of a license to cut timber may build the camps and other buildings required for the purposes of their operations but they must comply with the instructions issued by the competent authorities respecting health and pollution. As soon as the said camps are no longer required, they must be dismantled or burnt down at the expense of the people who built them. The latter must also clean the premises to the satisfaction of the Minister;

6. Should there be a violation to this regulation, the Minister may suspend the operations or rescind the licenses to cut timber, and such action will not prejudice his right to exact the fines provided for by the law and the regulations;

THAT all the previous orders in council respecting the same matters be amended and modified in consequence, and that specifically and without restriction, the present order in council replace orders numbers 1941 of July 17, 1937, 680 of March 20, 1968; and amend, therefore, order number 1961 of July 8, 1936 as well as the regulations on woods and forests.

39850 *JULIEN CHOUINARD,*
Clerk of the Executive Council.

Chartes — demandes d'abandon de

Auteuil Investment Corp.

Avis est par les présentes donné que «Auteuil Investment Corp.» ayant son bureau chef dans la cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 14e jour d'avril 1971.

39774-o *Le secrétaire,*
MAURICE SCHOUELA.

Charters — Applications for Surrender of

Auteuil Investment Corp.

Notice is hereby given that "Auteuil Investment Corp.", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 14th day of April 1971.

39774-o *MAURICE SCHOUELA,*
Secretary.

A. Bélanger & Fils Itée

Avis est par les présentes donné que « A. Bélanger & Fils Itée », une corporation incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Rivière-au-Doré, district de Roberval, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Québec, ce 13^e jour d'avril 1971.

Les procureurs de la compagnie,
TREMBLAY, BEAUVAIS, BOUCHARD,
TRUCHON & MORISSET.

39775-o

A. Bélanger & Fils Itée

Notice is hereby given that "A. Bélanger & Fils Itée", a company duly incorporated under Part I of the Companies Act, and having its head office at Rivière-au-Doré, district of Roberval, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Dated at Québec, this 13th day of April, 1971.

TREMBLAY, BEAUVAIS, BOUCHARD,
TRUCHON & MORISSET,
Attorneys for the company.

39775

Bijouterie Jean B. Roy limitée

Avis est donné que entre « Bijouterie Jean B. Roy limitée » corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 15^e jour d'avril 1971.

Les procureurs de la compagnie,
GÉLINAS, BOURQUE, BENOIT,
BÉLANGER & LORTIE.

39776-o

Bijouterie Jean B. Roy limitée

Notice is hereby given that "Bijouterie Jean B. Roy limitée" corporation incorporated under the Companies Act, will apply to Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provision of the Companies Act.

Montreal, this 15th day of April, 1971.

GÉLINAS, BOURQUE, BENOIT,
BÉLANGER & LORTIE,
Attorneys for the company.

39776-o

M. Daniel inc.

Avis est donné que la compagnie « M. Daniel inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social au No 1194 rue Colbert, en la ville de Ste-Foy s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies.

Daté à Québec ce 2^e jour d'avril 1971.

Le procureur de la compagnie,
CHARLES CANTIN, notaire.

39777-o

M. Daniel inc.

Notice is hereby given that "M. Daniel inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office at 1194 Colbert Street, in the city of St. Foy will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Québec, the 2nd day of April 1971.

CHARLES CANTIN, *Notary,*
Attorney for the company.

39777-o

Doumel Investment Corp.

Avis est par les présentes donné que « Doumel Investment Corp. », ayant son bureau chef dans les cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 14^e jour d'avril, 1971.

Le secrétaire,
MAURICE SCHOUELA.

39778-o

Doumel Investment Corp.

Notice is hereby given that "Doumel Investment Corp.", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 15th day of April, 1971.

MAURICE SCHOUELA,
Secretary.

39778-o

Dunham Creameries Inc.

Avis est donné que la compagnie « Dunham Creameries Inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
PIERRE BEAUDRY, notaire.

39779-o

Dunham Creameries Inc.

Notice is given that "Dunham Creameries Inc.", will apply to the minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for the permission to surrender its charter.

PIERRE BEAUDRY, *Notary,*
Attorney for the Company.

39779-o

Eleanor Realty Co. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Eleanor Realty Co. Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 14^e jour d'octobre 1970.

39780 *Le secrétaire,*
CELIA SHARE BOBB.

Fima Construction Inc.

Avis est donné que la compagnie « Fima Construction Inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 25^e jour de mars 1971.

39782-o *La secrétaire,*
LAURETTE FILIATRAULT.

Les Galeries Schertle inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Galeries Schertle inc. », ayant son siège social au 2978, rue Deschambault, à Ste-Foy, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Ste-Foy, ce 13^e jour d'avril 1971.

39783-o *Le procureur de la requérante,*
ROBERT P. GAGNON, *avocat.*

Garage Bagot inc.

Avis est par les présentes donné que « Garage Bagot inc. », corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies (1964 S.R.Q. chap. 271), ayant son siège social en la cité de Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de ladite Loi des compagnies.

Québec, le 5 avril 1971.

39784-o *Les procureurs de la compagnie,*
SIMARD, PROULX, FONTAINE.

Gold Caterers Co.

Avis est par les présentes donné que « Gold Caterers Co. », ayant son bureau-chef dans les cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 12^e jour d'avril 1971.

39785-o *Les procureurs de la requérante,*
STEIN & STEIN.

Eleanor Realty Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Eleanor Realty Co. Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 14th day of October, 1970.

39780-o CELIA SHARE BOBB,
Secretary.

Fima Construction Inc.

Notice is given that "Fima Construction Inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 25th day of March, 1971.

39782 LAURETTE FILIATRAULT,
Secretary.

Les Galeries Schertle inc.

Notice is given that "Les Galeries Schertle inc.", a corporation having its head office in Ste-Foy, will apply the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter.

Ste-Foy, this 13th day of April, 1971.

39783-o ROBERT P. GAGNON, *advocate,*
Attorney for the Company.

Garage Bagot inc.

Notice is hereby given that "Garage Bagot inc.", a corporation incorporated under the Companies Act, (1964 R.S.Q. chap. 271), and having its head office in the city of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the said Companies Act.

Québec, April 5, 1971.

39784-o SIMARD, PROULX, FONTAINE,
Attorneys for the Company.

Gold Caterers Co.

Notice is hereby given that "Gold Caterers Co.", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperative of the Province of Québec for leave to surrender its letters patent, from the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 12th day of April, 1971.

39785-o STEIN & STEIN,
Attorneys for the Petitioner.

Les Entreprises Polygone inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises Polygone inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 27 octobre 1970.

39781-0 *Les procureurs de la compagnie,*
ROULEAU & GERVAIS.

Les Entreprises Polygone inc.

Notice is given that "Les Entreprises Polygone inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province, for leave to surrender its charter.

Montreal, October 27, 1970.

39781 ROULEAU & GERVAIS,
Attorneys for the Company.

Jacko Publicité Itée

Avis est donné que la compagnie « Jacko Publicité Itée », une compagnie constituée d'après la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Québec, fera application auprès du ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Québec, ce 7 avril 1971.

39786-0 *Les procureurs de la requérante,*
RIVARD, HICKSON, SIROIS & LEMIEUX.

Jacko Publicité Itée

Notice is hereby given that "Jacko Publicité Itée", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Québec, April 7, 1971.

39786-0 RIVARD, HICKSON, SIROIS & LEMIEUX,
Attorneys for the applicant.

J. A. Kirouac Itée

Avis est donné que la compagnie « J. A. Kirouac Itée », une compagnie constituée d'après la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Québec, fera application auprès du ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Québec, ce 7 avril 1971.

39787-0 *Les procureurs de la requérante,*
RIVARD, HICKSON, SIROIS & LEMIEUX.

J. A. Kirouac Itée

Notice is hereby given that "J. A. Kirouac Itée", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Québec, April 7, 1971.

39787-0 RIVARD, HICKSON, SIROIS & LEMIEUX,
Attorneys for the applicant.

Skiroule (Pennsylvania) inc.

Avis est donné que « Skiroule (Pennsylvania) inc. », incorporée en vertu de la Loi des compagnies, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Wickham, le 7 avril 1971.

39788-0 *Le secrétaire-trésorier,*
RAYMOND ROYER.

Skiroule (Pennsylvania) inc.

Notice is given that "Skiroule (Pennsylvania) inc.", incorporated under the authority of the Companies Act, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter pursuant to the provisions of the Companies Act.

Wickham, April 7, 1971.

39788-0 RAYMOND ROYER,
Secretary-Treasurer.

Skiroule (Ontario) inc.

Avis est donné que « Skiroule (Ontario) inc. », incorporée en vertu de la Loi des compagnies, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Wickham, le 7 avril 1971.

39789-0 *Le secrétaire-trésorier,*
RAYMOND ROYER.

Skiroule (Ontario) inc.

Notice is given that "Skiroule (Ontario) inc.", incorporated under the authority of the Companies Act, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter pursuant to the provisions of the Companies Act.

Wickham, April 7, 1971.

39789-0 RAYMOND ROYER,
Secretary-Treasurer.

Westover Investment Corporation

Avis est par les présentes donné que « Westover Investment Corporation », ayant son bureau-chef dans les cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 12^e jour d'avril 1971.

Les procureurs de la requérante,

39790-o

STEIN & STEIN.

Westover Investment Corporation

Notice is hereby given that "Westover Investment Corporation", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 12th day of April, 1971.

STEIN & STEIN,

39790-o

*Attorneys for Petitioner.***Algon Équipement inc.**

Avis est donné que la compagnie « Algon Équipement inc. », ayant son siège social à Québec, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province, la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 21 avril 1971.

Le procureur de la compagnie,

39857-o

JEAN BOLDDUC, notaire.

Algon Équipement inc.

Notice is given that the company "Algon Équipement inc.", having its head office in Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province for leave to surrender its charter.

Québec, April 21, 1971.

JEAN BOLDDUC, notary,

39857-o

*Attorney for the company.***Ariane Industries Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Ariane Industries Inc. », compagnie incorporée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Chambly, district de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 21^e jour d'avril 1971.

MONETTE, CLERK, MICHAUD, BARAKETT,

39858-o

LÉVESQUE ET GUÉRETTE.

Ariane Industries Inc.

Notice is hereby given that "Ariane Industries Inc.", corporation incorporated under the Companies' Act, and having its head office in Chambly, district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, this 21st day of April 1971.

MONETTE, CLERK, MICHAUD, BARAKETT,

39858-o

LÉVESQUE & GUÉRETTE.

Centre Jacques Paquet inc.

Avis est donné que la compagnie « Centre Jacques Paquet inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 19 avril 1971.

Les procureurs de la requérante,

39859-o

LABELLE, GOULET, TELLIER.

MONGEAU & CARRIÈRES.

Centre Jacques Paquet inc.

Notice is hereby given that "Centre Jacques Paquet inc.", a corporation incorporated under the Companies Act will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, of the Province of Québec for leave to surrender its charter.

Montreal, April 19, 1971.

LABELLE, GOULET, TELLIER,

39859-o

MONGEAU & CARRIÈRES.

*Attorneys for the petitioner.***Professional Center (St. Lambert) Inc.
Centre Professionnel (St-Lambert) inc.**

Avis est donné que la compagnie « Professional Center (St. Lambert) Inc.—Centre Professionnel (St-Lambert) inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 21^e jour d'avril 1971.

Le procureur de la compagnie,

39860-o

JACQUES CANTIN.

**Professional Center (St. Lambert) Inc.
Centre Professionnel (St-Lambert) inc.**

Notice is hereby given that "Professional Center (St. Lambert) Inc.—Centre Professionnel (St-Lambert) inc.", a corporation incorporated under the Companies Act will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, this 21st day of April 1971.

JACQUES CANTIN,

39860

Attorney for the company.

City Development Limited

Avis est donné que la compagnie « City Development Limited », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 16e jour d'avril 1971.

Les procureurs de la compagnie,
CHAIT, SALOMON, GELBER, CIACCIA,
REIS & BRONSTEIN.

39861

Par: E. DAWSON.

City Development Limited

Notice is hereby given that "City Development Limited", a corporation constituted under the Companies Act and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 16th day of April, 1971.

CHAIT, SALOMON, GELBER, CIACCIA,
REIS & BRONSTEIN,
Attorneys for the company.

39861-0

Per: E. DAWSON.

Destino-Abbey Inc.

Avis est donné que la compagnie « Destino-Abbey Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 20e jour d'avril 1971.

Les procureurs de la compagnie,
ROBINSON, SHEPPARD & SHAPIRO.

39862

Destino-Abbey Inc.

Notice is hereby given that "Destino-Abbey Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 20th day of April, 1971.

ROBINSON, SHEPPARD & SHAPIRO,
Attorneys for the company.

39862-0

Morin Heights Holding Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Morin Heights Holding Inc. », constituée en corporation suivant les dispositions de la Loi des compagnies, et ayant son siège social à Morin Heights, comté Argenteuil, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour demander la permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Trois-Rivières, ce 16e jour d'avril 1971.

Les procureurs de la compagnie,
GIROUARD, BEAUMIER,
HUARD & GUÉVREMONT.

39865-0

Morin Heights Holding Inc.

Notice is hereby given that "Morin Heights Holding Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Morin Heights, county of Argenteuil, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter, under the provisions of the Companies Act.

Dated at Trois-Rivières, this 16th day of April 1971.

GIROUARD, BEAUMIER,
HUARD & GUÉVREMONT,
Attorneys for the Company.

39865-0

**Construction Nanco inc.
Nanco Construction Inc.**

Avis est par la présente donné que « Construction Nanco inc.—Nanco Construction Inc. », corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, ayant son siège social dans la ville de Montréal, district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec dans le but d'obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 16 avril 1971.

Le secrétaire,
MARIE KAVANAUGH.

39866-0

**Construction Nanco inc.
Nanco Construction Inc.**

Notice is hereby given that "Construction Nanco inc.—Nanco Construction Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, April 16, 1971.

MARIE KAVANAUGH,
Secretary.

39866-0

Embassy Food Brokers Inc.

Avis est par les présentes donné que « Embassy Food Brokers Inc. », ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de la date qu'il lui plaira de déterminer.

Montréal, ce 19^e jour d'avril 1971.

Les procureurs de la requérante,
SHRIAR, POLAK & COOPERSTONE.

39863-0

**Tapis Maison Itée
Home Carpet Ltd.**

Avis est donné que « Tapis Maison Itée — Home Carpet Ltd. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Ville St-Georges, Beauce, le 21 avril 1971.

Le procureur de la corporation,
ME MARCEL GILBERT, notaire.

39864-0

Les placements Lanoraie Itée

Avis est donné que la compagnie « Les placements Lanoraie Itée », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 16^e jour d'avril 1971.

Les procureurs de la compagnie,
CHAIT, SALOMON, GELBER,
CIACCIA, REIS & BRONSTEIN.

39867

Per: E. DAWSON.

Pointe Claire Medical Centre Inc.

Avis est par les présentes donné que « Pointe Claire Medical Centre Inc. », ayant sa principale place d'affaires en la Cité de Westmount, district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de la date qu'il lui plaira de déterminer.

Montréal, ce 20^e jour d'avril, 1971.

Le secrétaire,
MURRAY B. SPIEGEL.

39868-0

**Les Usines de Tapis St-Georges Itée
St. George Carpet Mills Ltd.**

Avis est donné que « Les Usines de Tapis St-Georges Itée — St. George Carpet Mills Ltd. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Ville St-Georges, Beauce, le 21 avril 1971.

Le procureur de la corporation,
ME MARCEL GILBERT, notaire.

39869-0

Embassy Food Brokers Inc.

Notice is hereby given that "Embassy Food Brokers Inc.", having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Montreal, this 19th day of April, 1971.

SHRIAR, POLAK & COOPERSTONE,
Attorneys for Petitioner.

39863-0

**Tapis Maison Itée
Home Carpet Ltd.**

Notice is given that "Tapis Maison Itée — Home Carpet Ltd.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Town of St. Georges, Beauce, April 21, 1971.

ME MARCEL GILBERT, Notary,
Attorney for the Company.

39864

Les placements Lanoraie Itée

Notice is hereby given that "Les placements Lanoraie Itée", a corporation constituted under the Companies Act and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 16th day of April, 1971.

CHAIT, SALOMON, GELBER,
CIACCIA, REIS & BRONSTEIN,
Attorneys for the Company,

39867-0

Per: E. DAWSON.

Pointe Claire Medical Centre Inc.

Notice is hereby given that "Pointe Claire Medical Centre Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Westmount, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 20th day of April, 1971.

MURRAY B. SPIEGEL,
Secretary.

39868-0

**Les Usines de Tapis St-Georges Itée
St. George Carpet Mills Ltd.**

Notice is given that "Les Usines de Tapis St-Georges Itée — St. George Carpet Mills Ltd." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Town of St. Georges, Beauce, April 21, 1971.

ME MARCEL GILBERT, Notary,
Attorney for the corporation.

39869

Saint-Ruth Inc.

Avis est donné que la compagnie « Saint-Ruth Inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 19 avril 1971.

39870-o *Le procureur de la compagnie*
ME PAUL DURANLEAU, C.R.

Saint-Ruth Inc.

Notice is given that "Saint-Ruth Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, April 19, 1971.

39870 ME. PAUL DURANLEAU, Q.C.,
Attorney for the company.

Sidval-Produits Sidérurgiques de Laval Itée

Avis est par la présente donné que la compagnie « Sidval-Produits Sidérurgiques de Laval Itée », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 1er jour d'avril, 1971.

39871-o *Le président,*
JACQUES BARDOU.

Sidval-Produits Sidérurgiques de Laval Itée

Notice is hereby given that "Sidval-Produits Sidérurgiques de Laval Itée", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, the 1st day of April, 1971.

39871-o JACQUES BARDOU,
President.

Taverne Garnison Itée

Avis est, par les présentes, donné que « Taverne Garnison Itée », ayant son bureau-chef à Ville Mt-Royal, district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 21e jour d'avril, 1971.

39872-o *Les procureurs de la requérante,*
BIEGA, BEAUREGARD & VALADE.

Taverne Garnison Itée

Notice is hereby given that "Taverne Garnison Itée", having its head office at town of Mt. Royal, district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 21st day of April, 1971.

39872-o BIEGA, BEAUREGARD & VALADE,
Attorneys for petitioner.

**Joaillerie La Renaissance inc.
Renaissance Jewellery Inc.**

Avis est donné que la compagnie, « Joaillerie La Renaissance inc. — Renaissance Jewellery Inc. », une corporation constituée en vertu de la loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 15e jour de février, 1971.

39895-o *Le secrétaire,*
NORMAN OLSHANSKY.

**Joaillerie La Renaissance inc.
Renaissance Jewellery Inc.**

Notice is hereby given that "Joaillerie La Renaissance inc. — Renaissance Jewellery Inc.", a corporation incorporated under Part I of the Québec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 15th day of February, 1971.

39895-o NORMAN OLSHANSKY,
Secretary.

Arthur Martin Inc.

Avis est donné que « Arthur Martin Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 31e jour de mars 1971.

39896-o *Le secrétaire-trésorier,*
JEAN-LOUIS GAUTHIER.

Arthur Martin Inc.

Notice is given that "Arthur Martin Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter, in conformity with the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 31st day of March, 1971.

39896 JEAN-LOUIS GAUTHIER,
Secretary-Treasurer.

Divers Compagnies

A. & L. Robert Automobiles inc.

La compagnie « A. & L. Robert Automobiles inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
J. B. HANDFIELD.
5016-66

39791-o

Association des Éditeurs Canadiens

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 5 avril 1971, il a approuvé l'amendement aux règlements généraux de l'« Association des Éditeurs Canadiens », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
10677-61

39792-o

The Barrie Memorial Hospital

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 7 avril 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « The Barrie Memorial Hospital », et ce, en vertu de l'article 6 de l'arrêté en conseil numéro 288 adopté le 31 janvier 1969.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
378-39

39793-o

Luminaire Boîteau inc. Boîteau Luminaire Inc.

La compagnie « Luminaire Boîteau inc.—Boîteau Luminaire Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire,
GILLES BOÏTEAU.
3277-69

39794-o

Les Canots Tremblay, Itée Tremblay Canoes, Ltd.

La compagnie « Les Canots Tremblay, Itée — Tremblay Canoes, Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

Le secrétaire,
RÉJEAN PERREAULT.
3287-65

39795-o

Le Circuit Québec-Ste-Croix inc.

La compagnie « Le Circuit Québec-Ste-Croix inc. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 7.

Le président,
JACQUES BOURASSA.
3953-68

39797-o

Miscellaneous Companies

A. & L. Robert Automobiles inc.

Notice is given that "A. & L. Robert Automobiles inc." has changed the number of its directors from 4 to 3.

J. B. HANDFIELD,
Secretary.
5016-66

39791

Association des Éditeurs Canadiens

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on April 5, 1971, pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the amendment to the general by-laws of "Association des Éditeurs Canadiens".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
10677-61

39792

The Barrie Memorial Hospital

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on April 7, 1971, pursuant to section 6 of the Order in Council number 288 adopted on January 31, 1969, he approved the general by-laws of "The Barrie Memorial Hospital".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
378-39

39793

Luminaire Boîteau inc. Boîteau Luminaire Inc.

Notice is given that "Luminaire Boîteau inc.—Boîteau Luminaire Inc." has changed the number of its directors from 5 to 3.

GILLES BOÏTEAU,
Secretary.
3277-69

39794

Les Canots Tremblay, Itée Tremblay Canoes, Ltd.

Notice is given that "Les Canots Tremblay, Itée — Tremblay Canoes, Ltd." changed the number of its directors from 3 to 7.

RÉJEAN PERREAULT,
Secretary.
3287-65

39795

Le Circuit Québec-Ste-Croix inc.

Notice is given that "Le Circuit Québec-Ste-Croix inc." has changed the number of its directors from 5 to 7.

JACQUES BOURASSA,
President.
3953-68

39797

Club Âge d'Or Notre-Dame

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 7 avril 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Club Âge d'Or Notre-Dame », et ce, en vertu de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation et l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39798-o 109-70

**Les Éditions Commerce
Commerce Editions**

La corporation « Les Éditions Commerce — Commerce Editions », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 9 à 12.

Le secrétaire,
BENOIT DUCHESNE.

39799-o 2922-69

**Walsh-Québec Construction Company Limited
La Compagnie de Construction
Walsh-Québec limitée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 13, de la compagnie « Walsh - Québec - Construction Company Limited », constituée par lettres patentes en date du 21e jour de janvier 1960, changeant son nom en celui de « Walsh-Québec Construction Company Limited — La Compagnie de Construction Walsh-Québec limitée ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39801-o 10286-60

**Le Conseil Régional de Loisirs-Centre
du Québec inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 5, de la corporation « La Fédération de Loisirs — Centre du Québec — inc. », constituée par lettres patentes en date du 14e jour de juin 1965, changeant son nom en celui de « Le Conseil Régional de Loisirs-Centre du Québec inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39802-o 2409-65

Coteau Developments Ltd.

La compagnie « Coteau Developments Ltd. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire,
MAX WEBER.

39803 4674-68

Club Âge d'Or Notre-Dame

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on April 7, 1971, pursuant to section 8 of Amusement Clubs Act and section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws of "Club Âge d'Or Notre-Dame".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

39798 109-70

**Les Éditions Commerce
Commerce Editions**

Notice is given that "Les Éditions Commerce — Commerce Editions", has changed the number of its directors from 9 to 12.

BENOIT DUCHESNE,
Secretary.

39799 2922-69

**Walsh-Québec Construction Company Limited
La Compagnie de Construction
Walsh-Québec limitée**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 13, of the company "Walsh - Québec - Construction Company Limited", incorporated by letters patent dated the 21st of January, 1960, changing its name into that of "Walsh-Québec Construction Company Limited — La Compagnie de Construction Walsh-Québec limitée".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39801-o 10286-60

**Le Conseil Régional de Loisirs-Centre
du Québec inc.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 5, of the corporation "La Fédération de Loisirs — Centre du Québec — inc.", incorporated by letters patent dated the 14th day of June, 1965, changing its name into that of "Le Conseil Régional de Loisirs-Centre du Québec inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39802-o 2409-65

Coteau Developments Ltd.

Notice is given that "Coteau Developments Ltd.", has changed the number of its directors from 5 to 3.

MAX WEBER,
Secretary.

39803-o 4674-68

Les Créations Stéphanie limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro A, de la compagnie « Les Créations Robert Richard ltée », constituée par lettres patentes en date du 5e jour de mars 1970, changeant son nom en celui de « Les Créations Stéphanie limitée ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39804-o 1010-70

Les Créations Stéphanie limitée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number A, of the company "Les Créations Robert Richard ltée", incorporated by letters patent dated the 5th day of March 1970, changing its name into that of "Les Créations Stéphanie limitée".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39804-o 1010-70

École de Danse de la Vallée de l'Or inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 1er avril 1971, il a approuvé le règlement numéro 3 (règlements généraux) de la corporation « École de Danse de la Vallée de l'Or inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39806-o 3626-70

École de Danse de la Vallée de l'Or inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on April 1, 1971, pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved by-law number 3 (general by-laws) of "École de Danse de la Vallée de l'Or inc."

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39806 3626-70

**Gailinora Limited
Gailinora limitée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 18, de la compagnie « Distribution M S ltée — M S Distribution Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 20e jour de juin 1969, changeant son nom en celui de « Gailinora Limited — Gailinora limitée ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39807-o 3121-69

**Gailinora Limited
Gailinora limitée**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 18, of the company "Distribution M S ltée — M S Distribution Ltd.", incorporated by letters patent dated the 20th day of June 1969, changing its name into that of "Gailinora Limited — Gailinora limitée".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39807 3121-69

Garon, Label & Landry inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial « A », de la compagnie « Lionel Garon & Associés ltée », constituée par lettres patentes en date du 30e jour de décembre 1968, changeant son nom en celui de « Garon, Lebel & Landry inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39808-o 5670-68

Garon, Label & Landry inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by-law "A", of the company "Lionel Garon & Associés ltée", incorporated by letters patent dated the 30th day of December, 1968, changing its name into that of "Garon, Lebel & Landry inc."

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39808 5670-68

Phil Giroux inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 3, de la compagnie « Damien Gauthier inc. », constituée par lettres patentes en date du 27e jour d'avril 1965, changeant son nom en celui de « Phil Giroux inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39809-o 1916-65

Phil Giroux inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 3, of the company "Damien Gauthier inc.", incorporated by letters patent dated the 27th day of April 1965, changing its name into that of "Phil Giroux inc."

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39809-o 1916-65

Melchers Distilleries, Limited
Les Distilleries Melchers, limitée

La compagnie « Melchers Distilleries, Limited — Les Distilleries Melchers, limitée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 9 à 10.

Le secrétaire,
GUY MARINIER.
2386-28

39805-o

Melchers Distilleries, Limited
Les Distilleries Melchers, limitée

Notice is given that "Melchers Distilleries, Limited — Les Distilleries Melchers, limitée" has changed the number of its directors from 9 to 10.

GUY MARINIER,
Secretary.
2386-28

39805

Hôpital Notre-Dame

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 11 mars 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Hôpital Notre-Dame », et ce, en vertu de l'article 6 de l'arrêté en conseil numéro 288 adopté le 31 janvier 1969.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39810-o

594-1881

Hôpital Notre-Dame

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on March 11, 1971, pursuant to section 6 of the Order in Council number 288 adopted on January 31, 1969, he approved the general by-laws of "Hôpital Notre-Dame".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39810

594-1881

Hôpital St-Joseph de la Malbaie (1964)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 6 avril 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Hôpital St-Joseph de la Malbaie (1964) », et ce, en vertu de l'article 6 de l'arrêté en conseil numéro 288 adopté le 31 janvier 1969.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39811-o

3723-63

Hôpital St-Joseph de la Malbaie (1964)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on April 6, 1971, he approved the general by-laws of "Hôpital St-Joseph de la Malbaie (1964)", and such, pursuant to section 6 of Order in Council number 288, adopted on January 31, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39811

3723-63

Hymus Tavern Inc.

La compagnie « Hymus Tavern Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
YVES LEGAULT.
4602-66

39812-o

Hymus Tavern Inc.

Notice is given that "Hymus Tavern Inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

YVES LEGAULT,
Secretary.
4602-66

39812

Zodiac Industries Ltd.
Les Industries Zodiac ltée

La compagnie « Zodiac Industries Ltd. — Les Industries Zodiac ltée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 10 à 5.

Le secrétaire-trésorier,
PAUL-M. DAVIES.

39813-o

1574-64

Zodiac Industries Ltd.
Les Industries Zodiac ltée

Notice is given that "Zodiac Industries Ltd. — Les Industries Zodiac ltée" changed the number of its directors from 10 to 5.

PAUL-M. DAVIES,
Secretary-Treasurer.
1574-64

39813

Micor Auto inc.

La compagnie « Micor Auto inc. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
L. GODIN.
5514-68

39817-o

Micor Auto inc.

Notice is given that "Micor Auto inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

L. GODIN,
Secretary.
5514-68

39817

Kimberley House Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 2 avril 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Kimberley House Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39814-o 5136-70

Lakeshore Community Services

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 6 avril 1971, il a approuvé les règlements généraux numéros I à VII de la corporation « Lakeshore Community Services », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39815-o 10242-57

Lalonde Girouard Letendre inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro XXVII, de la compagnie « J.A. Lalonde & Company Limited — J.A. Lalonde & Compagnie limitée », constituée par lettres patentes en date du 18e jour de février 1946, changeant son nom en celui de « Lalonde Girouard Letendre inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39816-o 1961-46

The Montreal Mission of the Deaf Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 8 avril 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « The Montreal Mission of the Deaf Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39818-o 4582-70

Natinvest Ltd.

La compagnie « Natinvest Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire-trésorier,
N. H. CHATE.

39821 3090-64

Orange Roof Enterprises Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Orange Roof Enterprises Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire,
H. J. MURPHY.

39822 2696-69

Kimberley House Inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on April 2, 1971, pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws of "Kimberley House Inc."

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39814 5136-70

Lakeshore Community Services

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on April 6, 1971, pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws numbers I to VII of "Lakeshore Community Services".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39815 10242-57

Lalonde Girouard Letendre inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number XXVII, of the company "J.A. Lalonde & Company Limited — J.A. Lalonde & Compagnie limitée", incorporated by letters patent dated the 18th day of February, 1946, changing its name into that of "Lalonde Girouard Letendre inc."

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39816-o 1961-46

The Montreal Mission of the Deaf Inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on April 8, 1971, pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws of "The Montreal Mission of the Deaf Inc."

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39818 4582-70

Natinvest Ltd.

Notice is given that "Natinvest Ltd." has changed the number of its directors from 5 to 3.

N. H. CHATE,
Secretary-Treasurer.

39821-o 3090-64

Orange Roof Enterprises Ltd.

Notice is given that "Orange Roof Enterprises Ltd.", has changed the number of its directors from 5 to 3.

H. J. MURPHY,
Secretary.

39822-o 2696-69

Alfred Nadeau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement « A », de la compagnie « S. O. Riverin & Cie ltée — S. O. Riverin Limited », constituée par lettres patentes en date du 24e jour d'août 1944, changeant son nom en celui de « Alfred Nadeau inc. ».

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.
4268-44

39819-o

Alfred Nadeau inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law "A", of the company "S. O. Riverin & Cie ltée — S. O. Riverin Limited", incorporated by letters patent dated the 24th day of August 1944, changing its name into that of "Alfred Nadeau inc.".

*ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.*

39819

4268-44

**Remembrance Park Inc.
Parc du Souvenir**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 29 mars 1971, il a approuvé le règlement numéro 1 de la corporation « Remembrance Park Inc.— Parc du Souvenir », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.
5-69

39820-o

**Remembrance Park Inc.
Parc du Souvenir**

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on March 29, 1971, pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved by-law number 1 of "Remembrance Park Inc.— Parc du Souvenir".

*ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.*

39820

5-69

Sabbatino Construction Company Limited

Avis est donné que la compagnie « Sabbatino Construction Company Limited » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
SABBATINO DAMIANI.

39823

43848-53

Sabbatino Construction Company Limited

Notice is given that "Sabbatino Construction Company Limited" has changed the number of its directors from 3 to 5.

*SABBATINO DAMIANI,
Secretary.*

39823-o

43848-53

Société d'Expansion de Hauterive

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 14 avril 1971, il a approuvé le règlement numéro 3 de la « Société d'Expansion de Hauterive », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.
1312-68

39824-o

Société d'Expansion de Hauterive

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on April 15, 1971, pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved by-law number 3 of "Société d'Expansion de Hauterive".

*ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.*

39824

1312-68

Sogelec inc.

La compagnie « Sogelec inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
GERTRUDE JOUBERT.

39825-o

200-65

Sogelec inc.

Notice is given that "Sogelec inc." has changed the number of its directors from 3 to 5.

*GERTRUDE JOUBERT,
Secretary.*

39825

200-65

John S. Tritt Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 18, de la compagnie « Park Office Stationers Inc. », constituée par lettres patentes en date du 26e jour de mai 1966, changeant son nom en celui de « John S. Tritt Ltd. ».

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.
2224-66

39826-o

John S. Tritt Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 18, of the company "Park Office Stationers Inc.", incorporated by letters patent dated the 26th day of May 1966, changing its name into that of "John S. Tritt Ltd.".

*ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.*

39826-o

2224-66

Walsh - Québec - Construction Company Limited

La compagnie « Walsh-Québec-Construction Company Limited » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,

MARTHE LAROCHE BRAIS.

39828

10286-60

Le Centre Berthelet inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 3, de la « Corporation du Centre Berthelet-St-Vallier inc. », constituée par lettres patentes en date du 29^e jour de mai 1967, changeant son nom en celui de « Le Centre Berthelet inc. ».

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39873-o

373-67

Le Cercle Social de Charlemagne

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 3 mars 1971, il a approuvé les règlements généraux numéros 1 à 41 de la corporation « Le Cercle Social de Charlemagne », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39874-o

1281-70

**Charbonnerie St-Laurent (1970) inc.
St. Lawrence Fuel (1970) Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 3, de la compagnie « St. Lawrence Fuel (1970) inc. », constituée par lettres patentes en date du 31^e jour de décembre 1970, changeant son nom en celui de « Charbonnerie St-Laurent (1970) inc.— St. Lawrence Fuel (1970) Inc. ».

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39875-o

5596-70

**Compagnie Provinciale d'Antirouille
(Montréal) Itée
Provincial Rustproofing Company
(Montreal) Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 3, de la compagnie « Compagnie Provinciale d'Antirouille (Montréal) Itée », constituée par lettres patentes en date du 4^e jour de février 1971, changeant son nom en celui de « Compagnie Provincial d'Antirouille (Montréal) Itée — Provinciale Rustproofing Company (Montreal) Ltd. ».

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

39876-o

472-71

Walsh - Québec - Construction Company Limited

Notice is given that "Walsh-Québec-Construction Company Limited" has changed the number of its directors from 4 to 3.

MARTHE LAROCHE BRAIS,

Secretary.

39828-o

10286-60

Le Centre Berthelet inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 3, of the "Corporation du Centre Berthelet-St-Vallier inc.", incorporated by letters patent dated the 29th day of May 1967, changing its name into that of "Le Centre Berthelet inc.".

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39873-o

373-67

Le Cercle Social de Charlemagne

Notice is given that on March 3, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved general by-laws numbers 1 to 41 of "Le Cercle Social de Charlemagne", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Branch.

39874

1281-70

**Charbonnerie St-Laurent (1970) inc.
St. Lawrence Fuel (1970) Inc.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 3, of the company "St. Lawrence Fuel (1970) inc.", incorporated by letters patent dated the 31st day of December 1970, changing its name into that of "Charbonnerie St-Laurent (1970) inc.— St. Lawrence Fuel (1970) Inc.".

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39875-o

5596-70

**Compagnie Provinciale d'Antirouille
(Montréal) Itée
Provincial Rustproofing Company
(Montreal) Ltd.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 3, of the company "Compagnie Provinciale d'Antirouille (Montréal) Itée", incorporated by letters patent dated the 4th day of February 1971, changing its name into that of "Compagnie Provinciale d'Antirouille (Montréal) Itée — Provinciale Rustproofing Company (Montreal) Ltd.".

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

39876-o

472-71

**Candiac Equipment Company Limited
Compagnie d'Équipement Candiac limitée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro XXXVII, de la compagnie « Candiac Equipment Company Limited », constituée par lettres patentes en date du 21^e jour de mai 1959, changeant son nom en celui de « Candiac Equipment Company Limited — Compagnie d'Équipement Candiac limitée ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39897-o 12240-59

**Candiac Equipment Company Limited
Compagnie d'Équipement Candiac limitée**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. XXXVII, of the company "Candiac Equipment Company Limited", incorporated by letters patent dated the 21st day of May 1959, changing its name into that of "Candiac Equipment Company Limited — Compagnie d'Équipement Candiac limitée".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39897-o 12240-59

Conseil Régional des Loisirs des Laurentides inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 6 avril 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Conseil Régional des Loisirs des Laurentides inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39898-o 808-71

Conseil Régional des Loisirs des Laurentides inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on April 6, 1971, pursuant to section 226 of the Companies Act, he approved the general by-laws of "Conseil Régional des Loisirs des Laurentides inc."

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39898 808-71

Décoration King inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro XXIV, de la compagnie « Ferronnerie King inc. — King Hardware Inc. », constituée par lettres patentes en date du 10^e jour de juin 1966, changeant son nom en celui de « Décoration King inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39899-o 2414-66

Décoration King inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. XXIV, of the company "Ferronnerie King inc. — King Hardware Inc.", incorporated by letters patent dated the 10th day of June 1966, changing its name into that of "Décoration King inc."

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39899-o 2414-66

**Maniwaki Forest Products Limited
Les Produits Forestiers Maniwaki limitée**

La compagnie « Maniwaki Forest Products Limited — Les Produits Forestiers Maniwaki limitée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
GEORGE W. WESTON.

39900 928-71

**Maniwaki Forest Products Limited
Les Produits Forestiers Maniwaki limitée**

Notice is given that "Maniwaki Forest Products Limited — Les Produits Forestiers Maniwaki limitée" has changed the number of its directors from 3 to 5.

GEORGE W. WESTON,
Secretary.

39900-o 928-71

**Piste d'accélération Saint-Eugène inc.
Saint-Eugène Drag Strip Inc.**

La compagnie « Piste d'accélération Saint-Eugène inc. — Saint-Eugène Drag Strip Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
ANDRÉ PERREAULT.

39901-o 4177-67

**Piste d'accélération Saint-Eugène inc.
Saint-Eugène Drag Strip Inc.**

Notice is given that "Piste d'accélération Saint-Eugène inc. — Saint-Eugène Drag Strip Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

ANDRÉ PERREAULT,
Secretary.

39901 4177-67

Union-Kennedy Corporation

La compagnie « Union-Kennedy Corporation » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
M. J. LITWACK.
3266-68

39827

Union-Kennedy Corporation

Notice is given that "Union-Kennedy Corporation" has changed the number of its directors from 3 to 4.

M. J. LITWACK,
Secretary.
3266-68

39827-0

Sièges sociaux**Les canots Tremblay, ltée
Tremblay Canoes, Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Les canots Tremblay, ltée — Tremblay Canoes, Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 20e jour de juillet 1965 et ayant son siège social dans la ville de St-Félicien où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 96, du boulevard Lévesque, l'a transporté au numéro 40, de la rue St-Paul.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à St-Félicien, ce quinzième jour de mars mil neuf cent soixante et onze.

(Sceau) *Le secrétaire,*
RÉJEAN PERREAULT.
3287-65

39795-0

Head Offices**Les canots Tremblay, ltée
Tremblay Canoes, Ltd.**

Notice is given that "Les canots Tremblay, ltée — Tremblay Canoes, Ltd.", incorporated by letters patent dated the 20th day of July, 1965, and having its head office in the town of St-Félicien where it had its office situated until today at 96 Lévesque Boulevard, has transferred it to 40 St. Paul Street.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at St-Félicien, this fifteenth day of March, one thousand nine hundred and seventy-one.

(Seal) RÉJEAN PERREAULT,
Secretary.
3287-65

39795

**Panabec Petroleum Company Ltd.
La Compagnie des Pétroles Panabec ltée**

Avis est donné que la compagnie « Panabec Petroleum Company Ltd. — La Compagnie des Pétroles Panabec ltée » a transporté son siège social du local 430, 100, d'Youville, Québec au local 3900, 1155 ouest, rue Dorchester, Montréal.

Le secrétaire,
LLOYD M. CLARK.
3599-65

39800

**Panabec Petroleum Company Ltd.
La Compagnie des Pétroles Panabec ltée**

Notice is given that "Panabec Petroleum Company Ltd. — La Compagnie des Pétroles Panabec ltée" has transferred its head office from Room 430, 100 d'Youville, Québec to Room 3900, 1155 Dorchester Street West, Montreal.

LLOYD M. CLARK,
Secretary.
3599-65

39800-0

**Aluminium Permanent (Sherbrooke) inc.
Permanent Aluminum (Sherbrooke) Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Aluminium Permanent (Sherbrooke) inc. — Permanent Aluminum (Sherbrooke) Inc. », constituée en corporation en date du 15 décembre 1970 et ayant son siège social dans le district de St-François, ville de Sherbrooke, a établi son bureau au numéro 965 ouest, rue Galt, Sherbrooke.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 15e jour d'avril 1971.

Le président,
BENOIT GROLEAU.
5512-70

39829-0

**Aluminium Permanent (Sherbrooke) inc.
Permanent Aluminum (Sherbrooke) Inc.**

Notice is given that "Aluminium Permanent (Sherbrooke) inc. — Permanent Aluminum (Sherbrooke) Inc.", incorporated on December 15, 1970, and having its head office in the district of Saint-François, town of Sherbrooke, has established its office at number 965 West, Galt Street, Sherbrooke.

From the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, 15th day of April, 1971.

BENOIT GROLEAU,
President.
5512-70

39829

**Compagnie de Fiducie Nord-Amérique
North America Trust Company**

Avis est donné que la « Compagnie de Fiducie Nord-Amérique — North America Trust Company », constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 septembre 1962, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au 1155 ouest, boulevard Dorchester, Montréal 102, l'a transporté à 801 est, rue Sherbrooke, Montréal 132.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce premier mars mil neuf cent soixante et onze.

(Sceau)

Le secrétaire-trésorier,
N. H. CHATE.

39830-o

13978-62

Hilco Investment Enterprises Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Hilco Investment Enterprises Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 9e jour de juillet 1968, a transporté son siège social de 360 ouest, rue St-Jacques, local 1500, Montréal, à 4850, chemin Côte Saint-Luc, local 106, en la cité de Montréal.

Montréal, ce 26 mars 1971.

(Sceau)

Le secrétaire-trésorier,
SHIRLEY F. BUCKLEY.

39831

13185-68

G.B. Morrison Co.

Avis est donné que la compagnie « G.B. Morrison Co. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 15 septembre 1955, a transporté son siège social de 5247, boulevard Décarie, Montréal, à 5235, boulevard Décarie, local 508, Montréal.

Montréal, 2 avril 1971.

(Sceau)

Le secrétaire-trésorier,
IRVING SHAPIRO.

39832

12502-55

Natinvest Ltd.

Avis est donné que « Natinvest Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 juillet 1964, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au 1155 ouest, boulevard Dorchester, Montréal 102, l'a transporté à 801 est, rue Sherbrooke, Montréal 132.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 1er jour de mars 1971.

Le secrétaire-trésorier,
N. H. CHATE.

39834-o

3090-64

**Compagnie de Fiducie Nord-Amérique
North America Trust Company**

Notice is hereby given that "Compagnie de Fiducie Nord-Amérique — North America Trust Company", incorporated by letters patent on the September 12, 1962, and having its head office in Montreal, where its office was situated up to to-day at 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal 102, has moved it to 801 Sherbrooke Street East, Montreal 132.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this first day of March nineteen seventy-one.

(Seal)

N. H. CHATE,
Secretary.

39830-o

13978-62

Hilco Investment Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that "Hilco Investment Enterprises Ltd.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated July 9th, 1968, has moved its head office from 360 St. James Street West, Suite 1500, Montreal, to 4850 Côte St. Luc Road, Suite 106, in the City of Montreal.

Montreal, March 26, 1971.

(Seal)

SHIRLEY F. BUCKLEY,
Secretary-Treasurer.

39831-o

13185-68

G.B. Morrison Co.

Notice is hereby given that "G.B. Morrison Co.", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated September 15, 1955, has moved its head office from 5247 Décarie Blvd., Montreal, to 5235 Décarie Blvd., Suite 508, Montreal.

Montreal, April 2, 1971.

(Seal)

IRVING SHAPIRO,
Secretary-Treasurer.

39832-o

12502-55

Natinvest Ltd.

Notice is hereby given that "Natinvest Ltd.", incorporated by letters patent, on July 7, 1964, and having its head office in Montreal, where its office was situated up to to-day at 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal 102, has moved it to 801 Sherbrooke Street East, Montreal 132.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 1st day of March, 1971.

N. H. CHATE,
Secretary-Treasurer.

39834-o

3090-64

Nicol Auto Inc.

Avis est donné que la compagnie « Nicol Auto Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 1er mars 1971, et ayant son siège social à La Sarre, a établi son bureau à La Sarre, district d'Abitibi-Ouest.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme siège social de la compagnie.

La Sarre, ce 1er jour de mars 1971.

Le secrétaire-trésorier,

LÉANDRE AUDET.

39835-o

5710-70

Nicol Auto Inc.

Notice is given that the Company "Nicol Auto Inc.", constituted in corporation by letters patent dated March 1, 1971, and having its head office in La Sarre, has established its office at La Sarre, district of Abitibi-West.

As and from this date, the said office will be considered as the main office of the company.

La Sarre, this 1st day of March, 1971.

LÉANDRE AUDET,

Secretary-Treasurer.

39835-o

5710-70

Société d'analyses bio-pharmaceutiques inc.

Avis est donné que la compagnie « Société d'analyses bio-pharmaceutiques inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 10 mars 1971, avec siège social à Montréal, a établi son bureau au numéro 9670, de la rue Péloquin, à Montréal, district de Montréal.

Montréal, le 17 mars 1971.

Les procureurs de la compagnie,

BOISCLAIR, LAMOUREUX & BRIZARD.

39837-o

593-71

Société d'Analyses Bio-Pharmaceutiques inc.

Notice is hereby given that "Société d'analyse bio-pharmaceutiques inc.", company incorporated under Part I of the Companies Act, on the March 10, 1971, with head office in Montreal, has established its principal office at 9670 Péloquin Street, Montreal, district of Montreal.

Montreal, March 17, 1971.

BOISCLAIR, LAMOUREUX & BRIZARD,

Attorneys for the Company.

39837-o

593-71

Junior Scene (1971) Inc.

Avis est donné que la compagnie « Junior Scene (1971) Inc. » constituée en vertu de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 24 octobre, 1946, et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, a établi son bureau au 1199, rue Bleury, en les ville et district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 13e jour d'avril, 1971.

Le secrétaire,

MOSES JOSEPH SCHAFFER.

39877-o

7432-46

Junior Scene (1971) Inc.

Notice is hereby given that "Junior Scene (1971) Inc." incorporated under the Companies Act by letters patent dated the 24th day of October, 1946, and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, has established its office at 1199 Bleury Street, in the city and district of Montreal, Province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 13th day of April, 1971.

MOSES JOSEPH SCHAFFER,

Secretary.

39877-o

7432-46

Style Guild Du Cap Corp.

Avis est donné que la compagnie « Style Guild Du Cap Corp. » constituée en vertu de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 22 mai, 1956, et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montreal, a établi son bureau au 111 rue Chabanel ouest, en les ville et district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 13e jour d'avril, 1971.

Le secrétaire,

MAX KAPE.

39878-o

11491-56

Style Guild Du Cap Corp.

Notice is hereby given that "Style Guild du Cap Corp." incorporated under the Companies Act by letters patent dated the 22nd day of May, 1956, and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, has established its office at 111 Chabanel Street West, in the city and district of Montreal, Province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 13th day of April, 1971.

MAX KAPE,

Secretary.

39878-o

11491-56

Motel Télévision inc.

La compagnie « Motel Télévision inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 1355, chemin Sainte-Foy, Québec 6, au numéro 2750, chemin Sainte-Foy, Sainte-Foy.

Le secrétaire,
THÉRÈSE ST-ONGE.
39833-o 14097-62

Dominion Lapping Company Limited

Avis est donné que la compagnie « Dominion Lapping Company Limited » constituée par lettres patentes datées du 19 janvier 1971, et ayant son siège social à Lachine, P.Q., a établi son bureau principal au 10340 chemin Côte de Liesse.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, P.Q., ce 20e jour de janvier 1971.

Le président,
F. A. CHEFTECHI.
39906-o 266-1971

Great Northern Holdings Limited

Avis est donné que la compagnie « Great Northern Holdings Limited », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes datées du 23e jour de septembre 1970, et ayant son siège social en la ville de Montréal, en ladite province, a établi son bureau au local 1920, place du Canada.

À compter du 23e jour de septembre 1970, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la ville de Montréal, ce 17e jour de mars 1971.

Le secrétaire-trésorier,
ARNOLD GILBERT.
39907 4158-70

Mini-Press Stamping Limited

Avis est donné que la compagnie « Mini-Press Stamping Limited » constituée par lettres patentes datées du 19 janvier 1971, et ayant son siège social à Lachine, P.Q., a établi son bureau principal au 10340 chemin Côte de Liesse.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, P.Q., ce 20e jour de janvier 1971.

Le président,
F. A. CHEFTECHI.
39908-o 268-1971

Vermette (Beauce) inc.

La compagnie « Vermette (Beauce) inc. », donne avis qu'elle a changé son siège social de Beauceville à Saint-Agapit, comté de Lotbinière.

Le secrétaire,
JEAN VERMETTE.
39909-o 2458-66

Motel Télévision inc.

Notice is given that "Motel Télévision inc." changed its head office from 1355 St. Foy Road, Québec 6, to 2750 St. Foy Road, St. Foy.

THÉRÈSE ST-ONGE,
Secretary.
39833 14097-62

Dominion Lapping Company Limited

Notice is hereby given that "Dominion Lapping Company Limited" incorporated by letters patent dated January 19th, 1971, and having its head office in Lachine, P.Q., has established its head office at 10340 Côte de Liesse Road.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, P.Q., this 20th day of January, 1971.

F. A. CHEFTECHI,
President.
39906-o 266-1971

Great Northern Holdings Limited

Notice is hereby given that "Great Northern Holdings Limited", incorporated under the provisions of Part I of the Québec Companies Act by letters patent dated the 23rd day of September, 1970, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at Suite 1920, Place du Canada.

From and after the 23rd day of September, 1970, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the City of Montreal, this 17th day of March 1971.

ARNOLD GILBERT,
Secretary-Treasurer.
39907-o 4158-70

Mini-Press Stamping Limited

Notice is hereby given that "Mini-Press Stamping Limited" incorporated by letters patent dated January 19th, 1971, and having its head office in Lachine, P.Q., has established its head office at 10340 Côte de Liesse Road.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, P.Q., this 20th day of January, 1971.

F. A. CHEFTECHI,
President.
39908-o 268-1971

Vermette (Beauce) inc.

Notice is given that "Vermette (Beauce) inc." has changed its head office from Beauceville to Saint-Agapit, county of Lotbinière.

JEAN VERMETTE,
Secretary.
39909 2458-66

**Les Charpentes Métalliques Québécoises limitée
Québec Structural Steel Limited**

Avis est donné que « Les Charpentes Métalliques Québécoises limitée — Québec Structural Steel Limited », compagnie constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 2 mars, 1971, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau à 7964, 18^e Avenue.

Montréal, le 4 mars, 1971.

(Sceau)
39796-o

Le secrétaire,
Mme JEANNE FOUCAULT.
Le secrétaire,
993-71

**Les Charpentes Métalliques Québécoises limitée
Québec Structural Steel Limited**

Notice is given that "Les Charpentes Métalliques Québécoises limitée — Québec Structural Steel Limited", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated March 2, 1971, and having its head office in Montreal, has established its office at 7964, 18th Avenue.

Montreal, March 4, 1971.

(Seal)
39796

Mrs. JEANNE FOUCAULT,
Secretary.
993-71

**Corporation B.C.R. Itée
B.C.R. Corporation Ltd.**

Avis est donné que la « Corporation B.C.R. Itée — B.C.R. Corporation Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 août 1968 et ayant son siège social dans le district de Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'à ce jour au 1530, boulevard Labelle à ville de Laval, l'a transporté au 3333, Chemin du Souvenir à ville de Laval.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Laval, ce 8^e jour de décembre 1970.

(Sceau) *La secrétaire-trésorière de la compagnie,*
FRANCINE DESJARDINS.
39902-o 3903-68

**Corporation B.C.R. Itée
B.C.R. Corporation Ltd.**

Notice is given that "Corporation B.C.R. Itée — B.C.R. Corporation Ltd.", incorporated by letters patent dated August 27, 1968, and having its head office in the district of Montreal where it had its office situated until today at 1530 Labelle Boulevard, in the city of Laval, transferred it to 3333 Souvenir Road, in the city of Laval.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Laval, this 8th day of December, 1970.

(Seal) FRANCINE DESJARDINS,
Secretary-Treasurer of the Company.
39902 3903-68

Cha-Ric Inc.

Avis est donné que la compagnie « Cha-Ric Inc. », constituée en corporation par lettres-patentes de la province de Québec, en date du neuf décembre mil neuf cent soixante-dix (1970), et ayant son siège social en la ville de Château-Richer, a établi son bureau au numéro 7, rue de l'Église.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Château-Richer, ce 29^e jour de janvier 1971.

Le Secrétaire,
LOUIS-PIERRE GAGNON.
39903-o 4779-70

Cha-Ric Inc.

Notice is hereby given that the "Cha-Ric Inc.", company incorporated by letters patent, on the ninth day of December Nineteen Seventy (1970), and having its head office in the city of Château-Richer, has established its office at number 7 rue de l'Église.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Château-Richer, this 29th day of January, 1971.

LOUIS-PIERRE GAGNON,
Secretary.
39903-o 4779-70

**Mobile Home Convoy Inc.
Convoi de Maison Mobile inc.**

La compagnie « Mobile Home Convoy Inc. — Convoi de Maison Mobile inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 1803, rue Laval, Longueuil à C.P. 118, Saint-Luc, comté de St-Jean.

Le secrétaire,
ANDRÉ CHARTIER.
39904-o 5455-69

**Mobile Home Convoy Inc.
Convoi de Maison Mobile inc.**

Notice is given that "Mobile Home Convoy Inc. — Convoi de Maison Mobile inc." has changed its head office from number 1803, Laval Street, Longueuil, to P.O. Box 118, Saint-Luc, county of Saint-John.

ANDRÉ CHARTIER,
Secretary.
39904 5455-69

Dan's Superior Color Cards Inc.

Avis est donné que la compagnie « Dan's Superior Color Cards Inc. », constituée par lettres patentes datées du 28 octobre 1970 et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau principal à 17 est, rue de Castelnau.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, P.Q., ce 5e jour d'avril, 1971.

Le président,
CLAUDE CÔTÉ.
 4701-70

39905-o

Dan's Superior Color Cards Inc.

Notice is hereby given that "Dan's Superior Color Cards Inc.", incorporated by letters patent dated October 28, 1970 and having its head office in Montreal, has established its head office at 17 de Castelnau Street East.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the Company as being its head office.

Given at Montreal, P.Q., this 5th day of April, 1971.

CLAUDE CÔTÉ,
President.
 4701-70

39905-o

**Ministère des Terres et Forêts
 Cadastre**

Canton Clyde

Cadastre officiel du canton de Clyde, municipalité de Mont-Tremblant*, division d'enregistrement de Labelle.

Avis est par la présente donné que les lots 2-26 et 2-27 du Rang D sont ajoutés et que les lots 2-20 à 2-22 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 mars 1971.

39850-o

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Village de Como

Cadastre officiel du village de Como, municipalité de la ville de Hudson, division d'enregistrement de Vaudreuil.

Avis est par la présente donné que les lots 12-82 à 12-85 et une partie du lot 12-81 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 mars 1971.

39850-o

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Canton de Louvicourt

Cadastre officiel du canton de Louvicourt, division d'enregistrement d'Abitibi.

Avis est par la présente donné que le bloc « E » est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 23 mars 1971.

39850-o

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Canton de McKenzie

Cadastre officiel du canton de McKenzie, municipalité de la ville de Chibougamau, division d'enregistrement du Lac St-Jean Ouest.

**Department of Lands and Forests
 Cadastre**

Township of Clyde

Official cadastre of township of Clyde, municipality of Mont-Tremblant*, registration division of Labelle.

Notice is hereby given that lots 2-26 and 2-27 of Range D are added and that lots 2-20 to 2-22 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Québec, March 25, 1971.

39850-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Village of Como

Official cadastre of village of Como, municipality of the town of Hudson, registration division of Vaudreuil.

Notice is hereby given that lots 12-82 to 12-85 and a part of lot 12-81 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Québec, March 25, 1971.

39850-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Township of Louvicourt

Official cadastre of township of Louvicourt, registration division of Abitibi.

Notice is hereby given that block "E" is added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Québec, March 23, 1971.

39850-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Township of McKenzie

Official cadastre of township of McKenzie, municipality of the town of Chibougamau, registration division of Lac-St-Jean Ouest.

Avis est par la présente donné que le bloc D-1530 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 1er avril 1971.

39850-o *Le sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

**Paroisse de Notre-Dame de la Nativité
de Bécancourt**

Cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame de la Nativité de Bécancourt, municipalité de la ville de Bécancourt, division d'enregistrement de Nicolet No 1.

Avis est par la présente donné que les lots 711 et 712 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 22 mars 1971.

39850-o *Le sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Notre-Dame du Sacré-Coeur

Cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame du Sacré-Coeur, municipalité de la cité de Rimouski, division d'enregistrement de Rimouski.

Avis est par la présente donné que le lot 194 est ajouté et que les lots 10-4-1, 10-5-1-1, 10-5-2-1, 10-20, 10-38, 13-1-1, 13-1-2-1, 13-1-4, 13-4, 13-45, 13-74, 18-1, 21-23 et une partie des lots 10-4, 10-5-1, 10-5-2, 10-5, 13-1, 13-1-2 et la partie correspondante des lots 10, 13, 18 et 21 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code Civil.

Québec, le 7 avril 1971.

39850-o *Le sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Ste-Agathe des Monts

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Agathe des Monts, municipalité de la ville de Ste-Agathe des Monts, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 19A-13 à 19A-30, 19A-32, 19A-34 à 19A-47 du Rang IV sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 8 avril 1971.

39850-o *Le sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Romuald de Farnham

Cadastre officiel de la paroisse de St-Romuald de Farnham, municipalité de Rainville*, division d'enregistrement de Missisquoi.

Avis est par la présente donné que les lots 260, 261, 262 et 379 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 29 mars 1971.

39850-o *Le sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Ste-Thérèse de Blainville

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, municipalité de la ville de Blainville, division d'enregistrement de Terrebonne.

Notice is hereby given that block D-1530 is cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Québec, April 1st, 1971.

39850-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

**Parish of Notre-Dame de la Nativité
de Bécancourt**

Official cadastre of the parish of Notre-Dame de la Nativité de Bécancourt, municipality of the town of Bécancourt, registration division of Nicolet No. 1.

Notice is hereby given that lots 711 and 712 are added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Québec, March 22, 1971.

39850-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of Notre-Dame du Sacré-Coeur

Official cadastre of the parish of Notre-Dame du Sacré-Coeur, municipality of the city of Rimouski, registration division of Rimouski.

Notice is hereby given that lot 194 is added and that lots 10-4-1, 10-5-1-1, 10-5-2-1, 10-20, 10-38, 13-1-1, 13-1-2-1, 13-1-4, 13-4, 13-45, 13-74, 18-1, 21-23 and a part of lots 10-4, 10-5-1, 10-5-2, 10-5, 13-1, 13-1-2 and a corresponding part of lots 10, 13, 18 and 21 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Québec, April 7, 1971.

39850-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of Ste-Agathe des Monts

Official cadastre of the parish of Ste-Agathe des Monts, municipality of the town of Ste-Agathe des Monts, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 19A-13 to 19A-30, 19A-32, 19A-34 to 19A-47 of Range IV are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Québec, April 8, 1971.

39850-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of St-Romuald de Farnham

Official cadastre of the parish of St-Romuald de Farnham, municipality of Rainville*, registration division of Missisquoi.

Notice is hereby given that lots 260, 261, 262 and 379 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Québec, March 29, 1971.

39850-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of Ste-Thérèse de Blainville

Official cadastre of the parish of Ste-Thérèse de Blainville, municipality of the town of Blainville, registration division of Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 768-17 à 768-19, 767-58 à 767-63, 767-76 à 767-79, 767-85 à 767-94 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 768-17 to 768-19, 767-58 to 767-63, 767-76 to 767-79, 767-85 to 767-94 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 13 avril 1971.

Québec, April 13, 1971.

39850-o *Le sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

39850-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Lettres patentes

Sanctuaire Notre-Dame-de-Fatima

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des évêques catholiques romains, Statuts refondus, 1964, chapitre 304, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes en date du 23 mars 1971, constituant en corporation « Sanctuaire Notre-Dame-de-Fatima ».

Le siège social de la corporation est situé en la ville de La Pocatière.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives.

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39923-o 3-71

Letters Patent

Sanctuaire Notre-Dame-de-Fatima

Notice is given that under the Roman Catholic Bishops Act, Revised Statutes, 1964, chapter 304, the Lieutenant-Governor of the Province granted letters patent dated March 23, 1971, incorporation "Sanctuaire de Notre-Dame-de-Fatima".

The head office of the corporation is situated in the town of La Pocatière.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39923 3-71

Lettres patentes supplémentaires

Monastère des Ursulines de Gaspé

Avis est donné qu'en vertu de la Loi constituant en corporation l'« Union canadienne des Moniales de l'Ordre de Sainte-Ursule », chapitre 150 des lois de 1955-1956, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 23 mars 1971, à la corporation « Monastère des Ursulines de Gaspé », modifiant ses pouvoirs et les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives.

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39924-o 439-59

Supplementary Letters Patent

Monastère des Ursulines de Gaspé

Notice is given that pursuant to the Act incorporating the "Union canadienne des Moniales de l'Ordre de Sainte-Ursule", chapter 150 of the Statutes of 1955-1956, the Lieutenant-Governor of the Province granted supplementary letters patent dated March 23, 1971, to the corporation "Monastère des Ursulines de Gaspé", amending its powers and the provisions of its letters patent.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39924 439-59

Monastère des Ursulines de Rimouski

Avis est donné qu'en vertu de la Loi constituant en corporation l'« Union canadienne des Moniales de l'Ordre de Sainte-Ursule », chapitre 150 des lois de 1955-1956, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 23 mars 1971, à la corporation « Monastère des Ursulines de Rimouski », modifiant ses pouvoirs et les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39925-o 436-59

Monastère des Ursulines de Rimouski

Notice is given that pursuant to the Act incorporating the "Union canadienne des Moniales de l'Ordre de Sainte-Ursule", chapter 150 of the Statutes of 1955-1956, the Lieutenant-Governor of the Province granted supplementary letters patent dated March 23, 1971, to the corporation "Monastère des Ursulines de Rimouski", amending its powers and the provisions of its letters patent.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39925 436-59

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre

Department of Labour and Manpower

Avis de modification

Confection pour hommes et garçons dans la province de Québec

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie pour hommes et garçons dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 711 du 30 avril 1963 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification à l'effet de radier l'article 16 dudit décret concernant les vacances payées et le remplacer par le nouvel article 16 suivant:

« 16. *Congés payés annuels.*

16.01 *Droit au congé:* Tout salarié assujéti au présent décret a droit à un congé payé annuel, dont la durée sera:

a) d'au moins deux (2) semaines consécutives, après un (1) an de services continus chez le même employeur; ou

b) si le salarié n'a pas complété un (1) an de service continu chez le même employeur, une (1) journée par mois de service continu pour le même employeur, jusqu'à un maximum de deux (2) semaines, ces journées de congé devant être prises consécutivement.

16.02 *Période de référence:* La période de service continu chez un employeur pendant laquelle un salarié acquiert progressivement le droit au congé payé annuel est la période de douze (12) mois finissant le 31 mai de l'année en cours.

16.03 *Services continus:* Le terme « services continus » utilisé dans cet article 16 signifie la période ininterrompue pendant laquelle un salarié est à l'emploi d'un même employeur. Cette période n'est pas considérée interrompue, si l'absence est autorisée ou si elle est due à la maladie, à un accident de travail, à la fermeture de l'établissement, aux vacances, aux congés, à une grève ou à un lock-out.

16.04 *Calcul de l'indemnité de congé:* Tout salarié a droit à quatre pour cent (4%) de son salaire brut global pendant la période de référence.

16.05 *Date d'échéance de l'indemnité de congé:* L'indemnité de congé de quatre pour cent (4%) doit être donnée au salarié au plus tard avec la dernière paye régulière avant son départ en congé.

16.06 *Congé annuel:* Le congé payé annuel doit être accordé pendant la période qui commence avec la semaine de la fête de la Saint-Jean-Baptiste en juin et qui se termine à la fin de la deuxième (2^e) semaine complète du mois d'août de l'année en cours.

16.07 *Indemnité compensatrice au terme de l'emploi:* Si l'emploi d'un salarié prend fin avant la période des vacances, il doit recevoir une indemnité compensatrice

Notice of Amendment

Men's and Boys' Clothing Industry in the Province of Québec

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Men's and Boys' Clothing Industry in the Province of Québec, rendered obligatory by Decree number 711 of April 30, 1963 and amendments, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, an amendment in order to delete section 16 of the said decree concerning vacation with pay and to replace it by the following new section 16:

“16. *Vacation with pay.*

16.01 *Entitlement to vacation:* Every employee governed by the present decree is entitled to an annual vacation with pay, the duration of which shall be:

(a) at least two (2) consecutive weeks after one (1) year's continuous service with the same employer; or

(b) if the employee has not completed a year's continuous service for the same employer, one (1) day for each working month of continuous employment for the same employer, up to a maximum of two (2) weeks, such days to be taken consecutively.

16.02 *Qualifying period:* The continuous service period with an employer during which time an employee progressively becomes entitled to an annual vacation is the twelve-month (12) period ending on May 31st of the current year.

16.03 *Continuous service:* The term “continuous service”, whenever used in this section 16, shall mean the uninterrupted period during which an employee is in the employment of the same employer. Such period is not considered interrupted by reason of authorized absence or absence due to illness, work injuries, closing of establishment, vacations, holidays, strikes or lock-outs.

16.04 *Vacation pay calculation:* Every employee is entitled to four per cent (4%) of his total gross earnings during the qualifying period.

16.05 *Vacation pay due date:* The four per cent (4%) vacation pay must be given to the employee not later than the last regular pay day prior to the employee's departure for vacation.

16.06 *Annual vacation:* The annual vacation must be granted in the interval beginning with the week in the month of June during which St. John the Baptist Day falls and ending with the second full calendar week in August of the current year.

16.07 *Termination pay:* Should an employee's employment terminate prior to the vacation period, he shall be paid an indemnity equal to four per cent (4%)

égale à quatre pour cent (4%) de son salaire brut global, à compter du précédent 1er juin jusqu'au terme de son emploi.

16.08 *Salaire brut global*: Aux fins du présent article 16, le terme « salaire brut global » signifie la totalité des salaires payés à un salarié ou gagnés par ce dernier, et sans en limiter la généralité, inclut la paye de vacances.

16.09 *Avis de la date du congé*: L'employeur doit informer ses salariés de la période du congé par un avis affiché dans un endroit en évidence dans son établissement, au plus tard le 1er mai de l'année durant laquelle les vacances sont prises.

16.10 *Période obligatoire du congé*: La période obligatoire du congé pour un salarié est:

a) la période indiquée à l'avis affiché conformément au paragraphe 16.09; ou

b) si aucun affichage n'a été fait, les deux (2) dernières semaines consécutives complètes du mois de juillet.

16.11 *Paiement du travail pendant le congé annuel*: Si un employeur fait travailler un salarié pendant sa période de congé annuel, il doit payer à ce salarié, en plus de l'indemnité de congé obligatoire, le double du taux normal de salaire du salarié pour chaque heure normale et le triple du taux normal de salaire du salarié pour chaque heure supplémentaire de travail exécuté durant sa période de congé.

16.12 *Autre méthode de paiement*: Si un employeur a conclu une entente collective de travail avec une union certifiée par laquelle ses salariés doivent être payés, au lieu de l'indemnité de congé de quatre pour cent (4%) ci-dessus prescrite, une somme équivalant à au moins quatre-vingts (80) fois le taux horaire de salaire courant des salariés rémunérés à l'heure, ou quatre-vingts (80) fois la moyenne des gains horaires normaux courants des salariés dans le cas des employés rémunérés sur une base de taux à la pièce ou à rendement, alors l'employeur n'est pas tenu de payer les congés conformément au paragraphe 16.04 du présent article 16.»

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 1er mai 1971. 39849-0

Avis de modification

Alimentation au détail — St-Hyacinthe

L'honorable Jean Cournoyer ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, donne avis par les présentes,

of his total gross earnings from the preceding June 1st to the date of termination.

16.08 *Gross earnings*: For purposes of this section 16, the term "gross earnings" means the total of all sums paid to or earned by an employee and, without limiting the generality thereof, includes vacation pay.

16.09 *Notice of vacation period*: The employer must notify his employees of the vacation period by means of a notice posted up in a conspicuous place in his establishment, not later than May 1st of the year during which the vacation is given.

16.10 *Compulsory vacation period*: The compulsory vacation period of an employee shall be:

(a) the period indicated in the notice posted up in accordance with subsection 16.09; or

(b) where no posting has been made, the last two (2) consecutive full calendar weeks during the month of July.

16.11 *Payment for work during the vacation period*: In the event that an employer causes an employee to work during his vacation period, he shall pay to such employee, in addition to his compulsory vacation pay, double the employee's regular rate of pay for each regular hour worked and triple the employee's regular rate of pay for each overtime hour worked during the vacation period.

16.12 *Alternative method of payment*: In the event that an employer has entered into a collective labour agreement with a certified union whereby his employees must be paid, in lieu of the four per cent (4%) vacation pay hereinabove provided, a sum equivalent to at least eighty (80) times the employee's current hourly rate of pay in the case of hourly-rated employees, or eighty (80) times the employee's current straight-time average hourly earnings in the case of employees remunerated on a piece-work or incentive basis, then such employer shall not be bound to pay the vacation pay in accordance with subsection 16.04 of the present section 16." Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, May 1, 1971. 39849-0

Notice of Amendment

Food Products Retail Trade — St. Hyacinthe

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964,

conformément aux dispositions de la Loi des décrets de conventions collectives (Statuts refondus du Québec 1964, chapitre 143 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de l'alimentation au détail dans la ville de St-Hyacinthe et un rayon de cinq milles de ses limites, rendue obligatoire par le décret numéro 1439 du 21 juin 1961 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° À l'article I, le paragraphe « h » sera remplacé par le suivant:

« h) Le terme « salarié régulier » désigne tout salarié qui travaille habituellement au moins trente-six (36) heures par semaine dans l'établissement où il est employé. »

2° À l'article III, les paragraphes « a » et « f » seront remplacés par les suivants:

« a) La durée du travail dans les établissements régis par le présent décret est de quarante-deux (42) heures par semaine réparties entre les heures suivantes:

1. Lundi, mardi et mercredi: 8h 30 à 18 h;

2. Jeudi et vendredi: 8h 30 à 21 h.

Toutefois, le salarié doit fournir jusqu'à concurrence de quinze (15) minutes de travail pour l'évacuation et la mise en ordre du magasin après les heures mentionnées aux sous-paragraphes 1 et 2.

3. Samedi: 8 h 30 à 17 h.

Cependant après 17 h il est permis d'affecter les salariés à la mise en ordre de l'établissement en autant que la durée d'un tel travail ne dépasse pas une demi-heure.

Notobstant les dispositions du paragraphe « a » qui précède, chaque salarié aura droit à quarante-huit (48) heures consécutives de congé cédulées selon l'une des trois (3) formules suivantes: samedi et dimanche; dimanche et lundi; du samedi midi au lundi midi.

f) Pendant la période des fêtes, soit trois jours ouvrables avant la veille de Noël, si les heures de travail sont prolongées jusqu'à 21 h, le travail ainsi effectué durant telles heures additionnelles doit être rémunéré au taux normal, calculé sur le salaire effectivement payé pour la semaine de travail et en plus de tel salaire. Cependant la veille de Noël et du Jour de l'An tout travail devra cesser à 18 h. »

3° À l'article IV, le premier paragraphe sera remplacé par le suivant:

« Les jours suivants sont des jours fériés, chômés et payés: Le premier jour de l'An, le 2 janvier, le lundi de Pâques, la Saint-Jean-Baptiste ou le 25 juin si le 24 est un dimanche, la Confédération ou le 2 juillet si le 1er est un dimanche, la Fête du Travail, l'Action de Grâce, le jour de Noël et le 26 décembre. »

4° A l'article V, le paragraphe « f » sera remplacé par le suivant:

« f) Cependant, le gérant n'a droit à aucun salaire pour le travail fait en plus de quarante-deux (42) heures durant la semaine et pour le travail fait durant les heures pour lesquelles un salaire majoré est prévu. »

chapter 143 and amendments), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Food Products Retail Trade in the city of St. Hyacinthe and a radius of five (5) miles from its limits, rendered obligatory by Decree No. 1439 of June 21, 1961 and amendments, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, the following amendments to the said decree:

1. Subsection "h" of Section 1 will be replaced by the following:

"(h) The words "regular employee" mean any employee who usually work at least thirty-six (36) hours per week in the establishment in which he is employed."

2. Subsections "a" and "f" of Section III will be replaced by the following:

"(a) The duration of work in establishments governed by the present decree shall consist of forty-two (42) hours per week, scheduled as follows:

1. Monday, Tuesday and Wednesday: from 8:30 a.m. to 6:00 p.m.

2. Thursday and Friday: from 8:30 a.m. to 9:00 p.m.

However, employees shall work up to fifteen (15) minutes to clear and set things to right in the store after the hours mentioned in subparagraphs 1 and 2.

3. Saturday: from 8:30 a.m. to 5:00 p.m.

However, after 5:00 p.m., for a period not to exceed one half hour, employees may be required to set things to right in the establishment.

Notwithstanding the provisions of the above subsection "a", every employee shall be entitled to forty-eight (48) consecutive hours of rest scheduled over any of the three (3) following periods: Saturday and Sunday; Sunday and Monday; from Saturday at noon till Monday at noon.

(f) In the Christmas holidays period, i.e. three working days before Christmas eve, should working hours be extended until 9:00 p.m., work thus performed during such additional hours shall be paid at straight time calculated upon the salary actually paid for a workweek and over and above such salary. However, on Christmas Eve and New Year's Eve, all work shall end at 6:00 p.m."

3. The first subsection of Section IV will be replaced by the following:

"The following are general holidays with pay: New Year's Day, January 2nd, Easter Monday, St. John the Baptist Day or June 25th if June 24th falls on Sunday, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day and December 26th."

4. Subsection "f" of Section V will be replaced by the following:

"(f) However, the manager shall not be entitled to payment for work performed over and above the forty-two (42-hour) week or for work performed during hours for which overtime rates are provided."

5° À l'article VI, le paragraphe « e » sera remplacé par le suivant:

« e) *Congés spéciaux:*

Tout salarié peut bénéficier d'un congé sans perte de salaire dans les cas suivants:

i. Lors du décès du père, de la mère, du frère, de la soeur, du conjoint ou d'un enfant, trois (3) jours, à savoir: le jour des funérailles et les deux (2) jours précédents.

ii. Lors du décès du beau-père, de la belle-mère, du beau-frère ou de la belle-soeur, un (1) jour, à savoir: le jour des funérailles.

Ces congés sont accordés pour autant que le salarié a travaillé le jour ouvrable précédent et le jour ouvrable suivant tels jours de congé.»

6° L'article VII sera remplacé par le suivant:

« VII. *Taux des salaires minimaux:*

a) Les taux minimaux suivants de salaire doivent être payés sur une base hebdomadaire:

<i>Classification des emplois:</i>	<i>Taux hebdomadaire</i>
<i>Épicerie:</i>	
Gérant.....	\$95
Commis (chef de rayon).....	80
Commis à l'embauchage.....	63
Commis après un an.....	67
Commis après trois ans.....	70
Commis après cinq ans et plus.....	75
Caissière: même taux que les commis.	
Livreur avec camion ou auto-camion:	
à l'embauchage.....	65
après un an et plus.....	70

Boucherie:

Gérant.....	95
Commis-boucher:	
(Chef de rayon).....	85
à l'embauchage.....	63
après un an.....	67
après trois ans.....	70
après cinq ans et plus.....	75
Livreur avec camion ou auto-camion:	
à l'embauchage.....	65
après un an et plus.....	70

b) Les salariés supplémentaires âgés de moins de dix-huit (18) ans doivent être rémunérés au taux de \$1.40 l'heure. Les salariés supplémentaires âgés de dix-huit (18) ans et plus doivent être rémunérés au taux de \$1.50 l'heure.

c) La préférence dans le travail supplémentaire doit être accordée au salarié embauché de façon permanente.

d) *Ordonnance No 4:* Les taux de salaires du présent décret ne doivent en aucun cas, être inférieurs aux taux établis par l'ordonnance No 4 de la Commission du Salaire minimum.

e) L'employeur peut déduire du salaire de son salarié toute somme que ce dernier peut lui devoir pour avance d'argent ou pour marchandise.

5. Subsection "e" of Section VI will be replaced by the following:

“(e) *Special leave:*

Every employee is entitled to special leave with pay in the following instances:

i. Death of his father, mother, brother, sister, spouse or child: three (3) days (the funeral day and two (2) days before).

ii. Death of his father-in-law, mother-in-law, brother-in-law or sister-in-law: one (1) day (the funeral day).

Such special leave is granted provided the employee works the working day preceding and following such time off.”

6. Section VII will be replaced by the following:

“VII. *Minimum wage rates:*

(a) The following minimum wage rates shall be paid on a weekly basis:

<i>Classification of occupations:</i>	<i>Per week</i>
<i>Grocery department:</i>	
Manager.....	\$95
Clerk (section head).....	80
Clerk (hiring rate).....	63
Clerk after one year.....	67
Clerk after three years.....	70
Clerk after five years or more.....	75
Cashier (female): same rate as clerks.	
Deliveryman:	
with vehicle (hiring rate).....	65
after one year or more.....	70

Meat department:

Manager.....	95
Clerk-butcher:	
(section head).....	85
hiring rate.....	63
after one year.....	67
after three years.....	70
after five years or more.....	75
Deliveryman, with vehicle:	
(hiring rate).....	65
after one year or more.....	70

(b) Supernumerary employees under age 18 shall be paid \$1.40 an hour. Supernumery employees age 18 and over shall be paid \$1.50 an hour.

(c) Overtime work shall first be offered to regular employees.

(d) *Ordinance No. 4:* Wage rates determined by the present decree shall never be inferior to those established by Ordinance No. 4 of the Minimum Wage Commission.

(e) The employer may deduct from the wages of the employee any such amount which the latter may owe him as advances in cash or for purchases on credit.

Toutefois, aucune retenue ne peut être faite sur le salaire du salarié pour le bris ou la perte d'un article quelconque à moins qu'il y ait eu négligence (prouvée) de l'employé.»

7° À l'article XI, la première phrase de l'article sera remplacée par la suivante:

« Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* et demeure en vigueur pour une période de deux (2) ans à compter de cette date. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 1er mai 1971. 39849-0

Nevertheless, breakage or loss of any item whatever may not be deducted from the employee's wages, unless the employee's negligence can be proven.”

7. The first sentence of Section XI will be replaced by the following:

“The present decree shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette* and shall remain in force for a period of two (2) years following such date.”

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, May 1, 1971. 39849-0

Compagnie dissoute

Institut Philippe Pinel

(Correction)

Dans l'avis concernant l'abandon de charte de la corporation « Institut Philippe Pinel », publié dans le numéro 45 de la *Gazette officielle du Québec*, du 7 novembre 1970, à la page 6446, la date de constitution de la corporation ci-haut mentionnée aurait dû être le 23 janvier 1964 au lieu du 23 janvier 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39771-0 58-64

Company Dissolved

Institut Philippe Pinel

(Correction)

In the notice concerning the surrender of the charter of “Institut Philippe Pinel”, published in number 45 of the *Québec Official Gazette* dated November 7, 1970, on page 6446, the date of the incorporation of the corporation hereabove mentioned should have been January 23, 1964 instead of January 23, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39771 58-64

Ministère de l'Éducation

Sainte-Adèle (Protestante)

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil numéro 1346, en date du 7 avril 1971, d'ériger le territoire actuellement sous la juridiction des syndicats d'écoles pour la municipalité de Sainte-Adèle, dans le comté de Terrebonne, en une nouvelle municipalité scolaire, pour les protestants seulement sous le nom de Sainte-Adèle (protestante), dans le comté de Terrebonne.

Ce changement prend effet pour fins d'élection à compter du 1er juin 1971, et pour toutes autres fins le 1er juillet 1971.

Québec, le 19 avril 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

39852-0 940-01

Department of Education

Sainte-Adèle (Protestant)

The Lieutenant-Governor was pleased, by Order in Council No. 1346 of April 7, 1971, to erect the territory now under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Sainte-Adèle, in the county of Terrebonne, into a new school municipality, for Protestants only, under the name of Sainte-Adèle (Protestant), in the county of Terrebonne.

This change will become effective on June 1, 1971 for electoral purposes, and on July 1, 1971 for all other purposes.

Québec, April 19, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

39852 940-01

Notre-Dame-du-Sacré-Coeur

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, dans le comté de Napierville-Laprairie, à la municipalité scolaire de Brossard, dans le comté de Napierville-Laprairie.

Québec, le 20 avril 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

39843-18-2-o

480-01

Notre-Dame-du-Sacré-Coeur

Application is made to annex the present territory of the School Municipality of Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, in the county of Napierville-Laprairie to the School Municipality of Brossard, in the county of Napierville-Laprairie.

Québec, April 20, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

39843-18-2

480-01

Lévis, Diss.

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil numéro 1346, en date du 7 avril 1971, d'annexer le territoire actuellement sous la juridiction des syndicats d'écoles pour la municipalité de Lévis, dans le comté de Lévis, à la municipalité scolaire de Chaudière (protestante), dans le comté de Lévis.

Ce changement prend effet pour fins d'élection à compter du 1er juin 1971 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1971.

Québec, le 19 avril 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

39852-o

990-03-A

Lévis, Diss.

The Lieutenant-Governor was pleased, by Order in Council No. 1346 of April 7, 1971, to annex the territory now under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Lévis, in the county of Lévis, to the Protestant school municipality of Chaudière, in the county of Lévis.

This change will become effective on June 1, 1971 for electoral purposes and on July 1, 1971 for all other purposes.

Québec, April 19, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

39852

990-03-A

Loretteville-Saint-Sauveur (Protestante)

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil numéro 1346, en date du 7 avril 1971, de fusionner le territoire actuellement sous la juridiction des syndicats d'écoles pour la municipalité de Loretteville, dans le comté de Chauveau, et celui de la municipalité de Saint-Sauveur (protestante), dans le comté de Saint-Sauveur, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire, pour les protestants seulement, sous le nom de Loretteville-Saint-Sauveur (protestante), dans les comtés de Chauveau et Saint-Sauveur.

Ce changement prend effet pour fins d'élection à compter du 1er juin 1971 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1971.

Québec, le 19 avril 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

39852-o

990-03-D

Loretteville-Saint-Sauveur (Protestant)

The Lieutenant-Governor was pleased, by Order in Council No. 1346 of April 7, 1971, to amalgamate the territory now under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Loretteville, in the county of Chauveau, with that of the municipality of Saint-Sauveur (Protestant), in the county of Saint-Sauveur, and to erect them into a new school municipality, for Protestants only, under the name of Loretteville-Saint-Sauveur (Protestant), in the counties of Chauveau and Saint-Sauveur.

This change will become effective on June 1, 1971 for electoral purposes and on July 1, 1971 for all other purposes.

Québec, April 19, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

39852

990-03-D

Montebello, Diss.

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil numéro 1346, en date du 7 avril 1971, d'annexer le territoire actuellement sous la juridiction des syndicats d'écoles pour la municipalité de Montebello, dans le comté de Papineau, à la municipalité scolaire de Buckingham (protestante), dans le comté de Papineau.

Ce changement prend effet pour fins d'élection à compter du 1er juin 1971 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1971.

Québec, le 19 avril 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

39852-o

970-01

Montebello, Diss.

The Lieutenant-Governor was pleased, by Order in Council No. 1346 of April 7, 1971, to annex the territory now under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Montebello, in the county of Papineau, to the school municipality of Buckingham (Protestant), in the county of Papineau.

This change will become effective on June 1, 1971 for electoral purposes and on July 1, 1971 for all other purposes.

Québec, April 19, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

39852

970-01

Roberval

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil numéro 1346, en date du 7 avril 1971, de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Chambord, Roberval, Sainte-Hedwidge, dans le comté de Roberval, et Lac-Bouchette (cath.), dans les comtés de Chauveau et Roberval, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de Roberval, dans les comtés de Chauveau et Roberval.

Le nombre des commissaires d'écoles pour cette nouvelle municipalité est fixé à neuf (9).

Son territoire est divisé en six quartiers, numérotés, représentés et délimités comme suit:

Le quartier numéro 1, représenté par quatre commissaires, comprend le territoire actuel des municipalités de Roberval et de la Cité de Roberval;

Le quartier numéro 2, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité de Saint-François-de-Sales;

Le quartier numéro 3, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité du Village de Saint-André-du-Lac-Saint-Jean;

Le quartier numéro 4, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel des municipalités du Village de Chambord et de la paroisse de St-Louis-de-Chambord;

Le quartier numéro 5, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire du Lac Bouchette (cath.);

Le quartier numéro 6, représenté par un commissaire comprend le territoire actuel de la municipalité de la paroisse de Sainte-Hedwidge;

Ces changements prennent effet à compter du 1er juin 1971 pour fins d'élection, et le 1er juillet 1971 pour toutes autres fins.

Les arrêtés en conseil numéros 1056 du 2 avril 1969 et 2728 du 15 juillet 1970 sont modifiés en conséquence. Québec, le 19 avril 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

39852-0

495-01

Roberval

The Lieutenant-Governor was pleased, by Order in Council No. 1346 of April 7, 1971, to amalgamate the present territory of the school municipalities of Chambord, Roberval, Sainte-Hedwidge, in the county of Roberval, with that of Lac Bouchette (Cath.), in the counties of Chauveau and Roberval, and to erect them into a new school municipality, under the name of Roberval, in the counties of Chauveau and Roberval.

The number of school commissioners for this new municipality shall be of nine (9).

Its territory shall be divided into six wards, numbered, represented and delimited as follows:

Ward number 1, represented by four commissioners, covers the present territory of the municipalities of Roberval and that of the City of Roberval;

Ward number 2, represented by one commissioner, covers the present territory of the municipality of Saint-François-de-Sales;

Ward number 3, represented by one commissioner, covers the present territory of the municipality of the Village of Saint-André-du-Lac-Saint-Jean;

Ward number 4, represented by one commissioner, covers the present territory of the municipalities of the Village of Chambord and of the Parish of Saint-Louis-de-Chambord;

Ward number 5, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Lac Bouchette (Cath.);

Ward number 6, represented by one commissioner, covers the present territory of the municipality of the Parish of Sainte-Hedwidge;

These changes will become effective on June 1, 1971 for electoral purposes and on July 1, 1971 for all other purposes.

Orders in Council Nos 1056 of April 2, 1969 and 2728 of July 15, 1970 are amended accordingly. Québec, April 19, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

39852

495-01

Beauport (Protestante)

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil numéro 1346, en date du 7 avril 1971, de fusionner le territoire actuellement sous la juridiction des syndicats d'écoles pour la municipalité de Saint-Rodrigue, dans le comté de Chauveau, et des syndicats d'écoles pour la municipalité de Beauport, dans le comté de Montmorency, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire, pour les protestants seulement, sous le nom de Beauport (protestante), dans les comtés de Chauveau et Montmorency.

Ce changement prend effet pour fins d'élection à compter du 1er juin 1971 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1971.

Québec, le 19 avril 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

39852-0

990-03-E

Beauport (Protestant)

It pleased the Lieutenant-Governor to annex, by Order in Council No. 1346 of April 7, 1971, to amalgamate the territory under the present jurisdiction of the school trustees for the municipality of Saint-Rodrigue in the county of Chauveau and the territory under the school trustees for the municipality of Beauport in the county of Montmorency, and to set them up into a new school municipality for Protestants only under the name of Beauport (Protestant) in the counties of Chauveau and Montmorency.

This change will take effect for election purposes as of June 1, 1971 and for all other purposes as of July 1, 1971.

Québec, April 19, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

39852

990-03-E

Farnham (Protestante)

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil numéro 1346, en date du 7 avril 1971, d'ériger le territoire actuellement sous la juridiction des syndicats d'écoles pour la municipalité de Farnham, dans les comtés d'Iberville et Missisquoi, en une nouvelle municipalité scolaire, pour les protestants seulement, sous le nom de Farnham (protestante), dans les comtés d'Iberville et Missisquoi.

Ce changement prend effet pour fins d'élection à compter du 1er juin 1971 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1971.

Québec, le 19 avril 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

39852-o

900-02

Farnham (Protestant)

It pleased the Lieutenant-Governor, by Order in Council No. 1346 of April 7, 1971, to set up the territory under the present jurisdiction of the school trustees for the municipality of Farnham in the counties of Iberville and Missisquoi as a new school municipality, for Protestants only, under the name of Farnham (Protestant) in the counties of Iberville and Missisquoi.

This change will take effect for election purposes as of June 1, 1971 and for all other purposes as of July 1, 1971.

Québec, April 19, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

39852

900-02

Ireland North, Diss.

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil numéro 1346, en date du 7 avril 1971, d'annexer le territoire actuellement sous la juridiction des syndicats d'écoles pour la municipalité d'Ireland North, dans le comté de Mégantic, à la municipalité scolaire de Coleraine et Thetford (protestante) dans le comté de Mégantic.

Ce changement prend effet pour fins d'élection à compter du 1er juin 1971 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1971.

Québec, le 19 avril 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

39852-o

990-03-C

Ireland North, Diss.

It pleased the Lieutenant-Governor to amalgamate, by Order in Council No. 1346 of April 7, 1971, the territory under the present jurisdiction of the school trustees for the municipality of Ireland North in the county of Mégantic to school municipality of Coleraine and Thetford (Protestant) in the county of Mégantic.

This change will take effect for election purposes as of June 1, 1971 and for other purposes as of July 1, 1971.

Québec, April 19, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Department of Education.

39852

990-03-C

Saint-Raymond, Diss.

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil numéro 1346, en date du 7 avril 1971, d'annexer le territoire actuellement sous la juridiction des syndicats d'écoles pour la municipalité de Saint-Raymond, dans le comté de Portneuf, à la municipalité scolaire de Valcartier (protestante), dans les comtés de Chauveau et Portneuf.

Ce changement prend effet pour fins d'élection à compter du 1er juin 1971 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1971.

Québec, le 19 avril 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

39852-o

990-03-B

Saint-Raymond, Diss.

The Lieutenant-Governor was pleased, by Order in Council number 1346 of April 7, 1971, to annex the territory now under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Saint-Raymond, in the county of Portneuf, to the school municipality of Valcartier (Protestant), in the counties of Chauveau and Portneuf.

This change will become effective on June 1, 1971 for electoral purposes and on July 1, 1971 for all other purposes.

Québec, April 19, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

39852

990-03-B

Salaberry de Valleyfield (Protestante)

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil numéro 1346, en date du 7 avril 1971, d'ériger le territoire actuellement sous la juridiction des syndicats d'écoles pour la municipalité de la ville de Salaberry de Valleyfield, dans le comté de Beauharnois, en une nouvelle municipalité scolaire pour les protestants seulement, sous le nom de Salaberry de Valleyfield (protestante), dans le comté de Beauharnois.

Salaberry de Valleyfield (Protestant)

The Lieutenant-Governor was pleased, by Order in Council number 1346 of April 7, 1971, to erect the territory now under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of the town of Salaberry de Valleyfield, in the county of Beauharnois, into a new school municipality, for Protestants only, under the name of Salaberry de Valleyfield (Protestant), in the county of Beauharnois.

Ce changement prend effet pour fins d'élection à compter du 1er juin 1971 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1971.

Québec, le 19 avril 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

39852-o

910-03

Stoneham (Protestante)

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil numéro 1346, en date du 7 avril 1971, de fusionner le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Stoneham, dans le comté de Chauveau, et des syndics d'écoles pour la municipalité de Saint-Dunstan, dans le comté de Chauveau, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire pour les protestants seulement, sous le nom de Stoneham (protestante), dans le comté de Chauveau.

Ce changement prend effet pour fins d'élection à compter du 1er juin 1971 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1971.

Québec, le 19 avril 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

39852-o

990-03-F

Les-Deux-Rives

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil numéro 1345, en date du 7 avril 1971, de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de la cité de Kénogami, dans le comté de Jonquière; Saint-Ambroise, Saint-Jean-l'Évangéliste et Shipshaw, dans le comté de Dubuc, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de Les-Deux-Rives, dans les comtés de Dubuc et Jonquière.

Le nombre des commissaires d'écoles pour cette nouvelle municipalité est fixé à neuf (9).

Son territoire est divisé en neuf quartiers, numérotés, représentés et délimités comme suit:

Le quartier numéro 1, représenté par un commissaire, comprend le territoire décrit dans le document ci-annexé;

Le quartier numéro 2, représenté par un commissaire, comprend le territoire décrit dans le document ci-annexé;

Le quartier numéro 3, représenté par un commissaire, comprend le territoire décrit dans le document ci-annexé;

Le quartier numéro 4, représenté par un commissaire, comprend le territoire décrit dans le document ci-annexé;

Le quartier numéro 5, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité de Saint-Ambroise, paroisse;

Le quartier numéro 6, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité de Saint-Ambroise, village;

Le quartier numéro 7, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Jean-l'Évangéliste;

This change will become effective on June 1, 1971 for electoral purposes and on July 1, 1971 for all other purposes.

Québec, April 19, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

39852

910-03

Stoneham (Protestant)

The Lieutenant-Governor was pleased, by Order in Council number 1346 of April 7, 1971, to amalgamate the territory now under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Stoneham, in the county of Chauveau with that under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Saint-Dunstan, in the county of Chauveau, and to erect them into a new school municipality, for Protestants only, under the name of Stoneham (Protestant), in the county of Chauveau.

This change will become effective on June 1, 1971 for electoral purposes and on July 1, 1971 for all other purposes.

Québec, April 19, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

39852

990-03-F

Les-Deux-Rives

The Lieutenant-Governor was pleased to amalgamate, by Order in Council number 1345 of April 7, 1971, the present territories of the school municipalities of the city of Kénogami, in the county of Jonquière, Saint-Ambroise, Saint-Jean-l'Évangéliste and Shipshaw, in the county of Dubuc, and to erect them into a new school municipality under the name of Les-Deux-Rives, in the counties of Dubuc and Jonquière.

The number of school commissioners for this new municipality shall be of nine (9).

Its territory shall be divided into nine wards, numbered, represented and delimited as follows:

Ward number 1, represented by one commissioner, covers the territory described in the document hereto appended;

Ward number 2, represented by one commissioner, covers the territory described in the document hereto appended;

Ward number 3, represented by one commissioner, covers the territory described in the document hereto appended;

Ward number 4, represented by one commissioner, covers the territory described in the document hereto appended;

Ward number 5, represented by one commissioner, covers the present territory of the municipality of Saint-Ambroise, parish;

Ward number 6, represented by one commissioner, covers the present territory of the municipality of Saint-Ambroise, village;

Ward number 7, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Saint-Jean-l'Évangéliste;

Le quartier numéro 8, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité du village de Saint-Jean-Vianney;

Le quartier numéro 9, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité de la paroisse de Shipshaw.

Ces changements prennent effet pour fins d'élection à compter du 1er juin 1971 et pour toutes autres fins à compter du 1er juillet 1971.

Québec, le 19 avril 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.
370-02

Ward number 8, represented by one commissioner, covers the present territory of the municipality of the village of Saint-Jean-Vianney;

Ward number 9, represented by one commissioner, covers the present territory of the municipality of the parish of Shipshaw.

These changes shall become effective on June 1, 1971 for electoral purposes and on July 1, 1971, for all other purposes.

Québec, April 19, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.
370-02

Note: Cet arrêté en conseil annule et remplace l'item 3 de l'arrêté en conseil numéro 3277 du 2 septembre 1970.

Quartier numéro 1:

Tout ce territoire de la cité de Kénogami borné vers le nord et le nord-est par la rivière Saguenay vers l'est par le lot numéro 30, rang 1, du cadastre officiel du canton de Jonquière, étant la limite ouest de la cité d'Arvida; vers le sud par la ligne médiane du boulevard Taschereau et de la rue Laval depuis son intersection vers l'est avec la ligne limitative ouest dudit lot 30, rang 1, canton de Jonquière jusqu'à l'intersection de ladite ligne médiane de la rue Laval jusqu'à son intersection vers l'ouest avec la ligne médiane de la rue Lapointe; vers l'ouest et le sud-ouest par la ligne médiane de la rue Lapointe depuis son intersection au sud avec le prolongement vers l'ouest de la ligne médiane de la rue Laval puis courant nord et nord-ouest jusqu'à son intersection avec la ligne médiane de l'entrée du pont des véhicules moteurs traversant la rivière Saguenay; puis vers le nord-ouest par ladite ligne médiane dudit pont depuis son intersection avec la ligne médiane de la rue Lapointe jusqu'à son intersection vers le nord avec la ligne limitative sud de la rivière Saguenay.

Quartier numéro 2:

Tout ce territoire faisant partie de la cité de Kénogami borné vers le nord par la ligne médiane de la rue Laval et du boulevard Taschereau depuis son intersection vers l'ouest avec la ligne médiane de la rue Lapointe jusqu'à son intersection vers l'est avec le prolongement vers le nord de la ligne médiane de la rue Bourassa, vers l'est et le sud-est par la ligne médiane de la rue Bourassa depuis son intersection au nord avec la ligne médiane du boulevard Taschereau jusqu'à son intersection vers le sud avec le prolongement vers l'est de la ligne médiane de la rue Cabot. Vers le sud par la ligne médiane de la rue Cabot depuis son intersection vers l'est avec la ligne médiane de la rue Bourassa jusqu'à son intersection vers l'ouest avec la ligne médiane de la rue Lapointe; puis vers l'ouest par la ligne médiane de ladite rue Lapointe depuis son intersection vers le sud avec la ligne médiane de la rue Cabot jusqu'à son intersection vers le nord avec le prolongement vers l'ouest de la ligne médiane de la rue Laval.

Note: This Order in Council cancels and replaces item 3 of Order in Council No. 3277 of September 2, 1970.

Ward number 1:

All the territory of the city of Kénogami bounded towards the north and the northeast by the Saguenay River, towards the east by lot number 30, range 1, on the official cadastre of the township of Jonquière, being the western limit of the city of Arvida; towards the south by the median line of Taschereau Boulevard and Laval Street from its intersection towards the east with the limiting line west of the said lot 30, range 1, township of Jonquière, to the intersection of the said median line of Laval Street to its intersection towards the west with the median line of Lapointe Street; towards the west and the southwest by the median line of Lapointe Street from its intersection towards the south with the prolongation towards the west of the median line of Laval Street then going north and northwest up to its intersection with the median line of the entrance of the bridge for automobile traffic crossing the Saguenay River; then towards the northwest by the said median line of the said bridge from its intersection with the median line of Lapointe Street up to its intersection towards the north with the limiting line south of the Saguenay River.

Ward number 2:

All this territory forming part of the city of Kénogami bounded towards the north by the median line of Laval Street and Taschereau Boulevard from its intersection towards the west with the median line of Lapointe Street to its intersection towards the east with the prolongation towards the north of the median line of Bourassa Street, towards the east and the southeast by the median line of Bourassa Street from its intersection towards the north with the median line of Taschereau Boulevard up to its intersection towards the south with the prolongation towards the east of the median line of Cabot Street. Towards the south by the median line of Cabot Street from its intersection towards the east with the median line with Bourassa Street to its intersection towards the west with the median line of Lapointe Street; then towards the west by the median line of the said Lapointe Street from its intersection towards the south with the median line of Cabot Street up to its intersection towards the north with the prolongation towards the west of the median line of Laval Street.

Quartier numéro 3:

Tout ce territoire de la cité de Kénogami borné pour une première partie vers le nord-est par la ligne médiane du boulevard Taschereau depuis son intersection vers l'ouest avec le prolongement vers le nord de la ligne médiane de la rue Bourassa, puis jusqu'à son intersection vers l'est avec la ligne limitative est de la cité de Kénogami selon la ligne limitative est du lot 29 pour le rang 1, canton de Jonquière et les lots 22A, 22B, 23 et 24, rang 3, canton de Jonquière jusqu'à l'intersection de ladite ligne limitative est de la cité de Kénogami avec la ligne limitative sud de ladite cité de Kénogami; vers le sud par la ligne limitative sud de la cité de Kénogami selon la ligne limitative sud du lot 24, rang 3, jusqu'à son intersection avec le prolongement vers le sud de la ligne médiane de la rue Price; pour une première partie vers l'ouest par la ligne médiane de la rue Price depuis l'intersection de son prolongement vers le sud avec la ligne limitative sud dudit lot 24 ou limite sud de la cité de Kénogami, puis vers le nord jusqu'à l'intersection de son prolongement vers le nord avec le prolongement vers l'ouest de la ligne médiane de la rue Cabot; puis pour une deuxième partie vers le nord par la ligne médiane de la rue Cabot, depuis l'intersection de son prolongement vers l'ouest avec la ligne médiane de la rue Price, jusqu'à l'intersection de son prolongement vers l'est avec la ligne médiane de la rue Bourassa; puis pour une deuxième partie vers l'ouest par la ligne médiane de la rue Bourassa depuis son intersection vers le sud avec la ligne médiane de la rue Cabot jusqu'à l'intersection de son prolongement vers la ligne médiane de la route Taschereau.

Quartier numéro 4:

a) Portion de la cité de Kénogami à l'est de la Rivière aux Sables.

Toute cette portion bornée pour une première partie vers le nord par la rive sud de la rivière Saguenay depuis son intersection vers l'ouest avec la ligne médiane et son prolongement vers le nord de la Rivière aux Sables, jusqu'à la ligne médiane de l'entrée sud du pont des véhicules moteurs situé sur la rivière Saguenay; puis pour une partie vers le sud-est par la ligne médiane de l'entrée dudit pont des véhicules moteurs depuis son intersection vers le nord avec la rive sud de la rivière Saguenay jusqu'à son intersection avec la ligne médiane de la rue Lapointe; puis pour une première partie vers le nord-est et l'est par la ligne médiane de la rue Lapointe depuis son intersection vers le nord-ouest avec la ligne médiane de ladite entrée du pont des véhicules moteurs sur le Saguenay jusqu'à son intersection vers le sud avec la ligne médiane de la rue Cabot; puis pour une première partie vers le sud par ladite ligne médiane de la rue Cabot depuis son intersection vers l'est avec la ligne médiane de la rue Lapointe jusqu'à son intersection vers l'ouest avec la ligne médiane de la rue Price; puis pour une deuxième partie vers l'est par la ligne médiane de la rue Price depuis son intersection vers le nord avec la ligne médiane de la rue Cabot jusqu'à son

Ward number 3:

All this territory of the city of Kénogami bounded for the first part towards the northeast by the median line of Taschereau Boulevard from its intersection towards the west by the prolongation towards the north by the median line of Bourassa Street, then towards its intersection towards the east with the limiting line east of the city of Kénogami along the limiting line east of lot 29 for range 1, township of Jonquière and lots 22A, 22B, 23 and 24, range 3, township of Jonquière up to its intersection with the said limiting line east of the city of Kénogami with the limiting line south of the said city of Kénogami; towards the south by the limiting line south of the city of Kénogami in accordance with the limiting line south of lot 24, range 3, up to its intersection with the prolongation towards the south of the median line of Price Street; for the first part towards the west by the median line of Prince Street from its intersection with the prolongation towards the south with the limiting line south of the said lot 24 or the southern limit of the city of Kénogami, then towards the north up to its intersection of its prolongation towards the north with the prolongation towards the west by the median line of Cabot Street; then for the second part towards the north by the median line of Cabot Street from the intersection of its prolongation towards the west with the median line of Price Street, up to the intersection of its prolongation towards the east with the median line of Bourassa Street; then for the second part towards the west by the median line of Bourassa Street from its intersection towards the south with the median line of Cabot Street up to its intersection of its prolongation towards the north with the median line of Taschereau Route.

Ward number 4:

(a) That part of the city of Kénogami east of the Aux Sables River.

All that part bounded for the first part towards the north by the south shore of the Saguenay River from its intersection towards the west with the median line and its prolongation towards the north of the Aux Sables River, up to the median line of the southern entrance to the said bridge for automobile traffic situated over the Saguenay River; then for the one part towards the southeast by the median line of the entrance to the said bridge for automobiles from its intersection towards the north with the southern shore of the Saguenay River up to its intersection with the median line of Lapointe Street; then, for the first part, towards the northeast and the east by the median line of Lapointe Street from its intersection towards the northwest with the median line of the said entrance of the bridge for automobile traffic over the Saguenay up to its intersection towards the south with the median line of Cabot Street; then for the first part towards the south by the said median line of Cabot Street from its intersection towards the east with the median line of Lapointe Street up to its intersection towards the west the median line of Lapointe Street up to its intersection towards the west with the median line of

intersection vers le sud avec la ligne limitative sud de la cité de Kénogami ou dudit lot 24, rang 3, canton de Jonquière; puis pour une deuxième partie vers le sud par la ligne limitative sud de ladite cité de Kénogami ou dudit lot 24, troisième rang, canton de Jonquière; puis pour une première partie vers l'ouest par la ligne médiane de la Rivière aux Sables depuis son intersection vers le sud avec la limite sud de la cité de Kénogami jusqu'à son intersection vers le nord avec le prolongement vers l'ouest de la ligne limitative sud de la rivière Saguenay.

b) Partie du territoire de la cité de Kénogami, se trouvant à l'ouest de la Rivière aux Sables.

Toute cette partie de territoire de la cité de Kénogami bornée par une première partie vers l'est par ladite ligne médiane de la Rivière aux Sables depuis son intersection vers le nord avec le prolongement vers l'est de la ligne séparative entre la cité de Kénogami et la cité d'Arvida jusqu'à la jonction sud de ladite ligne médiane de la Rivière aux Sables avec la ligne séparative des rangs 1 et 3 dudit canton de Jonquière; puis pour une première partie vers le sud par ladite ligne séparative des rangs 1 et 3 depuis sa jonction avec la ligne médiane de la Rivière aux Sables vers l'est jusqu'à son intersection avec la ligne médiane du rang St-André, puis pour une première partie vers le nord-est par la ligne médiane du rang St-André depuis son intersection vers le nord avec la ligne séparative des rangs 1 et 3 dudit canton de Jonquière jusqu'à son intersection vers le sud avec la ligne séparative des lots 26 et 17 du rang 3, canton de Jonquière; puis pour une deuxième partie vers le sud par la ligne séparative des lots 16 et 17 depuis son intersection avec la ligne médiane du rang St-André vers l'est jusqu'à son intersection avec la ligne limitative est des lots 15A, 15B, rang 3, canton de Jonquière; puis pour une première partie vers l'ouest par la ligne limitative est du lot 15A, rang 3, canton de Jonquière, depuis son intersection vers le sud avec la ligne limitative des lots 16 et 17, même rang et canton, puis vers le nord jusqu'à son intersection avec la ligne médiane du rang St-André courant est-ouest; puis pour une troisième partie vers le sud par la ligne médiane dudit rang St-André courant est-ouest depuis son intersection vers l'est avec le prolongement vers le nord de la ligne limitative est dudit lot 15A, rang 3, canton de Jonquière, jusqu'à son intersection vers l'ouest avec la ligne limitative ouest dudit même lot 15A; puis pour une deuxième partie vers l'est par la ligne limitative est des lots 14A et 14B du troisième rang, canton de Jonquière; puis pour une quatrième partie vers le sud par la ligne séparative des rangs 3 et 4 dudit canton de Jonquière ou ligne limitative entre la cité de Kénogami et la paroisse de Jonquière, depuis la ligne limitative est dudit lot 15B, rang 3, canton de Jonquière jusqu'à la ligne limitative ouest du lot 13, rang 3, canton de Jonquière; puis pour une deuxième partie vers l'ouest par la ligne limitative ouest dudit lot 13, rang 3, canton de Jonquière ou

Price Street; then for the second part towards the east by the median line of Price Street from its intersection towards the north with the median line of Cabot Street up to its intersection towards the south with the limiting line south of the city of Kénogami or of the said lot 24, range 3, township of Jonquière; then for the second part towards the south by the southern limiting line of the said city of Kénogami or of the said lot 24, range 3, township of Jonquière; then for the first part towards the west by the median line of the Aux Sables River from its intersection towards the south with the southern limit of the city of Kénogami up to its intersection with the north with the prolongation towards the west of the southern limiting line of the Saguenay River.

(b) Part of the territory of the city of Kénogami lying west of the Aux Sables River.

All this part of the territory of the city of Kénogami bounded for the first part towards the east by the said median line of the Aux Sables River from its intersection towards the north with the prolongation towards the east by the dividing line between the city of Kénogami and the city of Arvida up to the southern junction of the said median line of the Aux Sables River with the dividing line of ranges 1 and 3 of the said township of Jonquière; then for the first part towards the south by the said dividing line of ranges 1 and 3 from its junction with the median line of the Aux Sables River towards the east to its intersection with the median line of the range of St-André, then for the first part towards the northeast by the median line of the range of St-André from its intersection towards the north with the dividing line between ranges 1 and 3 of the said township of Jonquière up to its intersection towards the south with the dividing line of lots 16 and 17 of the township of Jonquière; then for the second part towards the south by the dividing line of lots 16 and 17 from its intersection with the median line of the range of St-André towards the east up to its intersection with the eastern limiting line of lots 15A, 15B, range 3, township of Jonquière; then for the first part towards the west by the eastern limiting line of lot 15A, range 3, township of Jonquière from its intersection towards the south with the limiting line of lots 16 and 17 of the same range and township, then towards the north up to its intersection with the median line of the range of St-André going eastwest; then for the third part towards the south by the median line of the said range of St-André running eastwest from its intersection towards the east with the prolongation towards the north of the eastern limiting line of the said lot 15A, range 3, township of Jonquière, up to its intersection towards the west with the western limiting line of the same said lot 15A; then for the second part towards the east by the limiting line east of lots 14A and 14B of the third range, township of Jonquière; then for the fourth part towards the south by the dividing line of ranges 3 and 4 of the said township of Jonquière or the limiting line between the city of Kénogami and the parish of Jonquière from the dividing line east of the said lot 15B, range 3, township of Jonquière up to the limiting west line of lot 13, range 3,

ligne limitative entre la cité de Kénogami et la paroisse de Jonquière; puis pour une cinquième partie vers le sud par la ligne médiane dudit rang St-André courant est-ouest ou ligne limitative des rangs 2 et 3 dudit canton de Jonquière, depuis la ligne limitative est du lot 12, rang 2, dudit canton jusqu'à son intersection vers l'ouest avec la ligne limitative ouest dudit lot 12, rang 2, ou ligne limitative entre la cité de Kénogami et la paroisse de Jonquière; puis pour une troisième partie vers l'ouest par la ligne limitative ouest dudit lot 12, rang 2, canton de Jonquière; puis pour une première partie vers le nord par la ligne séparative entre les rangs 1 et 2 dudit canton ou ligne limitative nord du lot numéro 12, rang 2; puis pour une quatrième partie vers l'ouest par la ligne limitative ouest du lot 13, rang 1, dudit canton de Jonquière et son prolongement vers le nord jusqu'à son intersection avec la ligne médiane de la rivière Saguenay; puis pour une deuxième partie vers le nord-est par la ligne médiane de la rivière Saguenay depuis son intersection avec le prolongement vers le nord de la ligne limitative ouest dudit lot 13, rang 1, canton de Jonquière, jusqu'à son intersection vers l'est avec le prolongement vers le nord de la ligne séparative des lots 17A et 17B, rang 1, canton de Jonquière; puis pour une troisième partie vers l'est par la ligne séparative des lots 17A et 17B, rang 1, et son prolongement vers le nord, jusqu'à son intersection avec la ligne médiane de la rivière Saguenay, puis vers le sud jusqu'à son intersection avec la ligne séparative de la cité de Kénogami avec la cité d'Arvida; puis pour une deuxième partie vers le nord par ladite ligne séparative de la cité de Kénogami avec la cité d'Arvida, depuis son intersection vers l'ouest avec la ligne séparative des lots 17A et 17B, rang 1, canton de Jonquière jusqu'à son intersection vers l'est avec la ligne médiane de la Rivière aux Sables, ladite ligne séparative entre la cité de Kénogami et la cité d'Arvida étant perpendiculaire à la ligne desdits lots 17A et 17B.

c) Portion de territoire de la paroisse de Jonquière.

Toute cette portion du territoire de la paroisse de Jonquière bornée vers le nord et le nord-est par la ligne médiane de la rivière Saguenay depuis son intersection vers l'ouest avec le prolongement vers le nord de la ligne séparative entre les lots 40 et 41, du rang 1, canton de Kénogami jusqu'à son intersection vers l'est avec le prolongement vers le nord de la ligne séparative des lots 12 et 13, rang 1, ou ligne séparative entre la cité de Kénogami et la municipalité de la paroisse de Jonquière; puis pour une première partie vers l'est par la ligne limitative ouest du lot 13, rang 1, canton de Jonquière et son prolongement vers le nord jusqu'à son intersection avec la ligne médiane de la rivière Saguenay; puis pour une première partie vers le sud par la ligne séparative des rangs 1 et 2 ou ligne limitative sud du lot 12, rang 1, canton de Jonquière; puis pour une deuxième partie vers l'est par la ligne limitative ouest dudit lot 12, rang 2, canton de Jonquière ou ligne séparative de la cité de Kénogami avec la paroisse de Jonquière; puis pour une deuxième partie

township of Jonquière; then for the second part towards the west by the limiting line west of the said lot 13, range 3, of the township of Jonquière or the limiting line between the city of Kénogami and the parish of Jonquière, then for the fifth part towards the south by the median line of the said St-André range running eastwest or the limiting line of ranges 2 and 3 of the said township up to its intersection towards the west by the limiting line west of the said lot 12, range 2 or the limiting line between the city of Kénogami and the parish of Jonquière; then for the third part towards the west by the limiting line west of the said lot 12, range 2, township of Jonquière; then for a first part towards the north by the dividing line between ranges 1 and 2 of the said township of limiting line north of lot number 12, range 2; then for a fourth part towards the west by the limiting line west of lot 13, range 1 of the said township of Jonquière and its prolongation towards the north up to its intersection with the median line of the Saguenay River; then for a second part towards the northeast by the median line of the Saguenay River from its intersection with the prolongation towards the north of the limiting line west of the said lot 13, range 1, township of Jonquière, up to its intersection towards the east with the prolongation towards the north of the dividing line of lots 17A and 17B, range 1, township of Jonquière; then for a third part towards the east by the separating line of lots 17A and 17B, range 1 and its prolongation towards the north, up to its intersection with the median line of the Saguenay River, then towards the south up to its intersection with the separating line of the city of Kénogami with the city of Arvida; then for a second part towards the north by the said line separating the city of Kénogami with the city of Arvida, from its intersection towards the west with the separating line of lots 17A and 17B, range 1, township of Jonquière up to its intersection towards the east with the median line of the Aux Sables River, the said line separating the city of Kénogami from the city of Arvida being perpendicular to the line of the said lots 17A and 17B.

(c) Part of the territory of the parish of Jonquière.

All that part of the territory of the parish of Jonquière bounded towards the north and the northeast by the median line of the Saguenay River from its intersection towards the west with the prolongation towards the north of the dividing line between lots 40 and 41 of range 1, township of Kénogami up to its intersection towards the east with the prolongation towards the north of the dividing line between lots 12 and 13, range 1 or the dividing line between the city of Kénogami and the municipality of the parish of Jonquière; then for a first part towards the east by the limiting line west of lot 13, range 1, township of Jonquière, and its prolongation towards the north up to its intersection with the median line of the Saguenay River; then for a first part towards the south by the dividing line of ranges 1 and 2 or the limiting line south of lot 12, range 1, township of Jonquière; then for the second part towards the east by the limiting line west of the said lot 12, range 2, township of Jonquière or the separating line of the city of Kénogami

vers le nord par la ligne limitative sud dudit lot 12, rang 2; puis pour une troisième partie vers l'est par la ligne limitative ouest dudit lot 13, rang 3, canton de Jonquière ou ligne séparative entre la cité de Kénogami et la paroisse de Jonquière; puis pour une deuxième partie vers le sud par la ligne limitative sud des lots 10, 11A, 11B, 12A, 12B, dudit rang 3, canton de Jonquière; puis pour une première partie vers l'ouest par la ligne limitative ouest dudit lot 10, rang 3, canton de Jonquière; puis pour une troisième partie vers le sud par la ligne limitative sud des lots 1 à 9, rang 2, canton de Jonquière; puis pour une quatrième partie vers l'est par la ligne séparative des cantons de Jonquière et Kénogami depuis son intersection avec la ligne séparative des rangs 2 et 3 du canton de Jonquière vers le nord jusqu'à son intersection avec la ligne séparative des rangs 2 et 3, canton de Kénogami vers le sud; puis pour une quatrième partie vers le sud par les lots 1 à 42, rang 2, canton de Kénogami; puis pour une deuxième partie vers l'ouest par la ligne limitative ouest des lots 42, rang 1, et 42, rang 2, dudit canton de Kénogami; puis pour une troisième partie vers le nord par la ligne limitative nord des lots 41 et 42 dudit rang 1, canton de Kénogami; puis pour une troisième partie vers l'ouest par la ligne limitative ouest du lot 40, rang 1, canton de Kénogami depuis son intersection vers le sud avec la ligne séparative des rangs A nord et 1 du canton de Kénogami jusqu'à l'intersection de son prolongement vers le nord avec la ligne médiane de la rivière Saguenay.

d) Tout le territoire de la commission scolaire de St-Charles Borromée compris dans les bornes suivantes:

Pour une première partie vers le nord par la ligne limitative nord du lot 18, rang 2 ouest, canton de Bourget; puis pour une première partie vers l'est par la ligne limitative ouest des lots 10 à 15, rang 2 ouest, dudit canton de Bourget et de la ligne limitative est du lot 24, rang 3, dudit canton de Bourget; puis pour une deuxième partie vers le nord par les lignes limitatives nord des lots 21, 22 et 23 du 2e rang, canton de Bourget; puis pour une deuxième partie vers l'est par la ligne limitative est des lots 21 pour les premier et deuxième rangs dudit canton de Bourget jusqu'à l'intersection de son prolongement vers le sud avec la ligne médiane de la rivière Saguenay; puis vers le sud par la ligne médiane de la rivière Saguenay depuis son intersection vers l'est avec le prolongement vers le sud de la ligne limitative est desdits lots 21, rang 1 et 2, canton de Bourget, jusqu'à son intersection vers l'ouest avec le prolongement vers le sud de la ligne séparative des cantons de Bourget et Taché; puis pour une première partie vers l'ouest par ladite ligne séparative des cantons de Bourget et Taché depuis l'intersection de son prolongement vers le sud avec la ligne médiane de la rivière Saguenay, jusqu'à la ligne séparative vers le nord des rangs 3 et 4 dudit canton de Bourget; puis pour une troisième partie vers le nord par la ligne séparative des rangs 3 et 4, canton de Bourget depuis le lot 30 vers l'est jusqu'à la ligne séparative des cantons de Bourget et Taché vers l'ouest; puis pour une deuxième

with the parish of Jonquière; then for the second part towards the north by the limiting line south of the said lot 12, range 2, then for the third part towards the east by the limiting line west of the said lot 13, range 3, township of Jonquière or separating line between the city of Kénogami and the parish of Jonquière; then for a second part towards the south by the limiting line south of lots 10, 11A, 11B, 12A, 12B, of the said range 3, township of Jonquière; then for the first part towards the west by the limiting line west of the said lot 10, range 3, township of Jonquière; then for the third part towards the south by the limiting line south of lots 1 to 9, range 2, township of Jonquière; then for the fourth part towards the east by the separating line of the townships of Jonquière and Kénogami from its intersection with the separating line of ranges 2 and 3 of the township of Jonquière towards the north up to its intersection with the separating line of ranges 2 and 3, township of Kénogami towards the south; then for the fourth part towards the south by lots 1 to 42, range 2, township of Kénogami; then for the second part towards the west by the limiting line west of lots 42, range 1 and 42, range 2, of the said township of Kénogami; then for the third part towards the north by the limiting line north of lots 41 and 42 of the said range 1, township of Kénogami; then for the third part towards the west by the limiting line west of lot 40, range 1, township of Kénogami, from its intersection towards the south with the line separating ranges A north and 1 of township of Kénogami up to its intersection with the prolongation towards the north with the median line of the Saguenay River.

(d) All the territory of the school commission of St-Charles Borromée comprised within the following borders.

For the first part towards the north by the limiting line north of lot 18, range 2 west of the township of Bourget; then for the first part towards the east by the limiting line west of lots 10 to 15, range 2 west of the township of Bourget and of the limiting line east of lot 24, range 3, of the said township of Bourget; then for the second part towards the north by the limiting lines north of lots 21, 22 and 23 of the second range of the township of Bourget; then for the second part towards the east by the limiting line east of lots 21 for the first and second ranges of the said township of Bourget up to the intersection of its prolongation towards the south with the median line of the Saguenay River; then towards the south by the median line of the Saguenay River from its intersection towards the east by the prolongation towards the south of the limiting line east of the said lots 21, range 1 and 2 of the township of Bourget up to its intersection towards the west with the prolongation towards the south of the separating line of the townships of Bourget and Taché; then for the first part towards the west by the said line separating the townships of Bourget and Taché from the intersection of its prolongation towards the south with the median line of the Saguenay River up to the separating line towards the north of ranges 3 and 4 of the said township of Bourget; then for the third part towards the north by the separating line of ranges 3 and 4 of the township of Bourget from lot 30

me partie vers l'ouest par la ligne limitative ouest des lots 10 à 15, rang 2 ouest, dudit canton de Bourget. (La délimitation des quartiers a été préparée par M. Oscar Lamarre, Évaluation Technique Inc. de Jonquière).

Adoptée.
Vraie copie.

39852-o *Le directeur du Service des Finances,*
CAROL BELLEY.

Rouyn

Demande est faite d'annexer le territoire actuel des municipalités scolaires de Clérey et Mont-Brun, dans le comté de Rouyn-Noranda, à la municipalité scolaire de Rouyn, dans le comté de Rouyn-Noranda.

Québec, le 27 avril 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

39929-18-2-o 145-01

towards the east up to the separating line of the townships of Bourget and Taché towards the west; then for the second part towards the west by the limiting line west of lots 10 to 15, range 2 west of the said township of Bourget. (The demarcation of the wards was prepared by Mr. Oscar Lamarre, Evaluation Technique Inc. of Jonquière).

Adopted.
Certified copy.

39852 *CAROL BELLEY,*
Director of the Financial Service.

Rouyn

Application is made to annex the present territory of the school municipalities of Clérey and Mont-Brun, in the county of Rouyn-Noranda, to that of the school municipality of Rouyn, in the county of Rouyn-Noranda.

Québec, April 27, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

39929-18-2 145-01

Associations coopératives

Association coopérative forestière de Fabre

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la demande du syndicat coopératif "Syndicat du chantier coopératif de Fabre", de cesser d'être régi par la Loi des syndicats coopératifs de Québec, et de devenir une association coopérative régie par la Loi des associations coopératives, sous le nom de « Association coopérative forestière de Fabre ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39773-o

Librairie de polytechnique, association coopérative

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la demande du syndicat coopératif « Librairie coopérative de polytechnique », de cesser d'être régi par la Loi des syndicats coopératifs de Québec et de devenir une association régie par la Loi des associations coopératives, sous le nom de « Librairie de polytechnique, association coopérative ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39855-o

Cooperative Associations

Association coopérative forestière de Fabre

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the petition of the "Syndicat du chantier coopératif de Fabre", to cease to be governed by the Québec Cooperative Syndicates Act, and to become a cooperative association governed by the Cooperative Associations Act, under the name of "Association coopérative forestière de Fabre".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39773

Librairie de polytechnique, association coopérative

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the petition of the cooperative syndicate "Librairie coopérative de polytechnique", to cease to be governed by the Québec Cooperative Syndicates Act and to become an association governed by the Cooperative Associations Act, under the name of "Librairie de polytechnique, association coopérative".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39855

Arrêtés en conseil

Orders in Council

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Numéro 1371

Number 1371

Québec, 7 avril 1971.

Québec, April 17, 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT la réglementation relative à la pesanteur et aux dimensions des véhicules automobiles circulant sur les chemins publics du Québec.

CONCERNING the regulation relating to the weight and dimensions of motor vehicles operating on public highways in the Province of Québec.

ATTENDU QU'EN vertu de l'article 49 du Code de la route (S.R.Q. 1964, chapitre 231 et ses amendements), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement:

WHEREAS pursuant to section 49 of the Highway Code (R.S.Q. 1964, chapter 231 and its amendments), the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation:

a) classer les chemins publics de la Province pour les fins de la circulation des véhicules de toutes sortes;

(a) classify the public highways of the Province for the purposes of the operation of any kind of motor vehicle;

b) déterminer les dimensions et la pesanteur maximum des autobus, véhicules de commerce et véhicules de livraison qui peuvent y circuler;

(b) determine the maximum dimensions and weight of autobuses, commercial vehicles and delivery cars which may operate thereon;

c) fixer la limite du poids, charge comprise, et de la vitesse des véhicules autorisés à y circuler en période de dégel ou de pluie;

(c) fix the limit of weight, load included, and the speed limit of motor vehicles operating thereon in periods of thawing or in rainy periods;

c) réglementer l'emploi et la circulation de convois automobiles dans les chemins publics;

(d) regulate the use and operation of motor trains on public highways.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre des transports:

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Transportation:

QUE le présent arrêté en conseil et la réglementation ci-annexée soient adoptés immédiatement et entrent en vigueur le 1er mars 1972;

THAT this Order in Council and the regulation annexed hereto be immediately adopted and come into force on March 1, 1972;

QUE les arrêtés en conseil no 1045 du 27 mai 1964, no 2484 du 29 décembre 1964, no 133 du 26 janvier 1966, no 2605 du 14 août 1968, no 4069 du 17 décembre 1969 et no 3759 du 7 octobre 1970 soient abrogés le dernier jour de février 1972;

THAT Orders in Council No. 1045 of May 27, 1964, No. 2484 of December 29, 1964, No. 133 of January 26, 1966, No. 2605 of August 14, 1968, No. 4069 of December 17, 1969 and No. 3759 of October 7, 1970 be repealed on the last day of February, 1972;

QU'à la date de l'adoption du présent arrêté en conseil et de la réglementation ci-annexée, l'arrêté en conseil no 602 du 11 février 1971 soit abrogé.

THAT on the date of adoption of this Order in Council and of the regulation annexed hereto, Order in Council No. 602 of February 11, 1971, be repealed.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

RÈGLEMENTATION relative à la pesanteur et aux dimensions des véhicules-automobiles circulant sur les chemins publics du Québec.

REGULATION concerning the weight and dimensions of motor vehicles operating on highways in the Province of Québec.

1. Classification des chemins

1. Classification of highways

Pour les fins de la présente réglementation les chemins publics du Québec appartiennent à une seule et même catégorie.

For the purposes of this regulation, the Québec highways belong to one category only

2. Dimensions maxima des véhicules

2. Maximum dimensions of vehicles

Les dimensions maxima de tout véhicule ou de tout ensemble de véhicules, chargement compris, circulant sur tout chemin public dans la province seront les suivantes, pourvu que la nature, l'état et les dimensions des chemins publics, y compris les ponts, le permettent:

The maximum dimensions of any vehicle or combination of vehicles, cargo included, operating on any highway in the Province shall be the following, provided that the nature, the condition and the dimensions of the public highways, including bridges, so permit:

Longueur en pieds:

Total length in feet:

a) Tout véhicule, sauf l'autobus: 35;

(a) Any vehicle except an autobus: 35;

b) Autobus: 40;

(b) Autobus: 40;

c) Ensemble de véhicules: 65;

(c) Combination of vehicles: 65;

d) Remorque immatriculée pour la première fois au Québec après le 30 octobre 1970, sauf dans le cas de la maison roulante ou remorque domiciliaire: 45;

e) Semi-remorque immatriculée pour la première fois au Québec après le 30 octobre 1970 et mesurant entre le centre du pivot de la sellette d'attelage et la partie extrême arrière: 42½.

Conformément aux dispositions intitulées « Permis » apparaissant au paragraphe 3 de la présente réglementation, un permis pourra être émis par le ministre, pour chacune des remorques et semi-remorques dont la longueur excède, selon le cas, la longueur spécifiée aux sous-paragraphe d) et e) du présent paragraphe et qui ont été immatriculés au Québec avant le 31 octobre 1970.

Il est interdit de circuler sur le chemin public avec un ensemble de véhicules formé de plus d'un véhicule-tracteur attelé à deux remorques ou semi-remorques. Dans un tel cas, le dispositif d'attelage de chacun des véhicules formant l'ensemble doit être suffisamment solide pour résister à tous les efforts provoqués par le remorquage et doit être agencé de telle sorte que lorsque l'ensemble de véhicules circule en ligne droite, aucun des véhicules remorqués ne puisse se déplacer de plus de trois pouces d'un côté ou de l'autre par rapport au véhicule-tracteur.

Hauteur en pieds: 13½.

Largeur en pieds: 8½.

Cependant les rétroviseurs extérieurs pourront excéder cette largeur.

3. Charge et poids total en charge

Charge

Sujets aux restrictions imposées par l'autorité compétente quant à la résistance des ponts, des viaducs, des voies élevées et autres ouvrages d'art du même genre et en conformité avec les dispositions intitulées « Bandage de roues » apparaissant à la présente réglementation les véhicules automobiles circulant sur tout chemin public au Québec sont soumis aux prescriptions suivantes:

a) La charge maximum totale transmise au sol par tout essieu simple ne doit pas excéder vingt-deux mille (22,000) livres;

b) La charge maximum totale transmise au sol par un essieu en tandem ne doit pas excéder trente-huit mille (38,000) livres;

c) La charge maximum totale transmise au sol par l'essieu avant de tout véhicule automobile ne doit pas excéder dix mille (10,000) livres. Cependant, dans le cas d'un véhicule automobile sans semi-remorque ni remorque, cette charge maximum pourra être portée à dix-neuf mille (19,000) livres en autant que la somme des largeurs des pneus avant soit de trente-deux (32) pouces ou plus.

Pour les fins de la présente réglementation, les mots « essieu simple » incluent tous les essieux placés en succession, dont les axes extrêmes sont à une distance de quarante (40) pouces et moins, ainsi que les essieux placés en succession, dont les axes extrêmes sont à une distance moindre que quatre-vingt-seize (96) pouces et qui ne sont pas agencés pour transmettre au sol des charges égales entre elles, que le véhicule soit en charge ou non.

(d) A trailer registered for the first time in Québec after October 30, 1970, except the mobile home: 45;

(e) A semi-trailer registered for the first time in Québec after October 30, 1970, and measured from the center of the 5th wheel to the end tip of the rear: 42½.

In conformity with the provisions entitled "Permits" appearing in paragraph 3 of this regulation, a permit may be issued by the Minister, for every trailer and semi-trailer the length of which exceeds, as the case may be, the length specified in subparagraphs (d) and (e) of this paragraph and which was registered in Québec before October 31, 1970.

It is forbidden to travel on the highway with a combination of vehicles made up of more than one towing vehicle hauling two trailers or semi-trailers. Under such circumstances, the hooking device of each of the vehicles forming the combination must be sufficiently solid so as to resist all the strain brought on by the towing and must be made up so that when the combination of vehicles travels in a straight line, the towed vehicles shall not shift more than three inches on either side of the path of the towing vehicles.

Height in feet: 13½.

Width in feet: 8½.

However the exterior rear view-mirrors may exceed this width.

3. Load and gross vehicle weight

Load

Subject to the restrictions imposed by competent authorities regarding the load capacity limit of bridges, viaducts, elevated roads and other works of art of the same kind and in conformity with the provisions entitled "Tires" appearing in this regulation, motor vehicles operating on any highway in the Province of Québec must comply with the following prescriptions:

(a) The total maximum load transmitted to the ground by any single axle shall not exceed twenty-two thousand (22,000) pounds;

(b) The total maximum load transmitted to the ground a tandem axle shall not exceed thirty-eight thousand (38,000) pounds;

(c) The total maximum load transmitted to the ground by the front axle of any motor vehicle shall not exceed ten thousand (10,000) pounds. However, in the case of a motor vehicle without semi-trailer or trailer, this maximum load shall be increased to nineteen thousand (19,000) pounds as long as the sum of the widths of the front tires equal an exceed thirty-two (32) inches.

For the purposes of this regulation, the words "single axle" include all successive axles, the extreme axles of which are at a distance of forty (40) inches and less, as well as successive axles, the extreme axles of which are at a distance of less than ninety-six (96) inches apart and which are not equipped to equalize the axle loads transmitted to the ground, whether the vehicle is loaded or not.

Pour les fins de la présente réglementation, les mots « essieu en tandem » signifient deux essieux ou plus, placés en succession, dont les axes des essieux extrêmes sont à une distance supérieure à quarante (40) pouces mais inférieure à quatre-vingt-seize (96) pouces et qui sont conçus et agencés pour transmettre au sol des charges égales entre elles.

Poids total en charge

Véhicule d'une seule unité

a) Véhicule muni de deux essieux simples: 32,000 livres.

Cependant, lorsque l'essieu avant est muni de pneus dont la somme des largeurs est égale ou excède trente-deux (32) pouces et en autant que la distance entre le centre de chacun des essieux est égale ou supérieure à huit (8) pieds, le poids total en charge peut être porté à quarante et un mille (41,000) livres. Dans ces mêmes conditions et lorsque la distance entre le centre des essieux est inférieure à huit (8) pieds, le poids total en charge est de trente-sept mille (37,000) livres;

b) Véhicule muni d'un essieu simple à l'avant et d'un essieu en tandem à l'arrière: 48,000 livres.

Cependant, lorsque l'essieu avant est muni de pneus dont la somme des largeurs est égale ou excède trente-deux (32) pouces et en autant que la distance entre le centre de l'essieu avant du tandem est égale ou supérieure à huit (8) pieds, le poids total en charge peut être porté à cinquante-sept mille (57,000) livres. Dans ces mêmes conditions mais lorsque la distance entre les centres desdits essieux est inférieure à huit (8) pieds, le poids total en charge peut être porté à cinquante et un mille (51,000) livres;

c) Véhicule muni d'un essieu en tandem à l'avant et d'un essieu en tandem à l'arrière: 58,000 livres.

Cependant, lorsque la distance entre le centre du deuxième essieu du tandem avant et le premier essieu du tandem arrière est égale ou excède dix (10) pieds et que chacun des essieux du tandem avant est muni de pneus dont la somme des largeurs est égale ou excède trente-deux (32) pouces, le poids total en charge est de soixante-seize mille (76,000) livres.

Dans ces mêmes conditions et lorsque cette distance entre le centre des essieux est inférieure à dix (10) pieds, le poids total en charge est de soixante et huit mille (68,000) livres;

Ensemble de véhicules

d) Véhicule-tracteur attelé à une semi-remorque formant un ensemble muni de trois essieux: 54,000 livres;

e) Véhicule-tracteur attelé à une remorque formant un ensemble muni de trois essieux: 54,000 livres;

f) Véhicule-tracteur attelé à une remorque formant un ensemble muni de quatre essieux: 76,000 livres;

g) Véhicule-tracteur attelé à une semi-remorque formant un ensemble muni de quatre essieux.

Lorsque la distance entre les centres de n'importe lequel de deux essieux consécutifs est:

— égale ou supérieure à huit (8) pieds: 76,000 livres;

— inférieure à huit (8) pieds: 70,000 livres.

For the purposes of this regulation, the words "axle in tandem" means two successive axles, or more, the axes of the extreme axles of which are at a distance of more than forty (40) inches but less than ninety-six (96) and which are conceived and made up to transmit equally distributed axle loads to the ground.

Gross vehicle weight

Single unit vehicle

(a) A vehicle equipped with two single axles: 32,000 pounds.

However, when the front axle is equipped with tires, totalling a width equal to or exceeding thirty-two (32) inches, and as long as the distance between the center of each of the axles is equal to or greater than eight (8) feet, the gross vehicle weight may be increased to forty-one thousand (41,000) pounds. Under these same conditions and when the distance between the center of the axles is less than eight (8) feet, the gross vehicles weight is thirty-seven thousand (37,000) pounds;

(b) A vehicle equipped with a single axle in front and an axle in tandem in the rear: 48,000 pounds.

However, when the front axle is equipped with tires, totalling a width equal to or exceeding thirty-two (32) inches, and, as long as the distance between the center of the front axle and the tandem is equal to or greater than eight (8) feet, the gross vehicle weight may be increased to fifty-seven thousand (57,000) pounds. Under these same conditions but when the distance between the centers of the said axles is less than eight (8) feet, the gross vehicle weight may be increased to fifty-one thousand (51,000) pounds;

(c) A vehicle equipped with a front tandem axle and a rear tandem axle: 58,000 pounds.

However, when the distance between the center of the second axle of the front tandem and the first axle of the rear tandem is equal to or exceeds (10) ten feet and when each of the axles of the front tandem is equipped with tires, totalling a width equal to or exceeding thirty-two (32) inches, the gross vehicle weight is seventy-six thousand (76,000) pounds.

Under these same conditions and when said distance between the center of the axles is less than ten (10) feet, the gross vehicle weight is sixty-eight thousand (68,000) pounds.

Combination of vehicles

(d) A truck tractor coupled with a semi-trailer forming a combination equipped with three axles: 54,000 pounds;

(e) A motor tractor coupled with a trailer forming a combination equipped with three axles: 54,000 pounds;

(f) A motor tractor coupled with a trailer forming a combination equipped with four axles: 76,000 pounds;

(g) A truck tractor coupled with a semi-trailer forming a combination equipped with four axles.

When the distance between the centers of any two consecutive axles is:

— equal to or greater than eight (8) feet: 76,000 pounds;

— less than eight (8) feet: 70,000 pounds.

h) Véhicule-tracteur attelé à une semi-remorque formant un ensemble muni de cinq essieux.

Lorsque la distance entre le centre de l'essieu arrière du premier tandem et le centre de l'essieu avant du tandem arrière de l'ensemble est:

- égale ou supérieure à dix (10) pieds: 86,000 livres;
- inférieure à dix (10) pieds: 78,000 livres.

i) Véhicule-tracteur attelé à une remorque formant un ensemble muni de cinq essieux.

Lorsque la distance entre les centres du premier et du dernier essieu de l'ensemble est:

- égale ou supérieure à trente-cinq (35) pieds: 92,000 livres;
- inférieure à trente-cinq (35) pieds: 84,000 livres.

j) Véhicule-tracteur attelé à une remorque formant un ensemble muni de six essieux dont quatre forment deux tandems.

Lorsque la distance entre le centre de l'essieu avant du tandem du camion et l'essieu arrière du tandem arrière de la remorque est:

- égale ou supérieure à trente-sept (37) pieds: 108,000 livres;
- inférieure à trente-sept (37) pieds: 98,000 livres.

k) Camion-tracteur attelé à une semi-remorque et à une remorque formant un ensemble muni de cinq essieux simples.

Lorsque la distance entre les centres de l'essieu avant et le centre de l'essieu arrière du train est:

- égale ou supérieure à quarante-quatre (44) pieds: 98,000 livres;
- inférieure à quarante-quatre (44) pieds: 90,000 livres.

l) Camion-tracteur attelé à une semi-remorque et à une remorque formant un ensemble muni de six essieux dont deux forment un essieu en tandem à l'arrière du train.

Lorsque la distance entre l'essieu simple à l'arrière du camion-tracteur et l'essieu arrière du tandem est:

- égale ou supérieure à cinquante-deux (52) pieds: 114,000 livres;
- de trente-cinq (35) à cinquante-deux (52) pieds: 104,000 livres;
- inférieure à trente-cinq (35) pieds: 96,000 livres.

m) Camion-tracteur attelé à une semi-remorque et à une remorque formant un ensemble muni de six essieux dont deux forment le tandem du camion-tracteur.

Lorsque la distance entre le centre de l'essieu arrière du camion-tracteur et le centre de l'essieu arrière du train est:

- égale ou supérieure à quarante-sept (47) pieds: 114,000 livres;
- de trente-six (36) à quarante-sept (47) pieds: 104,000 livres;
- inférieure à trente-six (36) pieds: 96,000 livres.

n) Camion-tracteur attelé à une semi-remorque et à une remorque formant un ensemble muni de six essieux dont deux sont en tandem sous la semi-remorque.

Lorsque la distance entre le centre de l'essieu arrière du camion-tracteur et le centre de l'essieu arrière du train de charge est:

(h) A truck tractor coupled with a semi-trailer forming a combination equipped with five axles.

When the distance between the center of the rear axle of the first tandem and the center of the front axle of the rear tandem of the combination is:

- equal to or greater than ten (10) feet: 86,000 pounds;
- less than ten (10) feet: 78,000 pounds.

(i) A motor tractor coupled with a trailer forming a combination equipped with five axles.

When the distance between the centers of the first and last axle of the combination is:

- equal to or greater than thirty-five (35) feet: 92,000 pounds;
- less than thirty-five (35) feet: 84,000 pounds.

(j) A truck tractor coupled with a trailer forming a combination equipped with six axles, four of which form two tandems. When the distance between the center of the front axle of the tandem of the truck and the rear axle of the rear tandem of the trailer is:

- equal to or greater than thirty-seven (37) feet: 108,000 pounds;
- less than thirty-seven (37) feet: 98,000 pounds.

(k) A truck tractor coupled with a semi-trailer and a trailer forming a combination equipped with five single axles. When the distance between the centers of the front axle and the center of the rear axle of the train is:

- equal to or greater than forty-four (44) feet: 98,000 pounds;
- less than forty-four (44) feet: 90,000 pounds.

(l) A truck tractor coupled with a semi-trailer and a trailer forming a combination equipped with six axles, two of which form a tandem axle at the rear of the train.

When the distance between the single axle at the rear of the truck tractor and the rear axle of the tandem is:

- equal to or greater than fifty-two (52) feet: 114,000 pounds;
- between thirty-five (35) and fifty-two (52) feet: 104,000 pounds;
- less than thirty-five (35) feet: 96,000 pounds.

(m) A truck tractor coupled with a semi-trailer and a trailer forming a combination equipped with six axles, two of which form the tandem of the motor tractor.

When the distance between the center of the rear axle of the truck tractor and the center of the rear axle of the train is:

- equal to or greater than forty-seven (47) feet: 114,000 pounds;
- between thirty-six (36) and forty-seven (47) feet: 104,000 pounds;
- less than thirty-six (36) feet: 96,000 pounds.

(n) A motor tractor coupled with a semi-trailer and a trailer forming a combination equipped with six axles, two of which are in tandem under the semi-trailer.

When the distance between the center of the rear axle of the motor tractor and the center of the rear axle of the train is:

- égale ou supérieure à cinquante-deux (52) pieds: 114,000 livres;
- de quarante (40) à cinquante-deux (52) pieds: 104,000 livres;
- inférieure à quarante (40) pieds: 96,000 livres.

(o) Camion-tracteur attelé à une semi-remorque et à une remorque formant un ensemble muni de sept essieux dont quatre forment deux essieux en tandem placés, l'un à l'arrière de la semi-remorque et l'autre à l'extrémité arrière du train.

Lorsque la distance entre le centre de l'essieu simple à l'arrière du tracteur et le dernier essieu du train est:

- égale ou supérieure à quarante-sept (47) pieds, le maximum possible est de: 110,000 livres;
- inférieure à quarante-sept (47) pieds: 98,000 livres.

(p) Camion-tracteur attelé à une semi-remorque et à une remorque formant un ensemble muni de sept essieux, dont quatre essieux forment deux tandems placés, l'un à l'arrière du tracteur et l'autre à l'arrière de la semi-remorque.

Lorsque la distance entre le centre des essieux les plus rapprochés des deux tandems est égale ou supérieure à dix-huit (18) pieds, que la distance entre le centre de l'essieu arrière du tandem de la semi-remorque et le centre de l'essieu avant de la remorque est égale ou supérieure à dix (10) pieds et que la distance entre le centre de l'essieu avant du tandem du tracteur et le centre de l'essieu arrière du train de charge est égale ou supérieure à cinquante-deux (52) pieds: 118,000 livres.

Dans ces mêmes conditions, mais lorsque la distance entre le centre de l'essieu avant du tandem du tracteur et le centre de l'essieu arrière du train de charge se situe entre quarante-sept (47) et cinquante-deux (52) pieds: 110,000 livres.

Dans les conditions mentionnées à l'alinéa précédent, mais lorsque la distance qui y est décrite est inférieure à quarante-sept (47) pieds: 98,000 livres.

(q) Camion-tracteur attelé à une semi-remorque et à une remorque formant un ensemble muni de huit essieux dont six forment trois essieux en tandem.

Lorsque la distance entre le centre de l'essieu avant du tandem du tracteur et le centre de l'essieu arrière du train est:

- égale ou supérieure à quarante-trois (43) pieds: 110,000 livres;
- inférieure à quarante-trois (43) pieds: 96,000 livres.

(r) Camion-tracteur attelé à une semi-remorque et à une remorque formant un ensemble muni de neuf essieux dont huit forment quatre essieux en tandem: 106,000 livres.

(s) Camion-tracteur attelé à deux semi-remorques formant un ensemble muni de sept essieux dont tous, sauf l'essieu avant du tracteur, forment des essieux en tandem.

Lorsque la distance entre le centre de l'essieu avant du tandem du camion et le centre de l'essieu arrière du tandem arrière du train est:

- égale ou supérieure à quarante-quatre (44) pieds: 112,000 livres;
- de trente-sept (37) à quarante-quatre (44) pieds: 106,000 livres;

- equal to or greater than fifty-two (52) feet: 114,000 pounds;
- between forty (40) and fifty-two (52) feet: 104,000 pounds;
- less than forty (40) feet: 96,000 pounds.

(o) A truck tractor coupled with a semi-trailer and a trailer forming a combination equipped with seven axles, four of which form two tandem axles, one at the rear of the semi-trailer and the other at the rear extremity of the train.

When the distance between the center of the single axle at the rear of the truck tractor and the last axle of the train is:

- equal to or greater than forty-seven (47) feet, the possible maximum is: 110,000 pounds;
- less than forty-seven (47) feet: 98,000 pounds.

(p) A truck tractor coupled with a semi-trailer and a trailer forming a combination equipped with seven axles four of which form two tandem axles, one at the rear of the truck tractor and the other at the rear of the semi-trailer.

When the distance between the center of the closest axles of the two tandems is equal to or greater than eighteen (18) feet, the distance between the center of the rear axle of the tandem of the semi-trailer and the center of the front axle of the trailer is equal to or greater than ten (10) feet and that the distance between the center of the front axle of the tandem of the tractor and the center of the rear axle of the train is equal to or greater than fifty-two (52) feet: 118,000 pounds.

Under these same conditions, but when the distance between the center of the front axle of the tandem of the truck tractor and the center of the rear axle of the train is between forty-seven (47) and fifty-two (52) feet: 110,000 pounds.

Under the conditions mentioned in the preceding paragraph, but when the distance described therein is less than forty-seven (47) feet: 98,000 pounds.

(q) A truck tractor coupled with a semi-trailer and a trailer forming a combination equipped with eight axles, six of which form three tandem axles.

When the distance between the center of the front axle of the tandem of the truck tractor and the center of the rear axle of the train is:

- equal to or greater than forty-three (43) feet: 110,000 pounds;
- less than forty-three (43) feet: 96,000 pounds.

(r) A motor tractor coupled with a semi-trailer and a trailer forming a combination equipped with nine axles, eight of which form four tandem axles: 106,000 pounds.

(s) A truck tractor coupled with two semi-trailers forming a combination equipped with seven axles, all of which, save the front axle of the motor tractor, form tandem axles.

When the distance between the center of the front axle of the tandem of the truck tractor and the center of the rear axle of the rear tandem of the train is:

- equal to or greater than forty-four (44) feet: 112,000 pounds;
- between thirty-seven (37) and forty-four (44) feet: 106,000 pounds;

— inférieure à trente-sept (37) pieds: 94,000 livres.

— less than thirty-seven (37) feet: 94,000 pounds.

Dispositions spéciales

Afin de donner à chacun la possibilité de s'ajuster aux clauses concernant les maxima de charge par essieu, ces maxima seront majorés de la manière suivante:

a) à partir de la date de mise en vigueur de la présente réglementation et jusqu'au dernier jour de février 1973, la charge maximum par essieu simple est majorée de deux mille (2,000) livres et la charge maximum par essieu en tandem est majorée de quatre mille (4,000) livres;

b) entre le premier jour de mars 1973 et le dernier jour de février 1974, les majorations prévues au paragraphe a) seront diminuées de mille (1,000) livres par essieu simple et deux mille (2,000) livres par essieu en tandem;

c) à partir du premier jour de mars 1974, aucune majoration de charge par essieu ne sera accordée.

Malgré ces majorations de « charge par essieu », il est à noter que « le poids total en charge » de tout véhicule automobile ou de tout ensemble de véhicules automobiles ne doit jamais excéder le poids total en charge fixé par la présente réglementation pour chaque catégorie de véhicules automobiles et d'ensemble de véhicules automobiles.

Bandage de roues

Le poids maximum par pouce de largeur de bandage pneumatique ne devra pas excéder cinq cents (500) livres pour les pneus de moins de six (6) pouces et ne devra pas excéder six cents (600) livres pour les pneus de six (6) pouces ou plus. Cette largeur sera celle estampée sur le pneu par le manufacturier.

Pour les véhicules automobiles munis entièrement ou partiellement de bandages pleins, faits de caoutchouc ou d'autres matières ayant une élasticité équivalente, tous les poids maxima mentionnés dans le présent article devront être réduits de vingt-cinq (25) pour cent.

Intervalle minimum entre véhicules lourds

Les véhicules-automobiles qui, avec ou sans remorque ou semi-remorque, ont une pesanture totale, chargement compris, de vingt mille (20,000) livres ou plus, ne doivent pas se suivre sur les chemins publics, à intervalle plus rapproché que trois cents (300) pieds d'espace libre. En plus de cette restriction, de tels véhicules ne doivent pas s'arrêter ni se dépasser sur les ponts, viaducs ou sur toute autre structure du même genre.

Permis

Le ministre des Transports, ou toute autre personne désignée par lui à cette fin, lorsqu'il s'agit de chemins à l'entretien par le gouvernement provincial et toute corporation municipale pour les autres chemins, peuvent s'ils le jugent à propos et aux conditions qu'ils déterminent, émettre des permis spéciaux ou généraux autorisant le transport par véhicules-automobiles de machines ou autres gros objets indivisibles et la circulation de véhicules tels que roulottes, grues mobiles, machine agricole ou autres du même genre, montés sur pneu-

Special provisions

In order that every one may adjust to the clauses concerning maximum loads per axle, these maximum shall be increased in the following manner:

(a) beginning from the date of the coming into force of this regulation and up to the last day of February, 1973, the maximum load per single axle is increased by thousand (2,000) pounds and the maximum load per tandem axle is increased by four thousand (4,000) pounds;

(b) between the first day of March, 1973 and the last day of February, 1974, the increases mentioned in paragraph (a) shall be reduced by one thousand (1,000) pounds for a single and two thousand (2,000) pounds for a tandem axle;

(c) from and after the first day of March, 1974, no increases of loads per axle shall be granted.

In spite of these increases of "load per axle", one must bear in mind that "the gross vehicle weight" of any motor vehicle or of any combination of motor vehicles must never exceed the gross vehicle weight fixed by this regulation for each class of motor vehicles and combination of motor vehicles.

Tires

The maximum load per inch tire width of a pneumatic shall not exceed five hundred (500) pounds for tires less than six (6) inches, and shall not exceed six hundred (600) pounds for tires of six (6) inches or more. The width shall be the one stamped on the tire by the manufacturer.

For motor cars entirely or partially equipped with solid tires, made of rubber or other substances having an equivalent elasticity, all the maximum weights mentioned in this regulation shall be reduced by twenty-five (25) percent.

Minimum distance between heavy vehicles

Motor vehicles which, with or without trailers or semi-trailers, have a total, weight load included, of twenty thousand (20,000) pounds or more, must not follow each other on public highways, at a lesser distance than three hundred (300) feet of clear space. Besides this restriction, such vehicles shall neither stop nor pass each other on bridges, viaducts or on any other structure.

Permits

The Minister of Transportation, or any person designated by him for this purpose, when concerning roads under the maintenance of the Provincial Government and others under that of any municipal corporation, may, if they deem it expedient, and under conditions which they may determine, issue special or general permits authorizing the transportation by motor vehicle of machines or other large indivisible objects, and the operation of such vehicles as trailers, mobile cranes, farm machinery or others of the same kind,

matiques, dont le transport ne peut se faire sans excéder les limites de longueur, hauteur, largeur et pesantéur totales fixées par le présent règlement.

En cas d'urgence exceptionnelle et si la chose est jugée d'intérêt public par l'autorité compétente, de tels permis spéciaux pourront aussi être émis pour le transport d'objets, matériaux ou produits qui sont divisibles, dont le transport ne pourrait se faire sans excéder les limites de longueur, hauteur, largeur et pesantéur totales fixées par le présent arrêté en conseil.

De tels permis pourront indiquer les dates du transport, le parcours à suivre et les conditions spéciales nécessaires à la protection des chaussées et des ponts. Ils pourront fixer, s'il y a lieu, la garantie spéciale devant être fournie préalablement pour couvrir le coût de la réparation des dommages que pourraient subir les chaussées et les ponts.

Le propriétaire ou le conducteur de tout véhicule, machine, objet, matériau ou produit ainsi transporté, à qui un tel permis est émis, est responsable de tous dommages causés à la chaussée ou aux ponts du fait de ce transport.

Si le permis l'exige, le porteur devra communiquer avec le chef de la Sûreté du Québec ou avec un de ses représentants autorisés, pour lui permettre de faire surveiller et contrôler ce transport.

Les permis spéciaux ou généraux sont émis aux taux fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Interdiction en période de dégel ou de pluie

Pendant les périodes d'interdiction spécifiées par le ministre de la Voirie ou par toute personne désignée par lui à cette fin, à cause du dégel ou de la pluie, les pesantéurs et les poids maxima fixés à l'article 3 du présent règlement seront réduits de cinquante (50) pour cent, sauf indication contraire par proclamation dans les journaux de Montréal, Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke, Sorel, Hull, Chicoutimi, Rivière-du-Loup et Rouyn ou, en cas d'urgence, par la radio, la télévision ou par des signaux routiers aux endroits désignés par le ministère de la Voirie.

4. Dispositions spéciales concernant « les remorques de transport de poteaux »

Nonobstant les maxima de longueur fixés aux sous-paragraphes a, b, c, et e du paragraphe 2 de la présente réglementation, les ensembles de véhicules formés d'un véhicule-tracteur et d'une remorque spécialement agencée pour le transport des poteaux pourront circuler sur les chemins publics, tout en transportant des chargements de poteaux, de tuyaux, de pièces de charpente ou de structure ou autres matériaux du même genre pourvu que:

- la longueur des véhicules, chargement compris, n'excède pas quatre-vingt-dix (90) pieds hors tout;
- la largeur fixée au paragraphe 2 de la présente réglementation ne soit pas excédée;
- la pesantéur fixée au paragraphe 3 de la présente réglementation, pour chaque catégorie de véhicules, ne soit pas excédée.

mounted on pneumatics, the transportation of which cannot be made without exceeding the total length, height, width and weight limits fixed by this regulation.

In case of an exceptional emergency and if it is judged to be of public interest by competent authorities, such special permits may also be issued for the transportation of objects, materials or products which are divisible, the transportation of which could not be made without exceeding the total length, height, width and weight limits fixed by this Order in Council.

Such permits shall indicate the dates of transportation, the route to be covered and the special conditions necessary for the protection of roads and bridges. They may fix, if need be, the special guarantee to be previously supplied to cover the cost of repairs for possible damages to the roads and bridges involved.

The owner or driver of any vehicle, machine, object, material or product thus transported, to whom such a permit is issued, is responsible for any damage caused to roads or bridges resulting from this conveyance.

If the permit so requires, the bearer shall communicate with the chief of the Québec Provincial Police or with one of his authorized representatives, in order to allow him to supervise and control such transportation.

Special or general permits are issued according to the rates fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

Interdictions during thawing out or rainy periods

During the interdiction periods specified by the Minister of Roads, or by any person appointed by him for this purpose, because of thaw or rain, the weight and maximum load fixed in section 3 of this regulation shall be reduced by fifty (50) percent, except in the case of instructions to the contrary made by proclamation in the Montreal, Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke, Sorel, Hull, Chicoutimi, Rivière-du-Loup and Rouyn newspapers, or, in an emergency, on the radio, television or by highway signals in the places designated by the Department of Roads.

4. Special provisions concerning "pole-trailers"

Notwithstanding the maximum lengths fixed in subparagraphs a, b, c and e of paragraph 2 of this regulation, the combinations of vehicles formed by a motor tractor and a trailer specially equipped for the transportation of poles, may operate on public roads, while transporting loads of poles, pipes, pieces of framework or structures or other materials of the same type provided that:

- the length of the vehicles, load included, does not exceed ninety (90) feet, over-all length;
- the width fixed in paragraph 2 of this regulation is not exceeded;
- the weight fixed in paragraph 3 of this regulation for each class of vehicle is not exceeded.

En plus des feux prévus à l'article 29 du Code de la Route, toute « remorque de transport de poteaux » qui circule la nuit, sans chargement, sur les chemins publics doit être munie d'au moins deux feux de couleur jaune ou ambre fixés, au moins un de chaque côté, à peu près à mi-chemin entre les deux extrémités du véhicule et agencés de manière à être visibles, la nuit, d'une distance d'au moins cinq cents (500) pieds du côté droit et du côté gauche.

De plus, la partie extrême arrière de la remorque doit être munie d'au moins un réflecteur ou de tout autre appareil équivalent, de couleur rouge, ayant une surface réfléchissante de pas moins de douze pouces carrés. Ce réflecteur ou cet appareil doit être agencé de manière à réfléchir, la nuit, les rayons lumineux auxquels il est soumis, et cette lumière réfléchie doit être visible d'une distance d'au moins six cents (600) pieds, par tout automobiliste qui s'en approche de l'arrière, avec feux de route allumés.

Tout chargement qui excède de plus de six pieds l'arrière d'une remorque de transport de poteaux doit être muni d'au moins un feu de couleur rouge, fixé à pas plus de trois pieds de l'extrémité arrière de ce chargement. Ce feu rouge doit être visible, la nuit, d'une distance d'au moins cinq cents (500) pieds de l'arrière et des deux côtés.

La nuit, toute remorque à poteaux doit être munie de feux de couleur jaune ou ambre, fixés à intervalle de pas plus de vingt (20) pieds, sur toute la longueur du chargement. Ces feux doivent être visibles d'une distance d'au moins cinq cents (500) pieds, de chaque côté de la remorque.

Tous les feux exigés au présent paragraphe doivent être des feux à lumière fixe et être tenus allumés durant la nuit ou en tout autre temps, lorsque les conditions de visibilité l'exigent.

39851-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1372

Québec, le 7 avril 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les maxima de pesantur dans le cas de véhicules automobiles munis de trois essieux.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 49 du Code de la route (S.R.Q. 1964, chapitre 231 et ses amendements), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement:

(a) classer les chemins publics de la Province pour les fins de la circulation des véhicules de toutes sortes;

(b) déterminer les dimensions et la pesantur maxima des autobus, véhicules de commerce et véhicules de livraison qui peuvent y circuler;

(c) fixer la limite du poids, charge comprise, et de la vitesse des véhicules autorisés à y circuler en période de dégel ou de pluie;

(d) réglementer l'emploi et la circulation de convois automobiles dans les chemins publics;

In addition to the lights provided for in section 29 of the Highway Code, all "pole-trailers" operating at night, without loads, on public roads, must be equipped with at least two fixed yellow or amber lights, one on each side, at approximately mid-distance between the two extremities of the vehicle, and placed in such a way as to be visible at night, at a distance of at least five hundred (500) feet from the right and left sides.

Moreover, the extreme rear part of the trailer must be equipped with at least one red reflector, or any equivalent apparatus, having a reflective surface of at least twelve square inches. This reflector or this apparatus must be arranged so as to reflect, at night, the luminous rays to which it is submitted, and this reflected light must be visible at a distance of at least six hundred (600) feet, by any motorist approaching from the rear with headlamp lighted on high beam.

Any load which exceeds the rear of a "pole-trailer" by more than six feet must be equipped with at least one red light fixed at a distance of not more than three feet from the rear of this load. This red light must be visible, at night, from a distance of at least five hundred (500) feet from the rear and from both sides.

At night, all pole-trailers must be equipped with yellow or amber lights placed at distances of not more than twenty (20) feet along the entire length of the load. These lights must be visible from a distance of at least five hundred (500) feet, from each side of the trailer.

All the lights required by this paragraph must be fixed lights, and must remain lighted at night or at any other time when the conditions of the visibility so require.

39851-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1372

Québec, April 7, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the maximum weight of motor vehicles equipped with three axles.

WHEREAS, under section 49 of the Highway Code (R.S.Q., 1964, chapter 231 and amendments), the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation,

(a) classify the public highways of the Province for the purposes of the operation of any kind of motor vehicles;

(b) determine the maximum dimensions and weight of autobuses, commercial vehicles and delivery cars which may operate thereon;

(c) fix the limit of weight, load included, and the speed limit of motor vehicles operating thereon in periods of thawing or in rainy periods;

(d) regulate the use and operation of motor trains on public highways;

ATTENDU QUE depuis plusieurs années, certaines catégories de véhicules munis de trois essieux et d'un poids total en charge de 70,000 livres, avaient le privilège de circuler sur les chemins publics:

ATTENDU QUE depuis le 1er janvier 1971, ce privilège ne s'applique plus et en conséquence, le poids total en charge des véhicules concernés est ramené à 42,000 livres;

ATTENDU QUE la différence entre ces maxima est de 28,000 livres et que le fait de réduire aussi considérablement la pesanture de la charge utile peut avoir des répercussions économiques graves chez la plupart des propriétaires de camions visés par ce changement;

ATTENDU QU'il y aurait lieu de procéder par étape afin de donner aux personnes concernées le temps d'adapter leurs véhicules aux nouveaux barèmes de pesanture;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre des transports:

QUE nonobstant les dispositions de l'arrêté en conseil 1045 du 27 mai 1964 et de l'arrêté en conseil 1371 du 7 avril 1971 et sujet aux restrictions imposées par les autorités compétentes quant à la résistance des ponts et autres ouvrages d'art du même genre, le poids total en charge de tout véhicule automobile, muni de trois essieux, circulant sur les chemins publics et ayant un poids, sans chargement, de vingt mille (20,000) livres ou plus est:

de 64,000 livres jusqu'au 1er mars 1972 et de 56,000 livres à partir du 1er mars 1972 jusqu'au 1er mars 1973;

Qu'après cette date, la catégorie de véhicules visés au présent arrêté en conseil soit soumise à la même réglementation que celle prévue pour toute autre véhicule automobile circulant sur les chemins publics du Québec.

39851-o *Le greffier du Conseil exécutif,*
JULIEN CHOUINARD.

WHEREAS, since many years, certain types of vehicles equipped with three axles and having a gross vehicle weight of 70,000 pounds have been allowed the privilege of operating on highways;

WHEREAS, since January 1, 1971, this privilege no longer applies and, therefore, the gross weight of the vehicles referred to shall not exceed 42,000 pounds;

WHEREAS the difference between the two gross weights is of 28,000 pounds, and that the fact of reducing to such an extent the permissible load may have serious adverse economic consequences for most truck-owners affected by such a change;

WHEREAS it is deemed expedient to proceed by step in order to give the persons concerned the necessary time to adapt their vehicles to the new weight standards;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Transport:

THAT, notwithstanding the provisions of Order in Council No. 1045 of May 27, 1964 and of Order in Council No. 1371 of April 7, 1971, and subject to the restrictions prescribed by the competent authorities respecting the strength of bridges and other similar highway structures, the total gross vehicle weight of any motor vehicle equipped with three axles, operating on highways and weighing, when unloaded, twenty thousand pounds (20,000) or more, shall be:

64,000 pounds up to March 1, 1972, and 56,000 pounds as of March 1, 1972 and up to March 1, 1973;

THAT, after this date, the type of vehicles affected by the present Order in Council be subject to the same regulations as those prescribed for any other motor vehicle operating on the highways of the Province of Québec.

39851 *JULIEN CHOUINARD,*
Clerk of the Executive Council.

Compagnies étrangères Permis

Hashman Construction Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Hashman Construction Limited », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Michael Dennis, avocat, 681, avenue Grosvenor, Westmount.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au local 2260, 630 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39771 22-71

Extra-Provincial Companies Licenses

Hashman Construction Limited

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Hashman Construction Limited", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Michael Dennis, Advocate, 681 Grosvenor Avenue, Westmount.

The principal office of the company in the Province is at suite 2260, 630 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39771-o 22-71

Lorenza Overseas Pty. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Lorenza Overseas Pty. Ltd. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. George R. MacLaren, de 1230, place du Canada, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 1230, place du Canada, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

39771

23-71

Lorenza Overseas Pty. Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Lorenza Overseas Pty. Ltd.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. George R. MacLaren, of 1230 Place du Canada, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 1230 Place du Canada, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

39771-o

23-71

FMC of Canada Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « FMC of Canada Limited », a été autorisée à faire dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est C.T. Corporation System (Canada) Ltd., 55, d'Auteuil, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 945, avenue Beaumont, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

39771

21-71

FMC of Canada Limited

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "FMC of Canada Limited", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is C.T. Corporation System (Canada), Ltd., of 55 d'Auteuil, Québec.

The principal office of the company in the Province is at 945 Beaumont Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

39771-o

21-71

**Compagnies étrangères
Agent****Gambles Canada Limited**

Avis est donné que, par une nouvelle procuration en date du 7 janvier 1971, dont une copie a été transmise au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, M. C. Antoine Geoffrion de Montréal, a été nommé aux fins de remplacer M. Martin M. Lazarus, à titre d'agent principal dans la province de « Gambles Canada Limited », une compagnie étrangère dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères.

Avis est de plus donné que conformément à la nouvelle procuration ci-dessus mentionnée, le siège social de ladite compagnie est établi à l'édifice de la Banque Canadienne Nationale, 500, place d'Armes, Zone 126, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

39887

3-67

**Extra-Provincial Companies
Agent****Gambles Canada Limited**

Notice is given that, by new power of attorney dated January 7, 1971, a copy of which was sent to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, Mr. C. Antoine Geoffrion of Montreal, was appointed to replace Mr. Martin M. Lazarus as chief agent in the Province of "Gambles Canada Limited", an Extra-Provincial Company duly authorized to carry on business in the Province of Québec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act.

Notice is also given that pursuant to the above-mentioned new power of attorney, the head office of the said company is established at Banque Canadienne Nationale Building, 500 Place d'Armes, Zone 126, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

39887-o

3-67

Companies étrangères
Siège social

Retailers Commercial Agency, Inc.

Avis est donné que, par une nouvelle procuration en date du 8 mars 1971, dont une copie a été transmise au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, le bureau principal dans la province de Québec de « Retailers Commercial Agency, Inc. », une compagnie dûment autorisée à exercer son commerce en ladite province, a été transporté de 822 est, rue Sherbrooke, Montréal, à 4545 est, boulevard Métropolitain, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal. M. Jean-Claude Chartrand de 4545 est, boulevard Métropolitain, Saint-Léonard et résidant à 885, rue Pierre Vigor, Boucherville, demeure l'agent principal de ladite compagnie dans la province de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39836 2572-50

Extra-Provincial Companies
Head Office

Retailers Commercial Agency, Inc.

Notice is given that, by new power of attorney, dated March 8, 1971, a copy of which has been transmitted to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the principal office in the Province of Québec of "Retailers Commercial Agency, Inc.", a company duly authorized to carry on business in the said province, in virtue of the Extra-Provincial Companies Act, has been changed from 822 Sherbrooke Street East, Montreal, to 4545 Metropolitan Boulevard East, St. Léonard, judicial district of Montreal. Mr. Jean-Claude Chartrand of 4545 Metropolitan Boulevard East, St. Léonard and residing at 885 Pierre Vigor Street, Boucherville, remains the chief agent of the said company in the Province of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

39836-o 2572-50

Liquidation — Loi de la

**La Compagnie de Téléphone Locale de
St-Albert de Warwick**

Avis est donné que « La Compagnie de Téléphone Locale de St-Albert de Warwick », constituée en vertu de la Loi des compagnies de télégraphe et de téléphone, chapitre 286, Statuts refondus, 1964, le 14 mai 1919, avec siège social à St-Albert de Warwick, comté d'Arthabaska, a été dissoute le 7 avril 1971, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39839-o 558-19

Winding Up Act

**La Compagnie de Téléphone Locale de
St-Albert de Warwick**

Notice is given that "La Compagnie de Téléphone Locale de St-Albert de Warwick", incorporated under the Telegraph and Telephone Companies Act, chapter 286, Revised Statutes, 1964, on May 14, 1919, with head office at St-Albert de Warwick, county of Arthabaska, was dissolved on April 7, 1971, pursuant to the Winding-Up Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

39839 558-19

Caisses d'épargne et de crédit

Caisse d'économie Laurentienne
(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 29 mai 1970 par la « Caisse d'économie des professeurs de la régionale des Laurentides », changeant son nom en celui de « Caisse d'économie Laurentienne ».

Québec, le 19 avril 1971.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39856-o

Savings and Credit Unions

Caisse d'économie Laurentienne
(Savings and Credit Unions Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the by-law adopted on May 29, 1970 by the "Caisse d'économie des professeurs de la régionale des Laurentides", changing its name to that of "Caisse d'économie Laurentienne".

Québec, April 19, 1971.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

39856

Caisse d'économie Honoré-Mercier*(Loi des caisses d'épargne et de crédit)*

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé le règlement adopté le 9 décembre 1970 par la « Caisse d'économie des enseignants d'Honoré Mercier », changeant son nom en celui de « Caisse d'économie Honoré-Mercier ».

Québec, le 22 avril 1971.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives.*

39890-0

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Caisse d'économie Honoré-Mercier*(Savings and Credit Unions Act)*

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the by-law adopted on December 9, 1970 by the "Caisse d'économie des enseignants d'Honoré Mercier", changing its name to that of "Caisse d'économie Honoré-Mercier".

Québec, April 22, 1971.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

39890

Caisse d'entraide économique de Rimouski*(Loi des caisses d'épargne et de crédit)*

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 30 mars 1971 par la « Caisse d'épargne et d'entraide économique de Rimouski », changeant son nom en celui de « Caisse d'entraide économique de Rimouski ».

Québec, le 20 avril 1971.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

39891-0

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Caisse d'entraide économique de Rimouski*(Savings and Credit Unions Act)*

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law adopted on March 30, 1971, by the "Caisse d'épargne et d'entraide économique de Rimouski" changing its name to that of "Caisse d'entraide économique de Rimouski".

Québec, April 20, 1971.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

39891

Nomination

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

Québec, le 11 novembre 1970.

M. Jacques Décary, avocat, membre du Barreau de la province et conseil en Loi de la reine, de Montréal, nommé en vertu de l'article 117, de la Loi des tribunaux judiciaires, (Statuts refondus, 1964, chapitre 20), juge de la Cour provinciale, avec juridiction dans toute la province mais tout particulièrement et sans restriction dans le district judiciaire de Montréal et pour agir, dans la province, selon l'article 126 des Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 20, comme magistrat de district en ce qui concerne les juridictions accordées par les lois du Parlement du Canada aux magistrats de districts, que ces juridictions leur soient attribuées sous le titre de « magistrat » ou sous celui de « magistrat de district », avec résidence dans la ville de Montréal ou dans le voisinage immédiat, ledit M. Jacques Décary, vu sa nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge de la Cour provinciale, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe b) de l'article 466 du Code criminel, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel, le tout à compter du 25 novembre 1970.

Québec, le 26 avril 1971.

*Le sous-procureur général adjoint,
LUCIEN DARVEAU, C.R.*

39845-0

Appointment

Notice is given that it pleased the Lieutenant-Governor in Council to make, by commission under the Great Seal of the Province, the following appointment:

Québec, November 11, 1970

Mr. Jacques Décary, advocate, member of the Bar of the Province and Queen's Counsel learned in the law, of Montreal, appointed under section 117 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20), judge of the Provincial Court, with jurisdiction throughout the whole province but in particular and without restriction in the judicial district of Montreal, and to act, in the province, in accordance with section 126 of the Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 20, as district magistrate with respect to the jurisdictions granted by the laws of the Parliament of Canada to district magistrates, that these jurisdictions be granted them under the title of "magistrate" or that of "district magistrate", with residence in the city of Montreal or in the immediate neighbourhood, the said Mr. Jacques Décary, in view of his appointment by the Lieutenant-Governor in Council as judge of the Provincial Court, being authorized to exercise, under the authority of paragraph (b) of section 466 of the Criminal Code, the jurisdiction of a magistrate under part XVI of such Criminal Code, the whole as of November 25, 1970.

Québec, April 26, 1971.

*LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Assistant Deputy Attorney General.*

39845

**Ministère des institutions
financières, compagnies et
coopératives
Assurances**

**Department of Financial
Institutions, Companies and
Cooperatives
Insurance**

Midland Insurance Company

*Avis d'émission de permis et de
certificat d'enregistrement*

Avis est donné, par les présentes, que « Midland Insurance Company », enregistrée sous le numéro 732, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 040, qui l'autorise à compter du 16 mars 1971, à effectuer dans la Province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Incendie, et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défektivité d'extincteurs automatiques, explosion limitée ou inhérente, fuite d'eau, grêle, intempéries, ouragan, tremblement de terre; Accident; Automobile; Responsabilité civile; Responsabilité de l'employeur; Transfert intérieur.

Le siège social de la compagnie est situé à 29, Broadway, New York, état de New York, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé monsieur Alan B. Middleton, 759, carré Victoria, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 21 avril 1971.

*Pour le Ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives de la Province,
Le surintendant des assurances,*

39910-18-2-o

ROGER-A. CAMARAIRE.

Midland Insurance Company

*Notice of Issue of License and
Certificate of Registration*

Notice is hereby given that "Midland Insurance Company", registered under number 732, has obtained the license and certificate of registry 040, authorizing it, as from the 16th of March 1971, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, hail, impact by vehicles, limited or inherent explosion, sprinkler leakage, water damage, weather, windstorm: Accident; Automobile; Employers' liability; Inland transportation; Public liability.

The head office of the company is situated at 29, Broadway, New York, State of New York, United States of America.

The company has appointed Mr. Alan B. Middleton, 759, Victoria Square, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 21st of April, 1971.

*For the Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,*

39910-18-2-o

Superintendent of Insurance.

Occidental Life Insurance Company of Canada

*Avis d'émission de permis et de
certificat d'enregistrement*

Avis est donné, par les présentes, que « Occidental Life Insurance of Canada », enregistrée sous le numéro 733, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 041, qui l'autorise à compter du 26 mars 1971, à effectuer dans la Province des contrats d'assurance sur la Vie.

Le siège social de la compagnie est situé à 2200, rue Yonge, Toronto, province d'Ontario.

La compagnie a nommé maître Lawrence C. McDougall, c.r., 505 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 21 avril 1971.

*Pour le Ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives de la Province,
Le surintendant des assurances,*

39911-18-2-o

ROGER-A. CAMARAIRE.

Occidental Life Insurance Company of Canada

*Notice of Issue of License and
Certificate of Registration*

Notice is hereby given that "Occidental Life Insurance Company of Canada", registered under number 733, has obtained the license and certificate of registry number 041, authorizing it, as from the 26th of March 1971, to undertake in the Province contracts of Life Insurance.

The head office of the company is situated at 2200, Yonge Street, Toronto, Province of Ontario.

The company has appointed Mr. Lawrence C. McDougall, q.c., 505, Dorchester Boulevard West, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 21st of April, 1971.

*For the Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,*

39911-18-2-o

Superintendent of Insurance.

Employers Mutual Fire Insurance Company*Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement*

Avis est donné, par les présentes, que « Employers Mutual Fire Insurance Company », enregistrée sous le numéro 731, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 039, qui l'autorise à compter du 22 mars 1971, à effectuer dans la province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Incendie, et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, fuite d'eau, grêle, intempéries, ouragan, tremblement de terre; Accident; Automobile; Biens immobiliers; Biens mobiliers; Bris de glace; Chaudière à vapeur (bris de machine exclus); Explosion; Responsabilité civile; Responsabilité de l'employeur; Vol.

Le siège social de la compagnie est situé à 2000, Westwood Drive, Wausau, état du Wisconsin, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé monsieur John Bishop, 1, Place Ville-Marie, Montréal, son producteur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 14 avril 1971.

*Pour le Ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives de la Province,*

Le surintendant des assurances,

39844-18-2-o

ROGER-A. CAMARAIRE.

Employers Mutual Fire Insurance Company*Notice of Issue of License and Certificate of Registration*

Notice is hereby given that "Employers Mutual Fire Insurance Company", registered under number 731, has obtained the license and certificate of registry number 039, authorizing it, as from the 22nd of March 1971, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, hail, impact by vehicles, sprinkler leakage, water damage, weather, windstorm; Accident; Automobile; Boiler (excluding machinery); Employers' liability; Explosion; Personal property; Plate glass; Public liability; Real property; Theft.

The head office of the company is situated at 2000, Westwood Drive, Wausau, State of Wisconsin, United States of America.

The company has appointed Mr. John Bishop, 1, Place Ville-Marie, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 14th of April 1971.

*For the Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives of the Province,*

ROGER-A. CAMARAIRE,

Superintendent of Insurance.

39844-18-2-o

Avis divers**Collège des Médecins vétérinaires de la province de Québec**

Par résolution du Bureau des Gouverneurs du Collège des Médecins vétérinaires de la province de Québec, le docteur Fernand Bouliane, médecin-vétérinaire, domicilié à Notre-Dame d'Hébertville, comté du Lac St-Jean, est suspendu comme membre du Collège.

Le secrétaire-trésorier,

39739-17-2-o

MARCEL BOURASSA, D.M.V.

Collège des Médecins vétérinaires de la province de Québec

Par résolution du Bureau des Gouverneurs du Collège des Médecins vétérinaires de la province de Québec, le docteur R.C.S. Radmore, médecin vétérinaire, domicilié au 34 Richelieu, Hull, est suspendu pour une période de trois mois, à partir du 31 mars 1971.

Le secrétaire-trésorier,

39854-18-2-o

MARCEL BOURASSA, D.M.V.

Conseil Lachute, No. 2752 des Chevaliers de Colomb

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, donne avis que le 16 avril 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Conseil Lachute, No. 2752, des Chevaliers de Colomb », et ce, en vertu de l'article 9 de la Loi concernant

Miscellaneous Notices**College of the Veterinary Surgeons of the Province of Québec**

By a resolution of the Board of Governors of the College of the Veterinary Surgeons of the Province of Québec, Dr. Fernand Bouliane, veterinary surgeon, domiciled at Notre-Dame d'Hébertville, county of Lake St. John, is suspended as a member of the College.

MARCEL BOURASSA, D.V.S.,

39739-17-2

Secretary-Treasurer.

College of the Veterinary Surgeons of the Province of Québec

By a resolution of the Board of governors of the College of the Veterinary Surgeons of the Province of Québec, Dr. R.C.S. Radmore, veterinary surgeon, domiciled at 34 Richelieu, Hull, is suspended for a period of three months, from and after March 31 1971.

MARCEL BOURASSA, D.V.S.,

39854-18-2

Secretary-Treasurer.

Council Lachute, No. 2752 of the Knights of Columbus

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on April 16, 1971, pursuant to section 9 of the Act concerning the Knights of Columbus of the Province of Québec and section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws

les Chevaliers de Colomb de la province de Québec et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

39889-o 1905-53

Cité de Lachute

Province de Québec
District de Terrebonne

Avis public

Avis public est donné au public conformément à l'article 60 de la Loi du régime des eaux, que la « Cité de Lachute », dans le comté d'Argenteuil se propose de faire un barrage en béton pour l'emmagasinement en toute saison des eaux du ruisseau William dans le but de conserver pour en régulariser le débit et d'assurer ainsi l'uniformité d'alimentation aux aqueducs et aux usines et la constance des forces hydrauliques.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement de ces travaux et les terrains qui seront affectés par ces travaux et les terrains qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au ministre des Richesses naturelles, et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement d'Argenteuil à Lachute.

La demande d'autorisation contenue dans la requête sera prise en considération par le lieutenant-gouverneur en conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

Donné à Lachute, ce 22 avril 1971.

*Le secrétaire-trésorier,
RONALD HÉBERT.*

39888-o

Cité de Côte Saint-Luc

Erratum

Veillez apporter la correction suivante à l'avis publié dans la *Gazette officielle du Québec* numéro 16 du 17 avril 1971. À la page 3100, dans la première ligne du deuxième paragraphe de la version anglaise, nous aurions dû lire: « For ten years » au lieu de « For then years ».

39634x

Application de l'article 4 de la Loi de l'admission à l'étude et à l'exercice de professions (S.R.Q., 1964, chap. 246)

Avis

Le ministre de l'Immigration donne avis qu'en vertu de l'article 4 de la Loi de l'admission à l'étude et à l'exercice de professions (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 246 et amendements) le projet d'arrêté en conseil qui suit sera soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil à l'expiration des trente jours suivant la présente publication:

of "Council Lachute, No. 2752 of the Knights of Columbus."

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

39888 1905-53

City of Lachute

Province of Québec
District of Terrebonne

Public notice

Public notice is hereby given in accordance with section 60 of the Watercourse Act, that the "City of Lachute", in the county of Argenteuil, intends to execute the following work: a concrete dam, to store at all seasons the waters of William Creek, with the object of conserving them so as to regulate their flow, and thus to ensure a uniform supply to waterworks systems and to mills, and a constancy of hydraulic power.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications showing the site and the nature of the work and the land which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Natural Resources, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Argenteuil at Lachute.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council or or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

Given in Lachute, this April 22, 1971.

*RONALD HÉBERT,
Secretary-Treasurer.*

39888-o

City of Côte Saint-Luc

Erratum

The following correction is to be made in the notice published in *Québec Official Gazette* number 16 of April 17, 1971. On page 3100, in the first line of the second paragraph of the English version, one should have read: « For ten years » instead of « For then years ».

39634x

Application of section 4 of the Professional Matriculation Act (R.S.Q., 1964, chapter 246)

Notice

Notice is given by the Minister of Immigration that under Section 4 of the Professional Matriculation Act (Québec Revised Statutes, 1964, Chapter 246 and amendments) the following draft Order in Council will be submitted to the approval of the Lieutenant-Governor in Council upon the expiry of thirty days following the current publication:

CONCERNANT l'application de l'article 4 de la Loi de l'admission à l'étude et à l'exercice de professions (Statuts refondus, 1964, chap. 246), (modifiée par le chap. 69 des Lois de 1969 et le chap. 57 des Lois de 1970)

ATTENDU QUE l'article 4 de la Loi de l'admission à l'étude et à l'exercice de professions (Statuts refondus, 1964, chap. 246 et amendements) stipule que le lieutenant-gouverneur en conseil peut rendre cet article applicable à d'autres corporations;

ATTENDU QU'en vertu du même article de cette loi, tout projet d'arrêté à cette fin doit être publié par le ministre de l'Immigration dans la *Gazette officielle du Québec*, avec avis qu'à l'expiration des trente jours suivant cette publication, il sera soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'en vertu du même article de cette loi, cet arrêté entrera en vigueur à compter d'une semblable publication d'un avis de cette approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QUE nonobstant toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale régissant ces corporations ou d'un règlement adopté en vertu d'une telle loi, les dispositions contenues aux deux premiers alinéas de l'article 4 de la Loi de l'admission à l'étude et à l'exercice de professions s'appliqueront alors aux corporations visées par l'arrêté en question.

IL EST ORDONNÉ en conséquence sur la recommandation du ministre de l'Immigration:

1. QUE l'article 4 de la Loi de l'admission à l'étude et à l'exercice de professions devienne applicable aux corporations suivantes en sus de celles qui sont déjà mentionnées à l'annexe de cette loi:

- La Société des techniciens en radiologie médicale du Québec;
- L'Association des techniciens dentaires de la province de Québec;
- La Société d'orthophonie et d'audiologie de la province de Québec;
- L'Association des courtiers d'assurances de la province de Québec;
- La Corporation des urbanistes du Québec;
- La Corporation des bijoutiers du Québec;
- La Corporation des évaluateurs agréés du Québec.

2. QUE le présent arrêté entre en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis que le lieutenant-gouverneur en conseil a apporté son approbation au présent arrêté.

Le sous-ministre de l'Immigration,
JEAN LOISELLE.

Recommandation

CONCERNANT l'application de l'article 4 de la Loi de l'admission à l'étude et à l'exercice de professions (Statuts refondus, 1964, chapitre 246), (modifiée par le chapitre 69 des Lois de 1969 et le chapitre 57 des Lois de 1970)

Le ministre de l'Immigration expose:

CONCERNING the application of section 4 of the Professional Matriculation Act (Revised Statutes, 1964, chapter 246), as amended by chapter 69 of the 1969 Statutes and chapter 57 of the 1970 Statutes)

WHEREAS section 4 of the Professional Matriculation Act (Revised Statutes, 1964, ch. 246 and amendments) stipulates that the Lieutenant-Governor in Council may make this section applicable to other corporations;

WHEREAS under this same section of that Act, every draft order for such purpose must be published by the Minister of Immigration in the *Québec Official Gazette*, with a notice that upon the expiry of thirty days following such publication, it will be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval;

WHEREAS under this same section of that Act, this order shall come into force from a similar publication of a notice of such approval by the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS notwithstanding any inconsistent provision of any general law or special act governing such corporation or any regulation made under such a law or act, the provisions contained in the first two paragraphs of section 4 of the Professional Matriculation Act shall then apply to those corporations contemplated in the said Order;

THEREFORE IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Immigration:

1. THAT Section 4 of the Professional Matriculation Act become applicable to the following corporations in addition to those which are already contained in the schedule of that act:

- The Québec Society of Medical Radiological Technicians;
- The Association of Dental Technicians of the Province of Québec;
- The Speech and Hearing Society of the Province of Québec;
- The Insurance Brokers Association of the Province of Québec;
- The Corporation of Urbanists of Québec;
- The Québec Jewellers' Corporation;
- The Corporation of Chartered Appraisers of Québec;

2. THAT said order come into force from the day of publication in the *Québec Official Gazette* of a notice that the Lieutenant-Governor in Council has given approval to the current order.

JEAN LOISELLE,
Deputy Minister of Immigration.

Recommendation

CONCERNING the application of section 4 of the Professional Matriculation Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 246), (amended by chapter 69 of the Statutes of 1969 and chapter 57 of the Statutes of 1970)

The Minister of Immigration states:

QUE l'article 4 de la Loi de l'admission à l'étude et à l'exercice de professions (Statuts refondus, 1964, chapitre 246 et amendements) stipule que le lieutenant-gouverneur en conseil peut rendre cet article applicable à d'autres corporations;

Qu'en vertu du même article de cette loi, tout projet d'arrêté à cette fin doit être publié par le ministre de l'Immigration dans la *Gazette officielle du Québec*, avec avis qu'à l'expiration des trente jours suivant cette publication, il sera soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil;

Qu'en vertu du même article de cette loi, cet arrêté entrera en vigueur à compter d'une semblable publication d'un avis de cette approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil;

QUE nonobstant toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale régissant ces corporations ou d'un règlement adopté en vertu d'une telle loi, les dispositions contenues aux deux premiers alinéas de l'article 4 de la Loi de l'admission à l'étude et à l'exercice de professions s'appliqueront alors aux corporations visées par l'arrêté en question.

EN CONSÉQUENCE, le ministre de l'Immigration recommande:

1. QUE l'article 4 de la Loi de l'admission à l'étude et à l'exercice de professions devienne applicable aux corporations suivantes en sus de celles qui sont déjà mentionnées à l'annexe de cette loi:

- La Société des techniciens en radiologie médicale du Québec;
- L'Association des techniciens dentaires de la province de Québec;
- La Société d'orthophonie et d'audiologie de la province de Québec;
- L'Association des courtiers d'assurances de la province de Québec;
- La Corporation des urbanistes du Québec;
- La Corporation des bijoutiers du Québec;
- La Corporation des évaluateurs agréés du Québec.

2. QUE le présent arrêté entre en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis que le lieutenant-gouverneur en conseil a apporté son approbation au présent arrêté.

39922-o

Le ministre de l'Immigration.

THAT section 4 of the Professional Matriculation Act (Revised Statutes, 1964, chapter 246 and amendments) stipulates that the Lieutenant-Governor in Council may make this section applicable to other corporations;

THAT under the same section of this Act, every draft order for such purpose must be published by the Minister of Immigration in the *Québec Official Gazette* with a notice that upon the expiry of thirty days following such publication, it will be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval;

THAT under the same section of this Act, this Order shall come into force as of a similar publication of a notice of such approval by the Lieutenant-Governor in Council for approval;

THAT notwithstanding any inconsistent provision of any general law or special act governing such corporations, or any regulation made under such a law, the provisions contained in the first two paragraphs of section 4 of the Professional Matriculation Act shall apply to the corporations contemplated in the Order in question.

THEREFORE, upon the recommendation of the Minister of Immigration:

1. THAT section 4 of the Professional Matriculation Act applies to the following corporations in addition to those which are already mentioned in the schedule to this Act:

- The Québec Society of Medical Radiological Technicians;
- The Association of Dental Technicians of the Province of Québec;
- The Speech and Hearing Society of the Province of Québec;
- The Insurance Brokers' Association of the Province of Québec;
- The Corporation of Urbanists of Québec;
- The Québec Jewellers Corporation;
- The Corporation of Chartered Appraisers of Québec;

2. THAT this Order in Council come into force on the day of the publication in the *Québec Official Gazette* of a notice to the effect that the Lieutenant-Governor in Council has given his approval to this Order.

39922

Minister of Immigration.

Demandes à la Législature

Galal Doss

Avis est par les présentes donné que Galal Doss, domicilié au 334 Magog, en la Cité de LaSalle, district de Montréal, s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec, au cours de la présente session, pour demander l'adoption d'une loi autorisant le Barreau du Québec à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat.

Montréal, le 30 mars 1971.

Les procureurs du requérant,
BLAIN, PICHÉ, GODBOUT,
EMERY, BLAIN & VALLERAND.

39525-15-4-o

Applications to Legislature

Galal Doss

Notice is hereby given that Galal Doss, domiciled at 334 Magog, in the City of LaSalle, district of Montreal, will apply to the National Assembly of Québec, at its present session, to seek the adoption of an Act authorizing the Bar of the province of Québec to admit him to the practice of the legal profession.

Montreal, March 30, 1971.

BLAIN, PICHÉ, GODBOUT,
EMERY, BLAIN & VALLERAND,
Solicitors for the petitioners.

39525-15-4-o

**Communauté orthodoxe grec de la ville de Laval
Greek Orthodox Community of the city of Laval**

Avis est par les présentes donné que Panagiotis Stylianoudakis, mécanicien; Constantine Ragas, épicié; Michael Maragoudakis, dessinateur; Constantine Diskos, boulanger; Panagiotis Dionisopoulos, vendeur; Sotirios Kalogeropoulos, technicien en électronique; Panagiotis Tsakonas, vendeur; Minas, Georgiadis, chimiste, tous de Ville Laval, district de Montréal, et Evangelos A. Hadjis, avocat, des cité et district de Montréal, s'adresseront à l'Assemblée nationale de la province de Québec à sa prochaine session ou la suivante, demandant un décret incorporant la « Communauté orthodoxe grec de la ville de Laval — Greek Orthodox Community of the City of Laval ».

Montréal, ce 13 avril 1971.

Le procureur des requérants,

ME EVANGELOS A. HADJIS.

39738-17-4-o

Cité de Dorval

Avis public est, par les présentes, donné que la Cité de Dorval s'adressera à l'Assemblée Nationale de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte, le chapitre 120 des lois de 1950 et amendements, sur les matières suivantes: pour accorder une pension à Roger Bastien; la perception des taxes scolaires; autoriser la Cité à faire une entente avec le Ministère des Transports du Canada, concernant les taxis faisant le transport des passagers en provenance de l'aérogare; faire déclarer la Cité propriétaire de certaines rues ou ruelles construites depuis plus de dix (10) ans; et pour autres fins.

Montréal, le 31 mars 1971.

Les procureurs de la Cité de Dorval,

LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,

39524-15-4-o

MAILLOUX & BEAUREGARD.

La Compagnie Trust Royal

Avis est par les présentes donné que la Compagnie Trust Royal, corporation ayant son siège social à Montréal, s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec et à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec, à la présente ou prochaine session, pour l'adoption d'une loi déplaçant sur le lot numéro 11 de la subdivision du lot original 1536 sur le plan officiel et livre de renvoi du cadastre pour le quartier St-Antoine dans la ville de Montréal, tel droit de passage existant actuellement sur le lot 12 de la subdivision du susdit lot original 1536, en faveur de certains lots étant des subdivisions des lots originaux 1535 et 1536 sur les susdits plans et livres de renvoi, et pour autres fins.

Montréal, ce 5 avril 1971.

Les procureurs de la requérante,

GAGNON, DE BILLY, CANTIN,

DIONNE & MARTIN.

39659-16-4-o

**Greek Orthodox Community of the city of Laval
Communauté orthodoxe grec de la ville de Laval**

Notice is hereby given that Panagiotis Stylianoudakis, mechanic; Constantine Ragas, grocer; Michael Maragoudakis, designer; Constantine Diskos, baker; Panagiotis Dionisopoulos, salesman; Sotirios Kalogeropoulos, electronics technician; Panagiotis Tsakonas, salesman; Minas, Georgiadis, chemist, all of the city of Laval, district of Montreal, and Evangelos A. Hadjis, advocate, of the city and district of Montreal, will apply to the National Assembly of the Province of Québec at its next or next succeeding session to request the passing of a bill incorporating "Greek Orthodox Community of the City of Laval — Communauté orthodoxe grec de la ville de Laval".

Montreal, April 13, 1971.

ME EVANGELOS A. HADJIS,

Attorney for the Petitioners.

39738-17-4-o

City of Dorval

Public notice is hereby given that the City of Dorval will apply to the National Assembly of the province of Québec, at its present session, for the adoption of an act amending its charter, Chapter 120 of the Statutes of 1950 and amendments, for the following purposes: to grant a pension to Roger Bastien; collection of school taxes; to authorize the City to enter into agreement with the Department of Transport for Canada, concerning taxis conveying passengers from the Airport; to declare the City proprietor of certain streets and lanes built for more than ten (10) years; and for other purposes.

Montreal, March 31, 1971.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,

MAILLOUX & BEAUREGARD,

39524-15-4-o

Attorneys for the City of Dorval.

The Royal Trust Company

Notice is hereby given that The Royal Trust Company, a corporation having its head office in the city of Montreal, will apply to the National Assembly of Québec and to the Honourable Lieutenant-Governor of the Province of Québec, at the present or next session, in order to obtain the adoption of a law displacing on lot number 11 of the subdivision of the original lot 1536 on the cadastral plan and reference book for St. Antoine Ward in the city of Montreal, such right of way actually existing on lot 12 of the subdivision of above original lot 1536, in favour of certain lots which are subdivisions of original lots 1535 and 1536 on above cadastral plan and reference book, and for any purpose.

Montreal, April 5, 1971.

GAGNON, DE BILLY, CANTIN,

DIONNE & MARTIN,

Attorneys for the Petitioner.

39659-16-4-o

Cité de Magog

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Magog s'adressera à l'Assemblée Nationale de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte, afin de déterminer que certains contrats notariés pour l'acquisition de terrains à des fins municipales ou industrielles, ont été passés avec toutes les autorisations pouvant alors être requises.

Et pour autres fins.

Magog, ce 2 avril 1971.

39526-15-4-o *Les procureurs de la Cité de Magog,*
FOREST & LAFLAMME, *avocats.*

City of Magog

Public notice is hereby given that the City of Magog will apply to the National Assembly of the Province of Québec, at its present session, for the passing of an act amending its charter to determine that certain notarial deeds by which the city acquired certain lots for industrial and/or municipal purposes, have been passed, with all the autorizations that could have been then required.

And for other purposes.

Magog, this April 2, 1971.

39526-15-4-o FOREST & LAFLAMME,
Attorney for the City of Magog.

Ville de Longueuil

Avis est par les présentes donné que la Ville de Longueuil s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec, à sa présente ou à sa prochaine session, afin de lui demander l'autorisation de présenter un bill ayant pour objet de modifier les dispositions de sa charte relativement aux matières suivantes:

1. Création d'un comité exécutif composé de membres du conseil;
2. Appel des jugements de la cour municipale;
3. Modifications de la répartition des taxes imposées par divers règlements d'emprunt;
4. Tarif des permis pour les taxis;
5. Pénalités pour les infractions aux règlements de circulation et plus particulièrement aux dispositions relatives au stationnement et au remorquage des véhicules;
6. Pouvoirs spéciaux d'emprunt;
7. Consolidation du déficit accumulé;
8. Homologation du rôle d'évaluation et corrections de ce rôle;
9. Pouvoir de remembrer des terrains;
10. Pouvoir d'acquérir et d'aliéner certains terrains, de fermer et de disposer de ruelles;
11. Imposition de certains immeubles;
12. Tarif pour utilisation de conduits souterrains;
13. Relocalisation d'industries;
14. Exclure la ville de l'application de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires;

15. Ententes avec certaines corporations scolaires, collèges d'enseignement général et professionnel et autres maisons d'éducation concernant des programmes conjoints d'investissements, l'utilisation des équipements et l'organisation de services communautaires;

16. Mise à la retraite de certains employés et paiement de rentes;
 17. Titres de propriété des immeubles utilisés pour le Métro;
 18. Utilisation du surplus du fonds industriel;
 19. Établissement d'une base pour imposer la taxe d'eau;
- et toutes autres matières utiles à une meilleure administration municipale.

Montréal, ce 6e jour d'avril 1971.

39712-16-4-o *Les procureurs,*
VIAU, MAYRAND, HÉBERT.

City of Longueuil

Notice is hereby given that the City of Longueuil will petition the Québec National Assembly, at its present or next session, to be authorized to present a bill to modify the dispositions of its charter in relation with the following subjects:

1. Creation of an executive committee formed of members of the council;
2. Appeal from judgments of the Municipal Court;
3. Changes in the assessment of taxes imposed by various borrowing by-laws;
4. Fees for taxi licences;
5. Penalties for infractions to traffic by-laws and, in particular, to provisions concerning parking and towing of motor-vehicles;
6. Special borrowing powers;
7. Consolidation of accumulated deficits;
8. Homologation of valuation roll and corrections of the said roll;
9. Land assembling powers;
10. Powers to acquire and alienate certain immoveables, to close and dispose of lanes;
11. Taxation of certain immoveables;
12. Fees for utilization of underground pipes;
13. Relocation of industries;
14. Withdrawal of the city from the application of the Act to promote conciliation between lessees and property-owners;
15. Agreements with certain school corporations, CEGEP's and other educational institutions concerning joint investment programs, the use of equipment and organization communal services;

16. The pensioning off of certain employees and paiement of pension benefits;

17. Land titles of immoveables affected to Metro station;
 18. Utilization of the surplus of the industrial fund;
 19. Establishment of a basis for assessment of water taxes;
- any other relevant matter to improve municipal administration.

Montreal, this 6th day of April 1971.

39712-16-4-o VIAU, MAYRAND, HÉBERT,
Attorneys.

La ville de Sainte-Foy

Avis est par les présentes donné que la ville de Sainte-Foy, Québec, s'adressera au cours de la présente session à la Législature de la province de Québec, pour lui demander d'adopter une loi qui amènera sa charte aux fins suivantes:

1. Sans autre formalité que l'approbation du ministre des Affaires municipales et de la Commission municipale de Québec, autoriser la ville à décréter les règlements d'emprunts nécessaires aux fins d'obtenir les argents suffisants pour combler, relativement aux travaux de nature capitale, effectués depuis juin 1960, la différence entre les sommes prévues par les différents règlements d'emprunt et les dépenses effectivement encourues;

2. Sans autre formalité que l'approbation du ministre des Affaires municipales et de la Commission municipale de Québec, autoriser la ville de Sainte-Foy à décréter par règlement, l'exécution de travaux permanents d'égout, d'aqueduc, de pavage, chaînes, éclairage, de signalisation, de prévention et les emprunts nécessaires à ces fins;

3. Relativement à l'entretien des rues et trottoirs durant l'hiver autoriser la ville à établir par règlement le genre de services qu'elle juge approprié dans chaque cas de même que la répartition du coût de tels services, entre les propriétaires suivant des barèmes ajustés à chaque cas;

4. Amender, pour la ville de Sainte-Foy, l'article 429 paragraphe 16 de la Loi des cités et villes, relatif à l'enfouissement des fils conducteurs, tuyaux et conduits;

5. Modifier le régime de pension des membres du Conseil;

6. À compter de la date, de la fusion entre la ville de Sainte-Foy et la paroisse de l'Ancienne-Lorette, abroger toutes les ententes intervenues préalablement entre la paroisse de l'Ancienne-Lorette et la ville de l'Ancienne-Lorette, spécialement celles relatives au service de police et d'aqueduc. Au cas de litige résultant de cette abrogation, prévoir l'arbitrage, final et sans appel de la Commission de police ou de la Commission municipale de Québec suivant le cas;

7. Permettre à la ville d'éliminer de son territoire, les cimetières de véhicules-moteurs.

Et pour toutes autres fins.

Québec, ce 31 mars 1971.

Le procureur de la ville de Sainte-Foy,

39583-15-4-o

DENYS AUBÉ, C.R.

The City of St. Foy

Notice is hereby given that the city of St. Foy shall, during the present session, apply to the Legislature of the Province of Québec for the adoption of a law to amend its charter for the following purposes:

1. Without any formality other than the approval of the minister of Municipal Affairs and the Québec Municipal Commission, to authorize the city to enact the loan by-laws necessary to obtain the money required to meet the difference between the sums of money provided for by the different loan by-laws and the expenditures actually incurred with respect to major works carried out since June 1960.

2. Without any formality other than the approval of the Minister of Municipal Affairs and the Québec Municipal Commission, to authorize the city of St. Foy to enact, by by-law, the carrying-out of works of a permanent nature with respect to sewers, aqueducts, pavements, curbs, lighting, road signs, prevention, and the loans necessary for such purposes;

3. With respect to the upkeep of streets and sidewalks in winter, to authorize the City to establish by by-law the type of services it deems appropriate in each case as well as the sharing-out of the costs of such services among property-owners according to standards applied to each case;

4. To amend, for the city of St. Foy, section 429, paragraph 16, of the Cities and Towns Act with respect to the sinking of wires, pipes and conduits;

5. To amend the pension plan of the members of the Council;

6. As of the date of amalgamation of the City of St. Foy and the Parish of L'Ancienne-Lorette, to repeal all agreements drawn up in the past between the Parish of L'Ancienne-Lorette and the Town of L'Ancienne-Lorette, especially those with respect to police and aqueduct services. Should such repeal give rise to litigation, provision should be made for arbitration of a final nature and without appeal of the Police Commission or the Québec Municipal Commission as the case may be;

7. To permit the City to remove car dumps from its territory.

And for all other purposes.

Québec, March 31, 1971.

DENYS AUBÉ, Q.C.,

39583-15-4

Attorney for the City of St. Foy.

Corporation des officiers municipaux
agrés du Québec

Avis est par les présentes donné que la « Corporation des officiers municipaux agrés du Québec » s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec, au cours de la présente session, pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte afin de modifier les buts de la corporation et la qualification requise de ses membres, ainsi que pour créer un bureau d'examineurs, prévoir la tenue d'examens, et pour permettre l'admission de

Corporation of Chartered Municipal
Officers of Québec

Notice is hereby given that the "Corporation of Chartered Municipal Officers of Québec" will petition the National Assembly of the Province of Québec, at its present session, to modify the dispositions of its charter, among others: to amend the purposes of the Corporation and the required qualifications of its members, to establish an examining body, and to provide for examination, to authorize the admission

membres de l'Institut des officiers municipaux de finance et d'administration du Québec et pour toute autre fin.

of the members of the Institute of Municipal Finance or Administration Officers of Québec, and for any other purposes.

Québec, ce 27 avril 1971.

Québec, April 27, 1971.

39931-18-4-0 *Le procureur de la requérante,*
MAURICE JACQUES, C.R.

39931-18-4-0 MAURICE JACQUES, Q.C.,
Solicitor for Petitioner.

Changement de nom — Loi du Demandes

Change of name — Act Applications

Guido Dessmann

Guido Dessmann

Avis est par les présentes donné aux intéressés que M. Guido Dessmann, domicilié au 7035, avenue Querbes, app. 5, Montréal, requerra pour lui et son épouse, Spiridoula Lazaratou, que son nom soit changé en celui de André Samaras, le tout conformément à la Loi du changement de nom, 13-14, Eliz. II, ch. 17, S.Q.

Notice is hereby given to whom it may concern that Mr. Guido Dessmann, residing at 7035 Querbes Avenue, Apt. 5, Montreal, will require for himself and his wife, Spiridoula Lazaratou, that his name be changed to André Samaras, in accordance with the Change of Name Act, 13-14 Eliz. II, ch. 17, Q.S.

39737-17-2-0 *Le procureur du requérant,*
HARRY BLANK, avocat.

39737-17-2-0 HARRY BLANK, *advocate,*
Attorney for the Petitioner.

Stephen Maczula (Alias Taylor)

Stephen Maczula (Alias Taylor)

Avis est par les présentes donné que Stephen Maczula (Alias Taylor), journalier, de la cité de Dorval, province de Québec, et y résidant au 356, avenue Allard, demandera au ministre de la Justice de la province de Québec un décret du lieutenant-gouverneur en conseil changeant son nom de Stephen Maczula en celui de Stephen Taylor.

Notice is hereby given that Stephen Maczula (Alias Taylor), workman, of the city of Dorval, province of Québec, therein residing at 356 Allard Avenue, will apply to the Minister of Justice of the province of Québec for a decree of the Lieutenant-Governor in Council for the change of his name from Stephen Maczula to Stephen Taylor.

Ledit décret n'affectera nul autre que le requérant, qui est connu sous le nom de Taylor depuis son enfance.

The said decree will affect no person other than the applicant, who has been known by the name of Taylor since childhood.

Dorval, Québec, le 19e jour d'avril 1971.

Dorval, Québec, this 19th day of April, 1971.

39853-18-2 *Les procureurs du requérant,*
AMARON AND STEAD.

39853-18-2-0 AMARON AND STEAD,
Attorneys for applicant.

Robert Huet

Robert Huet

Avis est par les présentes donné que Robert Huet, étudiant, résidant au 150B rue Galipeau, à Thurso, district de Hull, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, pour l'adoption d'un décret pour changer son nom en celui de Robert Huet-Gervais.

Notice is hereby given that Robert Huet, student, residing at 150B Galipeau Street, in Thurso, district of Hull, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to obtain a decree changing his name to Robert Huet-Gervais.

Hull, ce 7 avril 1971.

Hull, April 7, 1971.

39892-18-2-0 *Le procureur du requérant,*
JACQUES PRÉVOST.

39892-18-2 JACQUES PRÉVOST,
Attorney for the petitioner.

Boghos Karlozian

Boghos Karlozian

Boghos Karlozian, spécialiste de projection, résidant et domicilié au 1429 rue Bishop, appartement 4, dans la ville et le district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Paul Karlozian.

Boghos Karlozian, forecast specialist, residing and domiciled at 1429 Bishop Street, apartment 4, in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Québec, for an order changing his name to that of Paul Karlozian.

Montréal, le 5 avril 1971.

Montreal, April 5, 1971.

39893-18-2-0 *Le pétitionnaire,*
BOGHOS KARLOZIAN.

39893-18-2-0 BOGHOS KARLOZIAN,
Petitioner.

Manfred Schlappner

Avis est donné que le docteur Manfred Schlappner, médecin résident au Montréal Children's Hospital de la cité de Montréal, domicilié dans ladite cité du 2100, Marlow, Montréal, demandera au lieutenant-gouverneur en conseil la permission de changer son nom de Manfred Schlappner à Manfred Lapner. Ledit changement de nom bénéficiera à sa femme, dont le nom changera de Linda Schlappner à Linda Lapner.

Montréal, 21 avril 1971.

39894-18-2-o

Les procureurs du requérant,
MERCIER & SAINT-PIERRE.

Manfred Schlappner

Notice is given that Doctor Manfred Schlappner, resident at Montreal Children's Hospital of the city of Montreal, therein residing at 2100, Marlow, Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council, for permission to change his name from that of Manfred Schlappner to Manfred Lapner. The said changed name shall also benefit his wife whose name shall be changed from Linda Schlappner to Linda Lapner.

Montreal, April 21, 1971.

39894-18-2-o

MERCIER & SAINT-PIERRE,
Attorneys for the applicant.

**Changement de nom — Loi du
Accordés**

Guy Martin

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1326, du 7 avril 1971, d'effectuer le changement de nom de Joseph Georges Guy Francisco en celui de Guy Martin.

Québec, le 19 avril 1971.

39845-o

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la Justice.

**Change of name — Act
Granted**

Guy Martin

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 1326, dated April 7, 1971, to change the name of Joseph Georges Guy Francisco to that of Guy Martin.

Québec, April 19, 1971.

39845

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

Victor Masco

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1327, du 7 avril 1971, d'effectuer le changement de nom de Viktor Moskovits en celui de Victor Masco.

Québec, le 19 avril 1971.

39845-o

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la Justice.

Victor Masco

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 1327, dated April 7, 1971, to change the name of Viktor Moskovits to that of Victor Masco.

Québec, April 19, 1971.

39845

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

Panayotis Laoun Nicopoulos

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1328, du 7 avril 1971, d'effectuer le changement de nom de Panayotis Nicopoulos en celui de Panayotis Laoun Nicopoulos.

Québec, le 19 avril 1971.

39845-o

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la Justice.

Panayotis Laoun Nicopoulos

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 1328, dated April 7, 1971, to change the name of Panayotis Nicopoulos to that of Panayotis Laoun Nicopoulos.

Québec, April 19, 1971.

39845

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

Alexander Winn

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1329, du 7 avril 1971, d'effectuer le changement de nom de Aleksander Winnikow en celui de Alexander Winn.

Québec, le 19 avril 1971.

39845-o

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la Justice.

Alexander Winn

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 1329, dated April 7, 1971, to change the name of Aleksander Winnikow to that of Alexander Winn.

Québec, April 19, 1971.

39845

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

Proclamations

Canada,
Province de
Québec,
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU que selon l'article 68 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20) le lieutenant-gouverneur peut, en tout temps, par proclamation, fixer les époques auxquelles commencent les termes de la Cour du Banc de la Reine dans l'exercice de sa juridiction en première instance, en matière criminelle, dans tous les districts et peut les changer pareillement;

ATTENDU que la date de l'ouverture du terme de la Cour du Banc de la Reine siégeant en première instance, en matière criminelle, pour le district de Richelieu, est fixée au sept (7) janvier ou le lundi suivant si le sept (7) est un samedi;

ATTENDU que, dans l'intérêt de la bonne administration de la Justice, il y a lieu de fixer pour l'avenir, à compter de mil neuf cent soixante-onze (1971) la date de l'ouverture de ce terme au dernier jeudi d'octobre de chaque année.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1200, en date du 31 mars 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que la date de l'ouverture des termes de la Cour du Banc de la Reine, siégeant en première instance, en matière criminelle, dans et pour le district de Richelieu, pour l'avenir, soit fixée au dernier jeudi d'octobre de chaque année.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce trente et unième jour de mars en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,
JEAN ALARIE.

39845-0

Proclamations

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, in conformity with section 68 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 20), the Lieutenant-Governor may, at any time, by proclamation, determine the periods at which the terms of the Court of Queen's Bench sitting as a court of first instance in criminal matters shall commence in any district and may alter the same in like manner;

WHEREAS the opening date of the term of the Court of Queen's Bench sitting as a court of first instance in criminal matters for the District of Richelieu is January seventh (7th) or the following Monday if the seventh (7th) is a Saturday;

WHEREAS, in the interests of a good administration of Justice, it is deemed expedient, as of nineteen hundred and seventy-one (1971), to fix in future the last Thursday of October of each year as the opening date of that term.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in a decree bearing No. 1200 and dated March 31, 1971, We have decreed and ordered, and hereby do decree and order that the opening date of the terms of the Court of Queen's Bench, sitting in first instance in criminal matters, in and for the District of Richelieu, be in future the last Thursday of October of each year.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this thirty-first day of March in the year of Our Lord one thousand and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command.

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

39845

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU que le conseil municipal du village de Varennes, comté de Verchères, a soumis pour approbation, son règlement numéro 311, modifié par une résolution dudit conseil en date du 1er mars 1971, à l'effet de soumettre le territoire de cette municipalité à la juridiction de la Cour municipale de ville de Boucherville;

ATTENDU que le conseil municipal de la ville de Boucherville, par son règlement numéro 708, modifié par une résolution dudit conseil en date du 2 mars 1971, a concouru dans la teneur dudit règlement adopté par le conseil municipal du village de Varennes.

ATTENDU que, sous l'autorité de l'article 7 de la Loi des Cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24), le lieutenant-gouverneur en conseil a donné son approbation à ces règlements.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1244, en date du 31 mars 1971, et vu les dispositions des articles 693 à 697 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), et des articles 3 à 7 de la Loi des Cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24), Nous avons décrété et ordonné qu'à compter de trente et un jours après la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, le territoire de la municipalité du village de Varennes sera soumis à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Boucherville.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce trente et unième jour de mars en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,

JEAN ALARIE.

39845-0

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the municipal council of the village of Varennes, county of Verchères, submitted for approval, its by-law number 311, amended by a resolution of the said council dated March 1, 1971, for the purpose of submitting the territory of the said municipality to the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Boucherville;

WHEREAS the municipal council of the town of Boucherville, by its by-law number 708, amended by a resolution of the said council dated March 2, 1971, agreed to the terms of the said by-law adopted by the municipal council of the village of Varennes.

WHEREAS under section 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, Chapter 24), the Lieutenant-Governor in Council gave his approval to the said by-laws.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1244, dated March 31, 1971, and considering the provisions of sections 693 to 697 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, Chapter 193), and of sections 3 to 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, Chapter 24), We have decreed and ordered that from and after thirty-one days following the publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, the territory of the municipality of the village of Varennes will be submitted to the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Boucherville.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this thirty-first day of March in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,

Assistant Deputy Attorney General.

39845

**Régie des Marchés
Agricoles du Québec**

**Québec Agricultural
Marketing Board**

Plan conjoint de producteurs de lait du Québec

Joint Plan of the Milk Producers of Québec

Règlement de pool

Pool By-law

Prenez avis que lors de sa dernière assemblée, la Régie des marchés agricoles a approuvé le règlement ci-après modifiant le règlement de pool de la Fédération des producteurs de lait du Québec; ce règlement entre en vigueur dès la présente publication.

Take notice that at its last general meeting, the Québec Agricultural Marketing Board approved the by-law described hereafter amending the pool by-law of the "Fédération des producteurs de lait du Québec"; this by-law comes into force upon its publication.

Régie des marchés agricoles du Québec,

Québec Agricultural Marketing Board,

Le secrétaire,

Per: (ME) GILLES LE BLANC,
Secretary.

Par: (ME) GILLES LE BLANC.

Règlement modifiant le règlement de pool

By-Law Amending the Pool By-Law

L'article 12 du règlement de pool est modifié en insérant, au début du premier paragraphe, ce qui suit:

Article 12 of the pool by-law is amended by making the following insertion at the beginning of paragraph one:

« Pour les fins de l'article 12, la Province de Québec est divisée en quatre zones:

"For the purposes of article 12, the Province of Québec is divided into four zones:

Zone 1: Les comtés électoraux de Rivière-du-Loup, Rimouski, Matapédia, Matane, Bonaventure, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Témiscouata.

Zone 1: The electoral counties of Rivière-du-Loup, Rimouski, Matapédia, Matane, Bonaventure, Gaspé-North, Gaspé-South, Témiscouata.

Zone 2: Les comtés électoraux de Chicoutimi, Dubuc, Jonquière-Kénogami, Lac-St-Jean, Roberval.

Zone 2: The electoral counties of Chicoutimi, Dubuc, Jonquière-Kénogami, Lake St. John, Roberval.

Zone 3: Les comtés électoraux d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Rouyn-Noranda, Témiscamingue.

Zone 3: The electoral counties of Abitibi-East, Abitibi-West, Rouyn-Noranda, Témiscamingue.

Zone 4: Tous les autres districts électoraux.

Zone 4: All the other electoral districts.

Les producteurs qui livrent du lait à une fabrique sise dans la Zone 4 peuvent céder leur quota à toute personne dans la province, mais peuvent en acquérir uniquement de personnes qui livrent à une fabrique sise dans leur propre zone.

Those producers delivering milk to a factory situated in Zone 4 may yield their quota to anybody in the province, but may only acquire a quota from persons delivering to a factory situated in their own zone.

Les producteurs qui livrent à une fabrique sise dans la Zone 1, 2 ou 3 peuvent céder leur quota à des personnes qui livrent à l'intérieur de leur propre zone, et peuvent en acquérir de personnes qui livrent à une fabrique dans leur propre zone ou dans la Zone 4.»
39880-0

Those producers who deliver to a factory situated in Zones 1, 2 or 3 may yield their quota to persons who deliver within their own zone, and may acquire a quota from persons who deliver to a factory in their own zone or in Zone 4."
39880

Société coopérative agricole

Cooperative Agricultural Association

La société coopérative agricole de Montmagny

La société coopérative agricole de Montmagny

(Loi des sociétés coopératives agricoles)

(Cooperative Agricultural Associations Act)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a, par une résolution adoptée le 1er mars 1971 par le conseil d'administration de la « Société coopérative agricole de St-Thomas », changé le nom de cette société en celui de « La société coopérative agricole de Montmagny ».

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, by a resolution adopted on March 1, 1971 by the directors of the "Société coopérative agricole de St-Thomas" changed the name of this association to that of "La société coopérative agricole de Montmagny".

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

Société d'habitation du Québec

Cité de Westmount

Amendement au programme de rénovation

Conformément aux articles 33 et 34 de la Loi de la Société d'Habitation du Québec (15-16 Elizabeth II, chapitre 55), avis public est, par les présentes, donné que le conseil municipal de la Cité de Westmount a adopté, lors d'une assemblée régulière tenue au lieu ordinaire des séances du conseil le 19 janvier 1971, un amendement au programme détaillé de rénovation concernant le territoire délimité par la rue Ste-Catherine, l'avenue Greene et le boulevard Dorchester.

L'amendement consiste à retrancher le 30% d'emplacement requis dans le territoire ci-haut mentionné.

Les intéressés pourront consulter les documents constituant l'amendement à ce programme à l'Hôtel de Ville, 4333 rue Sherbrooke, Westmount, aux heures normales d'ouverture des bureaux.

De plus, les intéressés pourront se procurer au même endroit une ou des copies de l'amendement.

Enfin, les intéressés peuvent transmettre par écrit leurs objections à cet amendement à la Société d'Habitation du Québec, 1995 boulevard Charest Ouest, Sainte-Foy, Québec 10 et ce, pas plus tard que le 4^e jour de juin 1971.

Donné à Westmount ce 19^e jour d'avril 1971.

Le greffier,

R. B. SEAMAN.

39838-o

Québec Housing Corporation

City of Westmount

Amendment to the Urban Renewal Program

In conformity with Articles 33 and 34 of the Québec Housing Corporation Act (15-16 Elizabeth II, Chapter 55), public notice is hereby given that the Council of the city of Westmount at a general meeting held in the City Hall on 19th January, 1971 adopted an amendment to the Urban Renewal Program concerning the territory bounded by St. Catherine Street, Greene Avenue and Dorchester Boulevard.

The amendment consists of deleting the 30% site coverage requirement in the above-mentioned territory.

The documents forming this amendment may be consulted by all interested parties at City Hall, 4333 Sherbrooke Street, Westmount, during the normal business hours.

Furthermore, interested parties may obtain at the above address one or several copies of the amendment.

Finally, those interested parties may submit, in writing, to the Québec Housing Corporation at 1995 Charest Boulevard West, Sainte-Foy, Québec 10, P.Q. their objections to the amendment, and this not later than the 4th day of June, 1971.

Given at Westmount this 19th day of April, 1971.

R. B. SEAMAN,
City Clerk.

39838-o

Syndicats professionnels

Association des Médecins Vétérinaires Praticiens du Québec (A.M.V.P.Q.)

(Loi des syndicats professionnels)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 13 avril 1971, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Médecins Vétérinaires Praticiens du Québec (A.M.V.P.Q.) », avec siège social situé à Laurentides, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives.*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39840-o

13-71

Syndicat des Enseignants de Champlain

(Loi des syndicats professionnels)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 7 avril 1971, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des Enseignants de Cham-

Professional Syndicates

Association des Médecins Vétérinaires Praticiens du Québec (A.M.V.P.Q.)

(Professional Syndicates Act)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on April 13, 1971, he authorized the incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Médecins Vétérinaires Praticiens du Québec (A.M.V.P.Q.)", with its head office situated at Laurentides, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

39840

13-71

Syndicat des Enseignants de Champlain

(Professional Syndicates Act)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on April 7, 1971, he authorized the incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des Enseignants de

plain », avec siège social situé en la ville de Longueuil, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

39841-o

15-71

Champlain", with its head office situated in the city of Longueuil, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

39841

15-71

Soumissions — Demandes de

La Commission scolaire régionale protestante de Châteauguay Valley

Siège social: 75, boulevard St-Jean-Baptiste, Châteauguay, P.Q.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le sous-signé Peter L. Ross, secrétaire-trésorier, 75, boulevard Saint-Jean-Baptiste, Châteauguay, comté de Châteauguay, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 19 mai 1971, pour l'achat de \$843,000 d'obligations pour la commission scolaire régionale protestante de Châteauguay Valley, comté de Châteauguay, datées du 1er juin 1971 et remboursables par série du 1er juin 1972 au 1er juin 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Cependant, un taux non inférieur à 6½% pourra être utilisé pour les amortissements du 1er juin 1972 au 1er juin 1976 inclusivement, et seulement pour ces années d'amortissement.

Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1971.

Tableau d'amortissement — \$843,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1972	\$18,000
1er juin 1973	20,000
1er juin 1974	22,000
1er juin 1975	23,000
1er juin 1976	25,000
1er juin 1977	27,000
1er juin 1978	29,000
1er juin 1979	32,000
1er juin 1980	34,000
1er juin 1981	37,000
1er juin 1982	40,000
1er juin 1983	43,000
1er juin 1984	46,000
1er juin 1985	50,000
1er juin 1986	54,000
1er juin 1987	58,000
1er juin 1988	63,000
1er juin 1989	68,000
1er juin 1990	74,000
1er juin 1991	80,000

Tenders — Requests for

The Protestant Regional School Board of Châteauguay Valley

Head Office: 75 St-Jean-Baptiste Boulevard, Châteauguay, P.Q.

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Peter L. Ross, Secretary-Treasurer, 75 Saint-Jean-Baptiste Boulevard, Châteauguay, county of Châteauguay, P.Q., until 8:00 p.m., on Wednesday, May 19, 1971, for the purchase of an issue of \$843,000 of bonds for The Protestant Regional School Board of Châteauguay Valley, county of Châteauguay, dated June 1, 1971 and redeemable serially from June 1, 1972 to June 1, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. However, a rate of not less than 6½% may be used for the bonds redeemable from June 1, 1972 to June 1, 1976 inclusively, and for those years only.

The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from June 1, 1971.

Table of redemption — \$843,000 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1972	\$18,000
June 1, 1973	20,000
June 1, 1974	22,000
June 1, 1975	23,000
June 1, 1976	25,000
June 1, 1977	27,000
June 1, 1978	29,000
June 1, 1979	32,000
June 1, 1980	34,000
June 1, 1981	37,000
June 1, 1982	40,000
June 1, 1983	43,000
June 1, 1984	46,000
June 1, 1985	50,000
June 1, 1986	54,000
June 1, 1987	58,000
June 1, 1988	63,000
June 1, 1989	68,000
June 1, 1990	74,000
June 1, 1991	80,000

La commission scolaire régionale protestante de Châteauguay Valley se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (17 Eliz. II, Bill 64, sanctionné le 5 juillet 1968), demandera au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire le dépôt en fidéicommis entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1^o Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2^o Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3^o Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4^o Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$80,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er juin 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$80,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La commission scolaire régionale protestante de Châteauguay Valley s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juin 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu de la résolution du 23 novembre 1970 — \$843,000 — agrandissement du High School Regional Howard S. Billings.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, mer-

The Protestant Regional School Board of Châteauguay Valley availing itself of section 1 of the Act Amending the School Boards Grants Act (17 Eliz. II, Bill 64, assented to on July 5, 1968), will apply to the Minister of Education for him to deposit in trust with the Minister of Finance from the grants to be paid annually by him to the said school corporation the sums sufficient to pay off in full the capital and interests of this issue and the renewal thereof, if required.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried over to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried over to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried over 10-year for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, for the latter terms and conditions, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$80,000, and if greater than the latter amount, this surplus must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of maturities excluding the maturity of June 1, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$80,000, and only this surplus will be redeemable by anticipation, at par, on June 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue in accordance with the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue loan.

The Protestant Regional School Board of Châteauguay Valley agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days following June 1, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the resolution of November 23, 1970 — \$843,000 — enlargement of the Howard S. Billings Regional High School.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on

credi, le 19 mai 1971, à 8 heures du soir, 75, boulevard Saint-Jean-Baptiste, Châteauguay, comté de Châteauguay, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Châteauguay (Comté de Châteauguay), ce 22 avril 1971.

Le secrétaire-trésorier,
PETER L. ROSS.

75, boulevard St-Jean-Baptiste,
Châteauguay (Châteauguay), P.Q.
Téléphone: 691-1440, code 514.

39885-o

Ville de Buckingham
Comté de Papineau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gaston Renaud, greffier, Hôtel de ville, 515, rue Charles, Buckingham, comté de Papineau, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 17 mai 1971, pour l'achat de \$151,000 d'obligations de la ville de Buckingham, comté de Papineau, datées du 1er juin 1971 et remboursables en série du 1er juin 1972 au 1er juin 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Cependant, un taux non inférieur à 6½% pourra être utilisé pour les amortissements du 1er juin 1972 au 1er juin 1976 inclusivement, et seulement pour ces années d'amortissement.

Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1971.

Tableau d'amortissement — \$151,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1972	\$ 5,500
1er juin 1973	5,500
1er juin 1974	7,000
1er juin 1975	7,000
1er juin 1976	7,500
1er juin 1977	8,500
1er juin 1978	10,000
1er juin 1979	10,500
1er juin 1980	12,000
1er juin 1981	13,000
1er juin 1982	4,500
1er juin 1983	4,500
1er juin 1984	5,500
1er juin 1985	5,500
1er juin 1986	6,000
1er juin 1987	6,500
1er juin 1988	7,000
1er juin 1989	7,500
1er juin 1990	8,500
1er juin 1991	9,000

Wednesday, May 19, 1971, at 8:00 p.m., at 75 Saint-Jean-Baptiste Boulevard, Châteauguay, county of Châteauguay, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Châteauguay (County of Châteauguay), April 22, 1971.

PETER L. ROSS,
Secretary-Treasurer.

75 St-Jean-Baptiste Boulevard,
Châteauguay (Châteauguay), P.Q.
Telephone: 691-1440, code 514.

39885

Town of Buckingham
County of Papineau

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Gaston Renaud, Town Clerk, Town Hall, 515 Charles Street, Buckingham, county of Papineau, Québec, until 8:00 o'clock in the evening, Monday, May 17, 1971, for the purchase of a bond issue of \$151,000, bonds of the Town of Buckingham, county of Papineau, dated June 1, 1971 and redeemable serially from June 1, 1972 to June 1, 1991 inclusively, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. However, a rate of not less than 6½% may be used for the bonds redeemable from June 1, 1972 to June 1, 1976 inclusively and for those years only.

The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from June 1, 1971.

Table of redemption — \$151,000 — 20 ans

Year	Capital
June 1, 1972	\$ 5,500
June 1, 1973	5,500
June 1, 1974	7,000
June 1, 1975	7,000
June 1, 1976	7,500
June 1, 1977	8,500
June 1, 1978	10,000
June 1, 1979	10,500
June 1, 1980	12,000
June 1, 1981	13,000
June 1, 1982	4,500
June 1, 1983	4,500
June 1, 1984	5,500
June 1, 1985	5,500
June 1, 1986	6,000
June 1, 1987	6,500
June 1, 1988	7,000
June 1, 1989	7,500
June 1, 1990	8,500
June 1, 1991	9,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1^o Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2^o Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3^o Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4^o Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$9,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er juin 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Buckingham.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto et à Ottawa.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$9,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Buckingham s'engage à ne pas émettre de nouvelles émissions obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juin 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 296-NS — \$61,000 — consolidation de déficit; 317-NS — \$30,000 — travaux de parc; 324-NS — \$30,000 — aqueduc et égouts; 325-NS — \$30,000 — achat d'un camion auto-pompe.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 17 mai 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 515, rue Charles, Buckingham, comté de Papineau, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to ten-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$9,000, and if greater than the latter amount, said surplus only must comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, the maturity of June 1, 1991 being excluded.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Buckingham.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto and in Ottawa.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$9,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on June 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The town of Buckingham agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days following June 1, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued under the following by-laws: 296-NS — \$61,000 — deficit consolidation; 317-NS — \$30,000 — works for a park; 324-NS — \$30,000 — aqueduct and sewers; 325-NS — \$30,000 — purchase of a fire-engine truck.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Monday, May 17, 1971, at 8:00 o'clock in the evening, at the Town Hall, 515 Charles Street, Buckingham, county of Papineau, Québec.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Buckingham (Comté de Papineau), ce 22 avril 1971.
Le greffier,
 GASTON RENAUD.

Hôtel de ville, 515, rue Charles,
 Buckingham, (Papineau), P.Q.,
 Téléphone: 986-3351, code 819. 39912-0

Buckingham (County of Papineau), April 22, 1971.
 GASTON RENAUD,
Town Clerk,

Town Hall, 515 Charles Street,
 Buckingham, (Papineau), P.Q.,
 Telephone: 986-3351, code 819. 39912

Ville de Brossard
 Comté de Napierville-Laprairie

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Laurent Gervais, greffier, Hôtel de Ville, 6840, boulevard Matte, Brossard, comté de Napierville-Laprairie, P.Q., jusqu'à 9 heures du soir, mardi, le 18 mai 1971, pour l'achat de \$1,241,000 d'obligations de la ville de Brossard, comté de Napierville-Laprairie, datées du 1er juin 1971 et remboursables par série du 1er juin 1972 au 1er juin 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Cependant, un taux non inférieur à 6½% pourra être utilisé pour les amortissements du 1er juin 1972 au 1er juin 1976 inclusivement, et seulement pour ces années d'amortissement.

Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1971.

Tableau d'amortissement — \$1,241,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1972	\$ 17,000
1er juin 1973	18,000
1er juin 1974	20,000
1er juin 1975	21,000
1er juin 1976	25,000
1er juin 1977	25,000
1er juin 1978	28,000
1er juin 1979	31,000
1er juin 1980	34,000
1er juin 1981	36,000
1er juin 1982	39,000
1er juin 1983	43,000
1er juin 1984	48,000
1er juin 1985	52,000
1er juin 1986	57,000
1er juin 1987	61,000
1er juin 1988	67,000
1er juin 1989	72,000
1er juin 1990	77,000
1er juin 1991	470,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

Town of Brossard
 County of Napierville-Laprairie

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Laurent Gervais, Town Clerk, at the Town Hall, 6840 Matte Boulevard, Brossard, county of Napierville-Laprairie, Québec, until 9:00 o'clock p.m., Tuesday, May 18, 1971, for the purchase of an issue of \$1,241,000 of bonds for the town of Brossard, county of Napierville-Laprairie, such bonds dated June 1, 1971, and redeemable serially from June 1, 1972 to June 1, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. However, a rate of not less than 6½% may be used for the bonds redeemable from June 1, 1972 to June 1, 1976 inclusively, and for those years only.

The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from June 1, 1971.

Table of redemption — \$1,241,000 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1972	\$ 17,000
June 1, 1973	18,000
June 1, 1974	20,000
June 1, 1975	21,000
June 1, 1976	25,000
June 1, 1977	25,000
June 1, 1978	28,000
June 1, 1979	31,000
June 1, 1980	34,000
June 1, 1981	36,000
June 1, 1982	39,000
June 1, 1983	43,000
June 1, 1984	48,000
June 1, 1985	52,000
June 1, 1986	57,000
June 1, 1987	61,000
June 1, 1988	67,000
June 1, 1989	72,000
June 1, 1990	77,000
June 1, 1991	470,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to ten-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$54,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er juin 2001 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er juin 1991 au montant de \$470,000 comprend un solde de \$385,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er juin 1992	\$27,000
1er juin 1993	30,000
1er juin 1994	32,000
1er juin 1995	34,000
1er juin 1996	36,000
1er juin 1997	39,000
1er juin 1998	41,000
1er juin 1999	44,000
1er juin 2000	48,000
1er juin 2001	54,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Brossard.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$470,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er juin de chaque année pour le montant annuel pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Brossard s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juin 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 294 — \$450,000 — aqueduc, égouts, voirie; 327 — \$90,000 — aqueduc, égouts, voirie, électricité; 365 — \$25,000 — aqueduc, égouts, voirie, électricité; 377 (388) — \$100,000 — aqueduc,

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$54,000 and if greater than the latter amount, said surplus only must comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, the maturity of June 1, 2001 of the renewable part hereinafter mentioned being excluded.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The June 1, 1991 maturity in the amount of \$470,000 covers a balance of \$385,000 renewable for an additional 10-year period and maturing as follows:

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
June 1, 1992	\$27,000
June 1, 1993	30,000
June 1, 1994	32,000
June 1, 1995	34,000
June 1, 1996	36,000
June 1, 1997	39,000
June 1, 1998	41,000
June 1, 1999	44,000
June 1, 2000	48,000
June 1, 2001	54,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Brossard.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$470,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on June 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The town of Brossard agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days following June 1, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued under the following by-laws: 294 — \$450,000 — aqueduc, sewers, roads; 327 — \$90,000 — aqueduct, sewers, roads, electricity; 365 — \$25,000 — aqueduct, sewers, roads, electricity; 377 (388) — \$100,000 — aqueduct, sewers, roads,

égouts, voirie, électricité; 402 — \$280,000 — aqueduc, égouts, voirie, électricité; 404 — \$170,000 — aqueduc, égouts, voirie, électricité; 406 — \$70,000 — aqueduc, égouts, voirie, électricité; 408 — \$56,000 — aqueduc, égouts, voirie, électricité.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 18 mai 1971, à 9 heures du soir, Hôtel de Ville, 6840, boulevard Matte, Brossard, comté de Napierville-Laprairie, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Brossard (Comté de Napierville-Laprairie), ce 23 avril 1971.

Le greffier,
LAURENT GERVAIS.

Hôtel de Ville, 6840, boulevard Matte,
Brossard (Napierville-Laprairie), P.Q.
Téléphone: 676-0201, code 514. 39915-0

Sainte-Anne-de-Portneuf
Comté de Saguenay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par la soussignée Mme Adrienne Pelletier, secrétaire-trésorier, Bureau de la corporation, Case postale 98, Ste-Anne-de-Portneuf, (Rivière-Portneuf), Saguenay, P.Q., jusqu'à 7 heures 30 du soir, mercredi, le 19 mai 1971, pour l'achat de \$166,500 d'obligations de Ste-Anne-de-Portneuf, comté de Saguenay, datées du 1er juin 1971 et remboursables en série du 1er juin 1972 au 1er juin 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Cependant, un taux non inférieur à 6½% pourra être utilisé pour les amortissements du 1er juin 1972 au 1er juin 1976 inclusivement, et seulement pour ces années d'amortissement.

Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1971.

Tableau d'amortissement — \$166,500 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1972	\$ 4,500
1er juin 1973	4,500
1er juin 1974	5,000
1er juin 1975	5,500
1er juin 1976	5,500
1er juin 1977	6,000
1er juin 1978	6,500
1er juin 1979	7,000
1er juin 1980	7,500
1er juin 1981	7,500
1er juin 1982	7,500
1er juin 1983	8,000
1er juin 1984	9,000

electricity; 402 — \$280,000 — aqueduct, sewers, roads, electricity; 404 — \$170,000 — aqueduct, sewers, roads, electricity; 406 — \$70,000 — aqueduct, sewers, roads, electricity; 408 — \$56,000 — aqueduct, sewers, roads, electricity.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, May 18, 1971, at 9:00 o'clock in the evening, Town Hall, 6840 Matte Boulevard, Brossard, county of Napierville-Laprairie, Québec.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Brossard (County of Napierville-Laprairie), April 23, 1971.

LAURENT GERVAIS,
Town Clerk.

Town Hall, 6840 Matte Boulevard,
Brossard (Napierville-Laprairie), P.Q.
Telephone: 676-0201, code 514. 39915

Sainte-Anne-de-Portneuf
County of Saguenay

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Mrs. Adrienne Pelletier, secretary-treasurer, Office of the Corporation, P.O. Box 98, Ste-Anne-de-Portneuf, (Rivière-Portneuf), Saguenay, P.Q., up to 7:30 p.m., Wednesday, May 19, 1971, for the purchase of \$166,500 of bonds for Ste-Anne-de-Portneuf, county of Saguenay, dated June 1, 1971 and redeemable serially from June 1, 1972 to June 1, 1991 inclusively, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. However, a rate of not less than 6½% may be used for the bonds redeemable from June 1, 1972 to June 1, 1976 inclusively, and only for such years.

The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as of June 1, 1971.

Table of redemption — \$166,500 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1972	\$ 4,500
June 1, 1973	4,500
June 1, 1974	5,000
June 1, 1975	5,500
June 1, 1976	5,500
June 1, 1977	6,000
June 1, 1978	6,500
June 1, 1979	7,000
June 1, 1980	7,500
June 1, 1981	7,500
June 1, 1982	7,500
June 1, 1983	8,000
June 1, 1984	9,000

1er juin 1985.....	\$ 9,500
1er juin 1986.....	10,000
1er juin 1987.....	10,500
1er juin 1988.....	12,000
1er juin 1989.....	12,500
1er juin 1990.....	13,500
1er juin 1991.....	14,500

June 1, 1985.....	\$ 9,500
June 1, 1986.....	10,000
June 1, 1987.....	10,500
June 1, 1988.....	12,000
June 1, 1989.....	12,500
June 1, 1990.....	13,500
June 1, 1991.....	14,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1^o Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2^o Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3^o Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4^o Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$14,500, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er juin 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Hauterive.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$14,500, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La corporation municipale de Ste-Anne-de-Portneuf s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juin 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement numéro 15 — \$166,500 — renouvellement d'emprunt.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 19 mai 1971, à 7 heures 30 du soir, Bureau de la corporation, Case postale 98, Ste-Anne-de-Portneuf, (Rivière-Portneuf), Saguenay, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last methods of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$14,500, and if greater than the latter amount, said surplus only must comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption to the exclusion of June 1, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Hauterive.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$14,500, and only this surplus will be redeemable by anticipation at par on June 1 of each year for the annual amount required to amortize the issue in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The municipal corporation of Ste-Anne-de-Portneuf agrees not to bring out new bonds on the Canadian market within the sixty days following June 1, 1971, unless it has a written authorization from the successful tenderer of this issue.

The said bonds will be issued under by-law number 15 — \$166,500 — loan renewal.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Wednesday, May 19, 1971, at 7:30 p.m., Office of the Corporation, P.O. Box 98, Ste-Anne-de-Portneuf, (Rivière-Portneuf), Saguenay, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Anne-de-Portneuf (Comté de Saguenay), ce 27 avril 1971.

Le secrétaire-trésorier,
MME ADRIENNE PELLETIER.

Bureau de la corporation, Case postale 98,
Ste-Anne-de-Portneuf (Rivière-Portneuf),
Saguenay, P.Q.
Téléphone: 238-2642, 238-2843, code 418. 39933-0

Ste-Anne-de-Portneuf (County of Saguenay), April 27, 1971.

MRS. ADRIENNE PELLETIER,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation, P.O. Box 98,
Ste-Anne-de-Portneuf, (Rivière-Portneuf),
Saguenay, P.Q.
Telephone: 238-2642, 238-2843, code 418. 39933

Ville de Beauport
Comté de Montmorency

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Maurice Parent, secrétaire-trésorier, intérimaire, Hôtel de ville, 577, Avenue Royale, Case postale 90, Beauport, Québec 5, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, mardi, le 18 mai 1971, pour l'achat de \$479,500 d'obligations de la ville de Beauport, comté de Montmorency, datées du 1er juin 1971 et remboursables en séries du 1er juin 1972 au 1er juin 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Cependant, un taux non inférieur à 6½% pourra être utilisé pour les amortissements du 1er juin 1972 au 1er juin 1976 inclusivement, et seulement pour ces années d'amortissement.

Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1971.

Tableau d'amortissement — \$479,500 — 20 ans.

Année	Capital
1er juin 1972	\$26,000
1er juin 1973	28,000
1er juin 1974	29,000
1er juin 1975	32,000
1er juin 1976	28,500
1er juin 1977	28,500
1er juin 1978	30,000
1er juin 1979	33,000
1er juin 1980	19,500
1er juin 1981	20,500
1er juin 1982	18,000
1er juin 1983	19,500
1er juin 1984	21,000
1er juin 1985	22,000
1er juin 1986	17,000
1er juin 1987	19,500
1er juin 1988	20,500
1er juin 1989	21,500
1er juin 1990	22,000
1er juin 1991	23,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

Town of Beauport
County of Montmorency

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Maurice Parent, Interim Secretary-Treasurer, Town Hall, 577 Royale Avenue, P.O. Box 90, Beauport, Québec 5, Québec, until 8:30 o'clock in the evening, Tuesday, May 18, 1971, for the purchase of an issue of \$479,500 of bonds for the town of Beauport, county of Montmorency, dated June 1, 1971, and redeemable serially from June 1, 1972 to June 1, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. However, a rate of not less than 6½% may be used for the bonds redeemable from June 1, 1972 to June 1, 1976 inclusive, and for those years only.

The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from June 1, 1971.

Table of redemption — \$479,500 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1972	\$26,000
June 1, 1973	28,000
June 1, 1974	29,000
June 1, 1975	32,000
June 1, 1976	28,500
June 1, 1977	28,500
June 1, 1978	30,000
June 1, 1979	33,000
June 1, 1980	19,500
June 1, 1981	20,500
June 1, 1982	18,000
June 1, 1983	19,500
June 1, 1984	21,000
June 1, 1985	22,000
June 1, 1986	17,000
June 1, 1987	19,500
June 1, 1988	20,500
June 1, 1989	21,500
June 1, 1990	22,000
June 1, 1991	23,500

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to ten-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$23,500, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er juin 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beauport.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$23,500, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Beauport s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juin 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 279 — \$97,500 — renouvellement d'emprunt; 202 — \$16,000 — renouvellement d'emprunt; 204 — \$66,500 — renouvellement d'emprunt; 435 — \$24,000 — aqueduc, égouts, etc.; 526 — \$65,000 — aqueduc, égouts, etc.; 527 — \$18,500 — construction d'un chalet; 530 — \$5,500 — aménagement au terrain de jeux; 531 — \$4,500 — achat de machinerie; 532 — \$66,000 — égouts; 534 — \$16,000 — aqueduc et égouts; 537 — \$65,000 — pavage, trottoirs, etc.; 541 — \$35,000 — aqueduc et égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 18 mai 1971, à 8.30 heures du soir, Hôtel de ville, 577, Avenue Royale, Case postale 90, Beauport, Québec 5, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten year for one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$23,500, and if greater than the latter amount, said surplus only must comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of June 1, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Beauport.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$23,500, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on June 1 of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The town of Beauport agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days following June 1, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued under the following by-laws: 279 — \$97,500 — loan renewal; 202 — \$16,000 — loan renewal; 204 — \$66,500 — loan renewal; 435 — \$24,000 — aqueduct, sewers, etc.; 526 — \$65,000 — aqueduct, sewers, etc.; 527 — \$18,500 — construction of a chalet; 530 — \$5,500 — arrangement of the sport grounds; 531 — \$4,500 — purchase of machinery; 532 — \$66,000 — sewers; 534 — \$16,000 — aqueduct, and sewers; 537 — \$65,000 — paving, sidewalks, etc.; 541 — \$35,000 — aqueduct and sewers.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Tuesday, May 18, 1971, at 8:30 o'clock in the evening, at the Town Hall, 577 Royale Avenue, P.O. Box 90, Beauport, Québec 5, Québec.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Beauport (Comté de Montmorency), ce 27 avril 1971.

Le secrétaire-trésorier-intérimaire,
MAURICE PARENT.

Hôtel de ville, 577, Avenue Royale,
Case postale 90, Beauport, Québec 5, P.Q.
Téléphone: 661-6921, code 418. 39935-0

Ville de Ste-Foy
Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Me Noël Perron, greffier, Hôtel de ville, 1000 Route de l'Église, Sainte-Foy, comté de Québec, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 17 mai 1971, pour l'achat de \$1,731,000 d'obligations de la ville de Sainte-Foy, comté de Québec, datées du 1er juin 1971 et remboursables par série du 1er juin 1972 au 1er juin 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Cependant, un taux non inférieur à 6½% pourra être utilisé pour les amortissements du 1er juin 1972 au 1er juin 1976 inclusivement, et seulement pour ces années d'amortissement.

Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1971.

Tableau d'amortissement — \$1,731,000 — 20 ans

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er juin 1972	\$ 17,000
1er juin 1973	19,000
1er juin 1974	22,000
1er juin 1975	23,000
1er juin 1976	27,000
1er juin 1977	32,000
1er juin 1978	34,000
1er juin 1979	36,000
1er juin 1980	40,000
1er juin 1981	44,000
1er juin 1982	48,000
1er juin 1983	53,000
1er juin 1984	59,000
1er juin 1985	65,000
1er juin 1986	70,000
1er juin 1987	77,000
1er juin 1988	81,000
1er juin 1989	89,000
1er juin 1990	98,000
1er juin 1991	797,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

Beauport (County of Montmorency), April 27, 1971.

MAURICE PARENT,
Interim Secretary-Treasurer.

Town Hall, 577 Royale Avenue,
P.O. Box 90, Beauport, Québec 5, Québec.
Telephone: 661-6921, code 418. 39935

City of St. Foy
County of Québec

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Me Noël Perron, clerk, at the City Hall, 1000 Route de l'Église, St. Foy, county of Québec, P.Q., until 8:00 p.m., on Monday, May 17, 1971, for the purchase of an issue of \$1,731,000 of bonds for the City of St. Foy, county of Québec, dated June 1, 1971 and redeemable serially from June 1, 1972 to June 1, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. However, a rate of not less than 6½% may be used for the bonds redeemable from June 1, 1972 to June 1, 1976 inclusively, and for those years only.

The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from June 1, 1971.

Table of redemption — \$1,731,000 — 20 years

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
June 1, 1972	\$ 17,000
June 1, 1973	19,000
June 1, 1974	22,000
June 1, 1975	23,000
June 1, 1976	27,000
June 1, 1977	32,000
June 1, 1978	34,000
June 1, 1979	36,000
June 1, 1980	40,000
June 1, 1981	44,000
June 1, 1982	48,000
June 1, 1983	53,000
June 1, 1984	59,000
June 1, 1985	65,000
June 1, 1986	70,000
June 1, 1987	77,000
June 1, 1988	81,000
June 1, 1989	89,000
June 1, 1990	98,000
June 1, 1991	797,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2^o Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3^o Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4^o Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$57,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er juin 2011 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er juin 1991 au montant de \$797,000 comprend un solde de \$690,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er juin 1992	\$20,000
1er juin 1993	23,000
1er juin 1994	24,000
1er juin 1995	26,000
1er juin 1996	29,000
1er juin 1997	30,000
1er juin 1998	34,000
1er juin 1999	36,000
1er juin 2000	40,000
1er juin 2001	42,000
1er juin 2002	27,000
1er juin 2003	29,000
1er juin 2004	30,000
1er juin 2005	33,000
1er juin 2006	36,000
1er juin 2007	39,000
1er juin 2008	41,000
1er juin 2009	45,000
1er juin 2010	49,000
1er juin 2011	57,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sainte-Foy.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$797,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair, le 1er juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One-to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, for the latter terms and conditions, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$57,000, and if greater than the latter amount this surplus must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of maturities appearing in this issue, and starting with the last years of maturities excluding the maturities of June 1, 2011 of the renewable part hereafter indicated.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudications shall be made according to law.

The June 1, 1991 maturity in the amount of \$797,000 includes a balance of \$690,000 renewable for an additional 20-year period, and maturing as follows:

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
June 1, 1992	\$20,000
June 1, 1993	23,000
June 1, 1994	24,000
June 1, 1995	26,000
June 1, 1996	29,000
June 1, 1997	30,000
June 1, 1998	34,000
June 1, 1999	36,000
June 1, 2000	40,000
June 1, 2001	42,000
June 1, 2002	27,000
June 1, 2003	29,000
June 1, 2004	30,000
June 1, 2005	33,000
June 1, 2006	36,000
June 1, 2007	39,000
June 1, 2008	41,000
June 1, 2009	45,000
June 1, 2010	49,000
June 1, 2011	57,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St. Foy.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$797,000, and only this surplus will be redeemable by anticipation, at par, on June 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue in accordance with the table of maturities appearing in this notice.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Sainte-Foy s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juin 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 1188 tel que modifié — \$215,000 — services récréatifs et communautaires; 1296 — \$402,000 — aqueduc, égouts; 1424 — \$21,000 — aqueduc, égouts; 1431 — \$165,000 — voirie; 1439 — \$515,000 — voirie; 1444 — \$180,000 — aqueduc, égouts, voirie; 1451 — \$27,000 — aqueduc, égouts; 1453 — \$95,000 — aqueduc, égouts, voirie; 1454 — \$111,000 — voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 17 mai 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 1000, Route de l'Église, Sainte-Foy, comté de Québec, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sainte-Foy (Comté de Québec), ce 27 avril 1971.

Le greffier,
ME NOËL PERRON,

Hôtel de ville, 1000, Route de l'Église,
Sainte-Foy, (Québec), P.Q.

Téléphone: 653-5211, code 418. 39932-o

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The City of St. Foy agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days following June 1, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 1188 as amended — \$215,000 — recreational and community services; 1296 — \$402,000 — aqueduct, sewers; 1424 — \$21,000 — aqueduct, sewers; 1431 — \$165,000 — roads; 1439 — \$515,000 — roads; 1444 — \$180,000 — aqueduct, sewers, roads; 1451 — \$27,000 — aqueduct, sewers; 1453 — \$95,000 — aqueduct, sewers, roads; 1454 — \$111,000 — roads.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, May 17, 1971, at 8:00 p.m., at the City Hall, 1000 Route de l'Église, St. Foy, county of Québec, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St. Foy (County of Québec), April 27, 1971.

ME NOËL PERRON,
Clerk.

City Hall, 1000 Route de l'Église,
St. Foy, (Québec), P.Q.,

Telephone: 653-5211, code 418. 39932

Vente pour taxes

Sale for Taxes

Ville de Notre-Dame-du-Lac

Town of Notre-Dame-du-Lac

Avis est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que les propriétés ci-après décrites seront vendues à l'enchère publique, au lieu ordinaire des séances du conseil, au « Centre des Loisirs » de Notre-Dame-du-Lac, le TRENTE ET UNIÈME jour de MAI, 1971, à DIX heures de l'avant-midi, pour payer les taxes municipales et scolaires, avec les intérêts et les frais, plus les frais subséquemment encourus, à moins que lesdites taxes, les intérêts et les frais, ne soient payés avant la vente; le permis de la Commission municipale de Québec pour la description abrégée des numéros de cadastre a été obtenue le 24e jour de mars 1971. (Cité et Villes, art. 550; S.Q.R. chapitre 193).

Notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the above-mentioned municipality, that the properties described hereafter will be sold by public auction in the place where meetings of the council are normally held, at the "Centre des Loisirs" of Notre-Dame-du-Lac, the THIRTY-FIRST day of MAY, 1971, at TEN o'clock a.m., to pay the municipal and school taxes, with interests and costs, in addition to the costs subsequently incurred, unless the said taxes, interests and costs, are paid prior to the sale; permission from the Municipal Commission of Québec was obtained on March 24, 1971 to describe in an abridged manner the cadastral numbers. (Cities and Towns, sec. 550; R.S.Q., chapter 193).

Cadastre de la paroisse de Notre-Dame-du-Lac — Cadastre of the parish of Notre-Dame-du-Lac

Propriétaires Property-owners	Adresse Address	Cadastre
Adéland Dubé, succession-estate	Gagnonville	P-94.
Berthier Beaulieu	Ville Dégelis	R. N.E. 451-452-453 II.
Edmond Michaud	N.-D.-du-Lac	R. P-104, P-106 I.
Régis Moreau	N.-D.-du-Lac	P-74.

Donné à Notre-Dame-du-Lac, ce 19e jour d'avril 1971.

Given at Notre-Dame-du-Lac, this 19th day of April, 1971.

Copie certifiée.
(Sceau)
39767-17-2-o

Le secrétaire-trésorier,
ADRIEN CLOUTIER.

Certified copy.
(Seal)
39767-17-2

ADRIEN CLOUTIER,
Secretary-Treasurer.

Municipalité du comté de Pontiac

(Erratum)

Veillez apporter la correction suivante aux avis de vente pour taxes déjà publiés dans les *Gazettes officielles du Québec* publiées le 13 et 20 mars 1971. Dans la municipalité de Rapides des Joachims, à la septième ligne il faudrait lire comme numéro de lot: « 196 et 197 » au lieu de « 197 et 197 ».

39772-x

Municipality of the county of Pontiac

(Erratum)

The following correction is to be made in the notices of sales for taxes already published in the *Québec Official Gazettes* published on the 13th and 20th of March, 1971. In the municipality of Rapides des Joachims, in the seventh line one should read as the lot number: "196 and 197" instead of "197 and 197".

39772-x

Ville de Malartic

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Malartic, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, au bureau du conseil municipal à l'Hôtel de Ville de la susdite municipalité, MERCREDI, le VINGT-SIXIÈME jour de MAI 1971, à ONZE heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires et intérêts mentionnés dans l'état ci-dessous, et les frais qui seront subséquemment encourus à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente:

Town of Malartic

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the town of Malartic, that the properties hereinafter described will be sold by public auction, at the office of the municipal council at the Town Hall aforesaid municipality, WEDNESDAY, the TWENTY-SIXTH day of MAY, 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of municipal and school taxes with interest mentioned in the following statement and the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before this sale:

Noms	Numéro du cadastre	Taxes mun.	Taxes scol.	Int. et frais	Total
Names	Cadastral number	Mun. taxes	School taxes	Int. and costs	
Audet, Paul	Lot No 22-A-5, R. A, canton de-township of Fournière, ville de-town of Malartic	\$ 8.60		\$ 2.65	\$ 11.25
Cormier, Octave	Lot No 157, Bl. 3, canton de-township of Fournière, ville de-town of Malartic	420.78	\$415.41	80.47	916.66
Côté, Marcel	Lot No 609-21, Bl. 3, canton de-township of Fournière, ville de-town of Malartic	141.78	183.88	39.71	365.37
Francoeur, Jean	Lot No 57, Bl. 15, canton de-township of Fournière, ville de-town of Malartic	128.01	84.14	21.76	233.91
Labrie, Lionel	Lot No 8, Bl. 2, canton de-township of Fournière, ville de-town of Malartic	710.37	527.46	92.48	1,330.31
Labrie, Lionel	Lot No 9, Bl. 2, canton de-township of Fournière, ville de-town of Malartic	47.91	18.72	4.35	70.98
Labrie, Lionel	Lot No 10, Bl. 2, canton de-township of Fournière, ville de-town of Malartic	545.62	520.26	57.86	1,123.74
Labrie, Lionel	Lot No 41, Bl. 15, canton de-township of Fournière, ville de-town of Malartic	467.23	487.33	110.77	1,065.33
Labrie, Lionel	Lot No 97, Bl. 15, canton de-township of Fournière, ville de-town of Malartic	102.73	140.66	12.02	255.41
Lachapelle, Albert	Lot No 59, Bl. 15, canton de-township of Fournière, ville de-town of Malartic	67.71	53.70	12.70	134.11
Walsh, W. J.	Lot No 103, Bl. 15, canton de-township of Fournière, ville de-town of Malartic	214.10	212.42	63.08	489.60
Turcotte, Albert	Lot No 7-A-6, R. A, canton de-township of Dubuisson, ville de-town of Malartic	11.20		3.86	15.06

Donné à Malartic, ce 6e jour d'avril, 1971.

Le secrétaire-trésorier,
RÉJEAN HAMEL.

39886-18-2-o

Given at Malartic, this 6th day of April, 1971.

RÉJEAN HAMEL,
Secretary-Treasurer.

39886-18-2-o

Arrêtés en conseil

Orders in Council

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Numéro 1574

Number 1574

Québec, le 27 avril 1971.

Québec, April 27, 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT les billets à court terme et la Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières.

CONCERNING short term notes and the Security Transfer Tax Act.

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 1 de l'article 3 de la Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières (Statuts refondus du Québec, 1964, Chapitre 77), une taxe est exigible sur toute mutation de la propriété d'une valeur mobilière;

WHEREAS under subsection 1 of section 3 of the Security Transfer Tax Act (Revised Statutes of Québec, 1964, Chapter 77) a tax is payable upon every change of ownership of a security;

ATTENDU QU'en vertu de paragraphe 2 de l'article 2 de ladite loi, l'expression « valeur mobilière » signifie et comprend toute part de capital-actions ou d'actions-obligations ou tout bon ou toute obligation, émis par toute association, compagnie, corporation, ou tout gouvernement étranger;

WHEREAS under subsection 2 of section 2 of the said act the word "security" means and includes any share of capital stock or of debenture stock or any bond or any debenture, issued by any association, company, corporation or foreign government;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 1 de l'article 14 de ladite loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter tout règlement qu'il juge nécessaire pour la mise à effet de la présente loi;

WHEREAS under subsection 1 of section 14 of the said act the Lieutenant-Governor in Council may make all regulations which he may deem necessary for the carrying of this act into effect;

ATTENDU QU'il y a lieu de soustraire à la taxe prévue par les articles 3 et 4 de ladite loi les billets à court terme dont le mode original de remboursement n'excède pas la période d'un an.

WHEREAS it is proper to withdraw from the tax provided for by sections 3 and 4 of the said act short term notes originally repayable within one year from the date of issue.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre du Revenu:

IT IS ORDERED, therefore upon the recommendation of the Minister of Revenue:

QUE soit adopté le règlement ci-joint intitulé: « Règlement concernant les billets à court terme et la Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières ».

THAT the appended regulation entitled: "Regulation concerning short term notes and the Security Transfer Tax Act" be adopted.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Règlement concernant les billets à court terme et la Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières.

Regulation concerning short term notes and the Security Transfer Tax Act.

1. Dans le présent règlement, l'expression « billet à court terme » signifie un billet, un bon, une obligation ou un autre effet de commerce qui est émis par une compagnie ou une corporation et dont le mode original de remboursement n'excède pas la période d'un an.

1. In this regulation the words "short term note" mean a note, a draft, a bond or any other bill of exchange issue by a company or corporation and originally repayable within one year.

2. Aux fins d'application des articles 3 et 4 de la Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières (Statuts refondus du Québec, 1964, Chapitre 77), l'expression « valeur mobilière » ne comprend pas un billet à court terme tel que défini à l'article 1.

2. For the purposes of the application of section 3 and 4 of the Security Transfer Tax Act (Revised Statutes of Québec, 1964, Chapter 77) the word "security" does not include short term notes as defined in paragraph 1.

3. L'article 2 s'applique à l'égard de toute mutation de la propriété d'une valeur mobilière faite ou mise à effet le ou après le 1er mai 1971.

3. Paragraph 2 shall apply to every change of ownership of a security made or carried into effect on or after May 1st, 1971.

4. Le présent règlement entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

4. This regulation shall be effective as of the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1575

Québec, le 27 avril 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une réduction de la taxe exigible en vertu de la Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières.

ATTENDU QU'EN vertu du paragraphe 1 de l'article 3 de la Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 77), il est prélevé, imposé et perçu une taxe à l'égard de la même mutation de la propriété d'une valeur mobilière, faite ou mise à effet dans le Québec, lors de la commande, du paiement ou de la délivrance à la suite d'une vente, d'un transfert ou d'une cession d'une valeur mobilière, lorsque cette vente, ce transfert ou cette cession doit être exécutée hors du Québec;

ATTENDU QU'EN vertu de l'article 18 de ladite loi, une réduction de la taxe exigible aux termes de l'article 3 de ladite loi peut être accordée lorsqu'il est démontré, à la satisfaction du ministre du Revenu, qu'une mutation de propriété par suite de la vente, du transfert ou de la cession d'une valeur mobilière doit être exécutée hors du Québec et que cette mutation est assujettie à une taxe semblable en vertu des lois de cette province, et cette réduction ne peut être accordée que si le lieutenant-gouverneur en conseil a étendu les dispositions de cet article à cette province, à la suite d'une entente à l'effet que semblable procédé sera employé à l'égard du Québec par cette province;

ATTENDU QU'EN vertu de l'article 2 de la Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières (Statuts révisés de l'Ontario, 1960, chapitre 364), il est prélevé une taxe semblable lors de la mutation de la même valeur mobilière et qu'il en résulte une double imposition;

ATTENDU QUE l'article 14 de ladite loi contient des dispositions semblables à celles visées à l'article 18 de la Loi du Québec de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières et que le ministre du Revenu est autorisé à accorder une réduction de la taxe exigible en vertu de la Loi de l'Ontario de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières;

ATTENDU QUE le ministre du Revenu de l'Ontario a convenu d'accorder une réduction de la taxe exigible en vertu de la Loi de l'Ontario de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières lorsqu'une mutation de la propriété d'une valeur mobilière par suite de la vente, du transfert ou de la cession doit être exécutée hors de l'Ontario et que cette mutation est assujettie à une taxe semblable en vertu de la Loi du Québec;

ATTENDU QU'IL y a lieu d'éliminer la double imposition de la taxe exigible en vertu des Lois du Québec et de l'Ontario de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières sur la même mutation d'une valeur mobilière à la suite d'une vente, d'un transfert ou d'une cession fait ou mis à l'effet dans la province de Québec ou de l'Ontario.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1575

Québec, April 27, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an allowance from the duties payable under the Security Transfer Tax Act.

WHEREAS under subsection 1 of section 3 of the Security Transfer Tax Act (Revised Statutes of Québec, 1964, Chapter 77) a tax is levied, imposed and collected with respect to the same change of ownership of a security made or carried into effect in Québec upon the order, payment or delivery consequent upon the sale, transfer or assignment of a security when such sale, transfer or assignment is to be executed outside of Québec;

WHEREAS under section 18 of the said act an allowance from the duties payable pursuant to section 3 of the said act may be made when it is shown to the satisfaction of the Minister of Revenue that any change of ownership consequent upon the sale, transfer or assignment of a security is to be made outside of Québec and that this change of ownership is subject to a similar tax according to the laws of this Province, and such allowance may be made only if the Lieutenant-Governor in Council has extended the provisions of that section to this Province after an understanding has been arrived at that similar treatment will be accorded to Québec by that Province;

WHEREAS under section 2 of the Security Transfer Tax Act (Revised Statutes of Ontario, 1960, Chapter 364) a similar tax is levied upon the change of ownership of the same security and there results a double taxation;

WHEREAS section 14 of the said act contains provisions similar to those referred to in section 18 of the Québec Security Transfer Tax Act and the Minister of Revenue is authorized to make an allowance from the duties payable under the Ontario Security Transfer Tax Act;

WHEREAS the Minister of Revenue of Ontario has agreed to make an allowance from the duties payable under the Ontario Security Transfer Tax Act when the change of ownership of a security consequent upon the sale, transfer or assignment thereof is to be executed outside of Ontario and when this change of ownership is subject to a similar tax under the laws of Québec;

WHEREAS it is proper to eliminate the double imposition of the duties payable under the Québec and Ontario security transfer tax acts upon the same change of ownership of a security consequent upon a sale, transfer or assignment made or carried into effect in the Province of Québec or in the Province of Ontario.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre du Revenu:

QUE soit adopté le règlement ci-joint intitulé: « Règlement concernant une réduction de la taxe exigible en vertu de la Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières ».

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

RÈGLEMENT concernant une réduction de la taxe exigible en vertu de la Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières.

1° Lorsqu'il y a mutation de la propriété d'une valeur mobilière à la suite d'une vente, d'un transfert ou d'une cession fait ou mis à effet dans la province d'Ontario, aucune taxe n'est exigible en vertu de la Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 77) relativement à cette mutation si la province d'Ontario ne prélève aucune taxe à l'égard d'une semblable mutation qui est faite ou mise à effet dans la province de Québec.

2° L'article 1 s'applique à l'égard de toute mutation faite ou mise à effet dans la province d'Ontario le ou après le 1er mai 1971.

3° Le présent règlement entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

39934-o

THEREFORE IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Revenue:

THAT the appended regulation entitled: "Regulation concerning an allowance from the duties payable under the Security Transfer Tax Act" be adopted.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

REGULATION concerning an allowance from the duties payable under the Security Transfer Tax Act.

1. Where there is a change of ownership of a security consequent upon a sale, transfer or assignment made or carried into effect in the Province of Ontario, no tax shall be payable under the Security Transfer Tax Act (Revised Statutes of Québec, 1964, Chapter 77) concerning this change of ownership providing that the Province of Ontario does not levy any tax concerning a similar change of ownership made or carried into effect in the Province of Québec.

2. Section 1 shall apply to every change of ownership made or carried into effect in the Province of Ontario on or after May 1, 1971.

3. This regulation shall be effective as of the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

39934-o

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Fieri Facias

Province de Québec — District d'Abitibi

Cour Supérieure, No 15,984. { ANDRÉ ROYER, menuisier domicilié à Lebel sur Quévillon, PAUL H. GAGNON, menuisier, domicilié à Barraute, DANIEL PICARD, menuisier à Barraute, EDMOND MARCOTTE, menuisier, domicilié à Senneterre, JEAN-PAUL DOUCET, briqueteur, de Lebel sur Quévillon, CLÉMENT VEILLEUX, tireur de joints, de Champneuf, EDDY NORMANDIN, tireur de joints, de Champneuf, BERTHIN BOUSQUET, manoeuvre d'Amos, CLAUDE PICARD, manoeuvre de Barraute et PAUL-ÉMILE PICARD, menuisier de Barraute, tous du district d'Abitibi, demandeurs vs HENRI SPALETRA, faisant affaires sous les nom et raison sociale de « Spalco General Contractors », 2322, rue Cardin, Tracy, district de Richelieu, P. Qué., défendeur et ARTHUR AYLWIN en sa qualité de Régistrateur pour la division d'enregistrement d'Abitibi, résidant à Amos, mis en cause.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Fieri-Facias

Province of Québec — District of Abitibi

Superior Court, No. 15,984. { ANDRÉ ROYER, carpenter, domiciled at Lebel sur Quévillon, PAUL H. GAGNON, carpenter, domiciled at Barraute, DANIEL PICARD, carpenter at Barraute, EDMOND MARCOTTE, carpenter, domiciled at Senneterre, JEAN-PAUL DOUCET, bricklayer, of Lebel sur Quévillon, CLÉMENT VEILLEUX, joiner, of Champneuf, EDDY NORMANDIN, joiner, of Champneuf, BERTHIN BOUSQUET, labourer of Amos, CLAUDE PICARD, labourer of Barraute and PAUL-ÉMILE PICARD, carpenter of Barraute, all of the district of Abitibi, plaintiffs, vs HENRI SPALETRA, carrying on business under the name and style of "Spalco General Contractors", 2322 Cardin Street, Tracy, district of Richelieu, P.Q., defendant, and ARTHUR AYLWIN in his capacity as registrar for the registration division of Abitibi, residing at Amos, mis en cause.

« Les lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton de Quévillon sous les numéros 695-700-723-729-759-777 et 786 du bloc C-1, le tout avec bâtisses ci-dessus construites circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du Palais de Justice d'Amos, le NEUVIÈME jour de JUIN 1971, à QUATORZE heures et TRENTE.

Bureau du Shérif, Amos, le 19 avril 1971.

Le shérif,
LAVAL GOULET,
39881-0

"The lots of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadastre for the township of Quévillon under numbers 695-700-723-729-759-777 and 786 of Block C-1, the whole with buildings hereabove built, circumstances and dependencies."

To be sold at the Registry Office of the Amos Court House, on the NINTH day of JUNE, 1971, at TWO THIRTY p.m.

Sheriff's Office,
Amos, April 19, 1971.

LAVAL GOULET,
Sheriff.
39881

HAUTERIVE

Canada — Province de Québec
District de Québec

Cour Supérieure, No 144-649. { MAISON RITE INC., corps politique et incorporé ayant son siège social dans les cité et district de Québec, demanderesse; vs YVON VIGNEAULT, résidant et domicilié à Havre St-Pierre, comté de Duplessis, district de Hauterive, défendeur.

Description

Un emplacement situé à Havre St-Pierre, district de Hauterive, P.Q., apparaissant au cadastre officiel pour la municipalité de Havre St-Pierre, et étant une partie (Est) du lot deux cent (200). Mesurant cinquante-quatre pieds et cinq dixièmes (54.5') de front par deux cents pieds (200') de profondeur. Borné à l'ouest par la partie vendue à Lorenzo Vigneault au nord par la partie non subdivisée, à l'est par le lot 201-2 et au sud par une rue.

Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, Palais de Justice à Sept-Iles, le TROISIÈME jour de JUIN 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Sept-Iles.

Le shérif adjoint,
JEAN TRUCHON,
39913-0

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, No 24,433. { COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE LA SAUVEGARDE, corporation légalement constituée ayant son siège social au 152 est, rue Notre-Dame, en les cité et district de Montréal, Québec, demanderesse, vs DAVID HOULE, marchand, domicilié à St-Jean de Matha, au No 116, rue Ste-Louise, défendeur.

Un immeuble situé en la municipalité de la paroisse de St-Jean de Matha, comté de Joliette, et composé de:

HAUTERIVE

Canada — Province de Québec
District de Québec

Superior Court, No 144-649. { MAISON RITE INC., body politic and corporate having its head office in the city and district of Québec, plaintiff; vs YVON VIGNEAULT, residing and domiciled at Havre St-Pierre, county of Duplessis, district of Hauterive, defendant.

Description

An emplacement situated at Havre St-Pierre, district of Hauterive, P.Q., appearing on the official cadastre for the municipality of Havre St-Pierre and forming a part (east) of lot two hundred (200). Measuring fifty-four feet and five-tenths of a foot (54.5') in front by two hundred feet (200') in depth. Bounded on the west by the part sold to Lorenzo Vigneault, on the north by the unsubdivided part, on the east by lot 201-2 and on the south by a street.

With buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the Registry Office, at the Sept-Iles Court House, on the THIRD day of JUNE, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Sept-Iles.

JEAN TRUCHON,
Assistant Sheriff.
39913

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Joliette

Superior Court, No 24,433. { SAFEGUARD LIFE ASSURANCE COMPANY (The), corporation legally incorporated, having its head office at 152 Notre-Dame Street East, in the city and district of Montreal, Québec, plaintiff, vs DAVID HOULE, merchant, domiciled in Saint-Jean de Matha, at No. 116 Sainte-Louise Street, defendant.

An immovable situated in the municipality of the parish of Saint-Jean de Matha, county of Joliette, and comprising:

a) Une partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-trois (P. 283) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Jean de Matha, division d'enregistrement de Joliette; cetteditte partie du lot est bornée vers le nord-ouest par la rue Ste-Louise et une partie dudit lot No 283, vers le nord-est par des parties du lot No 283 dont une est un chemin mitoyen décrit en b), vers le sud-est et sud-ouest par des parties dudit lot No 283; mesurant cent cinq pieds et sept dixièmes de pied (105.7') et vingt-cinq pieds et deux dixièmes de pied (25.2') dans ses lignes nord-ouest, quatre-vingt-dix pieds et un dixième de pied (90.1'), cinquante-trois pieds et trois dixièmes de pied (53.3') et quatre-vingt-dix-huit pieds et six dixièmes de pied (98.6') dans ses lignes nord-est, trente pieds et sept dixièmes de pied (30.7') et quatre-vingt-treize pieds et six dixièmes de pied (93.6') dans ses lignes sud-est, deux cent cinquante pieds (250') dans sa ligne sud-ouest et contenant vingt-quatre mille cinq cent soixante-six pieds carrés (24,566 p.c.) en superficie.

b) Une partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-trois (P. 283) (chemin mitoyen) des plan et livre de renvoi officiels susdits; cetteditte partie de lot est bornée vers le nord-est par la rue Archambault, vers le sud-est par une partie du lot No 283, vers le sud-ouest par une partie du lot No 283 décrite en a), vers le nord-ouest par une partie du lot No 283; mesurant douze pieds (12') dans ses lignes nord-est et sud-ouest, soixante-cinq pieds (65') dans sa ligne sud-est, soixante-cinq pieds et deux dixièmes de pied (65.2') dans sa ligne nord-ouest et contenant sept cent quatre-vingt-un pieds carrés (781 p.c.) en superficie.

c) Une partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-quatre (P. 284) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Jean de Matha, division d'enregistrement de Joliette, cetteditte partie de lot est bornée vers le sud-ouest par la rue Archambault, vers le nord-ouest par une partie du lot No 284, vers le nord-est par une partie du lot No 284, par le lot No 300 et par le lot No 300a, vers le sud-est par une partie du lot No 284; mesurant cent vingt-cinq pieds et sept dixièmes de pied (125.7') dans sa ligne sud-ouest, cent quarante-huit pieds et neuf dixièmes de pied (148.9') dans sa ligne nord-ouest, soixante-dix-huit pieds et six dixièmes de pied (78.6') dans une ligne nord-est, dix-sept pieds et sept dixièmes de pied (17.7') dans une ligne sud-est, cinquante-cinq pieds et neuf dixièmes de pied (55.9') dans une autre ligne nord-est, cent trente-trois pieds (133') dans une autre ligne sud-est, contenant dix-huit mille cinq cent cinquante-deux pieds carrés (18,552 p.c.) en superficie.

Le tout avec bâtisses érigées sur ledit immeuble et notamment une maison privée à deux logements, un magasin général ainsi que des entrepôts.

Avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, inhérentes audit immeuble et notamment celles résultant de l'acte enregistré à Joliette sous le No 136,606.

Avec les bâtisses portant les numéros 114, 116, 118 et 120, rue Ste-Louise dans la municipalité de St-Jean de Matha.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Joliette, à Joliette, 591, rue Notre-Dame,

(a) A part of lot number two hundred and eighty-three (P. 283) on the official plan and book of reference for the parish of Saint-Jean de Matha, Registration Division of Joliette; the said part of lot is bounded towards the northwest by Sainte-Louise Street and a part of said lot No. 283, towards the northeast by parts of lot No. 283 one of which is a mitoyen road described at (b), towards the southeast and the southwest by parts of said lot No. 283; measuring one hundred and five feet and seven-tenths of a foot (105.7') and twenty-five feet and two-tenths of a foot (25.2) on its northwestern lines, ninety feet and one-tenth of a foot (90.1'), fifty-three feet and three-tenths of a foot (53.3') and ninety-eight feet and six-tenths of a foot (98.6') on its northeastern lines, thirty feet and seven-tenths of a foot (30.7') and ninety-three feet and six-tenths of a foot (93.6') on its southeastern lines, two hundred and fifty feet (250') on its southwestern line, and comprising twenty-four thousand five hundred and sixty-six square feet (24,566 sq. ft.) in area.

(b) A part of lot number two hundred and eighty-three (P. 283) (mitoyen road) on the official plan and book of reference mentioned above; the said part of lot is bounded towards the northeast by Archambault Street, towards the southeast by a part of lot No. 283, towards the southwest by a part of lot No. 283 described at (a), towards the northwest by a part of lot No. 283; measuring twelve feet (12') on its northeastern and southwestern lines, sixty-five feet (65') on its southeastern line, sixty-five feet and two-tenths of a foot (65.2') on its northwestern line and having an area of seven hundred and eighty-one square feet (781 sq. ft.).

(c) A part of lot number two hundred and eighty-four (P. 284) on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Jean de Matha, Registration Division of Joliette, the said part of lot being bounded towards the southwest by Archambault Street, towards the northwest by a part of lot No. 284, towards the northeast by a part of lot No. 284, by lot No. 300 and by lot No. 300a, towards the southeast by a part of lot No. 284; measuring one hundred and twenty-five feet and seven-tenths of a foot (125.7') on its southwestern line, one hundred and forty-eight feet and nine-tenths of a foot (148.9') on its northwestern line, seventy-eight feet and six-tenths of a foot (78.6') on its northeastern line, seventeen feet and seven-tenths of a foot (17.7') on its southeastern line, fifty-five feet and nine-tenths of a foot (55.9') on another northeastern line, one hundred and thirty-three feet (133') on another southeastern line, having an area of eighteen thousand five hundred and fifty-two square feet (18,552 sq. ft.).

The whole with the buildings thereon erected and particularly a private dwelling with two apartments, a general store as well as storehouses.

With the servitudes active and passive, apparent or occult, which are part of the said immovable and particularly the ones resulting from a deed registered at Joliette under No. 136,606.

With the buildings bearing numbers 114, 116, 118 and 120 Sainte-Louise Street, in the municipality of Saint-Jean de Matha.

To be sold at the Office of the Registration Division of Joliette, at Joliette, 59 Notre-Dame Street, THURS-

JEUDI, le DIXIÈME jour de JUIN 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Joliette, ce 21 avril 1971.

Le shérif,
JEAN-MARC MARION.
39882-0

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, No 24,355. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique, ayant son siège social à Québec, demandeur, vs GUY DUFOUR, 3727, 2e Rang, Castle Hill, St-Félix de Valois, district de Joliette, défendeur.

« Une terre composée des lots suivants numéros quatre cent quatre-vingt-cinq, quatre cent quatre-vingt-six et quatre cent quatre-vingt-sept (485, 486 et 487) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Félix de Valois, comté de Joliette, d'une superficie totale de cent soixante-quatre (164) arpents.

Tel que le tout se trouve actuellement, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et les servitudes inhérentes, notamment l'acte d'accord concernant un certain cours d'eau, enregistré sous le numéro 121,065 et la servitude d'utilité publique en faveur de l'Hydro-Québec, suivant titre enregistré sous le numéro 144,536.

Les bâtisses portant le numéro 3720 du Deuxième Rang de Castle Hill, à St-Félix de Valois, comté de Joliette. »

Pour être vendus en bloc, au bureau de la division d'enregistrement de Joliette, à Joliette, MARDI, le QUINZIÈME jour de JUIN 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Joliette, ce 26 avril 1971.

Le shérif,
JEAN-MARC MARION.
39930-0

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et Terris

Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, No 26,491. { MADEMOISELLE FLORE CARON, ménagère et résidant à Ville Lemoyne, district de Montréal, demanderesse; vs PAUL ÉMILE LEVESQUE, journaliste, domicilié et résidant à Cacouna, district de Kamouraska, défendeur.

« Un terrain de cent quarante-cinq pieds de largeur ouest-est, sur environ deux cent quarante pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, et borné en front, au sud, au chemin public, à l'ouest à Maurice Lévesque, au nord au terrain de J. B. Dionne, à une clôture qui s'y trouve, et à l'est aussi au terrain de J. B. Dionne, avec la maison et le petit hangar dessus construites,

DAY, the TENTH day of JUNE, 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Joliette, April 21, 1971.

JEAN-MARC MARION,
Sheriff.
39882

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District of Joliette

Superior Court, No. 24,355. { THE QUÉBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic having its head office in Québec, plaintiff; vs GUY DUFOUR, 3727, 2nd Range, Castle Hill, St-Félix de Valois, district of Joliette, defendant.

“A piece of land composed of following lots numbers four hundred and eighty-five, four hundred and eighty-six and four hundred and eighty-seven (485, 486 and 487) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Félix de Valois, county of Joliette, of a total area of one hundred and sixty-four (164) arpents.

As the whole is now found, with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies, and the servitudes related thereto, notably the deed of agreement concerning a certain water courses, registered under number 121,065 and the servitude of public purposes in favor of Hydro-Québec, according to a deed registered under number 144,536.

The buildings bearing number 3720 of the Second Range of Castle Hill, at St-Félix de Valois, county of Joliette.”

To be sold “en bloc” at the office of the registration division of Joliette, at Joliette, on TUESDAY, the FIFTEENTH day of JUNE, 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, Joliette, April 26, 1971.

JEAN-MARC MARION,
Sheriff.
39930

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et Terris

Canada — Province of Québec
District of Kamouraska

Superior Court, No. 26,491. { MISS FLORE CARON, housewife, residing in Ville Lemoyne, district of Montreal, plaintiff; versus PAUL ÉMILE LEVESQUE, labourer, domiciled and residing at Cacouna, district of Kamouraska, defendant.

“A piece of land one hundred and forty-five feet wide, west-east, with an approximate depth of two hundred and forty feet, the whole English measure, and bounded in front, on the south, by the public highway, on the west by Maurice Lévesque, on the north by the piece of land belonging to J. B. Dionne, by a fence which stands there, and on the east also

circonstances et dépendances lequel terrain est une partie du lot numéro cent dix (ptie 110) du cadastre officiel de la paroisse de Cacouna, division d'enregistrement de Témiscouata; sauf à distraire la partie dudit lot vendue à Louis Lévesque, mesurant soixante-dix pieds (70') de largeur est-ouest, sur cent cinquante pieds de profondeur; borné au sud au chemin public, au sud-ouest et au nord au résidu du terrain du vendeur et au nord-est à Dame Jeanne d'Arc Michaud.»

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, division de Témiscouata, au Palais de Justice, 33 rue de la Cour, Rivière-du-Loup, le ONZIÈME jour de JUN 1971, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Rivière-du-Loup, ce 21 avril 1971.
 Le shérif, MAURICE MORIN, 39883-0

by the piece of land belonging to J. B. Dionne, with the house and a small shed thereon erected, circumstances and dependencies, the said piece of land being a part of lot number one hundred and ten (P. 110) on the official cadastre of the parish of Cacouna, Registration Division of Témiscouata; except and to withdraw the part of the said lot sold to Louis Lévesque, measuring seventy-feet (70') wide, east-west, by one hundred and fifty feet in depth; bounded on the south by the public highway, on the southwest and on the north by the residue of the piece of land belonging to the vendor and on the northeast by Dame Jeanne d'Arc Michaud."

To be sold at the Registry Office, Division of Témiscouata, in the Court House, 33, de la Cour Street, Rivière-du-Loup, on the ELEVENTH day of JUNE, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Rivière-du-Loup, April 21, 1971.
 MAURICE MORIN, Sheriff. 39883

LABELLE

Canada — Province de Québec
 Cour Provinciale — District de Labelle

Bref de terris, { PAUL COLLIN, gentleman, de No 3507. { Ste-Anne du Lac, district de Labelle, demandeur, vs PAUL BÉLEC, de Ste-Anne du Lac, district de Labelle, défendeur.

« La moitié nord du lot de terre numéro cinquante-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt-sept (27-55 Ptie) dans le rang sept (VII) au cadastre officiel du canton de Décarie, bornée vers le nord par une rue, soit partie du lot 27-54, vers l'est par une autre rue, soit partie du lot 27-48, vers le sud par l'autre moitié du même susdit lot appartenant à Ovila Mélançon, ou représentants et vers l'ouest, par partie du lot cinquante-neuf dite subdivision du lot vingt-sept; tel que le tout se trouve actuellement, avec bâtisse y érigée, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement à Mont-Laurier, district de Labelle, VENDREDI, le QUATRIÈME jour de JUN 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, District de Labelle, Mont-Laurier, ce 16 avril 1971.
 Le shérif intérimaire, ROLAND MATTE. 39842-0

LABELLE

Canada — Province of Québec
 Provincial Court — District of Labelle

Writ of terris, { PAUL COLLIN, gentleman, of Ste-No. 3507. { Anne du Lac, district of Labelle, plaintiff, vs PAUL BÉLEC, of Ste-Anne du Lac, district of Labelle, defendant.

“The north half of lot of land number fifty-five of the official subdivision of original lot number twenty-seven (27-55 P.) in the seventh range (VII) on the official cadastre of the township of Décarie, bounded on the north by a street, part of lot 27-54, on the east by another street, part of lot 27-48, on the south by the other half of the same aforesaid lot belonging to Ovila Mélançon or representatives and on the west by part of lot fifty-nine of the said subdivision of lot twenty-seven; as the whole is now found, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.”

To be sold at the Mont-Laurier Registry Office, in the district of Labelle, on FRIDAY, the FOURTH day of JUNE, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, District of Labelle, Mont-Laurier, April 16, 1971.
 ROLAND MATTE, Acting Sheriff. 39842

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris
 District of Montmagny

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique, ayant son siège social à Québec, demandeur, vs JOS-ANTOINE MORIN,

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris
 District of Montmagny

Superior Court, { THE QUÉBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic having its head office in Québec, plaintiff, vs JOS-ANTOINE MORIN, formerly of

autrefois de St-Magloire, comté de Bellechasse, maintenant domicilié à 56, Cosy Street, Welland, Ontario, défendeur.

Vente en bloc

« Une ferme à St-Magloire, comté de Bellechasse, connue et désignée comme étant les lots numéros huit A et huit B (8A et 8B) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le rang sept (Rg 7), canton Roux, division d'enregistrement de Bellechasse, avec bâtisses. »

Pour être vendu au bureau du registraire de Saint-Raphaël, comté de Bellechasse, MARDI, le PREMIER jour de JUIN 1971, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif,*
Montmagny, ce 23 avril 1971. JEAN-PAUL TREMBLAY.
39914-o

Saint-Magloire, county of Bellechasse, now domiciled at 56 Cosy Street, Welland Ontario, defendant.

Sale "en Bloc"

"A farm in Saint-Magloire, county of Bellechasse, known and designated as being lots numbers eight A and eight B (8A and 8B) upon official plan and book of reference for range seven (Rg. 7) township of Roux, Bellechasse Registration Division, with buildings."

To be sold at the Registrar's Office of Saint-Raphaël, county of Bellechasse, TUESDAY, on the FIRST day of JUNE, 1971 at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, *JEAN-PAUL TREMBLAY,*
Montmagny, April 23, 1971. *Sheriff.*
39914

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 793-045. { LA BANQUE D'ÉPARGNE DE
LA CITÉ ET DU DISTRICT
DE MONTRÉAL, corporation léga-
lement constituée ayant sa principale place d'affaires à Montréal, district judiciaire de Montréal, demanderesse, vs COLOMBEY CONSTRUCTION LTÉE, défenderesse, et PERCY RASHKOVSKY, résident et domicilié au numéro 6972, rue St-Hubert, à Montréal, district judiciaire de Montréal, mis en cause.

« Un emplacement connu et désigné comme étant le lot numéro douze de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent cinquante (250-12) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, avec une maison dessus érigée, portant les numéros civiques 2092 à 2098, Des Patriotes, à Ste-Rose. Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble et spécialement avec une servitude en faveur de la Shawinigan Water & Power, suivant acte reçu devant Me J. A. Auclair, notaire, le sept (7) octobre, mil neuf cent cinquante-quatre (1954), enregistré à Laval sous le numéro 90993, sur lequel se trouve érigée une maison jumelée dont le mur mitoyen se trouve sur la ligne de division dudit terrain et avec une servitude créée par destination de père de famille, suivant acte reçu devant le notaire soussigné, le vingt-cinq février mil neuf cent soixante-cinq, lequel sera enregistré au bureau d'enregistrement de Laval incessamment. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155, boulevard Je Me Souviens, en la cité de Laval, le TROISIÈME jour de JUIN 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, le 16 avril 1971. 39918-o

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 793-045. { THE MONTREAL CITY AND
DISTRICT SAVINGS BANK,
a corporation legally incorporated
having its principal place of business in Montreal, judicial district of Montreal, plaintiff, vs COLOMBEY CONSTRUCTION LTÉE, defendant, and PERCY RASHKOVSKY, residing and domiciled at 6972 St-Hubert Street, in Montreal, judicial district of Montreal, mis en cause.

"An emplacement known and designated as forming lot number twelve of the official subdivision of original lot number two hundred and fifty (250-12) of the official plan and book of reference of the parish of Ste-Rose, with a house erected thereon, bearing civic numbers 2092 to 2098 Des Patriotes, at Ste-Rose. As the whole is now with all servitudes, active and passive, apparent or occult attached to the said immovable and specially with a servitude in favor of the Shawinigan Water & Power, according to a deed received before Me J. A. Auclair, notary, on the seventh (7) day of October, one thousand nine hundred and fifty-four (1954), registered at Laval under number 90993, on which a duplex is erected, the party wall of which is on the line of division of the said land and with a servitude set up by the previous owner, according to a deed received before the undersigned notary, on the twenty-fifth day of February, one thousand nine hundred and sixty-five, the latter to be registered at the Laval Registry Office incessantly."

To be sold at the Registry Office of the county of Laval, at 155 Je Me Souviens Boulevard, in the city of Laval, on the THIRD day of JUNE, 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, *PAUL ST-MARTIN,*
Superior Court, *Assistant Sheriff.*
Montreal, April 16, 1971. 39918

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 799-693. { **WILLIAM BAIG INC.**, corps politique et incorporé ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans la ville et le district de Montréal, demanderesse, *vs* **ALINE HENRI**, ménagère, épouse séparée de biens de **LÉO RIOUX**, de la cité de Longueuil, district de Montréal, et **LÉO RIOUX**, de la cité de Longueuil, district de Montréal, et **MORTIN JURBIN**, de la ville et du district de Montréal, défendeurs, et **ROLAND DAIGNEAULT**, en sa qualité de registraire pour la division d'enregistrement de Chambly, district de Montréal, mis en cause.

« Un emplacement donnant sur la rue Marquette, dans la cité de Longueuil, désigné comme étant la subdivision cent soixante-douze du lot original numéro trois cent seize (316-172) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longueuil.

Avec la bâtisse y érigée portant les numéros 2131, 2133 et 2135 de la rue Marquette. »

Pour être vendus au bureau d'enregistrement de Chambly, 201, place Charles Lemoyne, édifice Montval, cité de Longueuil, le QUATRIÈME jour de JUIN 1971, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif, Cour Supérieure, Montréal, le 16 avril 1971. *Le shérif adjoint, PAUL ST-MARTIN.* 39916

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 799-693. { **WILLIAM BAIG INC.**, a body politic and corporate having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* **ALINE HENRI**, housewife, wife separate as to property of **LÉO RIOUX**, of the city of Longueuil, district of Montreal, and **LÉO RIOUX**, of the city of Longueuil, district of Montreal, and **MORTIN JURBIN**, of the city and district of Montreal, defendants, and **ROLAND DAIGNEAULT**, in his quality as registrar for the registration division of Chambly, district of Montreal, mis en cause.

“An emplacement fronting on Marquette Street in the city of Longueuil, designated as subdivision one hundred and seventy-two of the original lot number three hundred and sixteen (316-172) on the official plan and book of reference of the parish of Longueuil.

With the building thereon erected bearing civic numbers 2131, 2133 and 2135 Marquette Street.”

To be sold in the Chambly Registry Office, 201 Place Charles Lemoyne, Montval Building, in the city of Longueuil, on the FOURTH day of JUNE, 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, Superior Court, Montreal, April 16, 1971. *PAUL ST-MARTIN, Assistant Sheriff.* 39916-0

Fieri Facias de Bonis de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 724-268. { **BANQUE CANADIENNE NATIONALE**, corporation légalement constituée, ayant son siège social en les cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* **GUY ROBILLARD**, domicilié au 6839, boul. Pie IX, en les cité et district de Montréal, et ayant une autre résidence sur la 8e Avenue, à Vaudreuil, district de Montréal, défendeur.

« Un emplacement situé en la municipalité de Vaudreuil-sur-le-Lac, composé des lots numéros quarante-cinq et quarante-six de la subdivision officielle du lot numéro mille sept cent quatre-vingt-un (1781-45, 46) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Michel de Vaudreuil.

Moins et à distraire ce qui suit, savoir:

a) Du lot numéro 1781-45 la partie vendue à M. J. Campbell Rowell, suivant acte enregistré au bureau d'enregistrement de Vaudreuil, sous le numéro 94313.

b) Du lot numéro 1781-46 la partie vendue à United Business Security Inc. suivant acte enregistré au bureau d'enregistrement de Vaudreuil, sous le numéro 82295.

Avec bâtisse y dessus érigée. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Vaudreuil, 20, rue Du Boisvert, Vaudreuil, P.Q., le QUATRIÈME jour de JUIN 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Cour Supérieure, Montréal, 20 avril 1971. *Le shérif adjoint, PAUL ST-MARTIN.* 39917-0

Fieri Facias de Bonis de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 724-268. { **BANK CANADIAN NATIONAL**, a corporation legally constituted, having its head office in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* **GUY ROBILLARD**, domiciled at 6839 Pie IX Boulevard, in the city and district of Montreal, and having another domicile on the 8th Avenue, in Vaudreuil, district of Montreal, defendant.

“An emplacement situated in the municipality of Vaudreuil-sur-le-Lac, composed of lots numbers forty-five and forty-six of the official subdivision of lot one thousand seven hundred and eighty-one (1781-45, 46) on official plan and book of reference for the parish of Saint-Michel de Vaudreuil.

Less and to withdraw the following, to wit:

(a) From lot number 1781-45 the part sold to M. J. Campbell Rowell, pursuant an act registered at the Registry Office of Vaudreuil, under number 94313.

(b) From lot number 1781-46 the part sold to United Business Security Inc. pursuant an act registered at the Registry Office of Vaudreuil, under number 82295.

With the building thereon erected.”

To be sold at the Registry Office of Vaudreuil, 20 Du Boisvert Street, Vaudreuil, P.Q., the FOURTH day of JUNE, 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Superior Court, Montreal, April 20, 1971. *PAUL ST-MARTIN, Assistant Sheriff.* 39917

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour provinciale — District de Montréal

No 298-370. { **DAME ANNA MADELEINE ROSSI**, épouse séparée de biens de Norman Hughes, retraité, tous deux de la cité de Greenfield Park, district de Montréal, et **LOUIS ROSSI** des cité et district de Montréal, demandeurs, *vs* Dame **EKATERINI ZAFIRI**, veuve de feu Stephanos Kilos, des ville et district de Montréal, défendeur.

« Un emplacement situé à plage Laval, dans le comté de Laval, province de Québec, et composé des lots de terre connus et désignés sous les numéros soixante, soixante et un, soixante-deux, soixante-trois et soixante-quatre de la subdivision du lot originaire numéro cent quatre-vingt-deux (182-60, 61, 62, 63 et 64) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Rose, dans le comté de Laval, province de Québec, avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Ainsi que ladite propriété subsiste présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances, avec toutes les servitudes actives et passives y attachées, sans exception ou réserve. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155, boulevard Je Me Souviens, en la cité de Laval, le QUATRIÈME jour de JUIN 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 16 avril 1971.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
39921

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Provincial Court — District of Montreal

No. 298-370. { **DAME ANNA MADELEINE ROSSI**, wife separate as to property of Norman Hughes, pensioner, both of the city of Greenfield Park, district of Montreal, and **LOUIS ROSSI** of the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* Dame **EKATERINI ZAFIRI**, widow of late Stephanos Kilos, of the city and district of Montreal, defendant.

“An emplacement situe at Plage Laval, in the county of Laval, Province of Québec, composed of the lots of land known and designated under numbers sixty, sixty-one, sixty-two, sixty-three and sixty-four of the subdivision of original lot number one hundred and eighty-two (182-60, 61, 62, 63, 64), on the official plan and in the book of reference of the parish of Ste-Rose, in the county of Laval, Province of Québec, with all buildings thereon erected.

As the said property now subsists, with all its rights, members and appurtenances, with all active and passive servitudes thereto attached, without exception or reserve.”

To be sold at the Registry Office of the county of Laval, 155 Je Me Souviens Boulevard, in the city of Laval, the FOURTH day of JUNE, 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, April 16, 1971.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
39921-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 786-396. { **TRUST GÉNÉRAL DU CANADA**, en sa qualité de fiduciaire suivant un acte de fiducie entre Trust Général du Canada et Crédit St-Laurent Inc. daté le 5 mars 1956, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires dans la ville et le district de Montréal, demanderesse ès-qualité, *vs* **PAUL-ÉMILE LEROUX**, agent d'affaires, résidant et domicilié au 1549, boulevard Perrot, Ile Perrot nord, comté de Vaudreuil, district de Beauharnois, défendeur.

1° Un certain emplacement ayant front sur le chemin public, étant le boulevard Perrot, à Ile Perrot nord, comté de Vaudreuil, P.Q., et composé comme suit:

a) De l'extrême partie sud-est des lots connus et désignés sous les numéros sept, huit, neuf, dix et onze de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent soixante-dix-sept (277, Ex. P. S.E. 7, 8, 9, 10 et 11) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Jeanne de l'Ile Perrot, étant la totalité desdits lots numéros 277-7, 277-8, 277-9, 277-10 et 277-11 moins la partie desdits lots ayant une largeur de vingt pieds vendue à Island Development Corp. par le débiteur par acte devant le notaire soussigné, pour l'élargissement de la rue portant le numéro 277-6 et bornées lesdites parties comme suit: au sud-est par la partie ci-après décrite dudit lot No 277, au nord-est

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 786-396. { **GENERAL TRUST OF CANADA**, in its capacity as trustee following a contract of trusteeship between the General Trust of Canada and Crédit St-Laurent Inc., dated March 5, 1956, a corporation legally incorporated having its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff in its capacity, *vs* **PAUL-ÉMILE LEROUX**, business agent, residing and domiciled at 1549 Perrot Boulevard, Ile Perrot North, county of Vaudreuil, district of Beauharnois, defendant.

1. A certain emplacement fronting on the Public Road, forming Perrot Boulevard, at Ile Perrot North, county of Vaudreuil, P.Q., and composed as follows:

(a) Of the extreme southeast part of lots known and designated under numbers seven, eight, nine, ten and eleven of the official subdivision of original lot number two hundred and seventy-seven (277, S.E. Ex. P. 7, 8, 9, 10 and 11) on the official plan and in the book of reference of the parish of Ste-Jeanne de l'Ile Perrot, forming the whole of said lots numbers 277-7, 277-8, 277-9, 277-10 and 277-11 less the part of the said lots forming a width of twenty feet sold to Island Development Corp. by the debtor by a deed before the undersigned notary, for the enlargement of the street bearing number 277-6 and the said parts bounded as follows: on the southeast by the part hereafter described of

par le chemin public ou boulevard Perrot, au sud-ouest par une partie du lot originaire No 277 appartenant aussi au débiteur et au nord-ouest par le résidu desdits lots Nos 277-7, 277-8, 277-9, 277-10 et 277-11;

b) Du lot connu et désigné sous le numéro dix-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent soixante-dix-sept (277-17) auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Jeanne de l'Île Perrot;

c) D'une partie du lot originaire numéro deux cent soixante-dix-sept (P. 277) desdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Jeanne de l'Île Perrot correspondant en partie aux lots aujourd'hui annulés, connus et désignés sous les numéros douze, treize, quatorze, quinze, seize, dix-huit, dix-neuf et vingt de la subdivision du lot originaire numéro deux cent soixante-dix-sept (277-12, 13, 14, 15, 16, 18, 19 et 20) auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Jeanne de l'Île Perrot;

d) D'une partie du lot originaire numéro deux cent soixante-dix-sept (277) auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Jeanne de l'Île Perrot, mesurant trente-neuf pieds de largeur par une profondeur de deux cent vingt pieds et cinq dixièmes de pied dans sa ligne sud-est et deux cent vingt-deux pieds et trois dixièmes de pied dans sa ligne nord-ouest et bornée comme suit: au nord-ouest par les parties des lots numéros 277-8, 277-9, 277-10 et 277-11 ci-dessus décrites, au sud-est par une partie du lot originaire numéro 277 correspondant autrefois aux lots de subdivision 277-13, 277-14 et 277-15 au nord-est par une autre partie dudit lot No 277 étant autrefois le numéro 277-12 et au sud-ouest par une partie dudit lot No 277.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées dont la maison personnelle du débiteur portant le numéro civique 1549 dudit boulevard Perrot et deux camps d'été.

2° Un autre emplacement sis et situé à Ile Perrot nord, comté de Vaudreuil, P.Q., étant une partie du lot originaire numéro deux cent soixante-dix-sept (P. 277) auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Ste-Jeanne de l'Île Perrot, étant toute cette partie dudit lot comprise entre le chemin public ou boulevard Perrot et le lac St-Louis, et dont les lignes latérales se trouvent dans le prolongement imaginaire vers le nord-est ou lac St-Louis de la ligne de division entre ledit lot No 277 et le lot No 278 desdits plan et livre de renvoi officiels dans le côté sud-est, et d'autre part dans le prolongement imaginaire dans une direction nord-est vers le lac St-Louis de la ligne latérale nord-ouest des parties ci-dessus décrites des lots Nos 277-7, 277-8, 277-9, 277-10 et 277-11, tous desdits plan et livre de renvoi officiels.

Pour être vendu séparément au bureau d'enregistrement du comté de Vaudreuil, 20, Du Boisvert, Vaudreuil, P.Q. le TROISIÈME jour de JUIN 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 16 avril 1971.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
39919-0

said lot No. 277, on the northeast by the Public Road or Perrot Boulevard, on the southwest by a part of original lot No. 277 belonging to the debtor also and on the northwest by the remainder of said lots Nos 277-7, 277-8, 277-9, 277-10 and 277-11;

(b) Of the lot known and designated under number seventeen of the official subdivision of original lot number two hundred and seventy-seven (277-17) on the said official plan and book of reference of the parish of Ste-Jeanne de l'Île Perrot;

(c) Of a part of original lot number two hundred and seventy-seven (P. 277) on the said official plan and book of reference of the parish of Ste-Jeanne de l'Île Perrot corresponding in part to the lots now annulled, known and designated under numbers twelve, thirteen, fourteen, fifteen, sixteen, eighteen, nineteen and twenty of the subdivision of original lot number two hundred and seventy-seven (277-12, 13, 14, 15, 16, 18, 19 and 20) on the said official plan and in the book of reference of the parish of Ste-Jeanne de l'Île Perrot;

(d) Of a part of original lot number two hundred and seventy-seven (277) on the said official plan and in the book of reference of the parish of Ste-Jeanne de l'Île Perrot, measuring thirty-nine feet in width by a depth of two hundred and twenty feet and five-tenths of a foot on its southeast line and two hundred and twenty-two feet and three-tenths of a foot on its northwest line and bounded as follows: on the northwest by parts of lots number 277-8, 277-9, 277-10 and 277-11 hereabove described, on the southeast by a part of original lot number 277 formerly corresponding to the lots of subdivision 277-13, 277-14 and 277-15, on the northeast by another part of said lot No. 277 known formerly as number 277-12 and on the southwest by a part of said lot No. 277.

With all buildings erected thereon including the home of the debtor bearing civic number 1549 of the said Perrot Boulevard and two summer camps.

2. Another emplacement lying and situated at Ile Perrot North, county of Vaudreuil, P.Q., forming a part of original lot number two hundred and seventy-seven (P. 277) on the said official plan and in the book of reference of the parish of Ste-Jeanne de l'Île Perrot, forming the entire part of the said lot included between the Public Road or Perrot Boulevard and St-Louis Lake, and the lateral lines of which exist in the imaginary prolongation to the northeast, or St-Louis Lake, of the line of division between the said lot No. 277 and lot No. 278 of the said official plan and in the book of reference on the southeast side, and the other part in the imaginary prolongation in a northeasterly direction to St-Louis Lake, the northwest lateral line of the parts hereabove described of lots Nos 277-7, 277-8, 277-9, 277-10 and 277-11, all of the said official plan and book of reference.

To be sold separately at the Registry Office of the county of Vaudreuil, at 20 Du Boisvert, Vaudreuil, P.Q., on the THIRD day of JUNE, 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, April 16, 1971.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
39919

Fieri Facias de Terris

Cour Provinciale — District de Montréal

No 327-684. { REVALEX INC., corps politique et incorporé, dûment constitué comme tel et ayant son siège social et sa principale place d'affaires à Repentigny, district de Joliette, demanderesse, vs SEIGNEURIE BUILDERS INC., corps politique et incorporé, dûment constitué comme tel et ayant son siège social et sa principale place d'affaires à Boucherville, district de Montréal, défenderesse.

1^o La subdivision de lot quarante-sept du lot original soixante-neuf (69-47) et la subdivision de lot cent trente-sept du lot original soixante-sept (67-137) de la paroisse de Sainte-Famille de Boucherville; avec la bâtisse en voie de construction portant le numéro 366, Louis-Quévillon, Boucherville;

2^o La subdivision de lot vingt-huit du lot original soixante-neuf (69-28) de la paroisse de Sainte-Famille de Boucherville; avec la bâtisse en voie de construction portant le numéro 223, Louis-Lalande, Boucherville;

3^o La subdivision de lot cent vingt-neuf du lot original soixante-neuf (69-129) de la paroisse de Sainte-Famille de Boucherville; avec la bâtisse en voie de construction portant le numéro 268, Roy-Audy, Boucherville;

4^o La redivision un de la subdivision de lot soixante-douze du lot original soixante-six (66-72-1) de la paroisse de Sainte-Famille de Boucherville; avec la bâtisse en voie de construction portant le numéro 335, boulevard Mortagne, Boucherville.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement de Chambly, 201, place Charles Lemoyne, édifice Montval, dans la cité de Longueuil, le TROISIÈME jour de JUIN 1971, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif, Cour Supérieure, Montréal, le 16 avril 1971. *Le shérif adjoint,* PAUL ST-MARTIN. 39920

Fieri Facias de Terris

Provincial Court — District of Montreal

No. 327-684. { REVALEX INC., a body politic and corporate, duly incorporated as such and having its head office and principal place of business in Repentigny, district of Joliette, plaintiff, vs SEIGNEURIE BUILDERS INC., a body politic and corporate, duly incorporated as such and having its head office and principal place of business in Boucherville, district of Montreal, defendant.

1. Subdivision lot forty-seven of original lot sixty-nine (69-47) and subdivision lot one hundred and thirty-seven of original lot sixty-seven (67-137) of the parish of St. Famille de Boucherville; with the building in the course of construction thereon bearing Civic No. 366 Louis Quévillon, Boucherville;

2. Subdivision lot twenty-eight of original lot sixty-nine (69-28) of the parish of St. Famille de Boucherville; with the building in the course of construction thereon bearing Civic No. 223 Louis Lalande, Boucherville;

3. Subdivision lot one hundred and twenty-nine of original lot sixty-nine (69-129) of the parish of St. Famille de Boucherville; with the building in the course of construction thereon bearing Civic No. 268 Roy-Audy, Boucherville;

4. Redivision one of subdivision lot seventy-two of original lot sixty-six (66-72-1) of the parish of St. Famille de Boucherville; with the building in the course of construction thereon bearing Civic No. 335 Blvd. Mortagne, Boucherville.

To be sold in the Chambly Registry Office, 201 Place Charles Lemoyne, Montval Building, in the city of Longueuil, on the THIRD day of JUNE, 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, Superior Court, Montreal, April 16, 1971. PAUL ST-MARTIN, Assistant Sheriff. 39920-0

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec à savoir: { LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA, corps politique No 6012. } légalement constitué, ayant sa place d'affaires à 2, de la Fabrique, à Québec, district de Québec, contre JACQUES DORION, domicilié et résidant au 1001, rue Bar le Duc, Ste-Foy, district de Québec.

1. Ce terrain connu et désigné comme étant la subdivision deux cent onze du lot originaire six cent soixante-dix (670-211) du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, division d'enregistrement de Québec, contenant en superficie huit mille cinq cent quatre-vingts pieds carrés (8,580 p.c.) mesure anglaise.

Borné vers le nord-est par le lot No 670-210, vers l'est par une partie non subdivisée du lot No 670, vers le sud par le lot No 670-212, et vers le nord-ouest, par

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: { THE PROVINCIAL BANK OF Superior Court, CANADA, body politic legally No. 6012. } incorporated, having its place of business at 2 de la Fabrique, in Québec, district of Québec, against JACQUES DORION, domiciled and residing at 1001 Bar le Duc Street, St. Foy, district of Québec.

1. A lot of land known and designated as forming subdivision two hundred and eleven of original lot six hundred and seventy (670-211) of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, registration division of Québec, containing in area eight thousand five hundred and eighty square feet (8,580 sq. ft.) English measure.

Bounded on the northeast by lot No. 670-210, on the east by an unsubdivided part of lot No. 670, on the south by lot No. 670-212, and on the northwest by

le lot No 670-168 (avenue). Mesurant cent trois pieds, onze pouces (103'11") en front au nord-ouest, quarante-sept pieds et cinq pouces (47'5") de largeur en arrière à l'est, sur une profondeur au nord-est de cent pieds (100') et cent trente huit pieds, (138') au sud.

Note: Ce lot comporte la demie de la courbe de raccordement de 20' pieds de rayon à son coin sud-ouest.

Le tout sans bâtisse.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, avenue Chauveau, Québec, le PREMIER jour de JUIN 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

2. Ces terrains connus et désignés comme étant:

a) La subdivision numéro vingt-deux du lot originaire numéro six cent cinquante-deux (652-22) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Nicolas, division d'enregistrement de Lévis;

b) Une parcelle de terrain faisant partie du lot numéro six cent cinquante-deux (Ptie 652) du susdit cadastre, localisée au nord-est du lot 652-22, de figure mixtiligne, comprenant tout le terrain localisé entre cedit lot et la Rivière Chauligne séparative des lots 652-22 et 652-23, contenant en superficie environ quinze mille pieds carrés (15,000 p.c.) mesure anglaise.

Avec et sujet aux servitudes tel qu'établies aux termes des actes enregistrés respectivement sous les 142-651, 142, 723 et 142, 856.

Le tout sans bâtisse.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Lévis, 113, rue St-Georges, Lévis, le PREMIER jour de JUIN 1971, à ONZE heures ET DEMI de l'avant-midi.

Le shérif adjoint.

RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 27 avril 1971.

39926-0

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: JULES ST-GERMAIN, agent Cour Provinciale, d'assurances domicilié à St-No 308-084.

Ubald, route rurale No 2, comté de Portneuf, vs LIONEL PERRON, domicilié à St-Ubald, comté de Portneuf, et ELPHÈGE BOIS, en tant que registrateur de la division d'enregistrement du comté de Portneuf, mis en cause.

« Un terrain ou emplacement situé au village de St-Ubald, connu et désigné comme étant partie du lot No 250 au cadastre officiel du comté de Portneuf, paroisse de St-Ubald, et borné en front au nord-est au chemin public, au sud-est à Roland Trudel, en profondeur au sud-ouest à Elric Delisle au nord-ouest à Gilles Gingras, mesurant 60 pieds en front sur une profondeur d'un arpent, avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Portneuf, à Cap-Santé, comté de Portneuf, le PREMIER jour de JUIN 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint.

RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 27 avril 1971.

39928-0

No. 670-168 (Avenue). Measuring one hundred and three feet, eleven inches (103'11") in front on the north-west, forty-seven feet and five inches (47'5") in width in the rear on the east by a depth of the northeast of one hundred feet (100') and one hundred and thirty-eight feet, (138') on the south.

Note: This lot includes half of the access curve of 20' feet in radius at its southwest corner.

The whole without a building.

To be sold at the Québec Registry Office, on Chauveau Avenue, Québec, on the FIRST day of JUNE, 1971, at TEN o'clock in the morning.

2. These pieces of land known and designated as being:

a) Subdivision number twenty-two of original lot number six hundred and fifty-two (652-22) of the official cadastre for the parish of St-Nicolas, registration division of Lévis;

b) A strip of land forming part of lot number six hundred and fifty-two (P. 652) of the aforesaid cadastre, located on the northeast of lot 652-22, of a mixtilinear figure, including all the land located between this said lot and Chauligne River separating lots 652-23, containing in area about fifteen thousand square feet (15,000 sq. ft.) English measure.

With and subject to servitudes as established according to the terms of deeds registered respectively under Nos 142-651, 142, 723 and 142, 856.

The whole without a building.

To be sold at the Lévis Registry Office, 113 St-Georges Street, Lévis, on the FIRST day of JUNE, 1971, at ELEVEN-THIRTY o'clock in the morning.

RAYMOND HAINS,

Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, April 27, 1971.

39926

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: JULES ST-GERMAIN, insurance Provincial Court, agent domiciled at St-Ubald, No. 308-084.

Rural Route No. 2, county of Portneuf, vs LIONEL PERRON, domiciled at St-Ubald, county of Portneuf, and ELPHÈGE BOIS, as Registrar for the Registration Division of the county of Portneuf, mis en cause.

« A lot of land or emplacement situated in the village of St-Ubald, known and designated as being part of lot No. 250 on official cadastre for the county of Portneuf, parish of St-Ubald, and bounded in front on the northeast by the Public Road, on the southeast by Roland Trudel, in depth on the southwest by Elric Delisle, on the northwest by Gilles Gingras, measuring 60 feet in front by a depth of one arpent, with the building thereon erected, circumstances and dependencies. »

To be sold at the Registry Office of Portneuf, in Cap-Santé, county of Portneuf, the FIRST day of JUNE, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,

Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, April 27, 1971.

39928

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: { PATRICK ROY, 417, des Oblats,
 Cour Supérieure, { Québec, vs CLÉMENT OLI-
 No 5575. { VIER, 1795, Nicolet, app. 4, Qué-
 bec.

« Un terrain de forme parallélogrammatique, situé à Stoneham, connu et désigné comme étant une partie du lot cinquante neuf (Ptie. 59) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Edmond de Stoneham, division d'enregistrement de Québec; borné au nord-ouest par le lot 60 du cadastre de St-Edmond de Stoneham, au sud-ouest par le boulevard Talbot, et au sud-est et nord-est, par le résidu du lot 59 du même cadastre; le tout mesurant soixante-dix-huit pieds (78') de façade sur le boulevard Talbot par soixante-cinq (65') pieds dans sa ligne nord-ouest. Avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 20, avenue Chauveau, Québec, le PREMIER jour de JUIN 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
 Québec, le 27 avril 1971.

Le shérif adjoint,
 RAYMOND HAINS.
 39927-0

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
 District de Terrebonne

Cour Supérieure, { MADELEINE BOHÉMIER,
 No 63,475. { épouse séparée de biens de
 André Viscardi, domiciliée au numé-
 ro 7344, 14e Avenue, quartier St-Michel, dans la ville de Montréal, district judiciaire de Montréal, et ANDRÉ VISCARDI, restaurateur, domicilié au même endroit, demandeurs; vs J. P. LEFEBVRE, in trust, agent d'affaires, demeurant au 302 de la rue Thomas Pépin, à Boucherville, dans le district judiciaire de Montréal et Dame GABRIELLE BENOÎT, veuve de Marcel Dagenais, demeurant au 8172 boulevard St-Michel, quartier St-Michel, dans la ville de Montréal, district judiciaire de Montréal, tant en sa qualité personnelle qu'en sa qualité d'usufruitière en vertu du testament de son époux et qu'en sa qualité d'exécutrice testamentaire dudit Marcel Dagenais, défendeurs, et LE REGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Terrebonne, mis en cause.

Avis de vente

Les biens immobiliers des défendeurs:

* Un emplacement situé en la municipalité de Bois-des-Filion, composé comme suit:

1° Des lots numéros deux cent soixante-dix, deux cent soixante et onze, deux cent soixante-douze, deux cent soixante-treize, deux cent soixante-quatorze, deux cent soixante-quinze, deux cent soixante-seize et deux cent soixante-dix-sept de la subdivision officielle du lot numéro onze (11-270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, et 277) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Louis de Terrebonne;

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: { PATRICK ROY, 417 des Oblats,
 Superior Court, { Québec, vs CLÉMENT OLI-
 No. 5575. { VIER, 1795 Nicolet, Apt. 4, Québec.

"A lot of land of a parallelogram figure, situated in Stoneham, known and designated as being part of lot fifty-nine (P. 59) on the official Cadastre for the parish of St-Edmond de Stoneham, Registration Division of Québec; bounded on the northwest by lot 60 of the cadastre for St-Edmond de Stoneham, on the southwest by Talbot Boulevard, and on the southeast and north-east, by the residue of lot 59 of the same cadastre; the whole measuring seventy-eight feet (78') in front on Talbot Boulevard by sixty-five (65') feet in its north-west line. With the building thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the Registry Office of Québec, 20 Chauveau Avenue, Québec, on the FIRST day of JUNE, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
 Québec, April 27, 1971.

RAYMOND HAINS,
 Assistant Sheriff.
 39927

TERREBONNE

Canada — Province of Québec
 District of Terrebonne

Superior Court, { MADELEINE BOHÉMIER,
 No. 63,475. { wife separate as to property
 of André Viscardi, domiciled at
 number 7344, 14th Avenue, St-Michel Ward, in the city of Montreal, judicial district of Montreal, and ANDRÉ VISCARDI, restaurant-owner, domiciled at the same place, plaintiffs; vs J. P. LEFEBVRE, in trust, business agent, domiciled at 302 Thomas Pépin Street, at Boucherville, in the judicial district of Montreal, and Dame GABRIELLE BENOIT, widow of Marcel Dagenais, domiciled at 8172 St-Michel Boulevard, St-Michel Ward, in the city of Montreal, judicial district of Montreal, in her personal as well as in her usufructuary capacity, pursuant to her husband's will and in her capacity as executor of the said Marcel Dagenais, defendants, and THE REGISTRAR of the Registry Division of Terrebonne, mis en cause.

Notice of sale

The immovable property of the defendants:

"A site situated in the municipality of Bois-des-Filion, made up as follows:

1. Lots numbers two hundred and seventy, two hundred and seventy-one, two hundred and seventy-two, two hundred and seventy-three, two hundred and seventy-four, two hundred and seventy-five, two hundred and seventy-six and two hundred and seventy-seven of the official subdivision of lot number eleven (11-270, 271, 272, 273, 274, 275, 276 and 277) on the official plan and reference book of St-Louis de Terrebonne parish;

2° La moitié d'un lot de terre, connu et désigné comme étant le lot numéro dix de la resubdivision du lot numéro deux cent soixante-deux du lot originaire numéro onze (11-262 $\frac{1}{2}$ -10) aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, mesurant sept pieds de profondeur par vingt-cinq pieds de largeur, bornée ladite moitié au nord-ouest par le lot 11-262-9, au nord-est par le lot 11-272, au sud-est par le lot 11-262-11, au sud-ouest par le résidu du lot 11-262-10.

3° La moitié d'un lot de terre, connu et désigné comme étant le lot numéro onze de la resubdivision du lot numéro deux cent soixante-deux du lot originaire numéro onze (11-262 $\frac{1}{2}$ -11) aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, mesurant sept pieds de profondeur par vingt-cinq pieds de largeur, bornée ladite moitié au nord-ouest par le lot 11-262-10, au nord-est par le lot 11-273, au sud-est par le lot 11-262-12, au sud-ouest par le résidu du lot 11-262-11.

4° La moitié d'un lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro douze de la resubdivision numéro deux cent soixante-deux du lot originaire numéro onze (11-262 $\frac{1}{2}$ -12) aux mêmes plan et livre de renvoi officiels mesurant sept pieds de profondeur par vingt-cinq pieds de largeur, bornée ladite moitié au nord-ouest par le lot 11-262-11, au nord-est par le lot 11-274, au sud-est par le lot 11-262-13, au sud-ouest par le résidu du lot 11-262-12.

5° La moitié d'un lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro treize de la resubdivision numéro deux cent soixante-deux du lot originaire numéro onze (11-262 $\frac{1}{2}$ -13) aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, mesurant sept pieds de profondeur par vingt-cinq pieds de largeur bornée ladite moitié au nord-ouest par le lot 11-262-12, au nord-est par le lot 11-275, au sud-est par le lot 11-262-14, au sud-ouest par le résidu du lot 11-262-13.

6° La moitié d'un lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro quatorze de la resubdivision numéro deux cent soixante-deux du lot originaire numéro onze (11-262 $\frac{1}{2}$ -14) aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, mesurant sept pieds de profondeur par vingt-cinq pieds de largeur, bornée ladite moitié au nord-ouest par le lot 11-262-13, au nord-est par le lot 11-276, au sud-est par le lot 11-262-15, au sud-ouest par le résidu du lot 11-262-14.

7° La moitié d'un lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro quinze de la resubdivision numéro deux cent soixante-deux du lot originaire numéro onze (11-262 $\frac{1}{2}$ -15) aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, mesurant sept pieds de profondeur par vingt-cinq pieds de largeur, bornée ladite moitié au nord-ouest par le lot 11-262-14, au nord-est par le lot 11-277, au sud-est par le lot 11-262-16, au sud-ouest par le résidu du lot 11-262-15.

Le tout avec les bâtisses dessus construites, servant de local audit fonds de commerce, et toutes dépendances et circonstances, sans réserve de la part du vendeur. »

2. Half of a plot of land, known and designated as being lot number ten of the re-subdivision of lot number two hundred and sixty-two of the original lot number eleven (11-262 $\frac{1}{2}$ -10) on the same official plan and reference books, measuring seven feet deep by twenty-five feet wide, the said part bounded in the northwest by lot 11-262-9, towards the northeast by lot 11-272, towards the southeast by lot 11-262-11, towards the southwest by the remainder of the lot 11-262-10.

3. Half of a plot of land, known and designated as being lot number eleven of the re-subdivision of lot number two hundred and sixty-two of the original lot number eleven (11-262 $\frac{1}{2}$ -11) on the same official plan and reference book, measuring seven feet deep by twenty-five feet wide, the said half is bounded towards the northwest by lot 11-262-10, towards the northeast by lot 11-273, towards the southeast by lot 11-262-12, towards the southwest by the remainder of the lot 11-262-11.

4. Half of a plot of land known and designated as being lot number twelve of the re-subdivision number two hundred and sixty-two of the original lot number eleven (11-262 $\frac{1}{2}$ -12) on the same official plan and reference book measuring seven feet deep by twenty-five feet wide, the said half bounded towards the northwest by lot 11-262-11, towards the northeast by lot 11-274, towards the southeast by lot 11-262-13, towards the southwest by the remainder of the lot 11-262-12.

5. Half of a plot of land known and designated as being lot number thirteen of the re-subdivision number two hundred and sixty-two of the original lot number eleven (11-262 $\frac{1}{2}$ -13) on the same official plan and reference book, measuring seven feet deep by twenty-five feet wide, the said half bounded towards the northwest by lot 11-262-12, towards the northeast by lot 11-275, towards the southeast by lot 11-262-14, towards the southwest by the remainder of lot 11-262-13.

6. Half of a plot of land known and designated as being lot number fourteen of the re-subdivision number two hundred and sixty-two of the original lot number eleven (11-262 $\frac{1}{2}$ -14) on the same official plan and reference book, measuring seven feet deep by twenty-five feet wide, the said half bounded towards the northwest by lot 11-262-13, towards the northeast by lot 11-276, towards the southeast by lot 11-262-15, towards the southwest by the remainder of lot 11-262-14.

7. Half of a plot of land known and designated as being lot number fifteen of the re-subdivision number two hundred and sixty-two of the original lot number eleven (11-262 $\frac{1}{2}$ -15) on the same official plan and reference book, measuring seven feet deep by twenty-five feet wide the said half bounded towards the northwest by lot 11-262-14, towards the northeast by lot 11-277, towards the southeast by lot 11-262-16, towards the southwest by the remainder of lot 11-262-15.

The whole with the buildings thereon constructed, used as business premises, and all the dependencies and circumstances, without reservation on the part of the vendor. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, comté de Terrebonne, situé chambre 106, Palais de Justice, 400 rue Laviolette, Saint-Jérôme, MERCREDI le DEUXIÈME jour de JUIN 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Condition: Comptant.

Bureau du Shérif,
St-Jérôme, le 20 avril, 1971.

Le shérif,
JEAN-LOUIS MUIR.
39884-o

To be sold at the Registry Office, county of Terrebonne, Room 106, Court House, 400 Laviolette Street, Saint-Jérôme, WEDNESDAY, the SECOND day of JUNE, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash.

Sheriff's Office,
St-Jérôme, April 20, 1971.

JEAN-LOUIS MUIR,
Sheriff.
39884

INDEX No 18

ARRÊTÉS EN CONSEIL

1195 — Aide Sociale (<i>Modification aux règlements de l'arrêté en conseil No 3491 du 17-9-70</i>).....	3531
1195 — Social Aid (<i>Amendment to the regulations of order in council No. 3491 of 17-9-70</i>).....	3531
1260 — Forêts publiques, modes d'exploitation et d'utilisation des bois.....	3540
1260 — Public forests, logging operations and the utilization of woods.....	3540
1311 — Indemnités payables aux jurés, tant en matières civile que criminelle.....	3529
1311 — Indemnity to be paid to jurors in civil as well as in criminal matters.....	3529
1349 — Société d'habitation du Québec (Ch. 55 des lois de 1966-67) modification à l'article 23 du règlement numéro 2.....	3530
1349 — Québec Housing Corporation (Ch. 55 of the statutes of 1966-67) amendment to article 23 of By-law number 2.....	3530
1367 — Soustraction au jalonnement de certains terrains situés dans les bassins des rivières de la Baie James.....	3530
1367 — Withdrawal from staking of certain lands situated in the river basins of Bay James.....	3530
1371 — Véhicules automobiles circulant sur les chemins publics du Québec, réglementation relative à leur pesanteur et à leurs dimensions.....	3581
1371 — Motor vehicles operating on public highways in the Province of Québec, regulation relating to their weight and their dimensions.....	3581
1372 — Véhicules automobiles munis de trois essieux, maxima de pesanteur.....	3588
1372 — Motor vehicles equipped with three axles, the maximum weight.....	3588
1384 — Barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames, Rouyn-Noranda.....	3536
1384 — Hairdressers (Men's and Ladies') Rouyn-Noranda.....	3536
1385 — Confection pour hommes et garçons, province.....	3539
1385 — Clothing (Men's and Boys') Province.....	3539
1574 — Taxe sur les transferts de valeurs mobilières (<i>Billets à court terme</i>).....	3621
1574 — Security Transfer Tax Act (<i>Short term notes</i>).....	3621
1575 — Taxe sur les transferts de valeurs mobilières (<i>Réduction de la taxe exigible</i>).....	3622
1575 — Security Transfer Tax Act (<i>Allowance from the duties payable</i>).....	3622

ORDERS IN COUNCIL

ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES

Association coopérative forestière de Fabre (<i>Ch. de Statut</i>).....	3580
Librairie de polytechnique, association coopérative (<i>Ch. Stat.</i>).....	3580

COOPERATIVE ASSOCIATIONS

AVIS DIVERS

Admission à l'étude et à l'exercice de professions (<i>Application de l'article 4 de la loi S.R.Q. 1964, Ch. 246</i>).....	3600
Chevaliers de Colomb de Lachute, Conseil Lachute no 2752 (<i>Règl.</i>).....	3594
Collège des médecins vétérinaires de la province de Québec (<i>Suspension</i>).....	3594
Collège des médecins vétérinaires de la province de Québec (<i>Suspension d'un membre</i>).....	3594
College of the Veterinary Surgeons of the Province of Québec (<i>Suspension</i>).....	3594
College of the Veterinary Surgeons of the Province of Québec (<i>Suspension of a member</i>).....	3594
Côte Saint-Luc, cité-city (<i>erratum</i>).....	3595
Knights of Columbus of Lachute, Council Lachute No. 2752 (<i>By-laws</i>).....	3594
Lachute, cité-city (<i>Barrage-Dam</i>).....	3595
Professional Matriculation Act (<i>Application of Section 4, S.R.Q. 1964, Ch. 246</i>).....	3595

MISCELLANEOUS NOTICES

CHANGEMENT DE NOM — Loi du

CHANGE OF NAME ACT

Demandes:

Applications:

Dessmann, Guido.....	3601
Huet, Robert.....	3601
Karlozian, Boghos.....	3601
Maczula, Stephen (Alias Taylor).....	3601
Schlappner, Manfred.....	3602

CHANGEMENT DE NOM — Loi du

CHANGE OF NAME ACT

Accordés:

Granted:

Martin, Guy.....	3602
Masco, Victor.....	3602
Nicopoulos, Panayotis Laoun.....	3602
Winn, Alexander.....	3602

**CAISSES D'ÉPARGNE
ET DE CRÉDIT**

**SAVINGS AND
CREDIT UNIONS**

Caisse d'économie Honoré-Mercier (<i>Nom-Name ch.</i>).....	3592
Caisse d'économie Laurentienne (<i>Nom-Name ch.</i>).....	3591
Caisse d'entraide économique de Rimouski (<i>Nom-Name ch.</i>).....	3592

**COMPAGNIES
ÉTRANGÈRES**

**EXTRA-PROVINCIAL
COMPANIES**

Changement d'agent:

Change of agent:

Gambles Canada Limited.....	3590
-----------------------------	------

Permis:

Licenses:

FMC of Canada Limited.....	3590
Hashman Construction Limited.....	3589
Lorenza Overseas Pty. Ltd.....	3590

Siège social:

Head Office:

Retailers Commercial Agency, Inc.....	3591
---------------------------------------	------

**COMPAGNIES —
LOI DES**

**COMPANIES
ACT**

**Demandes d'abandon
de charte**

**Applications for
Surrender of Charter**

Algon Équipement inc.....	3546
Ariane Industries Inc.....	3546
Auteuil Investment Corp.....	3542
Bélanger (A.) & Fils ltée.....	3543
Bijouterie Jean B. Roy limitée.....	3543
Centre Jacques Paquet inc.....	3546
Centre professionnel (St-Lambert) inc.....	3546
City Development Limited.....	3547
Construction Nanco inc.....	3547
Daniel (M.) inc.....	3543
Destino-Abbey Inc.....	3547
Doumel Investment Corp.....	3543
Dunham Creameries Inc.....	3543
Eleanor Realty Co. Ltd.....	3544
Embassy Food Brokers Inc.....	3548
Entreprises Polygone inc. (Les).....	3545
Fima Construction inc.....	3544
Galeries Schertle inc. (Les).....	3544
Garage Bagot inc.....	3544

Gold Caterers Co.....	3544
Home Carpet Ltd.....	3548
Jacko Publicité ltée.....	3545
Joaillerie la Renaissance inc.....	3549
Kirouac (J. A.) ltée.....	3545
Martin (Arthur) inc.....	3549
Morin Heights Holdings Inc.....	3547
Nanco Construction Inc.....	3547
Placements Lanorais ltée (Les).....	3548
Pointe Claire Medical Centre Inc.....	3548
Professional Center (St. Lambert) Inc.....	3546
Renaissance Jewellery Inc.....	3549
St. George Carpet Mills Ltd.....	3548
St-Ruth Inc.....	3549
Sidyal-Produits sidérurgiques de Laval ltée.....	3549
Skiroule (Ontario) inc.....	3545
Skiroule (Pennsylvania) inc.....	3545
Tapis maison ltée.....	3548
Taverne Garnison ltée.....	3549
Usines de tapis St-Georges ltée (Les).....	3548
Westover Investment Corporation.....	3546

Dissoutes

Dissolved

Accueil ltée (L').....	3525
Asbestos Producers Corporation.....	3526
Assurances J.-R. Lepage inc. (Les).....	3526
Camler Realty Company.....	3526
Compagnie du Théâtre de l'Escale inc. (La).....	3526
Connolly & Twizell Investments Ltd.....	3526
Constructions St-Malo inc. (Les).....	3527
Dahkol Holdings Inc.....	3527
Eastern Fruit & Poultry Co.....	3527
Emballage Giguère ltée.....	3527
General Steel International, Ltd.....	3527
Industries Mueller limitée (Les).....	3528
Institut Philippe Pinel (<i>Correction</i>).....	3570
Mar-Bois Unis inc.....	3527
Mar-Wood United Inc.....	3527
Mueller Industries Limited.....	3528
New-Mode Development Inc.....	3528
North Atlantic Development Co.....	3528
O. R. Products (Canada) Ltd.....	3528
Speedway Construction Ltd.....	3528
T. A. V. inc.....	3529
Terrains Vaudreuil inc.....	3529
Uniformes Québec inc. (Les).....	3529
Vaudreuil Lands Inc.....	3529

Divers	Miscellaneous	Provincial Rustproofing Company (Montreal) Ltd. (Nome ch.)	3556
A. & L. Robert Automobiles inc. (Dir.)	3550	Remembrance Park Inc. (By-law)	3555
Association des éditeurs canadiens (Règl.-By-laws)	3550	Sabbatino Construction Company Limited (Dir.)	3555
Barrie Memorial Hospital (The) (Règl.-By-laws)	3550	St-Eugène Drag Strip Inc. (Dir.)	3557
Boîteau Luminaire Inc. (Dir.)	3550	St-Lawrence Fuel (1970) Inc. (Name ch.)	3556
Candiac Equipment Company Limited (Name ch.)	3557	Société d'expansion de Hauterive (Règl.-By-law)	3555
Canots Tremblay, ltée (Les)	3550	Sogelec inc. (Dir.)	3555
Centre Berthelet inc. (Le) (Nom-Name ch.)	3556	Tremblay Canoes, Ltd. (Dir.)	3550
Cercle social de Charlemagne (Le) (Règl.-By-laws)	3556	Tritt (John S.) Ltd. (Nom-Name ch.)	3555
Charbonnerie St-Laurent (1970) inc. (Nom ch.)	3556	Union-Kennedy Corporation (Dir.)	3558
Circuit Québec-Ste-Croix inc. (Le) (Dir.)	3550	Walsh-Québec-Construction Company Limited (Dir.)	3556
Club Âge d'Or Notre-Dame (Règl.-By-laws)	3551	Walsh-Québec Construction Company Limited (Name ch.)	3551
Commerce Editions (Dir.)	3551	Zodiac Industries Ltd. (Dir.)	3553
Compagnie d'équipement Candiac limitée (Nom ch.)	3557		
Compagnie de construction Walsh-Québec limitée (La) (Nom ch.)	3551	Lettres patentes	Letters Patent
Compagnie provinciale d'antirouille (Montreal) ltée (Nom ch.)	3556	Acme signalisation inc.	3481
Conseil régionale de loisirs-centre du Québec inc. (Le) (Nom-Name ch.)	3551	Agence artistique L.H. inc.	3481
Conseil régionale des loisirs des Laurentides (Règl.-By-laws)	3557	Amedya Enterprises Ltd.	3481
Coteau Developments Ltd. (Dir.)	3551	Antares Construction Limited	3491
Créations Stéphanie limitée (Les) (Nom-Name ch.)	3552	Armoires Rinfret inc.	3482
Décoration King inc. (Nom-Name ch.)	3557	Association des responsables de foyers affiliés du Québec A.R.F.A.Q.	3482
Distilleries Melchers, limitée (Les) (Dir.)	3553	Atelier protégé le Fil d'Ariane, inc.	3482
École de danse de la vallée de l'or inc. (Règl.-By-law)	3552	Automat Sherbrooke Inc.	3483
Éditions Commerce (Les) (Dir.)	3551	B.B. Security System Inc.	3483
Gallinora Limited (Name ch.)	3552	B.I.C. (T.M.) inc.	3483
Gallinora limitée (Nom ch.)	3552	Beauceville Footwear Inc.	3488
Garon, Label & Landry inc. (Nom-Name ch.)	3552	Besco Realities Inc.	3502
Giroux (Phil) inc. (Nom-Name ch.)	3552	Boismont inc.	3484
Hôpital Notre-Dame (Règl.-By-laws)	3553	Bouchar d'électric inc.	3484
Hôpital St-Joseph de la Malbaie (1964) (Règl.-By-laws)	3553	Boudreau (J. H.) ltée	3485
Hymus Tavern Inc. (Dir.)	3553	Boulangerie Parisienne inc.	3485
Industries Zodiac ltée (Les) (Dir.)	3553	Boutique la perruque Québécoise (Hauterive) inc.	3485
Kimberly House Inc. (Règl.-By-laws)	3554	Candiac Golf Club Inc.	3488
Lakeshore Community Services (Règl.-By-laws)	3554	Carrefour Arviat inc. (Le)	3486
Lalonde Girouard Letendre inc. (Nom-Name ch.)	3554	Carte familiale d'économie inc.	3486
Luminaire Boîteau inc. (Dir.)	3550	Chainé & Hould inc.	3486
Maniwaki Forest Products Limited (Dir.)	3557	Chantaly Ltd.	3487
Melchers Distilleries Limited (Dir.)	3553	Chantaly ltée	3487
Micor Auto inc. (Dir.)	3553	Charpentes métalliques Québécoises limitée (Les)	3487
Montreal Mission of the Deaf Inc. (The) (Règl.-By-laws)	3554	Chaussures Beauceville inc.	3488
Nadeau (Alfred) inc. (Nom-Name ch.)	3555	Club de golf Candiac inc.	3488
Natinvest Ltd. (Dir.)	3554	Club d'entraînement physique Rive Sud inc.	3488
Orange Roof Enterprises Ltd. (Dir.)	3554	Club des majorettes Les Princesses de l'Est inc.	3489
Parc du souvenir (Règl.)	3555	Club optimiste St-Raymond inc.	3489
Piste d'accélération St-Eugène inc. (Dir.)	3557	Club social L'Estrien inc.	3489
Produits forestiers Maniwaki limitée (Les) (Dir.)	3557	Coffee House Investments Inc.	3490
		Comité d'animation de Westmount.	3525
		Construction Alex inc.	3490
		Construction Antares limitée	3491
		Contempora inc.	3491
		Contisco inc.	3491
		Corporation de placement Cytren (La)	3492
		Cosmétiques France-Laure (1970) inc.	3492
		Cosmetrix inc.	3492
		Courval Tooling Inc.	3493

Lettres patentes (<i>suite</i>)	Letters Patent (<i>continued</i>)		
Crimco Mining Corporation Ltd.	3493	P.J.G. limitée	3512
Cyren Investment Corporation	3492	Partenaires associés inc.	3513
Delson Entreprises Ltd.	3496	Paul-Mer Investments Ltd.	3513
Distribution Janmiber inc.	3494	Pavage & construction Ile Perrot inc.	3514
Domaine des Cormiers inc.	3494	Peinture Poly-Décor ltée	3514
East End Oil Inc.	3494	Pen. V.S. inc.	3514
Entrelec inc.	3495	Placements Caducee inc. (Les)	3515
Entreprises Aimé & René inc. (Les)	3495	Placements M.B.G. inc. (Les)	3515
Entreprises Claude Raymond inc. (Les)	3495	Pierre Travel Inc.	3524
Entreprises Delson ltée (Les)	3496	Productions Maro inc. (Les)	3515
Entreprises J.C.P. inc.	3496	Produits hygiéniques Nord-Ouest inc.	3516
Falcon Ridge Mines Ltd.	3496	Promotions touristiques de St-Gédéon inc. (Les)	3516
Filtronique inc.	3497	Québec Structural Steel Limited	3487
Garage Roger Morin inc.	3497	Québec Waste Compacter Systems Inc.	3521
Geejay Enterprises Ltd.	3497	Radiateurs Laprairie inc. (Les)	3517
Gestion Le Saux ltée	3498	Résidences familiales Québécoises inc. (Les)	3517
Gestion P.M.J. inc.	3498	Ro-Bar Stamps Inc.	3517
Granit Precam inc. (Le)	3499	Roi des habits (Québec) inc. (Le)	3518
Graphic Group of Canada Ltd. (The)	3499	Rosedale Dress Ltd.	3518
Groupe graphique du Canada ltée (Le)	3499	Roulotte La Québécoise inc.	3518
Guay (Jacques) inc.	3499	Roy (Claude) et frères inc.	3519
Hallandale Realities Ltd.	3500	Salon Rambeau inc.	3519
Harts Children's Wear (Centre) Inc.	3500	Sanctuaire Notre-Dame-de-Fatima	3565
Hébert sports inc.	3500	Sava inc.	3519
Hilly-Lee Music Corp.	3501	Ski-Pole Productions Inc.	3520
Hôtellerie Mon Pays inc.	3501	Sopelco Limited	3520
Ideal Lumber & Plywood (1971) Ltd.	3501	Sopelco limitée	3520
Ile Perro Paving & Construction Inc.	3514	Spiro métal tube inc.	3520
Immeubles Besco inc. (Les)	3502	Superfine Scotch Distributors Limited	3521
Immeubles Lalanberge ltée (Les)	3502	Système de sécurité B.B. inc.	3483
Immeubles Renaissance inc.	3503	Systèmes de compactage de rebuts du Québec inc. (Les)	3521
Imperial Leasing Co. Ltd. (The)	3503	Tabagie Cartier ltée	3522
Importations Henrített limitée (Les)	3503	Taverne Chez Sylvio inc.	3522
Investissements Norminco inc.	3504	Techrida ltée	3522
J.E.F. Car Tray Inc.	3504	Tessier (Claude) & associés inc.	3523
Jeandre ltée	3504	Toitures Gor-Bel inc. (Les)	3523
K.P.C. inc.	3505	Toyota Deux-Montagnes inc.	3523
Kar Auto Parts Inc.	3505	Tremblay (Émile) & fils ltée	3524
Knitrama Fabrics Inc.	3505	Viadent inc.	3524
Langevin (Claude) éditeur inc.	3506	Voyages Pierre inc.	3524
Laprairie Radiators Inc.	3517	Westmount Action Committee	3525
Locations Bonaventure ltée (Les)	3506		
Lowrie (Joni) Ltd.	3507	Lettres patentes	Letters Patent
Mabian inc.	3507	supplémentaires	supplementary
Manoir Richelieu Limited — Manoir Richelieu limitée	3507	Immeubles F. X. Lasalle & Fils inc. (Les)	3525
Marché Lambert et frères inc.	3508	(Correction)	
Marché Lionel Coudry inc.	3508	Monastère des Ursulines de Gaspé	3565
Mayfield Explorations and Developments Limited	3508	Monastère des Ursulines de Rimouski	3565
McGill Corporate Service Inc.	3509		
Megation Corporation Ltd.	3509	Sièges sociaux	Head Offices
Mem-Pha Ltd.	3510	Aluminium permanent (Sherbrooke) inc.	3558
Mem-Pha ltée	3510	B.C.R. Corporation Ltd.	3562
Mercerie du Gentilhomme ltée (La)	3510	Canots Tremblay, ltée (Les)	3558
Mode intrigante du Québec inc. (La)	3510	Cha-Ric Inc.	3562
Northern Abitibi Mining Corp.	3511	Charpentes métalliques Québécoises limitée (Les)	3562
Novares inc.	3511	Compagnie de fiducie Nord-Amérique	3559
Oeuvre de Partage de Plessisville inc.	3512	Compagnie de pétroles Panabec ltée (La)	3558
Ouellet (Alphonse) (1971) ltée	3512	Convoi de maison mobile inc.	3562
		Corporation B.C.R. ltée	3562
		Dan's Superior Color Cards Inc.	3563

Sièges sociaux (suite)	Head Offices (continued)	Institutions financières, compagnies et coopératives	Financial Institutions, Companies and Cooperatives
Dominion Lapping Company Limited.....	3561		
Great Northern Holdings Limited.....	3561		
Hilco Investment Enterprises Ltd.....	3559		
Junior Scene (1971) Inc.....	3560		
Mini-Press Stamping Limited.....	3561		
Mobile Home Convoy Inc.....	3562		
Morrison (G. B.) Co.....	3559		
Motel télévision inc.....	3561		
Natinvest Ltd.....	3559		
Nicol Auto Inc.....	3560		
North-America Trust Company.....	3559		
Permanent Aluminum (Sherbrooke) Inc.....	3558		
Panabec Petroleum Company Ltd.....	3558		
Québec Structural Steel Limited.....	3562		
Société d'analyse bio-pharmaceutiques inc.....	3560		
Style Guild Du Cap Corp.....	3560		
Tremblay, Canoes, Ltd.....	3558		
Vermette (Beauce) Inc.....	3561		
		<i>Assurances:</i>	<i>Insurance:</i>
		Employers Mutual Fire Insurance Company (Permis-Licence).....	3594
		Midland Insurance Company (Permis-Licence)	3593
		Occidental Life Insurance Company of Canada (Permis-Licence).....	3593
		Terres et Forêts	Lands and Forests
		<i>Cadastre:</i>	<i>Cadastre:</i>
		Clyde, canton-township.....	3563
		Como, village.....	3563
		Louvicourt, canton-township.....	3563
		McKenzie, canton-township.....	3563
		Notre-Dame de la Nativité de Bécancourt, par.	3564
		Notre-Dame du Sacré-Coeur, par.....	3564
		Ste-Agathe des Monts, par.....	3564
		St-Romuald de Farnham, par.....	3564
		Ste-Thérèse de Blainville, par.....	3564
DEMANDES À LA LÉGISLATURE	APPLICATIONS TO LEGISLATURE		
Communauté orthodoxe grec de la ville de Laval.....	3598		
Compagnie Trust Royal (La).....	3598		
Corporation des officiers municipaux agréés du Québec.....	3600		
Corporation of Chartered Municipal Officers of Québec.....	3600		
Dorval, cité-city.....	3598		
Doss, Galal.....	3597		
Greek Orthodox Community of the city of Laval.....	3598		
Longueuil, ville-city.....	3599		
Magog, cité-city.....	3599		
Royal Trust Company (The).....	3598		
Ste-Foy, ville-city.....	3600		
		Travail et de la Main-d'oeuvre	Labour and Manpower
		<i>Industrie ou métiers de:</i>	<i>Industry or Trades of:</i>
		Alimentation, détail, St-Hyacinthe (Mod.)...	3567
		Clothing (Men's and Boys'), Province (Amend.).....	3566
		Confection (hommes et garçons), Province (Amend.).....	3566
		Food Retail, St. Hyacinthe (Amend.).....	3567
		NOMINATION	APPOINTMENT
		Décary, Jacques (<i>Juge de la Cour provinciale- Judge of the Provincial Court</i>).....	3592
		PROCLAMATIONS	PROCLAMATIONS
		Extension de juridiction de la Cour municipale de la ville de Boucherville au village de Varennes, comté de Verchères.....	3604
		Extension of the jurisdiction of the municipal Court of the town of Boucherville to the village of Varennes, county of Verchères....	3604
		Terme de la Cour du Banc de la Reine siégeant en première instance en matière criminelle pour le district de Richelieu.....	3603
		Term of the Court of Queen's Bench sitting as a court of first instance in criminal matter in the district of Richelieu.....	3603
		Régie des marchés agricoles du Québec	Québec Agricultural Marketing Board
		Milk Producers of Québec (<i>Joint Plan</i>) (<i>Pool By-law</i>).....	3605
		Producteurs de lait du Québec (<i>Plan conjoint</i>) (<i>Règl. de pool</i>).....	3605
LIQUIDATION DES COMPAGNIES — Loi de la	WINDING-UP ACT		
Compagnie de téléphone locale de St-Albert de Warwick (La).....	3591		
MINISTÈRES	DEPARTMENTS		
Éducation	Education		
<i>Municipalité scolaire de:</i>	<i>School Municipality of:</i>		
Beauport (Prot.), (Acc.-Grant.).....	3572		
Farnham (Prot.), (Acc.-Grant.).....	3573		
Ireland North, Diss. (Acc.-Grant.).....	3573		
Les Deux-Rives, (Acc.-Grant.).....	3574		
Lévis, Diss. (Acc.-Grant.).....	3571		
Loretteville-St-Sauveur (Prot.) (Acc.-Grant.)	3571		
Montebello, Diss. (Acc.-Grant.).....	3571		
Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, (Dem.-Appl.)...	3571		
Roberval, (Acc.-Grant.).....	3572		
Rouyn, (Dem.-Appl.).....	3580		
Ste-Adèle (Prot.) (Acc.-Grant.).....	3570		
St-Raymond, Diss. (Acc.-Grant.).....	3573		
Salaberry de Valleyfield (Prot.) (Acc.-Grant.)	3573		
Stoneham (Prot.), (Acc.-Grant.).....	3574		

Société d'habitation du Québec	Québec Housing Corporation	Kamouraska	Kamouraska
Westmount, cité-city (<i>Programme de rénovation-Renewal Program</i>)	3606	Caron vs Levesque	3626
Société coopérative agricole	Cooperative Agricultural Association	Labelle	Labelle
Société coopérative agricole de Montmagny (La) (<i>Nom-Mame ch.</i>)	3605	Collin vs Bélec	3627
SOUMISSIONS — demandes de	TENDERS — Requests for	Montmagny	Montmagny
Beauport, ville-town	3615	Office du crédit agricole du Québec (L') vs Morin	3627
Brossard, ville-town	3611	Québec Farm Credit Bureau (The) vs Morin	3627
Buckingham, ville-town	3609	Montréal	Montreal
Châteauguay Valley, c.s.r.p.-p.r.s.b.	3607	Baig (William) Inc. vs Henri et al.	3629
Ste-Anne-de-Portneuf, munic.	3613	Bank Canadian National vs Robillard	3629
Ste-Foy, ville-city	3617	Banque Canadienne Nationale vs Robillard	3629
SYNDICATS PROFESSIONNELS	PROFESSIONAL SYNDICATES	Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal (La) vs Colombey construction Itée	3628
Association des médecins vétérinaires prati- ciens du Québec (A.M.V.P.Q.) (<i>Const.- Inc.</i>)	3606	General Trust of Canada vs Leroux	3630
Syndicat des enseignants de Champlain (<i>Const.-Inc.</i>)	3606	Montreal City and District Savings Bank (The) vs Colombey Construction Itée	3628
VENTES	SALES	Revalex Inc. vs Seigneurie Builders Inc.	3632
Par Shérifs	By Sheriffs	Rossi vs Zafiri	3630
Abitibi	Abitibi	Trust Général du Canada vs Leroux	3630
Royer et al vs Spaetra	3623	Québec	Québec
Hauterive	Hauterive	Banque provinciale du Canada (La) vs Dorion	3632
Maison Rite vs Vigneault	3624	Provincial Bank of Canada (The) vs Dorion	3632
Joliette	Joliette	Roy vs Olivier	3634
Compagnie d'assurance sur la vie La Sauvegar- de vs Houle	3624	St-Germain vs Perron	3633
Office du crédit agricole du Québec (L') vs Dufour	3626	Terrebonne	Terrebonne
Québec Farm Credit Bureau (The) vs Dufour	3626	Bohémier et al vs Lefebvre et al.	3634
Safeguard Life Assurance Company (The) vs Houle	3624	Taxes	Taxes
		Malartic, ville-town	3620
		Notre-Dame-du-Lac, ville-town	3619
		Pontiac, comté-county (<i>Erratum</i>)	3620

Maintenant en vente

Now on sale

Lois du Québec 1970

Statutes of Québec 1970

Reliure toile . . . \$15

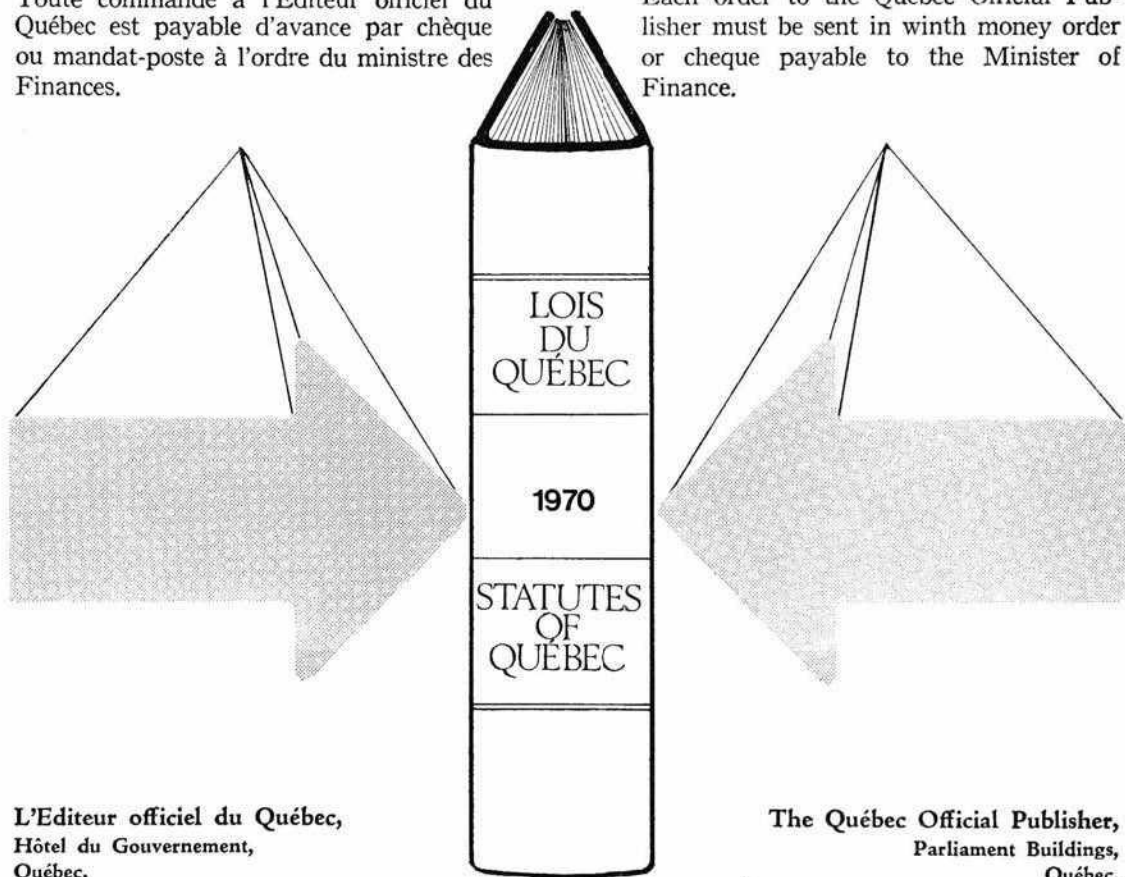
Reliure chagrin rouge \$25

Cloth bound . . . \$15

Red morocco-leather \$25

Toute commande à l'Éditeur officiel du Québec est payable d'avance par chèque ou mandat-poste à l'ordre du ministre des Finances.

Each order to the Québec Official Publisher must be sent in with money order or cheque payable to the Minister of Finance.



L'Éditeur officiel du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec.

The Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec.

Comptoirs de vente à **MONTREAL** Books Stores

Centrale d'artisanat du Québec,
(comptoir des publications)
1450, rue Saint-Denis

Wilson & Lafleur, (limitée),
39 ouest, rue Notre-Dame

Librairie des Presses de l'Université de Montréal

à SAINT-HYACINTHE : le Comptoir du Livre, 1391, Calixa-Lavallée, Saint-Hyacinthe, Qué.